

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS


Date de Publication : 14/06/2016

N° : 2016/9

SOMMAIRE

 **Bureau de la Métropole**

3/113

 **Conseil de de la Métropole**

114/384

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 28 AVRIL 2016

**METROPOLE
D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Bureau de la Métropole

28 AVRIL 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 14 juin 2016 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Gérard BRAMOULLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Richard MALLIE - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Guy TEISSIER - Martine VASSAL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORE - Eric DIARD - Roland GIBERTI - Eric LE DISSES.

HN 001-071/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à Marseille Innovation et approbation d'une convention
MET 16/194/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Marseille Innovation est une association loi 1901 créée le 04 novembre 1996 rassemblant des entreprises (Airbus Helicopters, CMR, Careware Shielding, Orange, CEA, Bull...) et des organismes financiers (BPPC, SMC, Prado Premalliance, Novalis...). Elle est présidée par Pascal Fouache, président de la société Contrôle Mécanique Régulation. Marseille Innovation est un centre d'entreprise et d'innovation labellisé par la Commission Européenne.

Elle conduit 2 missions : la gestion de 3 pépinières telles que l'Hotel Technologique, l'Hôtel Technoptic et le Pôle Média Belle de Mai ainsi que le développement à l'international des entreprises innovantes notamment en Méditerranée.

L'efficacité des pépinières, notamment lorsqu'elles sont en réseau, tant en création d'entreprises que d'emplois, et le rôle reconnu que de telles structures ont sur l'animation et le développement économique justifient la participation de la Métropole d'Aix Marseille Provence au fonctionnement du réseau de pépinières géré par Marseille Innovation.

Sur les 3 pépinières, Marseille Innovation accompagne une centaine d'entreprises. En 2015, Marseille Innovation a également incubé 60 projets dans l'incubateur Paceim (*Programme d'Aide à la Création d'Entreprises Innovantes en Méditerranée*).

Ces chiffres devraient continuer à croître légèrement pour 2016 car à ce jour, la promotion Paceim 4 n'est pas entièrement validée. Les porteurs de l'incubateur Paceim sont originaires d'Algérie, Tunisie Maroc et Liban, majoritairement de niveau docteur en sciences avec, fait notable, près de 25% de femmes.

PROGRAMME D'ACTIONS 2016

Le plan d'action 2016 de Marseille Innovation s'inscrit à la fois dans la continuité et est en mutation forte.

La dynamique de la French tech a accéléré la transformation en profondeur de Marseille Innovation, le numérique représentant 80% de leurs clients. L'arrivée au Conseil d'Administration de Netangels, Jaguar Network, les partenariats en cours avec Amazon, CMA CGM, la Poste, Choose my boss... en sont des signaux forts. La co-accelération devient un atout fondamental de leur accompagnement.

L'hôtel Technologique est maintenant l'accélérateur numérique de Marseille Innovation adossé à NetAngels avec qui ils co-accélèrent une demi-douzaine d'entreprises. Le site de La Belle de Mai, autre lieu Totem de la labellisation French tech Aix Marseille, actuellement totalement plein est leur deuxième lieu numérique référent. L'Hôtel Technoptic devient l'accélérateur industriel dans lequel Marseille Innovation attire des entreprises qui font des produits, des objets connectés, de l'ingénierie, de l'optronique... L'incubateur PACEIM, quant à lui, a terminé l'incubation des 28 premiers projets (50% ont été créés et 90% sont rentrés au pays) et accompagne donc à ce jour les deux promotions PACEIM 2 et 3 soit une soixantaine de projets. Enfin, le projet d'incubateur social en chantier est centré sur leur partenariat avec la YUMP (Young Urban Movement Project).

Marseille Innovation acteur en ingénierie financière

Depuis 2009, ce sont plus de 17 millions d'euros (du prêt, de la subvention, du haut de bilan, du fonds d'innovation de Marseille Provence aux Bourses French Tech de la BPI à Paca Emergence, Total Développement, les business angels, le fonds de Crowdfunding en amorçage ou en prêt avec Unilend...) qui ont été levés par leurs entreprises.

Marseille innovation écosystème de croissance des grands groupes locaux

Marseille Innovation vise les groupes suivants avec lesquels elle a déjà des relations fortes historiques et à renforcer :

- Orange,
- Airbus Helicopters sur le champ de l'open innovation,
- EDF Vice-Président de Marseille Innovation, avec qui ils ont une convention de partenariat,
- Total développement, qui a 50% de ses financements régionaux en leurs lieux,
- Gemalto,
- CMA CGM avec qui ils initient l'App Store CMA,
- Le groupe La Poste avec qui ils organisent le premier Start in Post à Marseille

Mise en place des mentors

L'utilisation des anciens comme mentors des dossiers en pépinière a été démarrée.

Activité de formation

Marseille Innovation est devenu un organisme de formation. Un programme d'une quinzaine de fiches a été lancé principalement en intelligence économique. Les premières formations ont été livrées et ont généré 2000 euros à ce jour.

Nouveaux services numériques

Un partenariat avec Amazon a été validé pour 5 000 dollars de services gratuits pour leurs 100 startup soit 500 000 dollars d'offres.

Un partenariat avec « Choose your Boss » a été signé pour permettre à leurs entreprises de recruter via leur plateforme spécialisée sur le numérique à des prix très compétitifs.

D'autres services sont en discussion avec de nombreux partenaires.

Marseille Innovation à l'international

Marseille Innovation s'est doté de spécialistes de l'international qui ont rejoint l'équipe d'experts pour appuyer les jeunes entrepreneurs et délègue l'activité terrain aux partenaires. Des actions de préparation

pour amener les entreprises les plus matures sur des salons type le CES de Las Vegas seront toutefois continuées en 2016 : documentation en anglais, pitch opérationnel...

Le budget prévisionnel de 2016 est un budget équilibré, en continuité avec les efforts réalisés durant ces dernières années.

Le budget prévisionnel 2016 de l'association s'élève à 1.560.220 euros, soit une augmentation de 5,6 % par rapport à 2015 (1.477.927 euros).

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

Salaires et charges : 684.338 euros
Achats : 673.863 euros
Services extérieurs et autres services extérieurs : 132.751 euros
Autres charges : 12.000 euros
Dotations amortissements : 37.492 euros
Impôts et Taxes : 19.776 euros
Total : 1.560.220 euros

La masse salariale représente 43,86 % du montant des dépenses contre 48,36 % en 2015.

Les recettes par grands postes s'élèveraient à :

Entreprises : 927.680 euros

MAMP : 291.540 euros
Région Paca : 180.000 euros
Conseil Départemental : 136.000 euros
Ville de Marseille : 25.000 euros
Total : 1.560.220 euros

La part d'autofinancement s'élèverait à 59,45 % du total des ressources contre 58 % en 2015.

Selon le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons en date du 22 avril 2016, il est proposé au Conseil Métropolitain de participer, au titre de l'année 2016, à l'animation des 3 pépinières d'entreprises sur le Technopôle (Hôtel Technologique et Hôtel Technoptic) et sur le Pôle Média, en apportant à l'association Marseille Innovation, une subvention de fonctionnement d'un montant de 291 540 euros et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV 002-1544/15/BC du Bureau de la Communauté du 21 décembre 2015.
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain au Conseil de Territoire ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier - développement de l'activité et de l'emploi -.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 291.540 euros à l'association Marseille Innovation, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci annexée relative à l'attribution d'une subvention à Marseille Innovation.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 6574 - Subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé - Fonction 62 – Sous politique B320.

Article 4

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 5

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 002-072/16/BM

**■ Promotion économique des actions de la Métropole sur le site busiboost.fr. Approbation d'une convention avec l'association Provence Meeting
MET 16/217/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en mai 2009, à l'initiative de l'UPE13, des grandes branches professionnelles, de l'UPR Paca et de partenaires Fondateurs tels que la Fédération des Bâtiments et Travaux Publics (FBTP13), l'Union des Industries Chimiques (UIC), La Fédération Régionale des Industries Agro-alimentaires (FRIAA PACCA), l'association Provence Meeting a pour objet de favoriser la mise en relation des managers locaux et le développement de leur réseau d'affaires. A cet effet, elle développe et anime le site busiboost.fr pour le compte des acteurs économiques locaux : associations d'entrepreneurs, pôles d'activités, syndicats professionnels et l'ensemble des entreprises en activité le territoire des Bouches-du-Rhône.

Depuis quelques mois ce réseau s'est étendu aux départements du Gard et des Pyrénées Orientales.

Pour ce qui concerne les Bouches-du-Rhône, busiboost.fr regroupe les 85 000 sociétés du département et leurs managers dans son annuaire. Véritable plateforme de business et de réseau, le site délivre aussi une information ciblée sur les manifestations et rencontres locales. Premier agenda économique local avec plus de 2 000 événements économiques recensés chaque année, le site assure le rayonnement des différents organismes auprès des acteurs économiques du territoire et permet aux entreprises de se rencontrer en mutualisant leurs compétences.

Ouvert à l'ensemble des managers du territoire, busiboost.fr compte plus de 2 000 vitrines de sociétés en activité et connaît une bonne dynamique du réseau qui se concrétise par une activité régulière et croissante. L'année dernière 400 000 pages ont été vues par les visiteurs du site. Une dynamique qui permet à chacun des membres de busiboost de développer son réseau professionnel et de créer une vitrine commerciale afin d'accéder aux opportunités business en cours.

De plus, le site favorise le développement des relations d'affaires des entreprises et des institutions du département des Bouches-du-Rhône, notamment au travers d'une plateforme business.

Dotée d'une vitrine institutionnelle, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pu promouvoir depuis trois années ses différentes opérations économiques et élargir son cœur de cible des chefs d'entreprise locaux qui représentent un tiers des membres de Busiboost. Avec plus de 4 400 pages vues la Communauté urbaine est devenue la page la plus visitée de toutes les institutions du département. Véritable outil de mise en relation avec l'ensemble des acteurs et décideurs économiques, Busiboost a contribué à valoriser l'ensemble des événements organisés par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par la mise en ligne régulière des nombreuses actualités économiques qui renforcent l'attractivité du territoire.

En 2015, la page d'accueil a été vue 1 805 fois avec 1 460 vues uniques. Les actualités diffusées ont été vues 1 290 fois avec un temps moyen passé sur la page de 4 minutes et 30 secondes. Les événements auxquels la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a participé et qui ont été mis en avant sur le site ont été vus 1 332 fois avec 1 102 visiteurs uniques. L'institution a été mise en avant pour sa participation au forum MXL, au Salon des entrepreneurs Marseille Provence et au Financial'IT days. Notre rôle de partenaire ou d'organisateur a été mis en avant auprès de 8 000 membres du réseau Busiboost. De la même manière, les 8 000 membres ont pu avoir connaissance des missions et du rôle de

notre institution à travers l'opération de commercialisation d'Athélia V (février 2015), le forum MXL (mars 2015), le MIPIM (mars 2015) ou encore le Salon des entrepreneurs Marseille Provence (octobre 2015).

Dans cette lignée, consciente de la place importante qu'occupent les outils de communication numériques, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'associera au site busiboost.fr en assurant la promotion des événements et manifestations économiques de l'ensemble du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après et d'approuver la convention y afférente.

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 12 000 euros à l'association Provence Meeting, pour la participation de la Métropole au site busiboost.fr.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci annexée relative à la promotion économique des actions de la Métropole sur le site de busiboost.fr.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique B330 – Nature 6748 - Fonction 64.

Article 4 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 003-073/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière Biotech au titre de l'année 2016 – Approbation d'une convention.

MET 16/255/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le domaine technologique, avec l'optique photonique, le numérique, l'aéronautique, la mécanique, les biotechnologies font partie des secteurs prioritaires.

Technologies d'avenir, au cœur des enjeux scientifiques et économiques, les biotechnologies sont un marché récent et en forte croissance.

Le potentiel en région Provence Alpes Côte-d'Azur et sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est en effet important, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, GenePred Biotechnologies, Click4Tag, ...).

Afin d'offrir un environnement favorable à cette filière, Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy : les bâtiments Luminy Biotech I, II, III.

Cette offre foncière et immobilière s'appuie sur un dispositif d'aide à l'innovation pour la mise en œuvre de ces développements, avec notamment le pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur

inter-universitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises.

L'Association Grand Luminy comporte 63 membres (37 membres associés et 26 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise et des collectivités locales.

L'Association Grand Luminy est organisée en deux départements :

- Grand Luminy Communication assure des actions d'animation, de communication et de promotion sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy. Ces actions prennent les formes de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site) ainsi que l'organisation et la participation à des manifestations scientifiques. 150 manifestations ont notamment été co-organisées ou soutenues par l'association en 2015 ;
- Grand Luminy Entrepreneuriat qui assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie. Depuis la mise en place du dispositif en 1995, ce sont 112 projets accompagnés et 67 entreprises créées.

La pépinière AGL s'est étendue sur 500 m² supplémentaires fin 2014 puis sur 1 500 m² début 2016 dans les ex-locaux de la société Trophos et dispose désormais de 3 200 m² de pépinière qu'elle loue à Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein des bâtiments Luminy Biotech.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière douze entreprises de pointe dans les secteurs des biotechnologies dont trois bénéficient du Fonds d'Innovation Marseille Provence. De nouvelles entrées en pépinière sont prévues notamment en relation avec les projets de la Business Nursery de Kedje Business School.

Le budget prévisionnel 2016 de l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière s'élève à 746 469 euros.

Les principaux postes sont :

Dépenses :

Communication/animation/promotion 30 050 euros
Plateformes Biotech 46 000 euros
Masse salariale 318 988 euros
Frais généraux 331 431 euros

Total dépenses

Ressources :

Subventions

- Ville de Marseille 50 000 euros
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence 50 000 euros

- Conseil Régional PACA 88 900 euros
 - Conseil Départemental 13. 100 000 euros
- Ressources pépinières et services extérieurs 457 569 euros

Total recettes 746 469 euros

La part de l'autofinancement est de 61 %.

Selon le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons, il est proposé de soutenir l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière en apportant une subvention de 50 000 euros et d'approuver la convention y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération IPE 001-1554/15/BC du Bureau de la Communauté du 21 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain au Conseil de Territoire ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret,

Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons
date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,-----

Considérant

- L'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises Biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière biotech au titre de l'année 2016, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière 2016, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière biotech au titre de l'année 2016.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320 – Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 62.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 004-074/16/BM

■ Projet Urbain Partenarial Afféragé - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Approbation d'une convention de travaux d'extension du réseau d'eau potable avec la Société Eau de Marseille Métropole MET 16/187/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le plan local d'urbanisme de Châteauneuf-les-Martigues prévoit au titre d'une orientation d'aménagement le développement des quartiers situés à l'Est de la Commune, sur le secteur Charité-Frascati-Bastide neuve dénommé Afféragé. Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logement et renforcer la mixité sociale sur la commune.

En cohérence avec ces objectifs, la Communauté urbaine a approuvé le 28 juin 2013 par délibérations AEC 009-385/13/CC et AEC 010-386/13/CC les conventions de Projet Urbain Partenarial avec les opérateurs immobiliers Bouygues Immobilier et Sci Norbalad.

L'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations de construction nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Les caractéristiques des programmes immobiliers sont les suivantes :

- Bouygues immobilier Roselières 2 : 101 logements ont 57 logements sociaux, 7 624 m² de surface de plancher,
- Bouygues immobilier Roselières 3 : 53 logements dont 20 logements sociaux, 3 750 m² de surface de plancher,
- Opération Norbalad transférée à Bouygues immobilier : 34 logements sociaux, surface de plancher de 2203m²
- Opération Norbalad transférée à Bouygues immobilier : 30 maisons individuelles logements sociaux, surface de plancher de 2928m².

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial Afféragé a été fixé par les conventions de PUP. Il comprend la réalisation des travaux de viabilisation des opérations immobilières : réalisation des voies nouvelles inscrites au PLU et desserte tous réseaux (secs et humides).

La maîtrise d'ouvrage des travaux de viabilisation est assurée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Afin de permettre à la Métropole de réaliser les travaux nécessaires à l'extension du réseau d'eau potable du secteur d'aménagement du Projet Urbain Partenarial Afféragé, il convient d'établir une convention de raccordement entre d'une part la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et d'autre part la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM). Cette convention définit les travaux et prévoit les modalités du financement desdits travaux pour un montant de 13 076,94 euros TTC.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La délibération AEC 009-385/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013 approuvant une convention de PUP avec Bouygues Immobilier ;

- La délibération AEC 010-386/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013 approuvant une convention de PUP la SCI NORBALAD ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de projet urbain partenarial signée le 19 juillet avec l'opérateur Bouygues Immobilier ;
- La convention de projet urbain partenarial signée le 19 juillet 2013 avec l'opérateur Norbalad ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation des opérations immobilières du Projet Urbain Partenarial Afféragé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SEMM exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau eau potable ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SEMM afin de permettre l'alimentation en eau potable des opérations immobilières du Projet Urbain Partenarial Afféragé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci annexée conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMM relative à la desserte en eau potable du Projet Urbain Partenarial Afféragé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 – Sous Politique C140 - Nature 23152 – Fonction 515 – Opération n°2013/10002.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix et adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 005-075/16/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté des Florides - Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe - Approbation d'une convention de travaux d'extension du réseau d'eau potable avec la Société Eau de Marseille Métropole MET 16/195/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire des Florides située sur les territoires des Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe, par délibération URB 19/274/CC du 30 mars 2006.

Par délibération du Conseil de Communauté n°DEV 009-911/08/CC du 19 Décembre 2008, le dossier de réalisation de la ZAC comprenant l'ensemble du Programme d'Equipement Public à réaliser à l'intérieur de la zone a été approuvé. La déclaration de projet sur l'intérêt général de la réalisation des travaux d'équipement de la ZAC a été approuvée par délibération n° DEV 004-11252/09/CC du 26 mars 2009.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

Une première tranche d'aménagement a été réalisée de 2011 à 2014 permettant la livraison et la commercialisation de 20 hectares d'activités tertiaires et industrielles. Les travaux de viabilisation de la seconde tranche d'aménagement (60 hectares) ont démarré en 2015.

Afin de permettre à la Métropole de réaliser les travaux nécessaires à l'extension du réseau d'eau potable de la seconde tranche d'aménagement de la ZAC des Florides, il convient d'établir une convention de raccordement entre d'une part la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et d'autre part la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM). Cette convention définit les travaux et prévoit les modalités du financement desdits travaux pour un montant de 61 969, 37 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 3/686/CC du 15 octobre 2004 approuvant l'ouverture d'une Autorisation de Programme d'un montant de 270 000 euros affectée à l'opération n° 2004/00075 – ZAC des FLORIDES ;
- La délibération URB 04/259/CC du 30 mars 2006, approuvant le bilan de concertation et le Dossier de Création de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane ;
- La délibération URB-299/08/CC du 8 février 2008 approuvant le bilan de la concertation et approuvant la modification du dossier de création de la Zone d'aménagement Concerté des Florides ;
- La délibération DEV 009-911/08/CC, du 19 décembre 2008, approuvant le dossier de

réalisation de la Zone d'aménagement Concerté des Florides ;

- La délibération URB 002/294/08/CC du 8 février 2008 approuvant la revalorisation d'un montant de 15 000 000 euros pour l'autorisation de programme 2004/00075 – ZAC des FLORIDES ;
- La délibération DEV 004-1152/09/CC, du 26 mars 2009, approuvant la réalisation des travaux d'équipements de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe – déclaration de projet ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où il est rapporté ci-dessus,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Des Florides sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe sont réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SEMM exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau eau potable ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SEMM afin de permettre l'alimentation en eau potable de la seconde tranche d'aménagement de la ZAC des Florides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMM relative à la desserte en eau potable de la ZAC des Florides deuxième phase.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2016 – Sous Politique C140 – Nature 605 – Fonction 90.

Article 4 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 006-076/16/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté Athelia V – Commune de La Ciotat - Approbation d'une convention de travaux d'extension du réseau d'eau potable avec la Société Eau Marseille Métropole.

MET 16/197/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques, Athélia V, sur la commune de la Ciotat.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation de projets d'aménagement destinés au développement de l'action économique.

Associée aux zones Athélia existantes, l'extension de cette zone viendra conforter la vocation économique du site et permettra de participer au développement économique en confirmant le souhait de Marseille Provence Métropole d'accueillir sur le site des entreprises de haute technologie.

Le dossier de création de la ZAC Athélia V et l'étude d'impact, pièce maîtresse de ce dossier, ont ainsi pu être approuvés en Conseil de Communauté du 1^{er} octobre 2010 et le dossier de réalisation a été

approuvé le 15 février 2013, suite à l'avis favorable du Conseil municipal de la Ciotat du 11 février 2013.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique qui permet l'accueil d'activité tertiaire et de petite production est réalisée en régie directe par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ; par conséquent c'est Marseille Provence Métropole qui a procédé elle-même directement à l'aménagement des équipements publics de la zone.

Les travaux de la ZAC Athélia V sont en cours de réalisation et devraient être achevés début du 3^{ème} trimestre 2016.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, il convient de procéder au raccordement en eau potable sur le réseau existant et concédé.

La présente délibération a pour objet d'approuver la convention avec la SEMM pour les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation de cette opération pour un montant de 32 115,33 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 6/261/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 30 mars 2006 par laquelle la communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Athélia V sur la commune de la Ciotat ;

- La délibération URB 001-1021/07/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 19 novembre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V à la Ciotat ;
- La délibération AEC 009-2305/10/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole 1er octobre 2010 portant approbation du nouveau dossier de création de la zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V de la Ciotat ;
- La délibération AEC 004-483/11/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 8 juillet 2011 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération AEC 001-882/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 15 février 2013 approuvant le dossier de réalisation modifié ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'aménagement d'un pôle d'activités sur la Commune de La Ciotat relève des compétences de la Métropole
- Que les travaux d'aménagement de la ZAC intègrent des travaux d'extension du réseau d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la SEMM, ci-annexée.

Article 2 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 – Sous Politique C140 – Nature 605 – Fonction 90.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 007-077/16/BM

■ Desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins à Marseille 13ème arrondissement. Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative.

MET 16/214/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'améliorer la situation des quartiers de la Grave et des Médecins et de permettre leur développement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conduit un projet de desserte sanitaire et pluviale au titre de ses compétences propres.

Par délibération du 28 juin 2008, le Conseil de Communauté a approuvé la déclaration de projet de l'opération de desserte sanitaire et pluviale de la Grave et des Médecins.

Par arrêté du 8 octobre 2008, la Préfecture des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique au bénéfice de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole les travaux nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale de la Grave et des Médecins.

Cet arrêté a été prorogé par arrêté n° 2013-45 du 30 août 2013, les acquisitions foncières n'étant pas terminées. Cette opération de desserte sanitaire et pluviale a été reconduite à l'identique par rapport à la déclaration d'utilité publique initiale. En effet, son objet et la définition du périmètre demeurent inchangés.

Compte tenu de l'intérêt de réaliser cette opération indispensable pour la salubrité de ce quartier et devant le refus constant de certains propriétaires d'autoriser le passage des canalisations sanitaires et pluviales dans les propriétés privées, il convient de recourir à l'établissement d'une servitude administrative au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence créée depuis le 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui l'autorisera à réaliser le réseau projeté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de

compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;

- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de lancer une procédure d'institution d'une servitude administrative pour la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des quartiers La Grave et des Médecins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure d'institution d'une servitude administrative permettant d'autoriser la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à réaliser la desserte sanitaire et pluviale la Grave/les Médecins.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative telle que prévue par le Code Rural et le Code de l'Expropriation.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concernant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 008-078/16/BM

■ Approbation de 4 conventions avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération MET 16/274/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

Marseille Provence Métropole a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement à ces projets

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées conclues avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement des opérations suivantes :

- Amélioration de la qualité sanitaire de la baignade à Marseille - Travaux réseaux d'assainissement littoraux
- Modernisation de la vanne du barrage Pugette
- Travaux de suppression des boîtes de lavage de la voirie
- Réduction de l'ensablement des réseaux d'assainissement : réalisation d'un piège à sables cours St Louis 13001

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées aux Budgets annexe Assainissement 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Sous politique : F110/F120/F130 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAAC

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 009-079/16/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Appel à Projet Economies d'Eau 2015

MET 16/277/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 22 décembre 2005, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération POR 006/997/CC, les demandes de subvention au titre de l'opération « port propre » et ses opérations structurantes auprès des partenaires publics : la Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches du Rhône, l'Etat (DIREN), l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'ADEME.

Le territoire de Marseille Provence Métropole s'est engagé dans une démarche volontaire de gestion intégrée des zones côtières au travers notamment de son schéma des vocations littorales. Le territoire souhaite traiter plus particulièrement la problématique environnementale des ports de plaisance dont il a la gestion.

A partir de la connaissance précise de l'existant, la Direction des Ports du Territoire de Marseille a établi un programme pluriannuel d'investissements pour l'amélioration de la qualité environnementale des ports. L'orientation prise a été d'arrêter le programme de travaux à 8,5 millions d'euros soit 1000 euros par anneau.

Le programme de ces travaux dépend largement de l'accompagnement financier que les partenaires apporteront à ces travaux.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole POR6/997/CC portant sur l'approbation de demandes de subvention au titre de l'opération « port propre » et ses opérations structurantes auprès des partenaires publics ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que dans le cadre de l'Appel à Projet 2015 « lutte contre les fuites des réseaux d'eau potable et économies d'eau dans les bâtiments publics », l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement à ces projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération : Appel à Projet Economies d'Eau 2015 - Port du Frioul de Marseille.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées aux Budgets annexes Ports de Plaisance 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous politique B220 – Nature 1311 – Code gestionnaire : 5DIPOR.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 010-080/16/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel de fin de contrat avec la société SAUMABAT – MIN de Saumaty
MET 16/282/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site de Saumaty comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes rattachés au Marché d'Intérêt National. Par délibération n°FCT 011-587/12/CC du 26 octobre 2012, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la gestion en régie directe du service Public Industriel et Commercial du « Marché d'Intérêt National de Saumaty ».

L'ensemble des occupants du site de Saumaty ont ainsi fait l'objet d'un nouveau contrat avec la Communauté urbaine pour une période de 15 ans courant jusqu'à 2027.

Dans ce cadre, la société Saumabat a signé une convention l'autorisant à occuper un ensemble immobilier à usage d'ateliers et de bureaux afin d'exploiter des activités de réparation navale, vente de bateaux et accessoires marins.

Or, les conditions d'exploitation des activités liées à la pêche sur le site de Saumaty se sont dégradées au fil des années et l'équilibre économique du site est aujourd'hui précaire. Face à ce constat, la Communauté urbaine a décidé d'engager un projet de restructuration du site et de diversification du modèle économique pour permettre l'accueil de nouvelles activités.

Dans ce contexte et afin de mener à bien ce projet de restructuration, il s'avère nécessaire de résilier le contrat conclu avec la société Saumabat en s'appuyant sur l'article 8 de la convention qui autorise une résiliation pour motif d'intérêt général, la réalisation du projet de restructuration sur le domaine public de Saumaty entrant dans cette catégorie.

Le contrat prévoit qu'en cas d'abrogation de l'autorisation avant le terme prévu, le bénéficiaire doit être indemnisé. S'agissant d'un contrat constitutif de droits réels, l'indemnité est calculée sur la base du préjudice direct et matériel né de l'éviction anticipée ainsi que sur la perte de bénéfice sur la durée restant normalement à courir.

Les parties se sont rapprochées afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction. Suite à diverses analyses, études comptables et calcul des pertes subis ainsi que du manque à gagner, la SCI SAUMABAT a évalué à 200 000 euros le montant de son indemnisation. Une

proposition financière a été transmise à cette société se basant sur une réduction de 25 % du montant global en litige, soit une diminution de 50 000 euros. La société SAUMABAT a accepté la proposition de l'Administration.

Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel pour le règlement d'un montant de 150 000 euros à la société Saumabat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°77-833 du 13 juillet 1977 rattachant le Marché de gros du poissons de Saumaty au MIN ;
- La délibération FCT n°011-587/12/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole 26 octobre 2012 approuvant l'exploitation en régie directe du site de Saumaty ;
- La convention de mise à disposition du complexe de Saumaty entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, signée le 1er juillet 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence est gestionnaire du site de Saumaty ;
- Qu'il convient de restructurer le site de Saumaty ;
- Que pour réaliser cette restructuration, il convient de mettre fin au contrat avec la société Saumabat pour motif d'intérêt général ;

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, conclu avec la société Saumabat.

Article 2 :

Le montant dû à la société Saumabat s'élève à 150 000 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 011-081/16/BM

■ Approbation de la convention d'offre unilatérale de concours conclue avec la société HAMMERSON Marseille pour la création d'un passage piétons protégé par des feux tricolores sis quai du Lazaret 13002 Marseille MET 16/222/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux publics relatifs aux aménagements de voirie relèvent de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Ainsi, tous travaux concernant les aménagements de voirie et les implantations de feux tricolores relèvent de la responsabilité de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui en est propriétaire et par conséquent doit en assurer la charge financière. Ceci étant, le droit administratif admet que des particuliers participent volontairement à ces travaux par le biais des offres unilatérales de concours.

En effet, l'offre de concours peut être définie comme un engagement par lequel des particuliers décident de participer aux dépenses d'établissement, d'entretien ou d'exploitation d'un ouvrage public, soit en fournissant une somme d'argent, soit en faisant gratuitement l'apport d'un terrain, soit en effectuant certains travaux ou prestations, soit encore en livrant certaines fournitures.

La société HAMMERSON MARSEILLE, exploitant du centre commercial Les Terrasses du Port, a alerté la Métropole sur des problèmes de circulation piétonne aux abords dudit centre commercial.

En effet, un certain nombre de piétons traversent actuellement le quai du Lazaret depuis la place de La Joliette, au lieu d'emprunter le passage protégé situé un peu plus loin au droit de l'entrée principale des Terrasses du Port.

Au vu de cette situation, la Métropole prévoit de réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, un passage protégé au droit des portes d'accès à la Grande Halle, afin de sécuriser la circulation des piétons vers les commerces situés dans la partie Sud du centre commercial.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces travaux pour l'offrant, celui-ci a volontairement proposé d'y contribuer financièrement.

Suite à l'offre de participation financière proposée par la société HAMMERSON MARSEILLE représentée par son Président Monsieur Jean-Philippe MOUTON, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les travaux correspondants ont été étudiés et estimés.

L'opération susvisée consistera à compléter l'aménagement actuel par

- la création d'un îlot et la modification de celui existant,
- l'implantation des lanternes piétons de chaque côté de la voie,
- la réalisation de la signalisation horizontale et verticale correspondante.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le coût global de l'opération est évalué à 27 000 euros TTC.

Le coût, estimé à 22 500 euros HT, sera pris en charge par ledit bénéficiaire.

En conséquence, il convient d'approuver la convention de l'offre unilatérale de concours ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'acceptation formelle de l'offre de concours matérialisée par la lettre du 18 février 2016 de M. Jean-Philippe Mouton, Président de la société HAMMERSON MARSEILLE ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention d'offre unilatérale de concours avec la société HAMMERSON MARSEILLE pour la création d'un passage piétons protégé par des feux tricolores sis quai du Lazaret 13002 Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'offre unilatérale de concours ci-annexée conclue avec la société HAMMERSON MARSEILLE relative à la création d'un passage piétons protégé par des feux tricolores sis quai du Lazaret 13002 Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention d'offre unilatérale de concours.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
 - Nature 23152 – Fonction 844 - Sous Politique C310

Les recettes seront inscrites au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
 - Nature 1328 – Fonction 844 – Sous Politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 012-082/16/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre de la création des voies du PAE "Les Paranques-La Claire" à Marseille (13ème arrondissement)
 MET 16/283/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Paranques - La Claire. Elle faisait suite à la délibération du 12 novembre 2007 de la Ville de Marseille demandant à MPM la mise en place de cette procédure.

Le programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Paranques – La Claire à Marseille (13^{ème} arrondissement) a pour objectif de contribuer au développement d'une offre d'habitat actuellement réduite, malgré la forte demande liée à l'attractivité de Château Gombert.

A ce titre, une forte participation des promoteurs est prévue pour la réalisation des voiries, qui assureront la desserte des nouveaux programmes de logements.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a en charge la réalisation de la voie U 372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave.

Le programme de l'opération comprend également l'aménagement d'une section de voie comprise entre le raccordement de la voie U372 sur le chemin de la Grave et le boulevard Bara : réaménagement du chemin de la Grave et création de la voie U378 sur environ 180 m.

Par délibération VOI 008-161/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 500 000 euros.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 7 400 000 euros.

De par sa nature, le projet de création des voies du PAE «Les Parankes - La Claire» entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment ses articles L.523-7, R.523-24 à R.523-38, R.523-60 à R.523-68 et R.545-24 et suivants.

Par arrêté n°6732 du 13 novembre 2015, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération VOI 008/161/13/CC du 22 Mars 2013 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°6732 du 13 novembre 2015 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet de création des voies du PAE «Les Parankes – La Claire » ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de création des voies du PAE «Les Parankes – La Claire» à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 013-083/16/BM

■ Contrats d'abonnement Parking Espercieux - Parking Euromed Center - 13002 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la valorisation du patrimoine immobilier et par délibération du 20 novembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la relocalisation des bureaux de la Régie des Transports de Marseille (RTM) dans le cœur de l'opération Euroméditerranée, suite au projet de vente du site de Saint Giniez.

La location de places de stationnement est nécessaire pour le bon fonctionnement des services. En conséquence, il est proposé de souscrire des abonnements dans les parkings Espercieux et Euromed Center.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose de souscrire auprès de QPark, des abonnements au parking Espercieux – Rue des Docks à Marseille pour le compte de la RTM mais également dans la perspective d'une réorganisation de ses propres services, soit :

- 80 places de parkings 7/7 jours et 24/24 heures pour une mise à disposition au profit de la RTM,
- 21 places que Qpark réserve à la Métropole pour une utilisation ultérieure.

Le contrat est consenti sur la base de :

- 80 cartes d'abonnement valables 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 moyennant un tarif de 1 985,83 euros HT, TVA en sus au taux en vigueur, soit 2 383 euros TTC par an et par place ; soit 190 640 euros TTC au total.

Le contrat d'abonnement prend effet à compter du 1^{er} septembre 2016 pour une durée de quatre mois. Il sera renouvelé tacitement pour des périodes annuelles successives, sauf intention contraire de l'une des parties obligatoirement notifiée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception adressée 30 jours avant l'expiration de la période en cours.

- 21 cartes d'abonnement valables 7j/7, 24h/24, au même tarif : 1 985,83 euros HT, TVA en sus au taux en vigueur, soit 2 383 euros TTC par an et par place soit 50 043 euros TTC.

Le contrat d'abonnement prévoit que ces places sont réservées à la Métropole et pourront être utilisées ultérieurement sous réserve d'adresser un courrier recommandé avec accusé de réception à la société un mois avant la date de démarrage souhaitée des 21 abonnements supplémentaires.

Le contrat sera soumis à indexation conformément aux dispositions de la convention de délégation de services publics du 12/09/07.

Par ailleurs, il est proposé la location par la Métropole Aix-Marseille-Provence, de 70 places de parkings accessibles 7/7 jours et 24/24 heures, dont 10 nominatives et privatisables par l'intermédiaire d'arceaux au parking Euromed Center – 52 Quai du Lazaret – 13002 Marseille.

Les conditions de cette location sont les suivantes :

- Durée : 9 ans fermes à compter du 1^{er} septembre 2016 puis renouvelable par période de 3 ans,

- Tarif annuel : 25 000 euros HT, TVA en sus au taux en vigueur, soit 30 000 euros TTC pour les places « VIP » nominatives et privatisables et 90 000 euros HT, TVA en sus au taux en vigueur, soit 108 000 euros TTC pour les places classiques soit un montant total de 138 000 euros TTC. Le contrat sera révisé annuellement selon l'application d'un coefficient calculé sur la base de la valeur de l'indice du taux de salaire horaire France entière,
- La première année d'occupation est gratuite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Article 1 :

Est approuvé le contrat d'abonnement auprès de QPark, pour la location de 101 places au parking Espercieux – Rue des Docks- 13002 Marseille dont 80 pour la Régie des Transports de Marseille et 21 non actifs mais réservées à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour une durée de quatre mois à compter du 1^{er} septembre 2016, et reconductible tacitement pour des périodes d'un an.

Article 2 :

Est approuvé le contrat d'abonnement avec URBIS PARK pour la location de 70 places de stationnement au parking Euromed Center, dont 10 « VIP », pour le compte de la Régie des Transports de Marseille à compter du 1^{er} septembre 2016 pour une durée de 9 ans fermes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour ce qui est des 21 places réservées à la Métropole et au budget Annexe Transport pour ce qui est des 80 places réservées à la RTM, Fonction 020 – Sous politique A 130 - Natures 6132 et 63 512.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 014-084/16/BM

■ Approbation sur la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la requalification des voies du Vieux Village -2ème tranche

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont engagé un projet visant à mettre en valeur le hameau du Vieux Village. Il s'agit de requalifier les voies d'accès, les parkings attenants ainsi que les escaliers et espaces piétons afin de revaloriser le site et de favoriser les cheminements.

Afin que la dévolution et la réalisation des travaux pour la requalification des voies du Vieux Village, qui intéressent à la fois la commune de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, se passent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, il apparaît que la solution la plus adaptée consiste à ce que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule Collectivité.

La convention, ci-annexée, a pour objet d'instituer un partenariat avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues afin de confier à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage unique des travaux.

La prise en charge par la commune sera mobilisée par voie de remboursement.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution des marchés, les études et les travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-lès-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le vœu émis par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence en sa séance du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la requalification des voies du Vieux Village sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la requalification des voies du Vieux Village.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 015-085/16/BM**■ Attribution de subventions aux associations sportives du Pays d'Aix et approbation de conventions d'objectifs
MET 16/337/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratiques amateurs et professionnelles autour notamment des axes suivants :

1- soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 400 jeunes sportifs âgés de 15 à 20 ans intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci-après :

1/ Soutien aux clubs de sports collectifs de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2015/2016 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2016 aux aides suivantes pour un montant total de 1.090.000 euros (hors marchés de prestations de services) :

| Clubs en 2016 | Catégorie Division | BP 2016 | Total (n-1) | Subv sollicitée | Subv Proposée | Prestation de service | Total subventions proposées 2016 | Convention |
|--|---------------------|-------------|-------------|-----------------|---------------|-----------------------|----------------------------------|------------|
| EUSRL PAUCH (GU n°00826) | 1ère division (LNH) | 3.003.500 € | (740.000 €) | / | / | (720.000 €*) | / | Oui |
| | Centre de formation | | 160.000 € | 300.000 € | 300.000 € | / | 300.000 € | Oui |
| SASP PROVENCE RUGBY | 2ème (Pro D2) | 2.794.778 € | (450.000 €) | / | / | (450.000 €*) | / | Oui |
| Association PROVENCE RUGBY (GU n°00618) | Centre de formation | 1.129.000 € | 150.000 € | 150.000 € | 150.000 € | / | 150.000 € | Oui |
| Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00055) | 1ère (Elite 1) | 1.654.500 € | 175.000 € | 185.000 € | 180.000 € | / | 180.000 € | Oui |
| Asso PAVVB (GU n°00041) | 1ère (Elite 1F) | 1.020.000 € | 410.000 € | 450.000 € | 410.000 € | / | 410.000 € | Oui |
| Union Venelles Golgoths Basket 13 (GU n°00791) | 2ème (Nationale 2F) | 120.000 € | 10.000 € | 50 000 € | 50.000 € | / | 50.000 € | Oui |
| TOTAL | | | | | | | 1.090.000 € | |

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L. 113-3 du Code du sport.

Il convient de rappeler que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou forme que ce soit.

2/ Soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à

valoriser les résultats obtenus sur le plan international afin de mettre en valeur leur pratique et ainsi permettre d'augmenter le nombre de licenciés.

Au regard du niveau où ces clubs de sports individuels évoluent pour la saison 2015/2016 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2016 aux aides suivantes pour un montant total de 585 000 euros :

| Clubs (Guichet Unique 2016) | BP 2016 | Subv sollicitée 2016 | Subv n-1 | Subv Fonction- nement | Total subventions proposées 2016 | Conven- tions |
|--|-------------|----------------------------|-----------|-----------------------------|---|------------------|
| Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00039) | 314 737 € | 35 000 € | 35 000 € | 30 000 € | 30 000 € | Oui |
| Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00055) | 1 654 500 € | 91 000 € | 88 000 € | 88 000 € | 88 000 € | Oui |
| Aix Athlétisme Provence (GU n°00527) | 507 167 € | 67 000 € | 67 000 € | 67 000 € | 67 000 € | Oui |
| Vitrolles Triathlon (GU n°00803) | 209 600 € | 45 000 € | 45 000 € | 30 000 € | 30 000 € | Oui |
| Escrime du Pays d'Aix (GU n°00222) | 295 693 € | 90 000 € | 90 000 € | 80 000 € | 80 000 € | Oui |
| Amical Vélo Club Aixois (GU n°00093) | 701 554 € | 170 000 € | 170 000 € | 170 000 € | 170 000 € | Oui |
| AUC Badminton (GU n°00096) | 323 550 € | 75 000 € | 60 000 € | 60 000 € | 60 000 € | Oui |
| AUC Taekwondo (GU n°00064) | 92 500 € | 20 000 € | 20 000 € | 10 000 € | 10 000 € | Non |
| Aix Handisport (GU n°00057) | 34 010 € | 5 000 € | 4 500 € | 5 000 € | 5 000 € | Non |
| Squash Passion (GU n°00520) | 127 455 € | 40 000 € | 35 000 € | 30 000 € | 30 000 € | Oui |
| Club Handisport Aixois (GU n°00105) | 126 700 € | 15 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | Non |
| BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00662) | 111 500 € | 14 000 € | 15 000 € | 5 000 € | 5 000 € | Non |
| TOTAL | | | | | 585 000 € | |

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation bénéficie également d'une subvention pour le fonctionnement de sa section de water-polo en 2016 correspondant à un montant de 180.000 euros ce qui porte la totalité des subventions à allouer au Pays d'Aix Natation pour ses deux sections water-polo et natation synchronisée à 268 000 euros.

3/ Soutien au dispositif ESE :

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005-A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents

acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 400 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs cadets et juniors sports des clubs de sports collectifs et individuels de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, triathlon, BMX, taekwondo, cyclisme, judo, pentathlon, escrime, tennis.

La Communauté du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes

afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association "ESE Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 20 salariés, et de valider l'attribution d'une subvention de 100.000 euros à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2016, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

| Club | N° Guichet Unique 2016 | Budget prévisionnel 2015 | Subvention N-1 | Subvention sollicitée | Total subventions proposée 2016 | Convention |
|----------------|------------------------|--------------------------|----------------|-----------------------|---------------------------------|------------|
| ESE Pays d'Aix | 00018 | 188 000€ | 100.000 € | 100.000 € | 100.000 € | Oui |

4/ Rappel des dispositions du Code du Sport

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 euros, une convention annuelle type entre l'association sportive et la Métropole d'Aix Marseille Provence permettra de verser ces aides à chaque club.

Concernant les modalités de paiement de ces subventions, il convient de préciser qu'un acompte de 70% sera versé au club après signature et notification de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

Le solde de 30% sera versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin novembre des bilans et compte d'exploitation du dernier exercice clos ainsi que le dernier rapport du commissaire aux comptes.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3

millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du Sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport de niveau national ;

- La délibération n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_A263 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Université Club Handball et Provence Rugby ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.775.000 euros, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les cinq clubs de sports collectifs de haut niveau, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball, l'association Provence Rugby, l'association Pays d'Aix Venelles Volley Ball, l'association Pays d'Aix Natation, l'association Union Venelles Golgoths et l'association Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix.

Article 3 :

Sont approuvés les termes de la convention type à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les clubs de haut niveau individuel.

Article 4 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur la ligne Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 6574 du budget 2016 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 016-086/16/BM

■ Intervention financière du Pays d'Aix pour favoriser l'accession à coût maîtrisé - Attribution de subventions nominatives MET 16/338/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le territoire du Pays d'Aix. C'est pourquoi, depuis 2009 un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- une aide à la personne de 4 000 euros
- une aide plafonnée à 4 000 euros, versée à tout organisme bancaire, qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt « bonifié » pouvant atteindre 25 000 euros sur 12 ans. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Ce dernier est publié chaque trimestre. Il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par la Communauté du Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis au moins deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

Quel que soit le dispositif, les fonds seront débloqués sur présentation obligatoire de l'acte authentique ou de l'attestation de vente.

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 58 aides directes à la personne, soit un montant de 232 000 euros ;
- 20 prêts bonifiés du Crédit Foncier, soit un montant maximum de 80 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Bureau de la Métropole sont décrites dans les tableaux annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Une aide d'un montant total de 232 000 euros est attribuée dans le cadre des aides directes à la personne aux 58 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-après. L'aide est versée directement aux primo accédants éligibles, soit par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Une aide globale maximale de 80 000 euros pour la mise en œuvre de 20 prêts bonifiés est attribuée au Crédit Foncier, correspondant aux projets d'acquisition des accédants cités ci-après.

Article 3 :

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire 553-20422 des subventions d'équipement aux personnes de droit privé qui présentent les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier pour la mise en œuvre de cette action.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 017-087/16/BM

**■ Attribution d'une subvention exceptionnelle de 300.000 euros à la société SUNPARTNER TECHNOLOGIES au titre de la reprise partielle de la société NEXCIS à Rousset et approbation d'une convention
MET 16/339/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix se distingue par un tissu économique particulièrement important, s'appuyant sur la présence d'un grand nombre de start-ups prometteuses et de filières industrielles d'excellence : énergies nouvelles, aéronautique, micro-électronique, numérique, bio-médical, green techs, avec un Technopôle dédié aux technologies de l'environnement...

La stratégie économique du Pays d'Aix repose sur un accompagnement des entreprises à tous les stades de leur développement : amorçage et création – développement et R&D – ancrage sur le territoire, en particulier des entreprises industrielles. A ce jour, de nombreuses jeunes entreprises mais aussi des entreprises plus matures ont pu bénéficier des aides à l'innovation. En effet, dans un contexte de forte concurrence internationale et de tendance à la délocalisation de productions industrielles, les entreprises sont amenées à développer de nouveaux savoir-faire, à concevoir des produits ou services à forte valeur ajoutée et à capter de nouveaux marchés. Cela exige un effort continu de R&D, générant des investissements qui sont lourds à supporter, notamment pour les jeunes entreprises. Les aides leur permettent d'en compenser les coûts et d'atténuer le risque que comporte la R&D. Par ailleurs, les aides publiques peuvent avoir un effet de levier en facilitant l'obtention d'un crédit bancaire.

Le présent rapport concerne le développement de produits innovants et prometteurs dans le domaine des technologies photovoltaïques.

1. Rappel de l'historique de la société NEXCIS

Société de haute technologie implantée à Rousset, NEXCIS concevait et fabriquait des modules photovoltaïques couches minces CIGS (Cuivre-Indium-Gallium-Sélénium-Soufre).

Il s'agit d'une Spin-off de l'Institut de Recherche et Développement sur l'Énergie Photovoltaïque (IRDEP pour Institut de Recherche et de Développement sur l'Énergie Photovoltaïque), un laboratoire créé en 2005 par EDF R&D, le CNRS et l'ENSCP (École Nationale Supérieure de Chimie de Paris). Fondée en 2009, l'entreprise comptait parmi ses actionnaires le groupe EDF, la société d'investissement SBGFI, la compagnie IBM et M. Olivier Kerrec (fondateur).

La croissance rapide de NEXCIS a été rendue possible par l'implication de partenaires industriels, académiques et publics. 75 millions d'euros ont été investis sur 6 ans : 35 millions d'euros provenant d'EDF, 15 millions d'euros de SBGFI et 25 millions d'euros de crédits publics.

Le but de NEXCIS était de développer une technologie couches minces 2ème génération, moins chère, afin de répondre au marché des centrales solaires. Le marché du solaire ayant été freiné par les tarifs de rachat d'électricité revus à la baisse et EDF n'ayant pas vocation à financer le passage de NEXCIS à l'industrialisation, des partenaires et des investisseurs sont recherchés en 2014 sans succès.

L'absence de partenaires et la stratégie du groupe conduisent au projet de cessation d'activité de NEXCIS, malgré le virage vers un nouveau produit, le BIPV (photovoltaïque pour le bâtiment).

Dans le cadre de la « loi Florange », la direction a mandaté un cabinet pour engager une campagne de recherche de repreneurs. Le PSE a été voté le 9 juin 2015 par 91 % des salariés et validé par le CE le lendemain. Les salariés ont pu bénéficier d'offres de reclassement.

EDF, qui avait accepté de repousser le délai de fermeture au 30 septembre 2015, a toujours affiché une intention d'accompagnement du projet de revitalisation et de reprise d'activité du site. Il a ainsi demandé aux entreprises candidates, un plan à trois ans avec son financement

Parmi les différents projets de reprise présentés aux partenaires institutionnels, deux projets ont été jugés opérationnels et suffisamment prometteurs pour bénéficier d'un soutien public, dans le but d'assurer la pérennité de l'activité sur Rousset.

Une première subvention a été accordée à la société NAWA Technologies en décembre 2015, pour son projet de reprise partielle d'effectifs et d'équipements Nexcis.

2. Le projet de reprise partielle présenté par Sunpartner Technologies

2.1. La convergence des technologies développées par Nexcis et SUNPARTNER

Dès 2014, NEXCIS s'est orientée vers le BIPV (Building Integrated PhotoVoltaics), démarche qui s'est concrétisée par la réalisation d'un démonstrateur, le Solar Hub, en février 2015.

Le vitrage photovoltaïque intégré au bâti permet de rendre les bâtiments moins consommateurs voire autonomes en énergie. Il s'agit d'un marché mondial en forte croissance, plus prometteur que le marché photovoltaïque historique des centrales au sol, largement dominé par les fabricants asiatiques.

La société Nexcis avait commencé à travailler sur deux parties distinctes :

- le front-end dans leur bâtiment 1 : consistant à déposer des couches minces photovoltaïques (CIGS) sur un vitrage ;
- le back-end dans leur bâtiment 2 : consistant à réaliser de la semi-transparence de faible niveau (10 à 30% de transparence) sur un vitrage photovoltaïque CIGS pour adresser le marché du bâtiment .

Cette technologie devait être reprise par la société E-Vision créée par un certain nombre de salariés issus de Nexcis. Mais cette structure n'a pu réunir les fonds nécessaires.

Ce développement stratégique a finalement pu aboutir à un projet cohérent autour des surfaces vitrées photovoltaïques reposant sur la société SUNPARTNER Technologies. En effet, la technologie WYSIPS Glass développée aujourd'hui par Sunpartner Technologies consiste à réaliser un vitrage photovoltaïque à très haute transparence (> 50% de transparence) pour les marchés du transport et du bâtiment.

Créée en 2008, Sunpartner Technologies a commencé par développer des films photovoltaïques miniatures et transparents qui peuvent s'intégrer à de nombreux objets du quotidien. Ses technologies WYSIPS (« What You See Is Photovoltaic Surface ») aboutissent à la création de surfaces intelligentes, sans altérer l'esthétique des objets. Un film transparent posé sur l'écran capte l'énergie solaire, permettant ainsi la recharge d'appareils mobiles.

Plusieurs produits ont été développés. Les technologies Wysips Glass et Wysips Cameleon peuvent être embarquées dans des panneaux d'affichage, enseignes, parc-mètres, abribus et tout mobilier urbain équipé d'une surface vitrée ou communicante. Les façades de bâtiments ou les vitrages utilisés dans le domaine du transport (hublots...) peuvent ainsi devenir producteurs d'énergie.

Société particulièrement prometteuse, Sunpartner Technologies a obtenu de nombreux prix et bénéficié de levées de fonds pour plus de 45 millions d'euros. 30 millions d'euros ont été investis dans des travaux de Recherche & Développement, et 120 brevets ont été déposés. Des prototypes ont été développés dès 2015, en vue d'une prochaine industrialisation. Sunpartner compte aujourd'hui une cinquantaine de salariés, et l'entreprise envisage de doubler ses effectifs d'ici 2018.

Le modèle d'affaires est basé sur la vente de licences. Pour la fabrication des objets, Sunpartner a déjà noué des nombreux partenariats. Pour certains produits, la société possède les moyens en interne.

La production de grandes surfaces vitrées devrait ainsi être lancée à Rousset dès 2017.

2.2. Le projet de reprise est basé sur des engagements réels en terme d'investissements et d'emplois à Rousset

Le protocole de reprise intègre l'acquisition d'équipements pour un montant de 436 000 euros. Il s'agit principalement d'équipements de R&D et de pré-séries permettant de développer, tester et produire de petites séries de vitrages photovoltaïques semi transparents pour répondre aux marchés du bâtiment (bâtiments à énergie Positive, fenêtres intelligentes) et du transport (aviation, automobile, ferroviaire pour les fenêtres opacifiantes autonomes).

Une partie de ces machines permet de réaliser les différentes étapes du procédé de fabrication de ces vitrages. L'autre partie concerne des machines de laboratoire permettant d'effectuer des tests et des mesures de paramètres des vitrages.

La reprise de ces équipements s'accompagne par des coûts de redémarrage et de sécurité récurrents supplémentaires de 150 000 euros par an environ.

Dans le cadre de ce projet de reprise, 9 salariés anciennement Nexcis ont été repris par Sunpartner Technologies au titre du Plan Sauvegarde Emploi, générant un coût global additionnel de 700 000 euros par an pour la société. Cette reprise de 9 personnes se traduit dans l'immédiat par une augmentation de plus de 11 % des salariés de Sunpartner, portant le nombre total des effectifs de la société à 53 à fin février 2016.

En parallèle, afin de renforcer la stratégie de production sur la technologie Wysips Glass, ces équipements seront complétés par de nouveaux investissements qui seront principalement réalisés en 2016 ainsi que sur le premier semestre 2017, visant à passer de la production de petites séries à une production de volume (30 000m²/an) grâce au développement et l'installation d'une ligne de production spécifique. Le développement et l'installation de cette ligne de production sont chiffrés à 5 millions d'euros.

Sunpartner s'installe ainsi véritablement à Rousset. En effet, la reprise partielle de Nexcis va de pair avec le transfert sur le site de Rousset des bureaux d'étude et services généraux de Sunpartner, représentant 27 collaborateurs. Il convient de noter que 17 personnes sont par ailleurs rattachées à leur Ligne Pilote, déjà implantée aussi sur la zone de Rousset.

Le déploiement de la production Wysips Glass prévu au business plan à horizon mi-2017 se traduira par le recrutement d'une équipe d'encadrement, de production et de maintenance d'une vingtaine de personnes. Par la suite, les effectifs devront évoluer de 70 personnes environ à mi-2017 vers une centaine de salariés courant 2018.

2.3. Proposition d'intervention financière

Compte-tenu des perspectives de développement de la société Sunpartner Technologies, et dans le souci de favoriser la reprise d'activité sur le site de Nexcis, il paraît souhaitable de soutenir cette opération. En effet, la réglementation européenne, et plus particulièrement le Régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014 – 2020 valide l'intervention publique en faveur de l'investissement de PME. Ledit règlement permet de prendre en compte les coûts des investissements dans des actifs corporels et incorporels ainsi que les coûts salariaux estimés directement créés par le projet d'investissement, calculés sur une période de deux ans. Le présent dossier est en adéquation avec ce dispositif.

Les collectivités territoriales infrarégionales n'étant pas compétentes en matière d'aide aux entreprises, à l'exception des aides à l'immobilier, elles sont tenues de signer au préalable une convention cadre avec la Région ou bénéficier d'une autorisation expresse. Sur ce dossier stratégique, la Région avait pris en octobre 2015 une délibération autorisant la mise en œuvre des aides économiques liées à la reprise du site de Nexcis.

Dans ce contexte, il est proposé d'accorder à la société Sunpartner Technologies une subvention exceptionnelle de 300.000 euros pour la mise en œuvre de ce plan de reprise. Cette subvention représente 4,2 % d'un coût global de 7.136.000 euros chiffré sur les années 2016 et 2017.

Conformément à la convention bilatérale proposée, la société s'engage à créer 25 emplois à durée indéterminée dans le cadre du programme vitrages photovoltaïques visé dans la présente convention, entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017 (dont 9 ex-salariés de Nexcis), à maintenir ces emplois pendant une durée d'au moins cinq ans, à compter de leur date de création à mettre en place les équipements de R&D et de production acquis auprès de NEXCIS, à réaliser l'ensemble des travaux et investissements prévus au programme entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017 et à transmettre à la collectivité tous les ans un rapport d'avancement du programme, au-delà des pièces exigées au moment du versement de la subvention. Le versement de la subvention est conditionné au respect de ces engagements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1511 1-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n°15-1365 du Conseil Régional en date du 16 octobre 2015 relative à la mise en œuvre d'aides économiques par d'autres collectivités ;
- La délibération n°2015_A339 du Conseil communautaire de la CPA en date du 17 décembre 2015, approuvant le principe d'une intervention financière de 300.000 euros pour financer un plan de reprise d'une partie de l'activité ou des actifs de la société Nexcis.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Une subvention exceptionnelle de 300.000 euros est attribuée à la société SUNPARTNER TECHNOLOGIES, au titre de son programme de reprise partielle de NEXCIS, visant le développement de produits de vitrage photovoltaïque.

Article 2 :

Les termes de la convention bilatérale à signer avec la SAS SUNPARTNER TECHNOLOGIES telle qu'annexée à la présente délibération, sont approuvés.

Article 3 :

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/20421 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention bilatérale annexée au présent rapport ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 018-088/16/BM

**■ Attribution de subventions aux associations culturelles du Pays d'Aix - Grands opérateurs avec conventions triennales, opérateurs avec conventions d'objectifs annuelles, tournées intercommunales
MET 16/342/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Préambule

Par délibération n°2001_A101 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 octobre 2001, il a été décidé la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). Cette politique culturelle confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Cette délibération détaille l'attribution de subventions à quatre grands opérateurs du territoire, signataires de conventions triennales, aux opérateurs faisant l'objet de conventions d'objectifs annuelles et aux opérateurs participant au dispositif des tournées dans les communes du territoire.

1. Les grands opérateurs

La Communauté du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003, un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Cette politique s'exerce en complémentarité avec le fonds d'intervention à destination des associations et témoigne de la volonté du Pays d'Aix d'irriguer son territoire avec des actions culturelles originales, éducatives et diversifiées, qui restent accessibles au plus grand nombre.

Ces « grands opérateurs », au nombre de quatre, bénéficient donc d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention triennale, avec des objectifs partagés.

Ce partenariat avec les « grands opérateurs » répond aux objectifs généraux de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix tels que définis dans la délibération n°2003_A081 du Conseil Communautaire du 16 mai 2003.

1.1 Le Ballet Preljocaj, Centre Chorégraphique National

Le Conseil de Communauté du 12 décembre 2003 (délibération n°2003_A285) a décidé de l'intérêt communautaire du projet du CCN - Ballet Preljocaj.

Créée en décembre 1984, la Compagnie Preljocaj devient Centre Chorégraphique National de Champigny-sur-Marne et du Val-de-Marne en 1989. En 1996, elle est accueillie à la Cité du Livre d'Aix-en-Provence et devient Ballet Preljocaj, Centre Chorégraphique National de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de la Communauté du Pays d'Aix et de la Ville d'Aix-en-Provence.

Le Ballet Preljocaj est aujourd'hui constitué de 25 danseurs permanents, plus de 100 représentations par an sont effectuées en France comme à l'étranger. Depuis la création de sa compagnie, Angelin Preljocaj a créé 49 chorégraphies, du solo aux grandes formes.

Ses créations sont reprises au répertoire de nombreuses compagnies, dont il reçoit également des commandes. C'est le cas notamment de La Scala de Milan, du New York City Ballet, du Staatsoper de Berlin et du Ballet de l'Opéra National de Paris.

Le public est également accueilli au Pavillon Noir à l'occasion des nombreux rendez-vous avec les artistes organisés autour de cette programmation : studios ouverts, présentation de fin de résidence, apéros danse, répétitions publiques (8 par an), visites guidées et accueils de groupes (190 par an), lectures vidéo-danse (5 cycles, 40 projections), spectacles en collaboration avec des partenaires du territoire tels les Ateliers du Théâtre Populaire d'Aix ou Seconde Nature. Chaque année plus de 9 000 personnes assistent à ces activités au Pavillon Noir.

Le Ballet Preljocaj irrigue le territoire de la Métropole par l'animation de stages et d'ateliers de pratique artistique (225 ateliers, 350 heures de pratique dispensées à plus de 1 000 participants, 7 stages par an), la collaboration avec les conservatoires, les interventions dansées dans l'espace urbain avec le GUID Groupe Urbain d'Intervention Dansée (40 GUID. par an, 8 000 spectateurs environ). Un dispositif complet a été mis en place pour permettre au public de voir la danse partout et autrement.

La convention d'objectifs triennale 2016-2018

Les grands principes de ce projet de développement et les modalités des partenariats financiers, en matière de subventions de fonctionnement et d'investissement ont été fixés dans une première convention 2006 - 2008 conclue entre le CCN et l'État, la Ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Régional, le Conseil Général et la CPA (délibération N° 2006_A147 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 25 juin 2006).

La convention d'objectifs 2016-2018 annexée comprend les engagements financiers des différents partenaires qui permettront au CCN de mener à bien son projet artistique sur la base de la programmation et des budgets prévisionnels annexés du CCN des trois années référentes de la convention (délibération N°2015_A272 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015).

Pour permettre à l'association Ballet Preljocaj de réaliser son projet et d'atteindre les objectifs énoncés dans la convention d'objectifs 2016 / 2018, les partenaires s'engagent à financer l'association Ballet Preljocaj sur la base du budget de plein exercice 2015 et selon la répartition suivante :

| Institution | 2015 | 2016 / 2018 |
|------------------------------------|------------------------|------------------------|
| État- Ministère de la culture | 1 405 000 euros | 1 405 000 euros |
| Région Provence-Alpes-Côte d'Azur | 430 000 euros | 510 000 euros |
| Département des Bouches-du-Rhône | 211 500 euros | 211 500 euros |
| Communauté du Pays d'Aix | 600 000 euros | |
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence | | 600 000 euros |
| Ville d'Aix-en-Provence | 325 000 euros | 325 000 euros |
| Total Subventions | 2 971 500 euros | 3 051 500 euros |
| Budget de Fonctionnement | 6 431 176 euros | 6 456 791 euros |

1.2. Le Centre International des Arts en Mouvement

Le Centre International des Arts en Mouvement est un lieu de référence des arts du cirque en Pays d'Aix, œuvrant à partager la diversité de ces arts avec le plus grand nombre, habitants ou artistes, enfants ou adultes, initiés ou novices. Il se veut un lieu de rencontre entre les arts, de dialogue et de découverte, où naissent projets et vocations, sans frontière artistique ni sociale. Il est organisé autour de quatre axes majeurs : découverte, transmission, création, diffusion, qui se nourrissent mutuellement. De plus le festival « Jours et [nuits] de cirque » dont la troisième édition (2015) s'est achevée avec une hausse de fréquentation de plus de 30 % et plus de 8 000 spectateurs, devient un moment fort de l'année culturelle provençale. Ce rendez-vous désormais d'impact régional, se déroulant la dernière semaine de septembre, a su trouver son public, tout en gardant une exigence de qualité artistique forte.

La convention d'objectifs triennale 2015-2017

Le Centre International des Arts en mouvement (CIAM), situé au domaine de la Molière à Aix-en-Provence, a ouvert ses portes en 2013.

Il est soutenu depuis l'origine par la CPA, avec une première subvention accordée en 2013 dans le cadre de Marseille Provence 2013.

La Ville d'Aix-en-Provence et la CPA ont souhaité soutenir durablement le travail et les objectifs artistiques et pédagogiques du CIAM qui est devenu en 3 années, un acteur incontournable du paysage circassien régional.

Une première convention d'objectifs triennale a été approuvée lors du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 (délibération N°2015_A273 pour les années 2015 à 2017 et est annexée à la présente délibération.

1.3 Le Festival International d'Art Lyrique

Le Conseil de Communauté du 12 décembre 2003 (délibération n°2003_A285) a décidé de l'intérêt communautaire du projet du Festival International d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique (FIAL/AEM).

Le projet du Festival est structuré par 7 axes principaux :

- organiser chaque année le Festival autour d'une programmation de rayonnement international et d'innovation artistique, comprenant quatre productions lyriques annuelles, dont au moins trois nouvelles productions par an, et, dont une commande d'œuvre lyrique sur la période de trois ans couverte par la présente convention, ainsi que l'organisation sur 3 ans de concerts comprenant au moins la présentation au public d'une commande d'une œuvre musicale originale ;

- développer l'action de « l'Académie européenne de musique » dont la mission de formation, de mise en situation et d'insertion professionnelle de jeunes artistes est essentielle ;

- accroître la présence du Festival et de l'Académie dans le département et dans la région, notamment, en développant les collaborations avec les institutions culturelles locales, et en maintenant une politique de coproductions et de tournées ;

- faire du Festival un pôle européen de référence, en s'appuyant notamment sur l'Académie, si possible en collaboration avec les grandes structures régionales telles que le Festival d'Avignon ; poursuivre la politique de coproductions et de tournées à l'échelle européenne ; participer à des réseaux européens ou les coordonner ;

- maintenir une politique de tarifs qui réserve un contingent important de places à prix accessible. Organiser des événements ouverts au public autour des productions lyriques du Festival, notamment sur le territoire régional ;

- poursuivre la mise en œuvre de son projet d'éducation artistique et culturelle et d'élargissement des publics, notamment en accentuant les efforts réalisés en direction du jeune public et des milieux scolaires pendant et hors période du Festival ;

- mettre en œuvre une politique « socio-artistique » dans la continuité des actions initiées depuis 2009 dans le cadre du programme Passerelles ; mener en direction des publics en situation d'exclusion sociale des actions de sensibilisation au monde de l'opéra et d'insertion professionnelle.

La convention d'objectifs triennale 2015-2017

Les grands principes de ce projet de développement et les modalités des partenariats financiers, en matière de subventions de fonctionnement et d'investissement ont été fixés dans une première convention 2006-2008 (délibération N°2006_A329 du Conseil Communautaire de la CPA du 20 octobre 2006) conclue entre le FIAL et l'État, la Ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Régional, le Conseil Général et la CPA.

Cette convention a été renouvelée par la délibération N° 2009_A052 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mai 2009 pour la période 2009-2011 et par la délibération N° 2011_A210 du 15 décembre 2011 pour la période 2012-2014.

La convention d'objectifs 2015-2017 annexée comprend les engagements financiers des différents partenaires qui permettront au FIAL de mener à bien son projet artistique sur la base de la programmation et des budgets prévisionnels annexés du FIAL des trois années

référentes de la convention (délibération N°2015_A179 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015).

Les subventions prévisionnelles du FIAL, dans le projet de convention 2015-2017 s'établissent ainsi :

| Collectivité publique | 2012 / 2014 (moyenne des 3 exercices) | 2015 / 2017 (par exercice) |
|---|--|---------------------------------------|
| État-Ministère de la culture | 3 568 000 euros | 3 708 000 euros |
| Région Provence-Alpes-Côte d'Azur | 441 000 euros | 841 000 euros |
| Département des Bouches-du-Rhône | 885 000 euros | 930 000 euros |
| Communauté du Pays d'Aix | 823 166 euros | |
| Communauté du Pays d'Aix (2015) Métropole d'Aix-Marseille-Provence (2016-2017) | | 930 000 euros |
| Ville d'Aix-en-Provence | 1 286 667 euros | 1 335 000 euros |
| Total | 7 003 833 euros | 7 744 000 euros |
| Budget de Fonctionnement | 22 125 000 euros (2014) | 22 336 000 euros (2015) |

L'année 2015 constitue la base du financement (hors subventions exceptionnelles) des partenaires signataires de la convention. Les collectivités publiques s'efforceront de procéder à l'ajustement de leur financement en regard des besoins liés au bon fonctionnement de l'association FIAL/AEM, des projets nouveaux et ainsi que de leurs capacités budgétaires.

Le budget prévisionnel de fonctionnement du FIAL s'élève à 23 170 000 euros pour l'exercice 2016. Il a été adopté le 26 juin 2015 par l'Assemblée Générale du FIAL.

1.4 Théâtre du Jeu de Paume

Le Conseil de Communauté du 12 décembre 2003 (délibération n°2003_A285) a décidé de l'intérêt communautaire du projet du Théâtre du Jeu de Paume.

Les objectifs de l'association du Théâtre du Jeu de Paume, conformes à son objet social, sont de maintenir un lieu :

- **un lieu de création** ouvert aux acteurs et aux metteurs en scène : le Théâtre du Jeu de Paume est une structure d'accompagnement d'œuvres

novatrices tout à la fois pour de jeunes metteurs en scène ou pour des talents confirmés ;

- **un lieu de promotion** pour de jeunes talents : le Théâtre du Jeu de Paume participe à l'émergence de jeunes compagnies issues notamment de la région ;

- **un lieu de production ou de co-production** : le Théâtre du Jeu de Paume s'inscrit dans le réseau des grandes institutions et permet aux artistes, en leur ouvrant son plateau, de bénéficier d'une logistique adaptée ;

- **un lieu de diffusion** : le Théâtre du Jeu de Paume inscrit dans la mesure du possible les spectacles dans la durée afin de multiplier les rencontres avec les différents intervenants culturels et de favoriser la venue de nouveaux publics.

Le développement du public repose plus largement sur le pari métropolitain Aix-Marseille en associant dans une même démarche les théâtres du Gymnase à Marseille et du Jeu de Paume à Aix-en-Provence.

La convention d'objectifs triennale 2015-2017

Le Théâtre du Jeu de Paume a, depuis 2003, bénéficié d'une aide de la Communauté du Pays d'Aix, d'abord dans le cadre d'une convention d'objectifs annuelle, puis, à partir de 2012, dans le cadre d'une convention d'objectifs triennale.

La convention d'objectifs 2015-2017 annexée comprend les engagements financiers des différents partenaires qui permettront au Théâtre du Jeu de Paume de mener à bien son projet artistique (délibération N°2015_A102 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 21 mai 2015).

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution des subventions dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations pour un montant total de 2 050 000 euros à ces 4 grands opérateurs .

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | subvention sollicitée ville | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|-------------------------|------------------------|--|----------------------------|----------------|---------------------------|-----------------------|---|-----------------|-----------------------|
| 2016_00020 | Ballet Preljocaj | Aix en Provence cedex | Fonctionnement 2016 | Année 2016 | 600 000,00 € | 6 264 110,00 € | 600 000,00 € | 325 000 (fonctionnement) 83 600 € (caisse des écoles) | 600 000,00 € | Convention triennale |
| 2016_00077 | Théâtre du jeu de Paume | Aix en Provence | Fonctionnement général 2016 | Année 2016 | 270 000,00 € | 2 390 330,00 € | 270 000,00 € | 1 030 000,00 € | 270 000,00 € | Convention triennale |
| 2016_00533 | FIAL | Aix en Provence | Programmation Festival 2016 | Année 2016 | 930 000,00 € | 23 170 000,00 € | 930 000,00 € | Aix : 1 335 000 € | 930 000,00 € | Convention triennale |
| 2016_00572 | CIAM | Aix en Provence | Fonctionnement 2016 | Année 2016 | 100 000,00 € | 954 000,00 € | 100 000,00 € | Aix : 218 200 € | 100 000,00 € | Convention triennale |
| 2016_00573 | CIAM | Aix en Provence | Festival Jour et Nuit : Festival des arts du cirque traditionnel et contemporain | Du 17 au 25 septembre 2016 | 150 000,00 € | 460 466,00 € | 150 000,00 € | Aix : 100 000 € | 150 000,00 € | Convention triennale |

Montant total

| N° GU | Nom Association | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|--|---|--------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00246 | Le Relais des possibles (anc. Relais St Donat) | Ze Bus : favoriser l'accès à la culture, à la santé et au numérique des familles isolées, femmes, enfants, parents | Année 2016 | 42 000 € voté 29 400 € versé | 117 348,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | Oui |
| 2016_00266 | Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron | 36ème édition du Festival International de Piano | Du 22 juillet au 18 août 2016 | 200 000,00 € | 3 517 008,00 € | 280 000,00 € | 200 000,00 € | Oui |
| 2016_00275 | Café Musiques La Fonderie | 19ème édition du Festival Zk Zac à Aix | Du 21 au 23 juillet 2016 | 110 000,00 € | 300 370,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € | Oui |
| 2016_00284 | Seconde Nature | Fonctionnement 2016 | Année 2016 | 150 000 € voté 105 000 € versé | 549 186,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € | Oui |
| 2016_00302 | Les Écrivains en Provence | 27ème Salon Les Écrivains en Provence | 4 et 5 septembre 2016 | 42 000,00 € | 105 000,00 € | 42 000,00 € | 35 000,00 € | Oui |
| 2016_00531 | Aix Qui ? | Tour en Pays d'Aix : concerts et diffusion culturelle sur 6 communes du Pays d'Aix | Année 2016 | 100 000,00 € | 118 051,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | Oui |
| 2016_00532 | Aix Qui ? | Tremplin jeunes : Class Eurock – finale à Aix sur le Cours Mirabeau | 21/06/16 | 50 000,00 € | 172 019,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | Oui |
| 2016_00523 | Festival de la Chanson Française | 14ème édition du Festival de la Chanson Française | Du 30 septembre au 8 octobre 2016 | 57 000 € voté 47 241 € versé | 160 000,00 € | 47 000,00 € | 47 000,00 € | Oui |
| 2016_00558 | Centre Franco-Allemand | Programmation des manifestations culturelles du Centre Franco-Allemand | Année 2016 | 35 000,00 € | 214 000,00 € | 35 000,00 € | 30 000,00 € | Oui |
| 2016_00592 | Charlie Free | 19ème édition du Charlie Jazz festival | Du 1 ^{er} au 3 juillet 2016 | 50 000,00 € | 270 500,00 € | 60 000,00 € | 50 000,00 € | Oui |
| 2016_00584 | Saisis ton Kairos | Orchestre Philharmonique du Pays d'Aix Junior 2016 : stages, formation, concerts de jeunes musiciens de 10 à 22 ans | D'avril à octobre 2016 | 57 000,00 € | 129 490,00 € | 50 000,00 € | 48 000,00 € | Oui |
| 2016_00786 | Groupe Grenade | Finalisation de la création du spectacle « Alice » | Année 2016 | 20 000,00 € | 110 360,00 € | 25 000,00 € | 23 000,00 € | Oui |

2. Opérateurs avec convention d'objectifs annuelle

Par délibération n°2001_A101 du Conseil de Communauté du 19 octobre 2001, la CPA décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

Partant de l'origine de la définition des politiques culturelles à partir de 1959 (création du ministère de la Culture) et 1999 (Loi de décentralisation Chevènement), la Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 12 décembre 2003 (délibération n°2003_A285). Cette politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères validés par le Conseil de Communauté de la CPA et rappelés ci-après :

- le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- les opérations sont en rapport avec la compétence communautaire et dépassent le strict cadre communal,

La participation communautaire est limitée de la manière suivante

- 30% maximum du budget de l'opération (hormis les opérations communautaires),
- l'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (délibération n°2003-A312, du Conseil Communautaire du 12 décembre 2003).

Les 21 associations concernées par la présente sont des associations professionnelles dans le domaine culturel. Elles portent pour la grande majorité des projets culturels depuis plus de 10 ans, sont impliquées dans le territoire

du Pays d'Aix mais bien plus largement dans le territoire métropolitain notamment grâce à leur participation à des réseaux et pragmatiquement à la provenance de leur public. Ces associations et ces projets, pour la plupart portés par un cofinancement des collectivités publiques, connaissent, en cette année 2016, un profond changement dans la relation aux différentes collectivités publiques suite aux différentes élections de 2015. La liste ci-après correspond à un choix prioritaire de structures réalisant un travail artistique reconnu.

| N° GU | Nom Association | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|--------------------------------------|---|--|----------------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00010 | Les Journées de l'éloquence | 2ème édition des Journées de l'éloquence | Du 21 au 28 mai 2016 | 100 000,00 € | 300 405,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | Oui |
| 2016_00065 | Les Films du Delta | Les Rencontres des Films du Delta : Festival nouv.o.mond e et Journées Courts bouillons | Du 7 au 13 mars 2016 (festival Nouv.o.mond e) et première quinzaine d'octobre (Courts Bouillons) | 52 350,00 € | 182 000,00 € | 55 000,00 € | 53 000,00 € | Oui |
| 2016_00113 | Office de Tourisme d'Aix en Provence | 13ème édition des Rencontres du 9ème Art | avril et mai 2016 | 52 000,00 € | 292 167,00 € | 60 000,00 € | 52 000,00 € | Oui |
| 2016_00181 | Les Lumières (Café Zimmermann) | Concerts Café Zimmermann au GTP et à l'occasion des JDP dans plusieurs communes | Année 2016 | 60 000,00 € | 146 904,00 € | 80 000,00 € | 60 000,00 € | Oui |
| 2016_00185 | Entr'Acte | Création artistique pluridisciplinaire en milieu hospitalier psychiatrique | Année 2016 | 25 000,00 € | 474 650,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | Oui |
| 2016_00186 | Opening Nights | « Par les Villages 2016 » : spectacles vivants dans 5 à 10 communes | Année 2016 | 130000 € voté 112 721 € versé | 166 975,00 € | 130 000,00 € | 130 000,00 € | Oui |
| 2016_00187 | Musiques Echanges | Festival International des Nuits pianistiques | Du 2 au 14 août 2016 | 60 000,00 € | 199 500,00 € | 80 000,00 € | 60 000,00 € | Oui |
| 2016_00217 | Images de Ville Images de Vie | 14ème Festival Image de ville | Du 11 au 20 novembre 2016 | 69 000,00 € | 222 500,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | Oui |
| 2016_00259 | Anonymat | Programme d'activités 2016 : La maison numérique | Année 2016 | 50 000,00 € | 285 400,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | Oui |

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant la délibération n°2014_A140, du Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 euros) comme suit : 70 % de la subvention à la signature de la convention, 30 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 21 subventions pour un montant total de 1 493 000 euros dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs jointe .

3. Tournées intercommunales

Le dispositif de tournées intercommunales a été créé par l'ancienne Communauté de Communes et a été repris et élargi par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (délibération 2003 - A286 du 12 décembre 2003).

Il répond à trois objectifs essentiels : soutenir la diffusion des créations des opérateurs du Pays d'Aix, plutôt que de leur accorder des subventions de fonctionnement peu lisibles, contribuer à l'élaboration d'une programmation culturelle par les plus petites communes du Pays d'Aix et permettre à leurs habitants d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.

Les tournées intercommunales (expositions, spectacles, ateliers pédagogiques...) sont donc par essence des opérations dont l'organisation dépasse le strict cadre communal. La proposition de tournée est retenue dès lors qu'elle a été choisie par au moins deux communes.

Ce dispositif de soutien à la diffusion artistique et à la programmation culturelle des communes pourra aisément s'étendre au territoire métropolitain, déjà bien présent par les opérateurs concernés.

Depuis 2009, un appel à projet auprès d'opérateurs culturels locaux a été mis en œuvre par la Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, afin de structurer l'offre des opérateurs et l'organisation des tournées. Il se déroule sur l'année N-1 afin de permettre aux communes la mise en place d'une communication sur cette programmation.

Après les retours des projets des opérateurs, les communes décident de leurs programmations et envoient leurs choix à la Direction de la Culture pour un examen par la commission thématique qui valide les propositions.

Pour l'année 2016, il est proposé d'attribuer un montant de 12 000 euros maximum à chacune des communes

pour leur programmation culturelle dans le cadre des tournées intercommunales leur permettant ainsi de mettre en place ou de compléter leur programmation culturelle annuelle.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base de la liste ci-après de procéder pour ces tournées à l'attribution de subventions. Ces dossiers de Tournées 2016 ont fait l'objet d'une approbation lors de la Commission Culture et équipements culturels de la CPA du 2 décembre 2015.

Elles concernent **44 opérateurs** culturels pour **205 représentations** dans les 36 communes du Pays d'Aix et font l'objet d'une convention d'objectifs, quel que soit le montant de la subvention (conventions jointes)

Ces tournées sont soumises aux mêmes règles de paiement que les opérations associatives, suivant la délibération n°2014_A140, du Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 fixant les seuils de mandatement de subventions dont le montant est supérieur à 5 000 euros) : 70 % de la subvention à la signature de la convention, 30 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver la présente délibération concernant 44 dossiers, listés dans le tableau ci-dessous, pour un montant de 415 020 euros et d'approuver la convention type jointe.

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|----------------------|------------------------|--|---|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00159 | Murmures de Cailloux | Aix en Provence | TC spectacle de conte : « Contes Nomades » sur 5 communes : Rognes, Vitrolles, Saint-Cannat, Le Puy Sainte Réparate, Peyrolles en Provence | Année 2016 | — | 4 220,00 € | 3 500,00 € | 3 500,00 € | Oui |
| 2016_00191 | Senna'Ga | Aix en Provence | TC spectacle jeune public « Ballet de sorcières » sur 7 communes : Rousset, Peynier, Trets, Meyreuil, Le Tholonet, Saint-Estève Janson, Saint-Cannat | Année 2016 | — | 7 700,00 € | 7 700,00 € | 7 700,00 € | Oui |
| 2016_00198 | Théâtre du Maquis | Aix en Provence | TC spectacle théâtre « L'acier s'envole aussi » sur 2 communes : Cabriès et Fuveau | Année 2016 | — | 3 850,00 € | 3 850,00 € | 3 850,00 € | Oui |
| 2016_00452 | Big Band 13 | Aix en Provence | TC concert « Hommage aux comédies musicales américaines – Saison 2 » sur 5 communes du Pays d'Aix ; Coudoux, Mimet, Le Tholonet, Vauvenargues et Le Puy Sainte Réparate | juin, juillet, septembre et novembre 2016 | 12 000,00 € | 10 000,00 € | 9 420,00 € | 9 420,00 € | Oui |
| 2016_00458 | Cocktail Théâtre | Marseille | TC spectacle tout public « La vraie vie d'Honorine » sur 6 communes du Pays d'Aix : Le Puy Sainte réparate, Bouc Bel Air, Saint-Paul Lez Durance, Saint-Estève Janson, Gréasque et Beaurecueil | Mars, Juillet, octobre et novembre | 14 400,00 € | 11 600,00 € | 11 600,00 € | 11 600,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|-----------------|------------------------|---|---|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00462 | Les Omicarinks | Peyrolles en Provence | TC exposition « Voyage dans l'univers de Roald Dahl » sur 4 communes du Pays d'Aix : Aix, Venelles, Lambesc et Jouques | Année 2016 | 0,00 € | 13 720,00 € | 13 720,00 € | 13 720,00 € | Oui |
| 2016_00463 | Quartiers Nord | Marseille | TC spectacle/concert « Baléti social club » sur 3 communes du Pays d'Aix : Mimet, Rousset, Puyloubier | 30 janvier à Mimet, 13 septembre à Rousset et 24 septembre à Puyloubier | 11 857,00 € | 14 196,00 € | 14 196,00 € | 14 196,00 € | Oui |
| 2016_00465 | TILT | Marseille | TC « Cinéma en plein air » sur 7 communes du Pays d'Aix : Pertuis, Ventabren, Vauvenargues, Simiane, Gréasque, Lambesc et Rognes (x2 séances) | De juin à septembre 2016 | 11 750,00 € | 18 220,00 € | 18 220,00 € | 18 220,00 € | Oui |
| 2016_00466 | Cie La Rumeur | Marseille | TC théâtre de rue spectacle « le piano sur échasses et sa grande diva » sur 4 communes du Pays d'Aix : Peynier, Bouc-Bel-Air, La Roque d'Anthéron et Eguilles | juin, août et septembre 2016 | 9 800,00 € | 10 000,00 € | 10 000,00 € | 10 000,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|----------------------------------|------------------------|--|------------------------------------|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00454 | Free Son | Aix en Provence | TC concert « Free son in Love » sur 2 communes du Pays d'Aix : Coudoux et La Roque d'Anthéron | Avril La Roque et décembre Coudoux | 0,00 € | 3 000,00 € | 3 000,00 € | 3 000,00 € | Oui |
| 2016_00460 | La Boîte à Mus' | Calas | TC 3 concerts « Lena Lénok », « Pense Bête » et « Madame Oleson » sur 5 communes du Pays d'Aix : Gardanne, Cabriès, Peynier, Rognes et Ventabren | Année 2016 | 9 700,00 € | 16 500,00 € | 16 500,00 € | 16 500,00 € | Oui |
| 2016_00464 | Art Mania | Bouc Bel Air | TC concert de musique classique « Les plus beaux airs de violoncelle » sur 3 communes du Pays d'Aix : Le Puy Sainte Réparate, Trets et Jouques | Année 2016 | 0,00 € | 9 600,00 € | 9 600,00 € | 9 600,00 € | Oui |
| 2016_00461 | Le Philharmonique de la Roquette | Arles | TC « Ciné-concert en trio » sur 3 communes du Pays d'Aix : Vitrolles, Saint-Marc Jaumegarde et Venelles | Année 2016 | 0,00 € | 8 800,00 € | 8 800,00 € | 8 800,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|--------------------|------------------------|---|--|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00467 | Théâtre Désaccordé | Aubagne | TC spectacle jeune public « OMBUL » sur 2 communes du Pays d'Aix : Saint-Marc Jaumegarde et Vitrolles (3 séances) | 19 mai à Saint-Marc Jaumegarde et 4 juin à Vitrolles | 8 400,00 € | 4 660,00 € | 4 660,00 € | 4 660,00 € | Oui |
| 2016_00468 | Cie La Naïve | Pertuis | TC spectacle « La farce de Maître Pathelin » sur 4 communes du Pays d'Aix : Meyrargues, Gardanne, Rognes et Simiane-Collongue | Année 2016 | 0,00 € | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 8 000,00 € | Oui |
| 2016_00469 | Les Brûlants | Aix en Provence | TC concert « Sans Vergogne » sur 3 communes du Pays d'Aix : Jouques, Cabriès et Gréasque | Année 2016 | 1ère demande | 5 251,00 € | 5 251,00 € | 5 251,00 € | Oui |
| 2016_00470 | Art et Culture | Venelles | TC concert « Ipanema Jazz Quartet » sur 2 communes du Pays d'Aix : Meyrargues et Fuveau | Meyrargues le 21 mai 2016 et Fuveau le 11 juin 2016 | 0,00 € | 3 980,00 € | 3 980,00 € | 3 980,00 € | Oui |
| 2016_00471 | ABS Cirque Danse | Simiane-Collongue | TC spectacle « Pièces détachées » sur 4 communes du Pays d'Aix : Trets, Simiane-Collongue, Gréasque et Gardanne | Année 2016 | 5 016,00 € | 12 032,00 € | 12 032,00 € | 12 032,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|----------------------|------------------------|---|-------------------------|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00474 | Olympe | Gardanne | TC de 4 concerts « Duo Heiting/Soucasse » sur 5 communes : Les Pennes-mirabeau, Coudoux, Jouques, Venelles et St Estève Janson, « Les garçons brasseurs » sur 4 communes : Le Puy Ste Réparate, St Antonin sur Bayon, Fuveau et St Marc Jaumegarde, « Bab et l'orchestre de chats » sur 5 communes : St Paul lez Durance, Pertuis, St Cannat, St Estève, Mimet, « A vuciata » sur Meyreuil | Année 2016 | 37 900,00 € | 32 600,00 € | 32 600,00 € | 32 600,00 € | Oui |
| 2016_00475 | Théâtre des Ateliers | Aix en Provence | TC spectacle jeune public « La forêt de Brocéliande » sur 4 communes : Les Pennes-Mirabeau, Fuveau, Cabriès et Eguilles | De mars à décembre 2016 | 8 250,00 € | 6 800,00 € | 6 800,00 € | 6 800,00 € | Oui |
| 2016_00476 | Cie Amarande | Rognes | TC spectacle conte « Parole Vagabonde » sur 2 communes : Bouc Bel Air et Lambesc | Année 2016 | 9 290,00 € | 5 163,00 € | 5 163,00 € | 5 163,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|------------------|------------------------|--|----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00472 | Cie Mine de Rien | Aix en Provence | TC spectacle jeune public « Petit Poucet » sur 9 communes du Pays d'Aix : Les Pennes-Mirabeau, St Paul lez Durance (+ 6h d'atelier), Beaurecueil (+6h d'atelier), Fuveau, St Cannat, St marc Jaumegarde (+2h d'atelier), Cabriès, St Estève Janson et Puyloubier | Année 2016 | 10 940,00 € | 14 428,00 € | 14 428,00 € | 14 428,00 € | Oui |
| 2016_00473 | Cie Eponyme | Aix en Provence | TC spectacle « Tragique ! L'histoire de Phèdre » sur 4 communes du Pays d'Aix : Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Eguilles et Cabriès | Septembre 2016 | 6 000,00 € | 6 000,00 € | 6 000,00 € | 6 000,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé |
|------------|-------------------|------------------------|---|--|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|
| 2016_00478 | La Roda | Aix en Provence | TC concert « Zé Boiadé » sur 2 communes du Pays d'Aix : Vitrolles et Rognes | Année 2016 | 0,00 € | 3 800,00 € | 3 800,00 € | 3 800,00 € |
| 2016_00605 | Comparses et Sons | Aix-en-Provence | TC concert « Le Syndicat du Chrome » sur 4 communes du Pays d'Aix : Beaurecueil (autonome) Vitrolles (non autonome) Venelles (autonome), Rousset (non autonome) | Beaurecueil le 18/06, Vitrolles en juillet, Venelles le 17 ou 18 septembre, Rousset le 03/11 | — | 10 980,00 € | 10 980,00 € | 10 980,00 € |
| 2016_00604 | Agence Artistik | Gardanne | 2 TC : - « La Banda du Dock » sur 2 communes du Pays d'Aix : Pertuis et Vauvenargues - « Marseille, mes amours » sur 9 communes : Peynier, BBA, Trets, Coudoux, Meyrargues, Pertuis, Jouques, Le Tholonet et Vauvenargues | Année 2016 | — | 29 570,00 € | 29 570,00 € | 29 570,00 € |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé |
|------------|-----------------|------------------------|---|---|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|
| 2016_00660 | ARTESENS | Châteauneuf-le-Rouge | TC expo pédagogique « Le petit peuple des murs » sur 12 communes du Pays d'Aix : Les Pennes Mirabeau (2 semaines), Rousset (1 semaine) Le Puy Sainte Réparate (1 semaine), Bouc Bel Air (2 semaines), Puyloubier (1 semaine), Meyreuil (1 semaine), Le Tholonet (1 semaine), St Cannat (1 semaine), St Marc Jaumegarde (1 semaine) Aix en Provence (1 semaine), Gréasque (1 semaine) Lambesc (2 semaines) | Du 28 février au 26 novembre 2016 | 14 600,00 € | 33 360,00 € | 33 360,00 € | 33 360,00 € |
| 2016_00739 | TGGG | Aix en Provence | TC de concerts « A gospel Journey » sur 3 communes du Pays d'Aix : Châteauneuf-le-Rouge, Meyrargues et Peyrolles en Provence | Châteauneuf le 19/06, Meyrargues le 20/02 et Peyrolles le 09/07 | 14 500,00 € | 11 550,00 € | 11 550,00 € | 11 550,00 € |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|---------------------------------------|------------------------|---|---|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00738 | Cie Azein | Aix en Provence | TC de spectacle de cirque « Cave Canem » sur 3 communes du Pays d'Aix : Châteauneuf-le-Rouge, Pertuis et Meyreuil | Année 2016 | 0,00 € | 6 900,00 € | 6 900,00 € | 6 900,00 € | Oui |
| 2016_00752 | Pictur'Music | Marseille | TC de concerts « Chantons avec Nino Rota » sur 2 communes du Pays d'Aix : Beaucueil et La Roque d'Anthéron | 2 avril pour La Roque d'anthéron et 21 mai pour Beaucueil | 0,00 € | 5 422,00 € | 4 199,00 € | 4 199,00 € | Oui |
| 2016_00765 | Le Philharmonie Provence Méditerranée | Aix en Provence | TC de concerts pédagogiques « L'école des solistes » sur 3 communes du Pays d'Aix : Châteauneuf-le-Rouge (trio), La Roque d'Anthéron (duo), St Cannat (duo + prise en charge du piano par la commune) | Année 2016 | 0,00 € | 6 556,00 € | 6 556,00 € | 6 556,00 € | Oui |
| 2016_00778 | Cie du Funambule | Marseille | TC spectacle « Le tour du monde en 80 jours » sur 3 communes du Pays d'Aix : Mimet, Le Tholonet et Peyrolles-en-Provence | Année 2016 | — | 3 750,00 € | 3 750,00 € | 3 750,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|------------------------------------|------------------------|---|--|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00775 | L'Oeil Magique | Marseille | TC spectacle « Corbeau L'Indien » sur 3 communes du Pays d'Aix : Peynier, Eguilles (2 séances) et Simiane-Collongue | Eguilles le 24 mai, Peynier le 8 octobre et Simiane le 24 novembre 2016 | — | 3 900,00 € | 3 900,00 € | 3 900,00 € | Oui |
| 2016_00774 | MEGA | Gardanne | TC concert « Garden Swing Big Band » sur 3 communes du Pays d'Aix : St Cannat, Peyrolles-en-provence et Le Tholonet | Saint-Cannat le 28 mai, Peyrolles le 2 juillet et Le tholonet le 13 juillet 2016 | — | 6 200,00 € | 6 200,00 € | 6 200,00 € | Oui |
| 2016_00772 | Musique Tendance | Marseille | TC concert/ trio « cordes sensible » sur 5 communes du Pays d'Aix : Trets, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Peyrolles et Mimet | 1 ^{er} avril, 2 juin, 16 juillet, 21 mai et 22 mai | — | 9 500,00 € | 9 500,00 € | 9 500,00 € | Oui |
| 2016_00779 | Les Petits Pois sont rouges and co | Fuveau | TC spectacle jeune public « Sur les flots » sur 5 communes du Pays d'Aix : Saint-Paul-lez-Durance, Eguilles, Ventabren (3 représentations), Gardanne (2 représentations) et Rousset | De février à novembre 2016 | — | 7 020,00 € | 7 020,00 € | 7 020,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|-----------------------|------------------------|--|--|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00780 | CREA ARTS | Aix en Provence | TC spectacle jeune public « Les aventures de Lola Tralala et Ciboulette Loulette » sur 5 communes du Pays d'Aix : Châteauneuf-le Rouge, Coudoux, Eguilles, Saint-Antonin-sur-Bayon, Vauvenargues | Châteauneuf en novembre 2016, Coudoux en novembre 2016 Eguilles le 26 mai 2016 Saint-Antonin le 10/12/16, Vauvenargues le 19/12/16 | — | 8 865,00 € | 8 865,00 € | 8 865,00 € | Oui |
| 2016_00795 | Compagnie Résurgences | Joucas | TC spectacle / dégustation [Ver] sur 4 communes du Pays d'Aix : Peynier, Jouques, saint-Estève-Janson et Saint-Cannat (2 représentations) | Année 2016 | — | 8 650,00 € | 1 900,00 € | 1 900,00 € | Oui |
| 2016_00788 | Association M.S | Lambesc | TC de concerts de musique actuelle « Les Têtes de Linettes » sur 4 communes du Pays d'Aix : La Roque d'Anthéron, Vitrolles, Fuveau, Puylobier | La Roque le 13/02/16, Vitrolles le 10/06/16, Puylobier le 29/10/16 et Fuveau le 02/12/16 | — | 9 200,00 € | 9 200,00 € | 9 200,00 € | Oui |
| 2016_00815 | Biblio Incognito | Trets | TC de spectacle littéraire « Lecture en scène » sur 4 communes du Pays d'Aix : Peynier, Meyreuil, Fuveau et Simiane-Collongue | De février à octobre 2016 | — | 3 600,00 € | 3 600,00 € | 3 600,00 € | Oui |

| N° GU | Nom Association | Commune (siège social) | Manifestation | Dates Projet | Subvention N-1 | Total Budget prévisionnel | Subvention sollicitée | Montant proposé | Convention d'objectif |
|------------|------------------------|------------------------|---|--|----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2016_00817 | Minotaures et Cie | Les Pennes Mirabeau | TC spectacle « Le Petit Prince » sur 2 communes du Pays d'Aix : Meyreuil et Ventabren (2 représentations) | Meyreuil le 27/02/16 et Ventabren en novembre 2016 | — | 6 200,00 € | 6 200,00 € | 6 200,00 € | Oui |
| 2016_00769 | Collectif Tif | Marseille | TC spectacle jeune public « Djamil et le crocodile qui perd ses dents » sur 5 communes du Pays d'Aix : Saint-Paul lez Durance, Coudoux, Simiane-Collongue, Saint-Estève-Janson et Lambesc | Année 2016 | — | 6 750,00 € | 6 750,00 € | 6 750,00 € | Oui |
| 2016_00 | Compagnie Mélancomique | Aix en Provence | TC « Concerts Mon Renaud préféré » sur 5 communes du Pays d'Aix : Saint-Paul lez Durance, Saint-Estève-Janson, La Roque d'Anthéron, Beaurecueil, et Peyrolles. | Mars à décembre 2016 | — | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 8 000,00 € | Oui |
| 2016_00 | A Vuciata | Aix en Provence | TC concerts groupe corse ACCENTU « Un Sognu » sur 3 communes du Pays d'Aix : Saint-Paul lez Durance, Puylobier et Simiane-Collongue | Année 2016 | — | 4 200,00 € | 4 200,00 € | 4 200,00 € | Oui |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° 2001_A101 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 créant un fonds d'intervention à destination des associations pour des opérations culturelles de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération N°2003_A081 du Conseil Communautaire de la CPA définissant la Politique Culturelle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération N°2003_A285 du Conseil Communautaire de la CPA définissant l'intérêt communautaire en matière de politique culturelle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération N°2015_A272 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la convention triennale et multipartenariale 2016-2018 avec le Ballet preljocaj ;
- La délibération N°2015_A273 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la convention triennale et multipartenariale 2015_2017 avec le CIAM ;
- La délibération N°2015_A102 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant la convention triennale et multipartenariale 2015-2017 avec le Théâtre du Jeu de Paume ;
- La délibération N°2015_A179 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant la convention triennale et multipartenariale 2015_2017 avec le FIAL ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les subventions en fonctionnement sont attribuées aux associations culturelles, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole, telles que présentées dans les tableaux ci-dessus, pour un montant total de 3 958 020 euros selon la répartition suivante :

Grands opérateurs avec convention triennale : 2 050 000 euros

Opérateurs avec convention annuelle : 1 493 000 euros

Tournées intercommunales : 415 020 euros

Article 2 :

Les termes des conventions d'objectifs types annexées sont approuvés.

Article 3 :

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits en section de fonctionnement LC 8903 fonction 311 nature 6574.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions d'objectifs afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 019-089/16/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Initiative et approbation d'une convention
MET 16/382/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Pays d'Aix.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. La création et le développement des entreprises

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. Le soutien à l'innovation et aux filières d'excellence

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat.

Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi. Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. L'Etat a commandé à ce jour deux évaluations des Pôles.

3. Le développement des zones d'activités économiques

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. Animations, communication, événements à caractère économique

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Initiative œuvrant pour la création et le développement des entreprises.

RAPPEL DES MISSIONS DE PAYS D'AIX INITIATIVE (PAI)

Créée en 1997, l'association a pour objet de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME en Pays d'Aix.

Pour ce faire, elle mobilise un réseau de partenaires tertiaires (CCIMP, CMA, BGE, CCE 13, IRCE, expert-comptable, avocat) et de permanents pour l'expertise des projets.

Elle apporte aux porteurs de projet un soutien financier par l'octroi d'un prêt d'honneur qui lui est propre, sans garantie ni intérêt, et par la mobilisation d'autres outils financiers (Nacre, PACA Emergence).

Elle leur propose enfin un accompagnement et un suivi technique assuré gracieusement sur les premières années de leur activité : formation, parrainage, mise en réseau, ...

Pays d'Aix Initiative (PAI) a connu ces dernières années une augmentation significative de son activité liée à une meilleure visibilité, un élargissement de son offre de services et de son territoire, un allègement des procédures d'instruction, dans un contexte économique difficile et un marché de l'emploi en tension.

Le bilan 2015 fourni par PAI fait apparaître les éléments suivants :

| | |
|----------|---|
| | 110 entreprises financées |
| | 353 emplois créés ou maintenus |
| | 152 prêts d'honneur accordés |
| | 69 prêts Nacre accordés (53 projets) |
| | 1.036.000 euros de prêts d'honneur engagés |
| | 230.000 euros de prêts Nacre engagés |
| | 6,4 millions d'euros de prêts bancaires |
| associés | 9.418 euros de prêt d'honneur moyen par |
| projet | 4.340 euros de prêts Nacre moyen par projet |

Au titre de 2016, l'association prévoit de financer 115 projets et de mobiliser 1.050.000 euros environ d'engagements financiers au titre du prêt d'honneur (création, reprise, développement).

Ses objectifs qualitatifs sont les suivants :

- Promouvoir l'entrepreneuriat auprès de tous les publics, y compris les plus en difficulté, notamment par de l'information et de la sensibilisation au plus grand nombre et au plus près des territoires : intervention auprès de Pôle Emploi pour l'animation d'informations dédiées à l'entrepreneuriat, participation aux forums emploi et création d'entreprise du territoire, permanences sur Gardanne, Vitrolles, Bouc-Bel-Air...
- Favoriser l'accompagnement des porteurs de projet en amont et en aval de la création, par une offre d'accompagnement élargie et efficace via :

- La mise en place et l'animation d'outils permettant un accompagnement optimal des porteurs de projet : atelier « méthodologie de projet », atelier « prévisionnel financier », atelier « étude de marché », permanences d'experts (comptables et avocats), accompagnement renforcé pour les demandeurs d'emploi éloignés de la créativité (tutorat, coaching confiance en soi), synergie avec les opérateurs techniques (BGE, CMA, CCIMP, IRCE ...)

- Les financements : l'octroi de prêts d'honneur, de prêts Nacre, de prêts Initiative remarquable, soutien à la recherche de partenaires bancaires, mobilisation du micro-crédit « Créasol », de la finance participative (PACA Emergence, crowdfunding...)

- L'accompagnement post-crédation : suivi de gestion, parrainage, développement des actions du Club des entrepreneurs PAI (interface web avec annuaire, petits-déjeuners d'accueil des nouveaux lauréats, matinales thématiques, formations, afterworks...), aide au développement d'activité (comité de réflexion stratégique)...

- Etre présent et identifié sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, via le développement de la communication (sites Web, réseaux sociaux, médias numériques et papier), la représentation de PAI auprès des acteurs économiques (réseaux de chefs d'entreprise, zones d'activités, collectivités ...) et la participation aux actions phares dédiées à l'emploi et à l'économie (forums, manifestations, actions de revitalisation...)

- Diversifier les ressources financières de l'association par la consolidation des ressources publiques existantes et le développement des ressources privées (cotisations, prestations, mécénat, ressources du club...)

Pour son fonctionnement général, Pays d'Aix Initiative (PAI) sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 160.000 euros, représentant 35,25 % de son budget prévisionnel 2016, d'un montant de 453.950 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques.
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Initiative une subvention de fonctionnement d'un montant de 160.000 euros, conformément aux termes de la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 2 :

Les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Pays d'Aix Initiative sont approuvés.

Article 3 :

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 020-090/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence et approbation d'une convention
MET 16/392/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence développement économique, le Pays d'Aix a mis en place des actions en faveur du développement touristique du territoire. Il s'appuie à cet effet sur les acteurs touristiques et plus particulièrement sur l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, bénéficiant du professionnalisme et du savoir-faire de cette structure.

N'étant pas doté d'une compétence tourisme transférée jusqu'en 2015, le territoire a défini, dans le cadre de la mise en place d'un schéma de Développement Touristique 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique et la structuration de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans l'optique de mise en place du Schéma de Développement Touristique 2012-2016 et de l'intensification des actions de dimension communautaire, l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence s'appuie sur des Offices de Tourisme du territoire pour développer des filières et des projets dépassant le cadre de leur commune.

L'objectif est de préserver une compétence tourisme communale tout en apportant à chaque commune du Pays d'Aix un support qualitatif et transversal, une valorisation de leurs différents atouts, une recherche de complémentarité et de coordination des activités touristiques sur le Pays d'Aix et au sein de la métropole Aix-Marseille Provence.

Le professionnalisme de l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence (OMT Aix) est reconnu à l'échelle du territoire. Les moyens mobilisés en faveur du Pays d'Aix ont ainsi un impact non négligeable sur la valorisation touristique du Pays d'Aix :

● **Sur la venue des touristes :**

En matière d'accueil, l'Office de Tourisme accuse une légère baisse de fréquentation en 2015 (-1,7%) pour un total de visiteurs de 692 717.

51 % des demandes d'information aux guichets proviennent de touristes étrangers.

Outre la performance d'accueil de l'Office au sein duquel des écrans géants permettent de diffuser de l'information sur tout le territoire du Pays d'Aix, le développement du numérique permet nettement de compenser la baisse de fréquentation physique des visiteurs au sein de l'Office : Le nouveau site Internet qui valorise aussi bien Aix que le Pays d'Aix a enregistré plus de 1,9 million de visiteurs en 2015.

Les réseaux sociaux font également parler d'Aix et du Pays d'Aix (4518 followers facebook et 2486 abonnés Twitter) et on comptabilise plus de 42 000 pages vues sur le blog Pays d'Aix.

De plus, le Pays d'Aix a été représenté sur des marchés porteurs : USA, Canada, Angleterre et Allemagne ainsi que sur les marchés émergents : Brésil, Chine et PECO.

Un choix stratégique (en fonction des typologies de clientèles) s'est également porté sur de grands salons en Belgique (Bruxelles le 20 janvier au salon Pleine Nature), à Lyon (salon du randonneur du 20 au 22 mars) où le Pays d'Aix était représenté par l'OT de La Roque d'Anthéron, à Toulon (les 20 au 23 mars), à Lille (du 23 au 25 janvier), à Strasbourg avec un partenariat Provence Wine Tour (du 13 au 15 février), et plusieurs actions pour professionnels et grand public à Paris.

Enfin, l'OMT d'Aix et de Marseille avec l'aéroport Marseille Provence ont développé une initiative de promotion mutualisée du territoire « Marseille, Aix ... la Provence » sur 15 actions de promotion du territoire à l'étranger.

La **centrale de réservation** d'Aix et du Pays d'Aix a permis de vendre pour 349 456 euros de chiffre d'affaires dont plus de la moitié sur des chambres d'hôtes. Le Pays d'Aix représente 14 % de l'activité de cette centrale. Enfin, afin d'améliorer la promotion et la qualité des meublés, l'OMT d'Aix a développé une Charte de Qualité : la marque plume. Cette marque fédère 81 adhérents volontaires dont 45 sont dans le Pays d'Aix.

● **Sur la mobilisation des professionnels :**

Un **workshop** a été organisé le 16 mars 2015 à l'échelle des professionnels de la Région et a regroupé plus de 200 professionnels des métiers du tourisme. Au programme, conférences, tables rondes sur les filières en développement et mise en avant d'un savoir faire gastronomique avec accords mets vins.

L'**animation du label « Vignobles & Découvertes »** obtenu mi 2013 pour la destination « Pays d'Aix – Sud Lubéron » a permis la mise en place d'une stratégie de réseau avec des axes de travail autour de l'animation (Goûtez voir chez Cézanne, Salon des vins et de la gastronomie, plate-forme professionnelle ...) et de la communication (action presse cluster oenotourisme, promotion sur les salons spécialisés, développement d'outils de promotion -page web dédiée, actions presse et campagne aux Pays bas-, actions de partenariat avec des Tour Opérateurs spécialisés -Houlala France, Provence Wine Tour ...- page de promotion dédiée dans « A summer in Provence »). Son rôle dans l'animation du réseau des 130 professionnels labellisés permet de faire de notre destination une destination oenotouristique, la première de Provence.

L'**organisation de formations** : l'OMT d'Aix a mobilisé la Fédération Régionale des Offices de Tourisme (FROTSI) afin de mettre en place un plan de formations autour de trois journées :

- diagnostic de l'organisation touristique
- qualification animation et implication des prestataires dans les actions et les résultats
- savoir coordonner, animer un réseau de prestataires – savoir communiquer auprès des différentes cibles

- mise en réseau et stratégie dans une action de territoire.
- mettre en application les outils de mettre en scène du territoire.

Manuel de vente : il valorise plus de 200 professionnels sur le territoire

Création d'une plate-forme professionnelle (www.paysdaixclubtourisme.fr) : A destination des partenaires institutionnels et privés de la destination, cette plate-forme regroupe tous les documents relatifs à la professionnalisation des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives (OTSI), à l'animation des filières, mais elle est aussi une source d'information et de documentation sur l'actualité touristique.

Enfin un **Observatoire du Tourisme** a été développé et permet aux professionnels, comme aux citoyens intéressés d'obtenir des informations annuelles sur le poids du tourisme dans notre collectivité, les données économiques et touristiques (hébergements, fréquentation, centres d'intérêts touristiques, analyse des séjours etc.). Il est enrichi d'une note de conjoncture estivale. Les deux documents sont accessibles sur le site Internet et l'intranet des professionnels ainsi que sur le site de la CPA.

• **Sur la gestion de l'information et de la communication**

Prise en charge de la saisie des informations touristiques de 12 communes dans le logiciel PATIO de Bouches-du-Rhône Tourisme ; mobilisation de ces informations afin de permettre à chaque OTSI du territoire possédant un écran tactile d'obtenir des informations touristiques sur tout le Pays d'Aix ; l'OMT a aidé à produire des documents print (catalogue des excursions, agenda 2015 et la mise à jour « de Villages en Villages »).

Le blog, la gestion des réseaux sociaux et le site Internet permettent d'accentuer la lisibilité des actions entreprises sur le territoire par une communication Web encore plus intensive.

D'autres développements **d'outils numériques** sont effectués :

- Mise en ligne de tous les itinéraires thématiques sur la plateforme web Cirkwi qui permet de parcourir des itinéraires et des guides de voyages numériques puis de les embarquer sur un smartphone et/ou tablette afin de les utiliser sans connexion Internet (<http://www.cirkwi.com>) Depuis la mise en ligne des circuits, l'OT comptabilise 54 500 affichages (recherches directes) et 32 118 consultations d'itinéraires.
- Mise en ligne des supports sur le site de l'Office de Tourisme et via Apple Store et Google Play.
- L'agenda touristique numérique d'Aix-en-Provence et Pays d'Aix.

Avec le lancement du **City Pass #Provenceaixperience** qui offre la possibilité de visites de sites touristiques pour 24h/48h ou 72h sur Aix et le Pays d'Aix et couple les transports sur l'ensemble des réseaux de bus d'Aix et du

Pays d'Aix, l'OT d'Aix-en-Provence répond pour ce territoire et son offre complémentaire à la demande de courts séjours.

• **Sur la mobilisation des OT de pôle autour des filières porteuses**

De leurs côtés, les Offices de filières sur lesquels s'appuie l'Office Municipal de Tourisme d'Aix ont également œuvré au développement des filières d'excellence définies dans le cadre du schéma de développement touristique et à la mobilisation des acteurs touristiques sur ces filières.

Ainsi l'**Office de Tourisme de Pertuis** (OTP) a largement contribué à l'obtention du label « Vignoble et Découverte » (mobilisation des partenaires de son secteur mais également co-production du dossier) et anime le réseau des professionnels par des actions sur le nord de notre territoire comme le Salon des Vins et de la gastronomie à Pertuis.

L'OTP prend en charge également la saisie des informations de 5 communes de son bassin afin de les valoriser dans Patio et donc sur les écrans tactiles du territoire.

Il développe également un gros volet de communication sur son bassin de vie avec la production en interne de 10 000 cartes oenotouristiques, d'un magazine tiré à 4 000 exemplaires présentant l'offre des partenaires ainsi que des itinéraires permettant de parcourir le Pays d'Aix et le Pays d'Aigues sous forme d'auto-tours.

D'autre part, pour la troisième année consécutive, l'OTP centralise pour les communes de son bassin de vie (Val de Durance) les événements de la saison estivale afin de les publier dans un magazine développé par le Pays d'Aix : « l'agenda de l'été »

L'OTP a développé une communication globale (Web, réseaux sociaux, print ...) du territoire Nord Pays d'Aix et ainsi toutes les informations des communes du Bassin Nord figurent sur tous les supports de communication de l'Office.

Le magazine **We Pertuis** produit en 10 000 exemplaires est réparti sur le territoire dans des lieux de distribution ciblés. Cette opération se veut être également une expérience pour le territoire.

En 2015, l'OTP a lancé une marque de territoire « We Pertuis in Provence » afin de fédérer les partenaires privés et publics du bassin de vie et du Sud Luberon et de rendre les partenaires ambassadeurs de leur territoire.

Le site Web affiche près de 53 000 visiteurs dont 72 % de nouvelles visites ; le blog, en hausse de 40 % par rapport à 2014, atteint les 20 000 visites ; quant aux réseaux sociaux, l'OTP compte 3214 fans sur Facebook et 907 abonnés twitter.

L'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron (OTRA), de son côté, œuvre depuis quatre années à développer la filière Activités de pleine nature.

Il est à l'origine du développement des randonnées dans le cadre de la Fédération des Sports Populaires (FFSP), du développement de circuits vélo touristiques et de partenariats autour du vélo électrique. Aujourd'hui, le territoire peut s'appuyer sur 13 parcours permanents, devenant une destination IVV (fédération Internationale) la plus méridionale de l'Europe.

Il a développé une mission de circuits pédestres accompagnés en entraînant Rognes dans sa foulée afin de multiplier cette initiative sur les boucles présentes sur notre territoire.

Dans le prolongement de cette mobilisation des acteurs du territoire autour des boucles de randonnées au sein des communes, l'OTRA a été le fer de lance pour la constitution d'un Comité Départemental 13 de la FFSP qui a reçu plusieurs centaines de visiteurs sur le salon d'Aix-en-Provence. L'ambition affichée est d'organiser en 2019 les Olympiades regroupant entre 10 000 et 15 000 participants venus du monde entier.

Il est également l'interlocuteur privilégié sur les salons dédiés à ce type d'activités et assure l'animation du réseau sur tout le Pays d'Aix.

L'Office de Tourisme de Fuveau (OTF) œuvre dans le développement de la filière agritourisme. Il mobilise les acteurs autour d'un événement qu'il porte pour le territoire : la foire Chèvre et Miel. Il développe à ce titre une « boutique du terroir » pour faire connaître les producteurs de la Vallée de l'Arc.

En 2015, l'Office s'est investi dans un projet d'envergure reliant les communes du bassin minier du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Étoile afin d'en faire un GR de Pays. Il a ainsi recensé tous les acteurs touristiques du bassin concerné et travaille sur la mobilisation de ces acteurs vers le développement d'une offre originale autour de la mine et des énergies renouvelables. Ainsi, un artisan santonnier sur Peynier va développer le santon du mineur, un producteur de miel devrait installer ses ruches dans un champ photovoltaïque, des hébergements et restaurants devraient adopter des menus spécifiques pour les marcheurs ...

Ces Offices de Tourisme de pôle sont présents dans toutes les réunions stratégiques et/ou d'organisations d'événements concernant le territoire (workshop, animation des réseaux, événements autour du label ou de la communication ...)

En application des dispositions de l'article L 133-7 du Code du tourisme, le budget des offices du tourisme comprend, au titre des recettes, diverses subventions. Dans ce contexte, la Métropole a été saisie par l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence d'une demande de subvention.

Le projet de convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence est joint à ce rapport. Il est à noter que le budget de fonctionnement 2016 devrait s'élever à 7 019 083 euros.

Afin de soutenir l'action menée par l'Office de Tourisme en faveur de la promotion du Pays d'Aix et de mettre en œuvre les actions définies dans le cadre du Schéma de Développement Touristique et proposées lors du Comité de Pilotage du 1^{er} juillet 2015, l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence sollicite une subvention de 1 050 000 €, soit 15 % de son budget de fonctionnement. La subvention accordée en 2015 était de 1 165 000 € pour un budget prévisionnel de 7 534 976 €.

Le concours financier global sera affecté aux ressources humaines et au fonctionnement de l'OT d'Aix et contribuera notamment :

- aux actions de dimension communautaire afin de structurer les filières d'excellence sur le territoire et de développer l'offre touristique, en lien avec les Offices de Pertuis, de la Roque d'Anthéron et de Fuveau pour des actions définies et contrôlées par l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.
- aux ressources humaines et au fonctionnement de l'OMT d'Aix, notamment en ce qui concerne les actions suivantes :

■ L'observatoire économique du tourisme

I- Bilan annuel

En début d'année, un bilan touristique annuel du territoire de la CPA sera produit et disponible pour toutes les communes, OTSI et professionnels du tourisme. Il établira le bilan de l'offre touristique, du tourisme d'affaires et de la fréquentation touristique. Il sera un outil d'évaluation du poids économique du tourisme.

II- Bilan trimestriel concernant les écrans numériques du territoire

III- Note de conjoncture estivale

Cette note mettra en exergue le ressenti des professionnels sur la saison définie de mai à septembre. Elle établira un bilan de la fréquentation touristique par rapport à l'année précédente (nombre de nuitées, origine des visiteurs ...)

IV- Note mensuelles

Ces données permettent d'obtenir des informations sur les hébergements, la fréquentation des OTSI, des sites touristiques ainsi que sur l'événementiel du territoire.

■ Animation du réseau des offices de tourisme / syndicats d'initiative du Pays d'Aix (OTSI) et des professionnels du tourisme :

Concernant le réseau des OTSI du territoire, il s'agit de l'organisation de formations et de la poursuite de la démarche qualité, de l'organisation de réunions régulières sur l'avancée des projets respectifs, de l'alimentation du Blog du service Pays d'Aix, de l'alimentation d'une boîte à outil accessible à tous les OTSI et professionnels du tourisme.

Cette action concerne également la mise en place d'une structure d'appui sur le territoire qui permet l'accompagnement des projets dans le cadre de la mise en place du schéma de développement touristique. A ce titre, elle concerne les actions de dimension communautaire que l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pourra confier aux Offices de Tourisme de Pertuis, de la Roque d'Anthéron et de Fuveau afin d'aider à structurer les filières touristiques sur le territoire et de développer l'offre touristique.

Concernant les professionnels du tourisme, outre les travaux de mise en partenariat, l'Office Municipal de Tourisme contribuera à développer un workshop afin de permettre des rencontres professionnelles par le biais de tables rondes et de formations dédiées. L'OMT animera également les partenaires du label « Vignobles & Découvertes » et les accompagnera au sein d'événements organisés sur le territoire (fêtes gastronomiques, du vin etc. ...). Il représentera le dossier auprès d'Atout France avec les nouveaux partenaires en vue du renouvellement du label.

■ Communication :

L'Office de Tourisme d'Aix est la vitrine du Pays d'Aix. Il poursuivra sa politique de promotion du Pays d'Aix par une **communication commune Aix – Pays d'Aix** en France et à l'international (participation à des salons professionnels, grand public, relation presse et relations publiques, Magazine en téléchargement « ProvenceAixpérience », éductours ...). Compte tenu de la structuration des filières Activités de pleine nature et Oenotourisme sur le Pays d'Aix, les salons de professionnels et grand public autour de ces thèmes seront privilégiés. De plus, il continuera à développer des actions de promotion et d'animation par le biais des réseaux sociaux, Web2 et mettra en ligne sur le site Internet toutes les actions développées autour des filières. Il valorisera toutes les informations issues de PATIO pour les 36 communes de la CPA. En 2016, au minimum 3 publications papiers (« pockets » ou autre format) sont prévues pour promouvoir des circuits et/ou des filières.

■ Commercialisation :

La commercialisation des produits et circuits touristiques, favorisant ainsi directement le développement économique du territoire se poursuivra et une meilleure complémentarité entre les différentes actions de promotions communales sera recherchée. L'OMT d'Aix

sera l'un des relais, sur les différents marchés, de l'ensemble des professionnels du tourisme.

Il commercialisera toutes les entreprises touristiques du territoire de la CPA qui le souhaitent mais également les partenaires sélectionnés pour le label « Vignoble & Découverte » qui se situent en dehors de ce périmètre et plus particulièrement sur le sud Luberon.

De plus, il continuera le développement de la Carte PASS magnétique **City Pass #Provenceaixperience** qui offre la possibilité de visites de sites touristiques sur 24h/48h/72h, proposant des offres culture, patrimoine, terroir, restauration, activités sur le territoire.

En outre, il poursuivra la promotion des produits du terroir à travers le Comptoir du Pays d'Aix, boutique d'environ 80 m² au sein du nouvel Office, destinée à valoriser mais également commercialiser les produits agricoles et artisanaux locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 133-7 et l'article L1611-4 relatif à l'utilisation des subventions versées par une collectivité ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 juillet 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2001-41 du 12 janvier 2001 fixant le montant en euros de la subvention reçue à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 ;
- L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321.
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.050.000 euros à l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, conformément aux termes de la convention d'objectifs ci-annexée, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole

Article 2 :

Les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence sont approuvés.

Article 3 :

Cette dépense sera imputée à la ligne budgétaire 95 – 65738 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à cette subvention et notamment la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 021-091/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Medinsoft dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille et approbation d'une convention MET 16/393/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 42 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique et répartit son activité sur cinq secteurs clefs : e-tourisme et e-commerce, big data, transmédia, technologie sans contact et smart city.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Cette candidature qui illustre une démarche collaborative exemplaire, a reçu au niveau local le soutien de la Région PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de Provence Promotion, de Pays d'Aix Développement, du monde académique avec Aix-Marseille Université, et les écoles privées ; mais surtout, cette démarche a suscité un fort soutien de la communauté entrepreneuriale du numérique et la participation active de projets privés d'accélérateur portés par des entrepreneurs emblématiques de notre territoire.

Aix-Marseille French Tech entend développer une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- positionner Aix-Marseille comme un territoire de référence en matière de marketing digital et de transmédia en Europe et à l'international ;
- accélérer la mutation des « starts up » et des entreprises innovantes à fort potentiel de croissance ;
- capitaliser sur les projets phares du territoire pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation ;
- répondre aux besoins en ressources humaines de la filière numérique locale ;
- rendre visible à l'international la performance numérique d'Aix Marseille ;
- attirer de nouveaux talents en favorisant la mobilité des compétences à l'échelle internationale.

Le 12 novembre 2014, le Secrétaire d'État au Numérique, a décerné le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille.

Comme pour les autres territoires, le label a été attribué pour une durée expérimentale et doit faire l'objet d'un audit de la part des services de l'État.

Pour la confirmation du label French Tech, était attendue notamment la mise en œuvre d'une série d'actions concrètes dont la mise en place des structures de gouvernance. Pour cela, il était demandé à la French Tech Aix-Marseille de mobiliser autour de partenariats privés/publics des acteurs provenant tant du monde institutionnel que de la recherche et de la formation et surtout les entrepreneurs et les représentants de l'écosystème numérique.

L'association Medinsoft, créée en 2004 et membre du PRIDES Economie Numérique, met en œuvre un programme d'actions en vue de l'accompagnement des entreprises du territoire et de la mobilisation des start-ups.

Elle est un des animateurs de la première heure de la dynamique de la French Tech Aix-Marseille. A ce titre, en 2015, elle a proposé de coordonner l'animation et la gouvernance de la French Tech Aix-Marseille.

Ainsi en 2015, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ont apporté leur soutien financier à l'association MEDINSOFT afin qu'elle puisse coordonner la French Tech Aix-Marseille.

Dans la continuité des actions menées en 2015, l'association Medinsoft, en tant que représentant des acteurs privés de l'écosystème numérique, se propose de poursuivre en 2016, l'animation et le pilotage de la gouvernance de la French Tech Aix-Marseille.

A ce titre, MEDINSOFT souhaite :

- mener le suivi et la coordination des actions inscrites dans le développement opérationnel 2016 autour notamment de l'accélération des entreprises, de l'emploi et de la formation et de la visibilité de l'écosystème à l'international ;
- coordonner le programme événementiel annuel de la French Tech Aix-Marseille et notamment les « French Tech Weeks » qui se dérouleront en septembre et octobre 2016 ;
- assurer l'animation digitale d'Aix-Marseille French Tech (blog, réseaux sociaux, portail internet) ;
- mobiliser autour de l'offre de service résultant des différents dispositifs French Tech celle des acteurs de l'accompagnement de l'innovation (incubateurs, CEEI, pépinières...) ;
- assurer les relations avec la Mission nationale French Tech et les autres territoires labellisés.

Compte tenu de la nécessité de pérenniser la coordination de la French Tech Aix-Marseille, il est proposé au Conseil de la Métropole de poursuivre le soutien à l'association Medonsoft.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B277 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juin 2013 approuvant la manifestation d'intérêt du Pays d'Aix pour l'appel à projet « Quartier numérique » ;
- La délibération DEV 005-588/14/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portant sur la création du Conseil territorial du Numérique ;
- La délibération n°2015_B012 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative à la gouvernance de la French Tech Aix-Marseille ;
- La délibération IPE 002-1555/15 BC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Medinsoft dans le cadre de label Aix Marseille French Tech.
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Une subvention d'un montant global de 150 000 euros est attribuée à l'association MEDINSOFT dans le cadre de la French-Tech, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Medinsoft.

Article 3 :

La dépense en résultant sera imputée sur les lignes 3A/61/6574 et 3A/61/6574 et B320 chapitre 67- Article 6748 « subventions exceptionnelles de fonctionnement » – fonction 67 qui présentent les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 022-092/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association IE 13 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Pays d'Aix pour l'année 2016 et approbation d'une convention MET 16/400/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux. Dans la continuité de cette démarche, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence poursuive la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique.

Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux forestiers dans le cadre de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Il convient d'ajouter qu'il est souhaitable qu'ils présentent une utilité particulière afin de les rendre encore plus enrichissants et motivants pour le public en insertion.

Cet intérêt peut concerner la protection du patrimoine (débrusser les abords d'une ancienne chapelle, dégager des remparts ou des restanques...), le développement d'activités pédagogiques ou de loisirs (circuit VTT, sentier pédagogique...), l'aménagement

de zones pouvant accueillir du public en toute sécurité ou la mise en valeur du paysage.

Dans ce cadre, l'association « l'Insertion et l'Emploi 13 » (IE 13) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine communal et à protéger les massifs forestiers contre les feux de forêts. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées de 8 personnes dont un encadrant. L'IE 13 a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. C'est l'IE 13 qui a en charge tous les aspects organisationnel et fonctionnel des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2015, 11 chantiers ont été réalisés sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge, Venelles, Mimet, Saint-Estève-Janson, Vauvenargues, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues et Bouc-bel-Air. Plus de 700 contrats ont été signés par les personnels en insertion à l'IE 13 depuis le lancement de cette initiative et 105 chantiers ont été réalisés pour 28 communes bénéficiaires.

Pour l'année 2016, l'IE 13 sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir une participation, sous forme de subvention d'un montant de 152.000 euros. Ce montant va permettre de faire intervenir trois équipes pour la réalisation de travaux forestiers sur le territoire du Pays d'Aix.

Au regard du Budget Prévisionnel 2016 de cette action de l'IE 13 évaluée à 666.710,00 euros, il est proposé d'attribuer à l'IE 13 une subvention de 152.000 euros pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion par l'activité économique sur les territoires des communes du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A128 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers forestiers d'insertion par l'activité économique.

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 152.000 euros à l'IE13 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Pays d'Aix, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Les termes de la convention ci-annexée relative à l'attribution de cette subvention sont approuvés.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets correspondants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 023-093/16/BM

■ Attribution d'une subvention au CPIE du Pays d'Aix pour des actions en faveur du climat, du développement durable et de la rénovation énergétique et approbation d'une convention

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 2015_A347, du 17 décembre 2015 le Conseil Communautaire de la CPA a adopté une convention triennale entre la Communauté du Pays d'Aix et l'Atelier de l'Environnement, Centre Permanent d'Initiative Pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix, pour la mise en œuvre d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de développement durable sur le Pays d'Aix.

Cette délibération fixe le cadre général de la collaboration et prévoit, pour chaque exercice budgétaire, une délibération spécifique précisant les objectifs à atteindre, le programme d'actions, les modalités de financement, l'évaluation, et les bilans d'activités à fournir par le CPIE du Pays d'Aix.

Préambule

En adoptant son Plan Climat Énergie Territorial (délibération 2012_A232 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2012), le Pays d'Aix a exprimé son ambition de poursuivre son engagement dans la maîtrise de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le développement des énergies renouvelables et la modification des comportements en faveur des économies d'énergies.

Dans le même temps, dans le cadre de la Charte vers un développement Durable du Pays d'Aix, reconnu Agenda 21 local par le Ministère de l'Écologie, différentes opérations exemplaires et innovantes ont été conduites en s'appuyant sur les associations locales.

Le projet, présenté par le CPIE du Pays d'Aix, propose un programme d'actions décliné en 3 missions qui répondent à un intérêt local, en faveur de la politique de développement durable et de lutte contre le changement climatique affirmée par le Pays d'Aix dans sa Charte vers un développement durable et dans son Plan Climat Air Énergie Territorial.

Par ailleurs, en 2016, les deux associations territoriales (CPIE et Ecolopolénergie) soutenues jusqu'en 2015 par la Communauté du Pays d'Aix et qui intervenaient dans le domaine de la transition énergétique ont décidé de mutualiser leurs services en faveur de l'énergie dans la « Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat ». Dans la période transitoire de début 2016, le coordinateur du projet, le CPIE du Pays d'Aix, conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, recevra la totalité de la subvention qu'il pourra reverser à l'association Ecolopolénergie en application du plan de financement et du budget engagé par celle-ci dans la réalisation des missions. En conséquence, une seule convention sera passée avec le CPIE du Pays d'Aix.

Cette convention annuelle 2016 est valable un an, du 1er janvier au 31 décembre 2016.

Programme d'actions

1- Animation de la Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat

En décidant de créer la « Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat », le CPIE du Pays d'Aix constitue une Agence Locale de l'Énergie et du Climat dans laquelle il regroupe les activités de son pôle énergie et de celui de l'Association Ecolopolénergie et élargit son action à des missions de transition énergétique (animateur d'actions du plan climat, air, énergie, actions de mobilité durable et de formation...).

Les activités, déployées dans la Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat, peuvent se présenter en 3 axes :

Axe 1 : Activité de conseil et d'expertise technique

Au premier titre desquels, **l'animation de la Plate-forme de la rénovation**, pilotée par le Territoire du Pays d'Aix. Elle sera composée de 4 Équivalents Temps Plein (ETP) en année 1, pour atteindre 6,5 ETP en année 3.

Elle a une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur, par les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires. Elle est également un Point Rénovation Info Service (PRIS) au sens du Plan Bâtiment Durable sur un territoire étendu au-delà du Pays d'Aix.

Elle propose une animation au sein du territoire pour les particuliers et les entreprises par des actions spécifiques et innovantes, permettant ainsi la rencontre entre l'offre et la demande autour de projets de rénovation de l'habitat. Elle se positionne comme le guichet unique de la rénovation, pour les propriétaires des logements privés, et réunit l'ensemble des acteurs professionnels. La plate-forme reçoit également des financements de l'ADEME (l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Axe 2 : Territoire et climat

Ce pôle, composé en année 1 d'1,5 ETP, a pour mission d'accompagner, d'appuyer et d'animer les actions menées dans le cadre des politiques territoriales locales en matière d'énergie et de climat. Cet accompagnement prend plusieurs formes :

- Participation et contribution à l'animation du Plan Climat Air Énergie Territorial, à des actions en faveur de la mobilité durable et à l'organisation de manifestations de sensibilisation du grand public à ces enjeux, notamment en lien avec les communes du Pays d'Aix engagées dans des politiques de maîtrise de la demande en énergie
- Accompagner, structurer les initiatives (assistance à maîtrise d'ouvrage) des acteurs du territoire notamment associatifs pour leur permettre de réaliser, en direct, des actions inscrites contribuant à l'atteinte des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Participer au suivi et à l'évaluation des actions du Plan Climat.

Ces actions réalisées en Pays d'Aix s'appuient sur les communes volontaires et bénéficient aussi de financements de l'ADEME et des communes elles-mêmes.

Axe 3 : Précarité énergétique

Le pôle de lutte contre la précarité comprend 3 ETP, travaillant en étroite collaboration avec la plate-forme de la rénovation.

Les missions réalisées dans cet axe, se présentent comme suit :

- Accompagnement des locataires du parc social et des bailleurs sociaux sur maîtrise de consommations d'énergie : cette activité prend de plus en plus d'importance car elle est le résultat d'une activité reconnue depuis 2007. Cette action accompagne les exigences de l'éco-conditionnalité des subventions aux opérations de rénovation réalisées par les bailleurs sociaux qu'ont souhaité mettre en place les financeurs, à savoir la Région PACA et le Pays d'Aix.
- Accompagnement des ménages du parc privé par la mobilisation des donneurs d'alertes : ceux-ci auront un accès à l'outil Web de la plate-forme pour permettre au plus grand nombre de bénéficier des soutiens, notamment du Programme d'Intérêt Général et de l'Auto Réhabilitation Accompagnée pour les populations modestes.
- Transmission de ce savoir-faire au travers de sessions de formations collectives aux donneurs d'alerte sur les moyens de détecter des ménages en situation de précarité énergétique.

Cette opération s'appuie, en partie, sur des bailleurs sociaux et des professionnels qui participent à son financement.

Par ailleurs dans le cadre du programme **Politique de la ville**

En accompagnement des travaux de réhabilitation des quartiers en politique de la ville, notamment le quartier des Pins à Vitrolles, l'Association a développé une démarche en direction des locataires. Elle met en œuvre une série d'outils destinés à ancrer dans le temps les gestes positifs à la suite de la réhabilitation :

- diffusion d'une exposition interactive sur les gestes favorables à la maîtrise des consommations (énergie et eau)
- animations de permanences énergie au pied des immeubles
- ateliers thématiques sur les usages et les bonnes pratiques. Sont programmés pour 2016 des ateliers chauffage, équipements électriques, confort d'été...
- lettres d'informations saisonnières
- diffusion d'un guide pratique du logement
- travail avec les structures du quartier, formation des acteurs locaux, des agents des bailleurs sociaux...

Cette opération a été déposée dans le cadre de l'appel à projet du contrat de ville communautaire et sera examiné en comité technique et comité de pilotage politique de la ville.

A noter que cette action a été soutenue en 2015 à hauteur de 4.000 euros.

Pour mener à bien l'animation de la « Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat, le CPIE du Pays d'Aix sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 140.000 euros dont 4.000 euros au titre de la politique de la Ville.

Contribution à la location d'un local

Pour soutenir l'ensemble de ces actions, le CPIE dont le siège est situé au Grand Saint Jean, doit pouvoir disposer d'un lieu d'accueil du public visible et accessible. C'est pourquoi, depuis plusieurs années, le CPIE loue un local situé à Aix-en-Provence. L'élargissement et l'ambition de la Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat obligeront le CPIE du Pays d'Aix à rechercher un espace plus grand permettant de réunir, en un même lieu, les personnels des 2 associations ainsi que des partenaires pour créer un vrai guichet unique de la rénovation de l'habitat et des équipements publics.

Le CPIE sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 25.000 euros.

2 - Activité de conseil et d'expertise technique auprès des communes du Pays d'Aix

Le conseil en énergie partagé, économe de flux est proposé aux communes du Pays d'Aix depuis 2009. Il leur a permis de faire l'inventaire de leurs consommations d'énergie et d'eau, et de faire un premier état des lieux énergétique de leur patrimoine. Des économies sur les factures ont été réalisées et des travaux de rénovation ont été engagés.

Une convention cadre entre la CPA et l'Association, détaille les modalités de mise en œuvre de la mission Conseil en Énergie Partagé et notamment la mise à disposition d'un Économe de Flux pour une période de 4 ans, dans les communes partenaires. Pendant ces 4 ans, les missions principales sont :

- Suivre et analyser les factures et les consommations d'énergie et d'eau de la commune
- Détecter les dérives et équipements sur-consommateurs et proposer des solutions viables économiquement (rénovations, réglages,...)
- Contribuer à la réalisation de pré-diagnostic en matière de consommation d'énergie et établir des propositions d'interventions chiffrées
- Proposer si nécessaire des modifications des contrats existants pour optimiser les abonnements

- Optimiser le fonctionnement des installations tout en améliorant le confort des utilisateurs
- Assurer un accompagnement dans la Maîtrise d'Ouvrage et l'interface entre l'installateur et l'utilisateur dans les installations neuves
- Sensibiliser et former les utilisateurs et les différents intervenants aux économies d'énergie (Défi Énergie)
- Présenter des bilans des actions réalisées et des résultats obtenus
- Contribuer à la récupération des Certificats d'Économies d'Énergie.

En 2016, la mission de Conseil en Énergie Partagé - économe de flux est déployée par l'Association dans 12 communes du territoire du Pays d'Aix.

Les communes concernées participent au financement de cette mission.

Le montant de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est estimé à 33.000 euros.

3 - Le « commerce engagé »

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de gestion des déchets, d'énergie, d'utilisation de produits locaux etc. Depuis 2014, quatre communes du Pays d'Aix se sont engagées dans un dispositif de sensibilisation de leurs commerçants au développement durable. En 2015, 50 commerçants ont ainsi été labellisés pour leurs bonnes pratiques sur les déchets, l'énergie, les achats locaux etc... En 2016, quatre communes supplémentaires s'engagent.

Le CPIE du Pays d'Aix s'est positionné et s'est formé sur cette thématique, et a été soutenu dans cette proposition par le comité de pilotage de cette opération, réuni en octobre 2015. Le CPIE du Pays d'Aix propose de poursuivre l'action selon plusieurs axes de travail :

- conseiller, aider et suivre les actions « développement durable » des commerçants déjà engagés
- élargir cette opération aux commerçants de quatre nouvelles communes
- améliorer la communication et la valorisation du dispositif
- définir et mettre en œuvre des indicateurs de résultats
- rechercher des financements complémentaires.

Pour cette animation, le CPIE sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 37.500 euros.

Une convention d'objectifs précise les actions de l'année 2016.

| N° GU | Manifestation Action | Association | Domaine d'activités | Subvention N-1 | Budget global de la manifestation | Subvention sollicitée | Subvention proposée | Convention d'objectifs Oui/non |
|------------|--|-------------|------------------------|---|---|--------------------------|------------------------|--------------------------------------|
| 2016-00234 | Plate-forme | CPIE | Environnement | 80.000 € | 388.725 € | 136.000 € | 136.000 € | oui |
| 2016-00232 | Conseil en Énergie | CPIE | Environnement | 79.431 € | 183.000 € | 33.000 € | 33.000 € | oui |
| 2016-00233 | Participation à la location du local | CPIE | Environnement | 25.000 € | 30.300 € | 25.000 € | 25.000 € | oui |
| 2016-00231 | Commerce engagé | CPIE | Environnement | 0 € Subvention précédemment attribuée à l'association Ecoscience | 39.261 € | 37.500 € | 37.500 € | oui |
| 2016-00335 | Politique de la Ville | CPIE | Politique de ville | 4.000 € | € | 4.000 € | 4.000 € | oui |
| | | | | | TOTAL | 235.500 € | 235.500 € | |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n°2013_A052 du Conseil Communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative à l'adoption du Plan Climat ;
- La délibération n°2015_A271 du Conseil Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative au transfert des activités de l'association Ecol'énergie au CPIE du Pays d'Aix pour la création d'un service mutualisé : La Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat ;
- La délibération n°2015_A250 du Conseil Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative aux attributions de subventions aux

associations dans le cadre de la programmation du contrat de ville communautaire ;

- La délibération n°2015_A347 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs entre la Communauté du Pays d'Aix et le CPIE du Pays d'Aix pour la rénovation énergétique et des actions pour le climat et le développement durable.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 235.500 euros à l'Association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement pour l'animation de la « Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat », l'animation de l'opération commerce engagé et l'accompagnement du dispositif en faveur de la rénovation de l'habitat dans les quartiers en politique de la ville, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets correspondants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de l'état spécial du territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles ;

Les dépenses résultant des opérations relatives à la Maison de l'Énergie, du Climat et de l'Habitat, pour un montant de 194.000 euros seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au Budget Primitif 2016 au titre de la Politique Énergie-Climat dans le cadre de l'État Spécial du territoire.

Les dépenses résultant des opérations relatives à la réhabilitation des quartiers pour un montant de 4.000 euros seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au Budget Primitif 2016 au titre de la Politique de la Ville dans le cadre de l'État Spécial du territoire.

Les dépenses résultant des opérations relatives au commerce engagé, pour un montant de 37.500 euros, seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au Budget Primitif 2016 au de la Politique Environnement - Développement Durable dans le cadre de l'État Spécial du territoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs susvisée et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 024-094/16/BM

**■ Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2016
MET 16/343/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement de la Métropole. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Afin de poursuivre la dynamique engagée en 2015, la CPA avait approuvé une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Le Pays d'Aix propose suite à cette convention cadre, une convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

Cette année 2016, le montant de la participation de la Métropole à la convention d'objectifs s'élève à 125 000 euros pour 8 actions agricoles porteuses pour la métropole et pour un budget global de 282 000 euros, sur le territoire du Pays d'Aix.

La Convention d'objectifs, fournie en annexe, détaille les projets et les budgets correspondants pour l'année 2016.

Synthèse des actions et soutien financier correspondant

>Développer la vente directe : 7^e édition de la Halle de producteurs - Terres de Provence - Plan de Campagne :

Aide logistique et de terrain pour la réalisation du marché de vente de produits agricoles locaux en circuit court et en demi-gros.

-30 à 40 producteurs locaux présents (provenance : Bouches-du-Rhône et Vaucluse)
-Fréquentation : 100 000 visiteurs en moyenne /an (35 % proviennent de Marseille, 65 % du reste du territoire)
-Dates prévisionnelles d'ouverture 2016 : début juin / fin octobre (lundi, mercredi, vendredi de 17 h à 19 h).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 30 000 euros.

>Promotion locale des produits du terroir : 18^e édition du - marché des 13 desserts - Aix-en-Provence
Organisation du marché de vente de spécialités culinaires de fin d'année.
-40 exposants, agriculteur et artisans de (des Bouches-du-Rhône)
-Fréquentation : 15 000 à 20 000 visiteurs (territoire métropolitain)
-Dates prévisionnelles d'ouverture : 18/ 24 décembre 2016

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 33 000 euros.

>Organisation d'un site de e-commerce / Drive fermier
Lancement d'une nouvelle plate-forme de commercialisation (Internet + lieu de retrait)
-15 producteurs locaux environ (provenance : Bouches-du-Rhône)
-Dates prévisionnelles d'ouverture : rentrée 2016

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 10 000 euros.

>Appui à la mise en place de - marchés de producteurs - Territoire du Pays d'Aix
Aide à l'ouverture de 2 marchés de vente de produits agricoles locaux en circuit court au détail.
-5 à 15 producteurs locaux présents (du territoire du Pays d'Aix)
-Durée : 1 à 3 mois d'ouverture pendant l'année
La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 5 000 euros.
>Renforcement de l'opération - Goûter au 13 - Territoire de la Métropole

Opération récurrente dont l'objectif est de proposer une solution logistique à l'approvisionnement des fruits et légumes frais auprès de la restauration collective.

-A l'échelle du Département des BdR. 60 collèges et lycées à l'heure actuelle.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 16 000 euros.

>Projet de couveuse/ pépinière d'entreprise agricole
Étude pré-opérationnelle pour la création d'une couveuse-pépinière agricole sur Aix-en-Provence (diagnostic préparatoire, programme d'actions, rétroplanning).

-Lieu : 28 hectares classés en zone agricole au PLU de la commune concédés dans le cadre d'un bail emphytéotique (de 20 à 25 ans).

-Partenariat entre : la Métropole AMP (porteuse du projet), la Chambre d'agriculture (appui technique) et la structure d'accompagnement spécialisée (accompagnement comptable et économique).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 18 000 euros.

>Action agricole : commune de la Roque d'Anthéron
Diagnostic : description du potentiel agricole de la zone, identification des exploitants actuels.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 6 000 euros.

>Action agricole : commune de Rousset
Diagnostic : description du potentiel agricole de la zone, identification des exploitants actuels.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de 7 000 euros.

Sur les bases des actions définies à l'article 3, la participation de la Métropole est évaluée à 125 000 euros (cent vingt cinq mille euros) répartis sur 8 opérations.

| ACTIONS | Montant |
|---|--------------|
| Améliorer la commercialisation des produits : développement du marché local | |
| Développer la vente directe sur le Pays d'Aix : 7 ^e édition Halle de producteurs « Terres de Provence » | 30 000 euros |
| Promouvoir l'agriculture du Pays d'Aix | |
| Promotion locale des produits du terroir : 18 ^e édition du « marché des 13 desserts » | 33 000 euros |
| Organisation d'un site e-commerce/drive fermier | 10 000 euros |
| Appui à la mise en place de 2 marchés de producteurs | 5 000 euros |
| Renforcement de l'opération « Goûter au 13 » | 16 000 euros |
| Maintenir les surfaces agricoles | |
| Projet de couveuse/pépinière d'entreprises agricoles - Étude de faisabilité pré-opérationnelle | 18 000 euros |
| Diagnostic agricole - La Roque d'Anthéron | 6 000 euros |

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| Diagnostic agricole - Rousset | 7 000 euros |
| TOTAL prévisionnel | 125 000 euros |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A326 du Conseil communautaire de la CPA, en date du 17 décembre 2004, approuvant la Charte agricole de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2015_B631 du Bureau communautaire de la CPA, en date du 26 novembre 2015, portant approbation d'une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 125 000 euros à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2016 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sont approuvés.

Article 3 :

Ces dépenses seront imputées à la section fonctionnement sur la ligne 6312/65738 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre

toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 025-095/16/BM

■ Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2016

MET 16/345/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement de la Métropole. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture de Vaucluse constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire de Pertuis. Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Afin de poursuivre la dynamique engagée en 2015, la CPA a approuvé une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec la Chambre de Vaucluse.

Le Territoire du Pays d'Aix propose suite à cette convention cadre, une convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

La Convention d'objectifs, fournie en annexe, détaille les projets et les budgets correspondant pour l'année 2016 :

- Appui à la marque « Pomme de Terre de Pertuis » cette action engagée depuis 2008 consiste à assurer l'animation et le suivi de la relance de la production de la pomme de terre de Pertuis. Cette structuration implique la mise en œuvre d'un appui technique (expérimentation variétale), d'un appui administratif et en aval d'un appui sur les modes de commercialisation (enquête commercialisation).

Le budget 2016 de l'appui technique s'élève à 25 080,00 euros avec un appui financier de la Métropole s'élevant à 8 778,00 euros.

- Collecte et recyclage des plastiques agricoles cette opération dont le lancement a été décidé en 2005 concerne l'environnement : il s'agit de mettre en place une filière pérenne de récupération et de recyclage des plastiques agricoles usagers. Cette action fait suite à la réflexion lancée en 2010, avec une convention entre ADIVALOR (en charge de la gestion des déchets agricoles), le GDA Sud Luberon et une entreprise de recyclage située à Pertuis.

Il est prévu pour l'année 2016 deux collectes pour un tonnage d'environ 50 tonnes de plastiques agricoles usagés. Le gisement concerne Pertuis et les communes du Val de Durance situées à proximité de Meyrargues et du Puy Sainte Réparate mais aussi Villelaure et La Tour d'Aigues (avec une participation de la Communauté Territoriale Sud Luberon).

Le budget 2016 de cette action s'élève à 7600,00 euros avec un appui financier de la Métropole s'élevant à 3 040 euros.

- Développer la vente directe la Halle de producteurs « Terre de Provence » à Pertuis. Cette opération consiste à améliorer la commercialisation des produits locaux en développant la vente directe sur le Pays d'Aix avec l'organisation de la Halle « Terres de Provence » sur Pertuis. Cette 3^e édition nécessite l'intervention d'un technicien pour : la mobilisation et la sélection des agriculteurs locaux, la logistique, le contrôle des prix, le suivi des animations.

Informations pratiques :

- ouverture du 7 juin 2016 au 27 octobre 2016, 2 soirs par semaine le mardi et le jeudi de 17h00 à 19h00 (celle de Plan de campagne ouvre 3 soirs par semaine, les lundis, mercredis et vendredis).
- Elle est réservée aux agriculteurs vendant les produits de leur exploitation,

en ½ gros

- elle est réservée à la vente aux particuliers
- lieu : entrée de ville sur un terrain communal Pertuisien (quartier le farigoulier).
- Nombre de visiteurs 15 300 (comptage manuel en 2015, par les techniciens de la Chambre d'agriculture).

Cette Halle permet de répondre à la demande croissante de producteurs, de plus en plus nombreux à souhaiter utiliser les modes de ventes en circuits courts.

Elle permet aux consommateurs du nord du territoire de la Métropole de profiter de ce mode de commercialisation des produits du terroir.

Le budget 2016 de l'action s'élève à 49 400 euros avec un appui financier de la Métropole s'élevant à 19 760,00 euros.

- Mise en place et pilotage d'un Espace-Test Agricole (couveuse/pépinière) sur la commune de Pertuis.

La Chambre d'agriculture de Vaucluse propose d'accompagner la Métropole sur la recherche et la sélection de nouveaux candidats à l'espace test ainsi que sur l'accompagnement technico-économique des couvées en activité.

1. Lancement d'appels à candidatures, recherche de candidats, sélection de candidats
2. Lancement de l'activité des couvées et accompagnement du démarrage de leur activité
3. Accompagnement technico-économique des couvées
4. Hébergement juridique
5. Mise à la disposition d'un conseiller de la Chambre d'agriculture en charge du projet

Le budget 2016 de l'action s'élève à 30 704,00 euros avec un appui financier de la Métropole s'élevant à 24 563,20 euros.

Afin de réaliser les actions précitées, évaluées à 112 784 euros la convention prévoit donc le versement d'un montant total de 56 141,20 euros à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dont la répartition est la suivante :

Tableau récapitulatif des actions et subventions Métropole

| ACTIONS | MONTANTS |
|--|-----------------|
| 1 SOUTIEN A LA MARQUE « POMME DE TERRE DE PERTUIS » | 8 778 euros |
| 2 REFLEXION SUR LE TRAITEMENT DES PLASTIQUES AGRICOLES | 3 040 euros |
| 3 HALLE DE PRODUCTEURS « TERRES DE PROVENCE » PERTUIS | 19 760 euros |
| 4 COUVEUSE D'ENTREPRISE AGRICOLE | 24 563,20 euros |
| TOTAL | 56 141,20 euros |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A326 du Conseil communautaire de la CPA, du 17 décembre 2004, approuvant la Charte agricole de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2015_B632 du Bureau communautaire de la CPA, du 26 novembre 2015, portant approbation d'une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 56 141,20 euros à la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2016 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement, sous réserve de l'adoption du budget.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole et la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Article 3 :

Ces dépenses seront imputées à la section fonctionnement sur la ligne 6312 65738 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 026-096/16/BM

■ Approbation du protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société GUINTOLI S.A.S. dans le cadre de la création d'un giratoire sur la RD543 sur la Zone d'Activités de Plan de Campagne

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a réalisé en 2011 un carrefour giratoire à l'intersection de la RD543 et de la voie d'accès au Parc Club de l'Arbois. Le suivi des travaux a été assuré en maîtrise d'ouvrage directe par la CPA, assistée par le bureau d'études CERMI, maître d'œuvre de l'opération.

Les travaux ont été lancés sur la base de trois lots. Le lot n°1 « Terrassements / Voirie / Eaux pluviales » a été confié au groupement GUINTOLI S.A.S. / MALET le 28 juillet 2010 pour un montant de 692 674,62 euros HT. Les travaux du lot n°1 ont été réceptionnés le 28 septembre 2011 et les réserves ont été levées le 15 juin 2012.

Cependant, le décompte général définitif de l'entreprise n'a pas été transmis à la CPA par le maître d'œuvre et n'a donc jamais été réalisé. En effet, le 17 août 2011, la société GUINTOLI S.A.S. a présenté à CERMI (sans en informer la CPA) un mémoire en réclamation auquel le maître d'œuvre n'a pas répondu.

La CPA a été informée d'un dépôt de mémoire le 24 novembre 2011 et a sollicité le maître d'œuvre pour avoir son avis sur ce dernier. Cependant, fin 2011, la société CERMI a été rachetée par le groupe GIRUS, puis mise en liquidation judiciaire le 12 décembre 2012 et n'a donc jamais répondu à ce mémoire.

A partir de cette date, le mémoire en réclamation de GUINTOLI a été conservé par GIRUS et classé dans ses archives.

Le 12 décembre 2013, en vue de solder le marché de GUINTOLI, la CPA a sollicité auprès du liquidateur judiciaire de la société CERMI l'autorisation de reprendre le dossier.

Le 4 août 2014, la CPA a pu confier à GIRUS la mission d'analyser le mémoire en réclamation de la société GUINTOLI S.A.S. et d'établir le décompte général définitif de l'entreprise.

Le mémoire en réclamation de la société GUINTOLI s'élevait à 358 337 euros HT. GIRUS a analysé les réclamations et conclut que de nombreux éléments ne sont pas recevables. Toutefois certaines demandes de rémunérations complémentaires pouvant être justifiées par des arrêts de chantier et des modifications apportées au planning de travaux. Les conséquences directes et indirectes de ces arrêts ont été évaluées par GIRUS à 26 356,10 euros HT.

D'un point de vue juridique, et en référence au CCAG travaux de 1976 (la consultation ayant été engagée le 4 décembre 2009), la demande de rémunération complémentaire de l'entreprise n'était pas recevable. En effet, à l'issue du rejet implicite de sa demande dans un délai de 2 mois, l'entreprise aurait dû faire connaître par écrit à la CPA son désaccord dans un délai de 3 mois, ou saisir le tribunal administratif compétent dans le même délai. Or aucune de ces deux démarches n'a été entreprise.

Toutefois, en reconnaissance de la qualité du travail réalisé par l'entreprise et des désagréments causés par les arrêts de chantier et les modifications du planning de travaux, la CPA a souhaité engager un accord amiable avec l'entreprise. Elle a donc analysé chaque élément du mémoire en réclamation et retenu les éléments qui lui paraissaient recevables.

Aujourd'hui, il est proposé d'allouer à la société GUINTOLI S.A.S. une rémunération complémentaire de 26 356,10 euros TTC à titre d'indemnité transactionnelle globale, forfaitaire, nette et définitive, et de conclure un protocole transactionnel avec l'entreprise dont le projet est présenté en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Code Civil et, notamment, ses articles 2044 et suivants et son article 2052 ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- La délibération n°2009-A220 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 validant le programme de travaux modifié et l'augmentation de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération ;
- La délibération n°2010-B140 du Bureau communautaire de la CPA du 8 avril 2010 autorisant la signature du marché n°CPA 09/12-1 relatif au Lot n°1 « Terrassements – Voirie – Eaux pluviales » attribué au groupement GUINTOLI-MALET pour un montant global et forfaitaire de 692.674,62 euros HT ;

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les termes du protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société GUINTOLI S.A.S., annexé au présent rapport, portant indemnisation suite aux désagréments causés par les arrêts de chantier et les modifications du planning de travaux dans le cadre du marché de travaux relatif au Lot n°1 « Terrassements – Voirie – Eaux pluviales » pour la création d'un carrefour giratoire sur la RD543 au Nord de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, pour un montant de 26 356,10 euros TTC, sont approuvés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le présent protocole transactionnel.

Article 3 :

Le montant de l'indemnité sera imputé sur le service 3C fonction 61 opération 335 dont les crédits de paiement sont inscrits au Budget Primitif 2016 de l'état spécial du territoire et qui présente les disponibilités suffisantes.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 027-097/16/BM

■ Demande de subventions auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le suivi et l'animation des PIDAF du Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues et notamment le PIDAF de Saint-Chamas, la Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence, les PIDAF des Roques, des Quatre Termes et Chaîne des Côtes et de la Trévaresse pour l'année 2016

MET 16/288/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé la décision communautaire n° 05/15 du 13 janvier 2015 de l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » concluant un marché à bons de commande avec la société ALCINA FORETS pour une mission d'assistance technique aux Plans de massifs du territoire pour une période d'un an reconductible une fois. Le marché a pris effet le 23 janvier 2015 pour une période d'un an. Il a été reconduit pour une période d'un an soit jusqu'au 22 janvier 2017.

Les communes concernées sont les suivantes :

- Massif Saint-Chamas, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence : communes de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence.

- Massif des Roques : communes d'Alleins, d'Aurons, Lamanon, Pélissanne, Salon-de-Provence, Mallemort et Vernègues.

- Massif des Quatre Termes : communes de La Barben, Lançon-Provence, La Fare-les-Oliviers et Pélissanne.

- Massif de la Chaîne des Côtes et Trévaresse : Charleval, Mallemort et Vernègues.

Ce type de projet peut être subventionné par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de solliciter auprès du Conseil Régional PACA une subvention au taux de 50% pour les missions d'assistance technique sur les communes du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'année 2016, pour un coût estimé à :

- Massif Saint-Chamas, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence : 15 000 euros HT.
- Massif des Roques : 12 867 euros HT.
- Massif des Quatre Termes : 6 801 euros HT.
- Massif de la Chaîne des Côtes et Trévaresse : 1 054 euros HT.

Soit un montant prévisionnel total de 35 722 euros H.T.

Plan de financement prévisionnel :

| FINANCEURS | MONTANTS SOLLICITES (Euros H.T.) | | TAUX SOLLICITES |
|-----------------------|----------------------------------|--------------|-----------------|
| Conseil Régional PACA | | 17 861 euros | 50 % |
| Autofinancement | 17 861 euros | | 50 % |
| TOTAL | | 35 722 euros | 100% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est sollicitée auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur une subvention à hauteur de 50% pour le suivi et l'animation technique des plans de massif de Lançon Provence, les Roques, les Quatre Termes et la chaîne des Côtes et de la Trévaresse, pour l'année 2016, pour un coût total estimé à 35 722 euros H.T, soit 42 866,40 euros T.T.C.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

Article 3 :

Les recettes seront inscrites au budget afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 028-098/16/BM

■ **Demande de subventions à l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône – Opération de défense de la forêt contre l'incendie (DFCI) – Dispositif 8.3.1 du plan de développement rural régional (PDRR) – ANNEE 2016 – Pour les communes du territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues**
MET 16/297/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé le programme prévisionnel de travaux 2016 ci-dessous pour le Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

Ce dernier a été présenté lors des Comités de Pilotage PIDAF des massifs Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, les Roques, les Quatre Termes et la Chaîne des Côtes et Trévaresse le 3 novembre 2015.

Le Programme prévisionnel de travaux 2016 comprend :

- mise en servitude de la piste LA 102 sur environ 6225 ml - commune de Saint-Chamas, pour un coût estimé à 5 050 euros H.T ;
- mise en servitude de la piste LA 208 sur environ 2900 ml - communes de Saint-Chamas et Lançon-Provence, pour un coût estimé à 3 000 euros H.T ;
- mise aux normes de la piste de jonction « carrière Lafarge – citerne 498 » sur environ 1400 ml – commune de La Fare-les-Oliviers, pour un coût

estimé à 15 120 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 5,3 ha d'éclaircie DFCI et débroussaillage alvéolaire – quartier Panière - commune de Lançon-Provence, pour un coût estimé à 15 370 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 4,3 ha de débroussaillage alvéolaire – quartier Cancardon - commune de Lançon-Provence, pour un coût estimé à 7 740 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 2 ha d'éclaircie à but DFCI – quartier Bourdoneyrette - commune de Lançon-Provence, pour un coût estimé à 7 000 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- fourniture, mise en place et raccordement d'un poteau incendie, aménagement d'une plateforme de 500 m2 – bordure RD 572/QT 101 - commune de La Barben, pour un coût estimé à 15 000 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 7,5 ha d'éclaircie de poudrière – quartier Ouest Bouley - commune de La Barben, pour un coût estimé à 21 000 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- éclaircie DFCI sur 6,6 ha et débroussaillage de terres agricoles sur 2,9 ha – quartier du Pesquier - commune de Pélissanne, pour un coût estimé à 22 377,60 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 7,9 ha de layonnage et dépressage – quartier de l'Argentière - commune de Pélissanne, pour un coût estimé à 19 040 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- 10,7 ha d'éclaircie de poudrière – RD 22/RD 7n - commune de Vernègues, pour un coût estimé à 22 170,40 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- mise aux normes de 8 citernes enterrées béton avec impluvium – communes d'Aurons, Charleval, Pélissanne, Salon de Provence et Vernègues, pour un coût estimé à 21 420 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris

- étude d'actualisation du plan de massif Saint-Chamas, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence, pour un coût estimé à 35 000 euros HT

Coût prévisionnel global des travaux : 209 289,55 euros HT

Ces types de projets peuvent être subventionnés dans le cadre des opérations de DFCI, dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional.

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets et que l'obtention de leur accord est indispensable à la réalisation des travaux.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de solliciter auprès des financeurs une subvention à la hauteur maximale de 80% du montant HT des travaux précités, respectant ainsi la part des 20% en autofinancement.

Plan de financement prévisionnel :

| FINANCEURS | MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.) | TAUX SOLLICITE |
|--------------------------|--------------------------------|----------------|
| Union Européenne |] 167 431,64 euros | 80% |
| Etat | | |
| Conseil Régional PACA | | |
| Conseil Départemental 13 | | |
| Autofinancement | 41 857,91 euros | 20% |
| TOTAL | 209 289,55 euros | 100% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2 014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme prévisionnel des opérations D.F.C.I. 2016 pour le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues, tel que présenté.

Article 2 :

Sont sollicitées des aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies (DFCI) (dispositif 8.3.1 du Plan de développement rural régional) auprès de l'Union Européenne/Etat, la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 80% du montant total HT des opérations.

Article 3 :

Est décidé de s'engager à recueillir préalablement l'accord des propriétaires des terrains concernés ou de leurs ayants droits.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

Article 5 :

Les recettes seront inscrites au budget afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 029-099/16/BM

■ **Demande de subventions pour la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les communes rurales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues**
HN 029-28/04/16 BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La gestion patrimoniale des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, de protéger la ressource en eau (réduction des fuites sur le réseau d'eau potable et limitation des prélèvements) et de protéger le milieu naturel (réduction des rejets polluants, réduction des entrées d'eaux claires parasites).

C'est pourquoi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur l'ensemble du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péligasse, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues et plus particulièrement sur les cinq communes « rurales » à savoir : « Aurons, Charleval, La Barben, Lamanon et Vernègues ».

Les travaux seront lancés sur les années 2016 et 2017. Le programme de travaux en eaux usées ou en eau potable présenté ci-dessous est issu des schémas directeurs, des modélisations et des diagnostics de réseau réalisés par les délégataires et élaborés en cohérence avec les programmes de travaux de réfection de voiries des communes.

AURONS :

Montée du Belvédère chemin de Lambesc et D68
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 90 m de long environ DN 150 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :

CHARLEVAL :

Avenue du Bois Nord
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 65 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
35 000 euros HT

Avenue du Bois Sud
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 110 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
60 000 euros HT

Rue St Césaire
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 300 m de long environ DN 100 mm
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
135 000 euros HT

Rue St Césaire
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 300 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :

150 000 euros HT

Avenue de la Libération et Avenue Gaston Roux
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 600 m de long environ DN 150 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
420 000 euros HT

Avenue de la Libération
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 467 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
200 000 euros HT

Avenue Gaston Roux
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 250 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
150 000 euros HT

LA BARBEN :

Route des Feissiniers D22a
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 56 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
21 000 euros HT

Chemin des Avens
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 180 m de long environ DN 150 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
85 000 euros HT

LAMANON :

Secteur D72f (Allée du Château, D72C)
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 105 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
122 000 euros HT

D72f puis sous Chemin du Soleil
Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 40 m de long environ DN 200 mm.
L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
50 000 euros HT

La dépense subventionnable s'élève à un montant total de 1 463 000 euros (coût réel hors taxes)

Plan de financement prévisionnel :

| ORGANISMES SOLLICITES | TAUX SOLLICITES | FINANCEMENT (EUROS HT) |
|--|-----------------|------------------------|
| Conseil Départemental 13 « dispositif Rural » | 30 % | 438 900 euros |
| Agence de l'Eau RMC «Gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour les communes Rurales » | 30 % | 438 900 euros |
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélassanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues | 40 % | 585 200 euros |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2006-430 du 13 avril 2006 fixant les communes rurales au sens des articles L. 2335-9, L. 3334-10 et R. 3334-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont sollicités les partenaires financiers, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, afin que la plus grande aide soit apportée à ces dossiers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les dépenses et recettes correspondantes seront inscrites en section d'investissement, pour leur part respective, aux Budgets Annexes Eau et Assainissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 030-100/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2016 - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/245/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 15 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a signé avec l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile une convention pluriannuelle d'une durée de trois ans pour la période 2015-2017. Cette convention a défini les missions d'intérêt général et d'ordre réglementaire et les missions complémentaires dévolues à l'Office de Tourisme, ainsi que les moyens que la Collectivité s'engage à attribuer à l'Office de Tourisme pour lui permettre à la fois de réaliser l'ensemble des missions et de maintenir le niveau de classement en catégorie 1.

Il convient de préciser que le champ d'intervention de l'Office de Tourisme est élargi à la mise en œuvre de la politique du tourisme intercommunal et des programmes de développement touristique.

Pour lui permettre de remplir toutes ses missions, la Communauté d'Agglomération à laquelle s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est engagée à soutenir financièrement les objectifs définis dans la convention.

Il convient aujourd'hui sur la base du conventionnement mis en place d'octroyer la subvention sur présentation du budget prévisionnel élaboré par l'Office de Tourisme Intercommunal. Ce budget tient compte de la valorisation de la masse salariale et des locaux mis à disposition, charges qui sont remboursées par l'OTI. La subvention sera versée à minima mensuellement par douzième sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Office de Tourisme. Des crédits complémentaires pourront être prévus pour toute autre tâche précise, ponctuelle ou permanente confiée à l'Office de Tourisme et feront l'objet d'avenants à la convention stipulant la nature, la durée du service et le montant des crédits spécifiques

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de mise en œuvre de la politique touristique entre la Communauté d'Agglomération et l'Office de Tourisme Intercommunal ;
- Les conventions individuelles de mise à disposition du personnel en date du 15 octobre 2014, pour une durée de trois ans ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le Conseil de territoire dans la continuité de la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement les objectifs qui ont été confiés à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 893.500 euros pour l'exercice 2016 à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est reversé à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le montant de la taxe de séjour de l'exercice.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 031-101/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie et approbation d'une convention
MET 16/248/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) est un dispositif qui mobilise et fédère l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels du territoire, autour de projets concrets de création et de reprise d'entreprises créatrices d'emplois.

La mission de PACI consiste à aider à la création d'entreprises en accompagnant et soutenant les porteurs de projet. Elle se décline en plusieurs axes :

- permettre un accès au financement par des prêts d'honneur et l'appui auprès du monde bancaire
- fournir un accompagnement au montage du dossier et une expertise du projet
- assurer un parrainage par les acteurs du territoire mobilisé

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, le PACI mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs prévisionnels 2016 tels que :

- 400 projets accueillis et conseillés
- 190 projets expertisés
- 170 entreprises soutenues
- 1 449 000 euros de prêts d'honneur accordés
- 350 emplois créés ou maintenus

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés à la Métropole, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public. Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a concouru jusqu'en décembre 2015 à l'équilibre financier de la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) en lui versant une subvention.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile lui est ainsi transféré.

Il est proposé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'attribuer, au titre de l'année 2016, une subvention à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI), d'un montant de 100.000 euros (cent mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole

d'Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 100.000 euros au titre de l'année 2016 à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI), sous réserve du vote du Budget.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Chapitre 65 – Article 6574 «Subventions de fonctionnement aux organismes de droit privés » – Sous-Politique E120.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de cette subvention.

Article 4 :

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 032-102/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Evolio - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie et approbation d'une convention MET 16/247/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Evolio a pour objet de développer des activités d'utilité sociale visant l'insertion professionnelle et sociale de personnes affectées par des difficultés d'emploi, de qualification, d'insertion.

Par la mise en œuvre d'Ateliers ou de Chantiers d'Insertion (ACI) entrant dans le cadre de la loi de cohésion sociale et dont le statut est inscrit depuis 2005 dans le Code du travail, cette association permettra entre autres en 2016 à plus de 100 personnes en insertion, issues pour une grande majorité du territoire de notre Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de trouver un véritable lieu d'insertion socio-professionnelle.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés à la Métropole, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a concouru jusqu'en décembre 2015 à l'équilibre financier l'association Evolio Pays d'Aubagne et de l'Etoile en lui versant une subvention.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile lui est ainsi transféré.

Il est proposé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'attribuer, au titre de l'année 2016, une subvention à l'association Evolio Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un montant de 180.000 euros (cent quatre-vingt mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 180.000 euros au titre de l'année 2016 à l'association Evolio Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Chapitre 65 – Article 6574 « Subventions de fonctionnement aux organismes de droit privés » – Sous-Politique E120.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de cette subvention.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 033-103/16/BM

**■ Convention de partenariat avec l'association Evolio pour la création d'une ressourcerie - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodene, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/249/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La gestion raisonnée des déchets et plus particulièrement la réduction en amont, la récupération ainsi que le recyclage sont au cœur des préoccupations citoyennes et institutionnelles. C'est donc dans ce contexte où cette question environnementale est primordiale qu'il apparaît opportun de créer une ressourcerie, visant à réduire, revaloriser et réutiliser une partie des déchets produits sur le territoire de Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les objectifs visés par la mise en place d'un tel équipement sur le territoire sont déclinés de manière suivante :

- **Environnementaux :**
 - o Le traitement in situ des déchets produits à l'échelle du territoire, réduisant ainsi l'impact carbone de la gestion des déchets.
 - o La valorisation du produit par le biais de la récupération (faire du neuf avec le vieux). Elle participe par conséquent à faire évoluer le taux de valorisation global des déchets ménagers et assimilés.
- **Financiers :**
 - o La réduction du coût de transport et de traitement des déchets traités
- **Sociaux :**
 - o La mise en disposition à l'échelle du territoire, pour les habitants, d'objets, mobiliers, matériels ménagers, etc... à moindre coût pour la population.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CC du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil au Bureau de Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 avril 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le projet initié et conçu par l'association porteuse du projet à l'origine du développement de la Ressourcerie sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile conforme à son objet statutaire,
- Que la Ressourcerie s'intègre dans une démarche de développement durable moyennant le réemploi et la valorisation des déchets et que les modalités d'exercice de l'activité sont de nature à permettre un accompagnement vers la réinsertion ainsi que l'emploi des travailleurs en difficulté,
-

- Que ces buts d'intérêt général présentent une importance manifeste pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile puisqu'il existe une concordance entre ceux-ci et les compétences dévolues à l'intercommunalité ; à savoir notamment le développement économique au travers de la mise en œuvre d'actions en faveur de l'emploi de l'économie circulaire ainsi que l'élimination et la valorisation des déchets,
- Que le programme d'actions ci-après présenté par l'association participe à cette politique,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de partenariat avec l'association Evolio pour la création d'une Ressourcerie sur le territoire de la Métropole/Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 034-104/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 46 000 euros à l'association ADAMAL au titre de l'exercice 2016 et approbation d'une convention MET 16/284/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association ADAMAL, le 28 janvier 2013, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment l'accompagnement des ménages de plus de 30 ans rencontrant des difficultés dans l'accès et le maintien au logement.

L'association envisage pour 2016, de poursuivre ces objectifs et de créer, à titre expérimental, une offre de logement transitoire sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour les ménages avec enfants.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 46 000 euros pour l'exercice 2016.

En outre, il est précisé aux membres du Bureau métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 20 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 46 000 euros à l'association ADAMAL au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'un montant de 46 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 035-105/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 528 000 euros à l'association Institut éco citoyen pour la connaissance des pollutions au titre de l'exercice 2016 et approbation d'une convention MET 16/286/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'environnement, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association Institut éco pour la connaissance des pollutions, le 31 janvier 2013, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de l'environnement, notamment :

- exercer son activité au profit du territoire comprenant le Golfe de Fos et le pourtour de l'Etang de Berre, afin de permettre et d'accompagner son développement durable selon une démarche citoyenne, scientifique et concertée.

L'association envisage pour 2016, de mettre en œuvre les actions suivantes :

- l'observation et la veille scientifique concernant les principales variables environnementales et leurs éventuelles conséquences en termes de santé,
- l'information des populations concernant l'état des milieux naturels (eaux, air, sols, sous-sols),
- la gestion d'une ressource documentaire sur les thèmes de l'environnement et de la santé, à l'usage de tous, y compris des décideurs,
- l'animation de la concertation entre tous les acteurs, en vue de concrétiser les actions de prévention des pollutions.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 528 000 euros dont 126 000 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 264 278 euros dont 63 278 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 528 000 euros à l'association Institut éco pour la connaissance des pollutions au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'un montant de 528 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 036-106/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association AMELI Ouest Provence au titre de l'exercice 2016 et approbation d'une convention MET 16/287/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN avait conclu, avec l'association AMELI Ouest Provence le 8 février 2013, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les actions mises en œuvre dans le domaine de l'insertion par l'économique principalement via des chantiers d'insertion.

L'association envisage pour 2016, de poursuivre ces objectifs et de développer une offre d'insertion par la culture et structurer une offre de service mêlant plus-value sociale et plus-value environnementale.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 20 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 5 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association AMELI Ouest Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'un montant de 20 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 037-107/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association PIICTO au titre de l'exercice 2016 MET 16/290/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association PIICTO envisage, pour 2016, de poursuivre l'action suivante :

- Regrouper les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin afin de structurer ensemble les activités de la plateforme dans un objectif commun d'amélioration de leur compétitivité et de développement des activités industrielles et de l'innovation sur la plateforme.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 20 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 5 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association PIICTO, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 038-108/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 60 000 euros à l'association Les ateliers de La Crau au titre de l'exercice 2016 et approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association MET 16/291/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, établissait des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité était considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association Les ateliers de la Crau, le 22 mai 2015, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment l'organisation et la gestion d'actions d'insertion ayant pour but l'intégration sociale et professionnelle, par l'activité économique des publics en difficulté et le développement local.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait l'activité suivante :

- les ateliers chantiers d'insertion ayant pour support pédagogique la menuiserie, la peinture et la petite maçonnerie.

L'association envisage pour 2016, de poursuivre cet objectif.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 60 000 euros pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 30 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 60 000 euros à l'association Les ateliers de la Crau au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 ci-annexé relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 60 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 039-109/16/BM

■ **Attribution d'une subvention d'un montant de 60 000 euros à l'association Comité local pour le logement autonome des jeunes du territoire de Ouest Provence (C.L.L.A.J.) au titre de l'exercice 2016 – Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association**
MET 16/293/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité était considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, en date du 4 mai 2015, une convention pluriannuelle d'objectifs a été conclue entre le SAN Ouest Provence et l'association Comité local pour le logement autonome des jeunes du territoire de Ouest Provence (C.L.L.A.J.) laquelle a pour objectif d'œuvrer en direction de tous les jeunes de 18 à 30 ans révolus, de chercher à développer des réponses adaptées en prenant en compte particulièrement les publics les plus en difficultés et de promouvoir la question du logement des jeunes dans la politique du logement notamment au niveau local.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 18-30 ans pour l'accès et le maintien dans le logement,
- l'« Insert' appart » : trouver des logements aux jeunes en insertion professionnelle,
- l'« Hébergement transitoire » : permettre à des jeunes de 18-30 ans d'être hébergés pendant une période de 6 mois renouvelable une fois pour construire leur projet logement et consolider leur projet professionnel.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 60 000 euros pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 25 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 60 000 euros à l'association Comité local pour le logement autonome des jeunes du territoire de Ouest Provence (C.L.L.A.J.) au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention pluriannuelle en cours relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 60 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et l'avenant 1 joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 040-110/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 40 000 euros à l'association DES CLICS au titre de l'exercice 2016 et approbation d'une convention
MET 16/295/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique, morale ou de statut associatif et notamment avec l'association DES CLICS, laquelle a pour objectif la préfiguration d'une couveuse de projets dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans

préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 40 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 20 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 40 000 euros à l'association DES CLICS au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'un montant de 40 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 041-111/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 40 000 euros à l'association DECLIC 13 au titre de l'exercice 2016 et approbation d'une convention

MET 16/296/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association DECLIC 13, le 31 janvier 2013, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés à un public rencontrant des difficultés dans l'insertion professionnelle.

L'association envisage pour 2016, de poursuivre ces objectifs et notamment :

- la mobilité résidentielle des personnes ou familles orientées par des référents sociaux, associatifs ou institutionnels et ayant des revenus inférieurs au SMIC, au moyen notamment de l'atelier de «déménagement et garde meuble social» qu'elle gère,

- l'insertion par l'activité économique de publics rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles en proposant, notamment, des emplois aidés,
- le développement, la participation à l'élaboration ou la gestion de tout projet pouvant utilement compléter l'ensemble des actions.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 40 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 15 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 40 000 euros à l'association DECLIC 13 au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'un montant de 40 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 042-112/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 euros à l'association Pegase au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 2 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Pegase
MET 16/300/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu le 30 janvier 2014, avec l'association Pôle Risques, devenue association Pegase au 1^{er} janvier 2016, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine du développement économique.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- soutenir les projets de Recherche et Développement de ses membres,
- faciliter le développement de projets et services hautement compétitifs et qui répondent aux besoins d'un marché désormais mondial,
- offrir aux PME impliquées la perspective de nouveaux débouchés à l'international, pour la promotion de la filière et des équipements logistiques, la valorisation des métiers, l'emploi et l'insertion.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 5 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 2 500 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 euros à l'association Pegase au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 2 à la convention pluriannuelle en cours relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 5 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 043-113/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 145 000 euros à l'association Initiative Ouest Provence au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Initiative Ouest Provence MET 16/302/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, le 08 juillet 2015, avec l'association Initiative Ouest Provence, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait l'activité suivante :

- favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ou Très Petites Entreprises (TPE).

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre cet objectif.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 145 000 euros pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 72 500 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 145 000 euros à l'association Initiative Ouest Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 145 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 044-114/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 234 700 euros à l'association Insertion Solidarité Innovations Sociales au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Insertion Solidarité Innovations Sociales
MET 16/307/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, le 30 avril 2015, avec l'association Insertion Solidarité Innovations Sociales, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait notamment l'activité suivante :

- l'accompagnement et le suivi des publics en difficulté en proposant une étape de mise en situation de travail dans le processus d'insertion.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre cet objectif.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 234 700 euros dont 129 700 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau de la Métropole, que par délibération du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, une avance sur subvention de 122 738 euros dont 70 238 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 234 700 euros dont 129 700 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, à l'association Insertion Solidarité Innovations Sociales au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 234 700 euros dont 129 700 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 045-115/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 966 230 euros à l'association Maison de l'emploi Ouest Provence au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association MET 16/309/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec Maison de l'emploi Ouest Provence, le 21 juillet 2015, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment :

- contribuer à la coordination des actions menées dans le cadre du service public de l'emploi ; exercer des actions en matière de prévisions des besoins de main-d'œuvre et de reconversion des territoires, notamment en cas de restructuration ;

- participer également à l'accueil et à l'orientation des demandeurs d'emploi, à l'insertion, à l'orientation, à la formation, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariés et à l'aide à la création d'entreprise ;
- favoriser la mise en place d'organisations et d'actions afin d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des réponses apportées au public.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- participer au développement de l'anticipation des mutations économiques,
- contribuer au développement local de l'emploi.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 966 230 euros dont 811 230 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 497 971, 50 euros dont 413 371 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 966 230 euros dont 811 230 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, à l'association Maison de l'emploi Ouest Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 966 230 euros dont 811 230 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 046-116/16/BM**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 10 000 euros à l'association Pole Mer Méditerranée au titre de l'exercice 2016
MET 16/310/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Pole Mer Méditerranée envisage, pour 2016, de poursuivre les objectifs suivants :

- faire connaître le Pôle et ses actions auprès de nouveaux acteurs industriels en particulier les PME
- accompagner les actions de promotion et d'attractivité du territoire notamment le projet PIICTO

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 10 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 5 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 10 000 euros à l'association Pole Mer Méditerranée, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 047-117/16/BM**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 2 000 euros à l'association Jeunes Agriculteurs des Bouches du Rhône au titre de l'exercice 2016
MET 16/312/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Jeunes Agriculteurs des Bouches du Rhône envisage, pour 2016, de poursuivre les objectifs suivants :

- aider les nouveaux agriculteurs à atteindre leurs objectifs économiques,
- prévenir les dérives financières et administratives,
- informer et sensibiliser au respect des engagements liés aux aides publiques perçues.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 2 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 1 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 2 000 euros à l'association Jeunes Agriculteurs des Bouches du Rhône, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 048-118/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 661 270 euros à l'association Mission Locale Ouest Provence au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Mission Locale Ouest Provence MET 16/313/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association Mission Locale Ouest Provence, le 13 mai 2015, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment :

- d'aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement,
- de favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale,
- de contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- repérage, Accueil, Information, Orientation,
- accompagnement du parcours,
- favoriser l'accès à l'emploi,
- expertise et observation,
- ingénierie et animation locale.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 661 270 euros dont 394 870 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 333 327,50 euros dont 235 127,50 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 661 270 euros dont 394 870 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, à l'association Mission Locale Ouest Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 661 270 euros dont 394 870 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 049-119/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 401 300 euros à l'association Réussir Provence au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 2 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Réussir Provence
MET 16/314/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, le 22 mai 2015, avec l'association Réussir Provence, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment en intervenant en tant qu'opérateur des politiques publiques pour l'emploi et l'insertion.

En outre, le SAN Ouest Provence avait approuvé, le 24 novembre 2015, par avenant 1, l'octroi d'une subvention complémentaire de 1 536,70 euros (mille cinq cent trente-six euros et soixante-dix centimes), liée au réajustement du montant de la masse salariale des agents mis à disposition à titre onéreux.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait l'activité suivante :

- l'animation et la gestion du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de Ouest Provence (P.L.I.E).

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre cet objectif.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 401 300 euros dont 116 300 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 185 266,50 euros dont 49 866,50 euros sont liés à

la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 401 300 euros dont 116 300 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, à l'association Réussir Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 2 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 401 300 euros dont 116 300 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 050-120/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Club Des Entreprises d'Ouest Provence au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 4 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Club Des Entreprises d'Ouest Provence
MET 16/315/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association Club Des Entreprises d'Ouest Provence, le 04 février 2014, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine du développement économique en fédérant les Très Petites Entreprises et Petites et Moyennes Entreprises avec un rôle de mise en réseaux et d'animation économique territoriale.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- animer les différentes zones d'activités du territoire de Ouest Provence,
- promouvoir l'image des zones d'activités,
- participer à l'élaboration de projets d'aménagement.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 20 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 10 000 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Club Des Entreprises d'Ouest Provence au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 4 à la convention pluriannuelle en cours relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 20 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 051-121/16/BM

■ Attribution d'une subvention d'un montant de 129 700 euros à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2016. Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Transport Mobilité Solidarité MET 16/317/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association Transport Mobilité Solidarité, le 28 mai 2015, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de la cohésion sociale et politique de la ville, notamment :

- développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que des personnes en situation d'isolement, par différents outils dont la mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures, les transports micro collectifs, les transports publics routiers des personnes, l'accompagnement individuel à la mobilité, les actions de prévention à la sécurité routière.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait l'objectif suivant :

- pérennisation du dispositif «plate-forme mobilité Ouest Provence» qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle et de leur permettre d'accéder à une mobilité autonome (mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures, de transports micro-collectifs, ...).

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre cet objectif.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 129 700 euros dont 79 700 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 63 757 euros dont 38 757 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 129 700 euros dont 79 700 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 1 relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 129 700 euros dont 79 700 euros liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 052-122/16/BM

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 euros à l'association Cluster Paca Logistique au titre de l'exercice 2016 – Approbation de l'avenant 2 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association Cluster Paca Logistique
MET 16/318/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, telle que définie par la délibération n°304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait souhaité établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, en date du 3 mars 2014, une convention pluriannuelle d'objectifs a été conclue entre le SAN Ouest Provence et l'association Cluster Paca Logistique ayant pour objectif de favoriser les échanges entre les prestataires logistiques, les industriels, les distributeurs, les aménageurs et les gestionnaires d'équipements logistiques, les acteurs publics et de fédérer les initiatives et assurer les interfaces nécessaires pour faciliter la coopération des acteurs.

Le soutien consenti par le SAN Ouest Provence concernait les activités suivantes :

- formuler des propositions dans les domaines stratégiques pour le développement des activités logistiques : formation, emploi, aménagements d'équipements logistiques, infrastructures de transports,
- promouvoir le pôle logistique régional en valorisant la qualité des infrastructures, des équipements logistiques et le savoir-faire des entreprises au travers du label Provence logistique,
- donner une lisibilité de l'offre territoriale aux niveaux national et international pour les implantations d'activités logistiques.

L'association envisage, pour 2016, de poursuivre ces objectifs.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention de 15 000 euros.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain, que par délibération du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016, une avance sur subvention de 7 500 euros a été attribuée à cette association afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à l'association.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 15 000 euros à l'association Cluster Paca Logistique, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant 2 à la convention pluriannuelle en cours relatif à l'octroi d'une subvention d'un montant de 15 000 euros au titre de l'exercice 2016, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant afférent

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 054-123/16/BM

■ Dotation de fonctionnement au profit de la Régie Action Sociale Ouest Provence pour l'exercice 2016 MET 16/285/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie Action Sociale Ouest Provence a été créée par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007. Il s'agit d'une régie dotée de la seule autonomie financière, à caractère administratif, compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents du Conseil de territoire de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône et de leurs ayants-droit.

Conformément à l'article L.2221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette catégorie de régie bénéficie d'un budget propre qui est annexé à celui de la collectivité de rattachement, en l'occurrence, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le budget de la régie est préparé par le directeur et soumis pour avis au conseil d'exploitation, puis présenté à l'assemblée délibérante de la collectivité de rattachement.

Le budget 2016 de la Régie Action Sociale Ouest Provence d'un montant de 1 920 850 euros (un million neuf cent vingt mille huit cent cinquante euros) a été approuvé par son conseil d'exploitation le 14 décembre 2015.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code* ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une dotation de 1 439 200 euros (un million quatre cent trente-neuf mille deux cents euros) pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain qu'une avance sur dotation de 200 000 euros (deux cent mille euros) a été versée à cette régie afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie, sera versé à la régie.

Ce montant sera inscrit sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 657363.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la dotation de fonctionnement d'un montant de 1 439 200 euros (un million quatre cent trente-neuf mille deux cents euros) au budget 2016 de la Régie Action Sociale Ouest Provence, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 055-124/16/BM

**■ Abondement au profit de la Régie équestre du Mas de Combe pour l'exercice 2016.
MET 16/289/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n°98/02 du 15 mars 2002, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie équestre du Mas de Combe, chargée de la gestion des activités équestres du centre équestre du Mas de Combe à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Ainsi, dans l'objectif de permettre l'accès du plus grand nombre de public à la pratique de l'équitation, l'EPCI a imposé une politique tarifaire adaptée à des conditions avantageuses, ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre.

En outre, cet objectif nécessitait la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'encadrement des groupes.

Ces contraintes généraient un surcoût et un manque à gagner qui justifiaient alors la participation de l'intercommunalité au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.224-2 du CGCT : « il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.224-1. Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée ».

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code* ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 411 000 euros (quatre cent onze mille euros) pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain qu'une avance sur abondement de 205 625 euros (deux cent cinq mille six cent vingt-cinq euros) a été consentie à cette régie afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie, sera versé à la régie.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 657364.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 99-585 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribué l'abondement à la Régie équestre du Mas de Combe pour l'exercice 2016 s'élevant à 411 000 euros (quatre cent onze mille euros), est approuvée, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 056-125/16/BM

■ Abondement au profit de la Régie du Golf Ouest Provence Miramas pour l'exercice 2016. MET 16/301/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière,

dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée régie du golf Ouest Provence Miramas, chargée de la gestion et de l'exploitation des équipements publics du golf de Miramas, ainsi que d'une boutique de location-vente d'articles de sport, à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Ainsi dans l'objectif de permettre l'accès du plus grand nombre de public à la pratique du golf, l'EPCI a imposé une politique tarifaire adaptée à des conditions avantageuses ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessitait la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes généraient un surcoût et un manque à gagner qui justifiaient alors la participation de l'intercommunalité au budget de la régie, puisqu'aux termes des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : « il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. »

Conformément à l'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 60 000 euros (soixante mille euros) pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain qu'une avance sur abondement de 30 000 euros (trente mille euros) a été consentie à cette régie afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à la régie.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 657364.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution de l'abondement à la régie du golf Ouest Provence Miramas d'un montant de 60 000 euros (soixante mille euros) au titre de l'exercice 2016, en raison des contraintes particulières de fonctionnement, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 057-126/16/BM

■ Abondement au profit de la Régie culturelle scènes et cinés Ouest Provence pour l'exercice 2016.

MET 16/311/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L 2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1er juillet 2005, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée régie culturelle scènes et cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Ainsi, dans l'objectif de l'accès du plus grand nombre de public à la culture, aux lieux et équipements culturels, l'EPCI a imposé une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine. Ces contraintes tarifaires sont appliquées pour les théâtres et festivals, les cinémas et les opérations et équipements liés aux musiques actuelles. En outre, Ouest Provence assurait directement la charge et l'organisation d'un certain nombre de manifestations culturelles transversales, dont la maîtrise d'ouvrage était confiée à la régie et qui concouraient à la structuration du territoire de l'agglomération. Enfin, les moyens de la régie étaient également mobilisés lors de l'utilisation par des associations ou par Ouest Provence, des équipements à vocation culturelle.

Ces contraintes généraient un surcoût et un manque à gagner qui justifiaient alors la participation de l'intercommunalité au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L2224-2 du CGCT : « il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L 2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. »

Conformément à l'article L 5218-2 du Code général des collectivités territoriales, « *sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code* ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 5 210 000,00 € (cinq millions deux cent dix mille euros) pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau métropolitain qu'une avance sur abondement de 2 572 500,00 euros (deux millions cinq cent soixante-douze mille cinq cents euros) a été consentie à cette régie afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à la régie.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 657364.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribué l'abondement à la régie culturelle scènes et cinés Ouest Provence d'un montant de 5 210 000 euros (cinq millions deux cent dix mille euros) au titre de l'exercice 2016, en raison des contraintes particulières de fonctionnement, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 058-127/16/BM

■ Dotation de fonctionnement au profit de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets (RICVD) pour l'exercice 2016 MET 16/316/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets (RICVD) a été créée par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, par délibération n°65/10 du 12 mars 2010. Il s'agit d'une régie dotée de la seule autonomie financière, à caractère administratif, chargée de la collecte et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés sur le périmètre du Conseil de Territoire de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Conformément à l'article L.2221-11 du Code général des collectivités territoriales, cette catégorie de régie bénéficie d'un budget propre qui est annexé à celui de la collectivité de rattachement, en l'occurrence depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le budget de la régie est préparé par son directeur et soumis pour avis au conseil d'exploitation, puis présenté à l'assemblée délibérante de la collectivité de rattachement.

Le budget 2016 de la RICVD d'un montant de 18 165 600 euros (dix-huit millions cent soixante-cinq mille six cents euros) a été approuvé par son conseil d'exploitation le 24 novembre 2015.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code* ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une dotation de 10 689 640 euros (dix millions six cent quatre-vingt-neuf mille six cent quarante euros) pour l'exercice 2016.

Il est précisé aux membres du Bureau Métropolitain qu'une avance sur dotation de 1 000 000 euros (un million d'euros) a été consentie à la RICVD afin d'assurer la continuité de ses actions et de son fonctionnement avant le vote du budget primitif 2016 de la Métropole.

En conséquence, seul le solde restant, déduction faite de l'avance consentie si celle-ci a été réglée, sera versé à la RICVD.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2016, chapitre 65, nature 657363.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la dotation de fonctionnement d'un montant de 10 689 640,00 euros (dix millions six cent quatre-vingt-neuf mille six cent quarante euros) au budget 2016 de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets, sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération et les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 059-128/16/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de co financement de l'ingénierie de projet dans le cadre de la mission d'AMO dans la passation de la procédure de dialogue compétitif du projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare sur la commune de Miramas

MET 16/331/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de l'aménagement, le SAN Ouest Provence s'est engagé dans une réflexion sur la redynamisation du centre-ville de Miramas, commune membre de l'intercommunalité, et la mise en œuvre d'un projet urbain multi-sites de part et d'autre du réseau ferré et principalement autour de la gare SNCF.

Sur cette base, une procédure de dialogue compétitif a été engagée permettant de définir un concept et des orientations urbanistiques, architecturales, environnementales et paysagères à partir desquels pourraient être déterminées de manière précise les missions d'études urbaines à engager qui seraient déclinées en marchés subséquents ultérieurement.

Afin de l'accompagner dans la conduite de cette opération, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la passation de la procédure de dialogue compétitif du projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare sur la commune de Miramas a été conclu et attribué à la SCET.

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations qui a été sollicitée pour un soutien financier à l'ingénierie de projet, a répondu favorablement et proposé un cofinancement à hauteur de 15 000 euros TTC. En conséquence, une convention entre la Caisse des Dépôts et Consignations Ouest Provence a été conclue afin de préciser les modalités correspondantes.

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, compte tenu d'une erreur matérielle à l'article 3.2 « Modalités de versement » de la convention précitée, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'approbation d'un avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n°01-003/16 du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 586/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015 approuvant la convention de cofinancement de l'ingénierie de projet dans le cadre de la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans la passation de la procédure de dialogue compétitif du projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare sur la commune de Miramas ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 5 en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté l'avenant n°1 relatif à l'article 3.2 « Modalités de versement », tel qu'il figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant correspondant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 060-129/16/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2016 à l'Association Initiative Pays de Martigues - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts et approbation de l'avenant n° 5

MET 16/170/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait mis en œuvre une politique de soutien en matière d'accompagnement à la création et reprise d'entreprises.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues avait conclu avec l'association Initiative Pays de Martigues, une convention pluriannuelle de coopération précisant les conditions des engagements financiers, matériels et humains.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

Dans ce cadre, afin de permettre à Initiative Pays de Martigues de poursuivre son activité de promotion de la création et de la reprise de Très Petites Entreprises, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 106 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n°2013-205 du 19 décembre 2013, approuvant la convention cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération et l'Association Initiative Pays de Martigues, modifiée par la délibération n° 2015-189 en date du 19 novembre 2015 prolongeant le délai de la convention de coopération de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2018 ;

- La délibération HN009-011/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 106 000 euros au titre de l'exercice 2016 à l'association Initiative Pays de Martigues sous réserve de l'adoption du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°5 définissant les conditions d'octroi de cette subvention, annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la présente délibération et l'avenant afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 061-130/16/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte bleue Exercice 2016 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation de l'avenant n°5 à la convention de coopération avec l'association au titre de l'exercice 2016 MET 16/221/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, formation et insertion, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 avait conclu avec l'association Pour l'insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue une convention de coopération, approuvée par délibération n°2013-199 du 19 décembre 2013 modifiée par la délibération n°2015-186 du 19 novembre 2015 fixant, pour une durée de cinq ans les conditions du soutien de la

Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues aux activités proposées par l'association.

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

L'association pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue assure une mission de service public de proximité, en direction des jeunes de 16 à 25 ans issus du territoire, afin de leur permettre de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion sociale et professionnelle.

Ainsi, la Mission Locale doit apporter, par une offre de services adaptée, une solution à tous les jeunes en demande d'insertion en leur offrant un parcours d'accompagnement global, complété d'un appui aux employeurs dans leurs recrutements ; elle doit conforter la démarche partenariale qu'elle a engagée, l'inscrire dans le projet du territoire et assurer le pilotage des mesures des politiques de l'emploi qui lui sont confiées.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 305 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013-199 du 19 décembre 2013 approuvant la convention cadre de coopération avec l'association pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue ;
- La délibération 2015-186 du 19 novembre 2015 prorogeant le délai de la convention cadre de coopération avec l'association pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue de deux ans jusqu'au 31 décembre 2018 ;

- La délibération HN 009-011/16/CC relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 305 000.00 euros à l'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue au titre de l'exercice 2016, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Métropole est autorisé à signer l'avenant n°5, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 062-131/16/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Point Formation - Exercice 2016 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation de l'avenant n°5 à la convention de coopération avec l'association au titre de l'exercice 2016
MET 16/224/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, formation et insertion, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 avait conclu avec l'association Point Formation une convention de coopération, approuvée par délibération n°2013-197 du 19 décembre 2013 modifiée par la délibération n°2015-185 du

19 novembre 2015 fixant, pour une durée de cinq ans les conditions du soutien de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues aux activités proposées par l'association.

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

L'association Point Formation, intervient dans les domaines de l'accompagnement individuel du bilan de l'orientation, de l'insertion sociale et professionnelle, de la formation professionnelle et de l'éducation permanente.

L'association Point Formation met en œuvre sur l'ensemble des actions qu'elle propose, une réelle pédagogie individualisée et personnalisée, une disponibilité renforcée des intervenants, une mise en réseau pour une meilleure efficacité de l'accompagnement ou de la formation, au service de l'insertion socio-professionnelle des habitants les plus en difficulté du territoire.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Point Formation de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 70 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013-197 du 19 décembre 2013 approuvant la convention cadre de coopération avec l'association Point Formation ;
- La délibération n°2015-185 du 19 novembre 2015 prorogeant le délai de la convention cadre de coopération avec l'association Point Formation de deux ans jusqu'au 31 décembre 2018 ;

- La délibération HN009-011/16/CC portant ; délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 70 000.00 euros à l'association Point Formation au titre de l'exercice 2016, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°5, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 063-132/16/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association APPART-CLAJ - Exercice 2016 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc- Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation de l'avenant n°5 à la convention de coopération avec l'association au titre de l'exercice 2016 MET 16/226/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 et l'association Appart-Claj, ont conclu une convention de coopération, approuvée par délibération n°2013-196 du 19 décembre 2013 modifiée par la délibération n°2015-187 du 19 novembre 2015 fixant, pour une durée de cinq ans les conditions du soutien de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues aux activités proposées par l'association.

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

L'association Appart-Claj, intervient pour répondre à la mise en place d'une politique locale concertée de l'habitat. Pour cela elle propose différents dispositifs d'accès ou de maintien dans le logement tels que l'accueil information orientation des personnes sur le logement, la gestion de logements temporaires, la gestion de logements de droit commun en bail glissant, le bail accompagné, et la gestion d'une résidence sociale. L'ensemble de ces dispositifs d'accompagnement a pour finalité de garantir une insertion durable des personnes dans le logement.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Appart-Claj de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 40 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013-196 du 19 décembre 2013 approuvant la convention cadre de coopération avec l'association Appart-Claj ;
- La délibération n°2015-187 du 19 novembre 2015 prorogeant le délai de la convention cadre de coopération avec l'association Appart-Claj de deux ans jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- La délibération HN 009-011/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 40 000.00 euros à l'association Appart-Claj au titre de l'exercice 2016 sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°4, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HN 064-133/16/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association des Chantiers du Pays de Martigues - Exercice 2016 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation de l'avenant n°6 à la convention de coopération avec l'association au titre de l'exercice 2016
MET 16/227/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, de formation et d'insertion, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 avait conclu avec l'association les Chantiers du Pays de Martigues, une convention de coopération, approuvée par délibération n°2013-198 du 19 décembre 2013 modifiée par la délibération n°2015-184 du 19 novembre 2015 fixant, pour une durée de cinq ans les conditions du soutien de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues aux activités proposées par l'association.

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale

fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

L'association les Chantiers du Pays de Martigues, structure porteuse de projets d'insertion, contribue depuis plusieurs années à insérer professionnellement des personnes rencontrant des difficultés en matière d'emploi, sur le territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les-Remparts. Permettre un accompagnement global des personnes dans le cadre d'une reprise d'activité par l'accueil et l'intégration en milieu de travail, un accompagnement social et professionnel, la formation des salariés en insertion et la contribution à l'activité économique et du développement territorial, tels sont les objectifs poursuivis par l'association.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association les Chantiers du Pays de Martigues de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 254 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013-198 en date du 19 décembre 2013 approuvant la convention cadre de coopération avec l'association de Chantiers du Pays de Martigues ;
- La délibération 2015-184 du 19 novembre 2015 prorogeant le délai de la convention cadre de coopération avec l'association les Chantiers du Pays de Martigues de deux ans jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- La délibération HN 009-11/16/CC du 17 mars relative à la délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 254 000.00 euros à l'association les Chantiers du Pays de Martigues au titre de l'exercice 2016, sous réserve du vote du budget de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°6, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 AVRIL 2016

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

28 AVRIL 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 15 juin 2016 et ce, pour une durée de deux mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Patrick BORE - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriani DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Claude FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Robert LAGIER - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSES - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIE - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Roger MEI -

Catherine MEMOLI PILA - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Roland POVINELLI - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Maryse RODDE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Mireille JOUVE - Robert ASSANTE représenté par Laure-Agnès CARADEC - Colette BABOUCHEAN représentée par Catherine MEMOLI PILA - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Georges MAURY - Jean-Louis BONAN représenté par Bernard DESTROST - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Carine ROGER - Roland DARROUZES représenté par Yves WIGT - Jean-Claude DELAGE représenté par Bruno GILLES - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Nadia DJERROUD BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Jean-Pierre GIORGI représenté par Roland GIBERTI - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Nathalie LAINE représentée par Patrick BORE - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Danielle MENET représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Richard MIRON représenté par Frédéric BOUSQUET - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Marie MUSTACHIA représentée par Antoine MAGGIO - Jérôme ORGEAS représenté par Patrick GHIGONETTO - Roger PELLENC représenté par Jean-Claude FERAUD - Nathalie PIGAMO représentée par Florence MASSE - Roger PIZOT représenté par Georges CRISTIANI - Véronique PRADEL représentée par Patrick VILORIA - René RAIMONDI représenté par Frédéric VIGOUROUX - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Guy TEISSIER - Marie-France SOURD GULINO représentée par David YTIER - Philippe VERAN représenté par Nicolas ISNARD.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Michel AMIEL - Daniel GAGNON - Laurence LUCCIONI - Patrick PIN - Henri PONS - Bernard RAMOND - Albert SALE.

HN 001-134/16/CM

■ Mise en place de la procédure de télétransmission au représentant de l'État des délibérations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de leurs pièces annexes MET 16/169/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 139 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, prévoit que tout ou partie des actes des autorités décentralisées soumis au contrôle de légalité peut être transmis par voie électronique au représentant de l'Etat.

Le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 pose les principes généraux de la télétransmission qui permettent aux collectivités territoriales de recourir à des dispositifs de télétransmission garantissant en toute sécurité l'identification et l'authentification de la collectivité émettrice, l'intégrité et la sécurisation des flux.

Le programme de dématérialisation ACTES (Aide au Contrôle de légalité dématérialisé) concernera les actes pris par les autorités métropolitaines notamment les délibérations du Conseil de la Métropole, des Conseils de Territoires et de leurs pièces annexes ainsi que les décisions et les arrêtés.

Il est donc proposé d'approuver la convention ci-annexée, à conclure avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône, qui précise la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique, les engagements respectifs des parties et les modalités de suspension ou de résiliation de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article 139 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-324 du 7 avril 2005.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'une procédure de télétransmission au représentant de l'Etat les actes du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoires soumises au contrôle de légalité et de leurs pièces annexes.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône, relative à ladite procédure.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 002-135/16/CM

■ Composition des commissions de travail et d'étude MET 16/437/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole a la possibilité de constituer des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil. Leur rôle consiste à émettre des avis et à formuler des propositions, sans disposer de pouvoirs propres qui relèvent du Conseil de la Métropole ou du bureau.

Par délibération n° HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, 12 commissions de travail et d'études ont été créées, comptant chacune 20 membres avec voix délibérative ; le présent rapport a pour objet la désignation de ces membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-22 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 004-032/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, relative à la création des commissions de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis à l'approbation de l'organe délibérant.

Délibère

Article 1 :

La commission « Finances et Administration Générale » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Robert ASSANTE
- Jean-Pierre BAUMANN
- Jean-Pierre BERTRAND
- Roland BLUM
- Gérard BRAMOULLÉ
- Eugène CASELLI
- Gaby CHARROUX
- Hervé FABRE-AUBRESPY
- Loïc GACHON
- Jean-Claude GAUDIN
- Hélène GENTE-CEAGLIO
- Jean-Pierre GIORGI
- Didier KHELFA
- Stéphane LE RUDULIER
- Jean MONTAGNAC
- Pascal MONTECOT
- Yves MORAINE
- Martine RENAUD
- Yves VIDAL
- David YTIER

Article 2 :

La commission « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Béatrice ALIPHAT
- Jean-Louis CANAL
- Gérard CHENOZ
- Frédéric COLLART
- Eric DIARD
- Gérard GAZAY
- Jean-Christophe GROSSI

- Bernard JACQUIER
- Annie LEVY-MOZZICONACCI
- Georges MAURY
- Jérôme ORGEAS
- Stéphane PAOLI
- Patrick PAPPALARDO
- Didier PARAKIAN
- Roger PELLENC
- René RAIMONDI
- Marie-Laure ROCCA-SERRA
- Florian SALAZAR-MARTIN
- Philippe VERAN
- Frédéric VIGOUROUX

Article 3 :

La commission « Emploi, Formation professionnelle, Insertion » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Sophie ARTARIA-AMARANTINIS
- Colette BABOUCHEAN
- André BERTERO
- Sylvaine DI CARO
- Marie-France DROPY OURET
- Gilbert FERRARI
- Josette FURACE
- Robert LAGIER
- Gaëlle LENFANT
- Régis MARTIN
- Danielle MENET
- Marie MUSTACHIA
- Marc POGGIALE
- Emmanuelle SINOPOLI
- Marie-France SOURD GULINO
- Dominique TIAN
- Jocelyne TRANI
- Martine VASSAL
- Josette VENTRE
- Karim ZERIBI

Article 4 :

La commission « Transports, Déplacements et Accessibilité » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Guy BARRET
- Sylvia BARTHELEMY
- Marie-Josée BATTISTA
- Yves BEAUVAL
- Valérie BOYER
- Martine CESARI
- Frédéric GUINIERI
- Jean-Pierre MAGGI
- Stéphane MARI
- Xavier MERY
- Pierre MINGAUD
- André MOLINO
- Nathalie PIGAMO
- Gérard POLIZZI
- Alain ROUSSET

- Michel ROUX
- Sandra SALOUM-DALBIN
- Jean-Pierre SERRUS
- Maxime TOMMASINI
- Yves WIGT

Article 5 :

La commission « Urbanisme et Aménagement » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Michel AMIEL
- Mireille BALLETTI
- Laure-Agnès CARADEC
- Robert DAGORNE
- Sophie DEGIOANNI
- Pierre DJIANE
- Frédéric DOURNAYAN
- Céline FILIPPI
- Alexandre GALLESE
- Patrick GHIGONETTO
- Nicolas ISNARD
- Mireille JOUVE
- Michel LAN
- Richard MALLIÉ
- Florence MASSE
- Christian PELLICANI
- Elisabeth PHILIPPE
- Henri PONS
- Roland POVINELLI
- Claude VALLETTE

Article 6 :

La commission « Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de Ville » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Guy ALBERT
- Christian AMIRATY
- Marie-Arlette CARLOTTI
- Maurice CHAZEAU
- Laurent COMAS
- Jean-François CORNO
- Nadia DJERROUD BOULAINSEUR
- Jean-Claude FERAUD
- Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI
- Arlette FRUCTUS
- Daniel HERMANN
- Noro ISSAN-HAMADY
- Nathalie LAINÉ
- Laurence LUCCIONI
- Antoine MAGGIO
- Jeanne MARTI
- Virginie MONNET-CORTI
- Pascale MORBELLI
- Lisette NARDUCCI
- Albert SALE

Article 7 :

La commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Philippe ARDHUIN
- Christian BURLE
- Eric CASADO
- Anne CLAUDIUS-PETIT
- Christian DELAVET
- Nouriati DJAMBAE
- Michèle EMERY
- Nathalie FEDI
- Danièle GARCIA
- Jacky GERARD
- Albert GUIGUI
- Olivier GUIROU
- Gisèle LELOUIS
- Marcel MAUNIER
- Roger MEÏ
- Michel MILLE
- Patrick PADOVANI
- Patrick PIN
- Véronique PRADEL
- Bernard RAMOND

Article 8 :

La commission « Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Michel AZOULAI
- Loïc BARAT
- Henri CAMBESSÉDÈS
- Monique CORDIER
- Philippe DE SAINTDO
- Olivier FREGEAC
- Samia GHALI
- Roland GIBERTI
- Bruno GILLES
- Philippe GINOUX
- Albert LAPEYRE
- Yves MESNARD
- Roland MOUREN
- Serge PEROTTINO
- Roger PIZOT
- Jean-Jacques POLITANO
- Julien RAVIER
- Maryvonne RIBIERE
- Carine ROGER
- Jules SUSINI

Article 9 :

La commission « Tourisme, valorisation du patrimoine » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Michel CATANEO
- Sandrine D'ANGIO
- Richard FINDYKIAN
- Dominique FLEURY VLASTO
- Georges GOMEZ
- Philippe GRANGE
- Georges HOVSEPIAN
- Éliane ISIDORE
- Michel LEGIER
- Hélène LHEN-ROUBAUD
- Irène MALAUZAT
- Rémi MARCENGO
- Bernard MARTY
- Catherine MEMOLI PILA
- Danielle MILON
- Christyane PAUL
- Maryse RODDE
- Luc TALASSINOS
- Didier ZANINI
- Karima ZERKANI-RAYNAL

Article 10 :

La commission « Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Martial ALVAREZ
- Serge ANDREONI
- René BACCINO
- Jean Louis BONAN
- Odile BONTHOUX
- Patrick BORE
- Roland CAZZOLA
- Georges CRISTIANI
- Michel DARY
- Monique DAUBET-GRUNDLER
- Jean-Claude DELAGE
- Michel ILLAC
- Dany LAMY
- Joël MANCEL
- Bernard MARANDAT
- Marie-Claude MICHEL
- Claude PICCIRILLO
- Marine PUSTORINO-DURAND
- Eric SCOTTO
- Guy TEISSIER

Article 11 :

La commission « Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains » est composée de 20

membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Christophe AMALRIC
- François BERNARDINI
- Sabine BERNASCONI
- Solange BIAGGI
- Jacques BOUDON
- Michel BOULAN
- Roland DARROUZES
- Bernard DESTROST
- Sandra DUGUET
- Maryse JOISSAINS MASINI
- Christophe MASSE
- Arnaud MERCIER
- Jean-Claude MONDOLONI
- Muriel PRISCO
- Georges ROSSO
- Lionel ROYER-PERREAUT
- Isabelle SAVON
- Jean-Louis TIXIER
- Marie-Louise LOTA TOUHTARIAN
- Kheïra ZENAFI

Article 12 :

La commission « Culture et sport, grands événements métropolitains » est composée de 20 membres, plus Monsieur le Président de droit. En sont désignés membres :

- Patrick APPARICIO
- Jacques BESNAÏNOU
- Frédéric BOUSQUET
- Philippe CHARRIN
- Jean-David CIOT
- Pierre COULOMB
- Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES
- Claude FILIPPI
- Daniel GAGNON
- Nicole JOULIA
- André JULLIEN
- Eric LE DISSES
- Patrick MENNUCCI
- Richard MIRON
- Stéphane RAVIER
- Jean ROATTA
- Roger RUZÉ
- Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE
- Francis TAULAN
- Patrick VILORIA

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 003-136/16/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 16/434/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de sa séance du 7 avril 2016. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein de d'autres organismes conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Par ailleurs, les désignations relatives à la RTM, la Régie du Golf Ouest Provence ainsi qu'à la Régie équestre du Mas de combe ne sont pas conformes aux statuts de ces dernières et une modification est également à apporter en ce qui concerne la SOLEAM. Il convient donc de modifier sur ces points la délibération n° HN 005-07/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Les désignations précitées emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président du conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de Directeur Général de SPL et SEML.

Article 3 :

Les désignations précitées emportent autorisation pour les personnes intéressées de percevoir une rémunération au titre de leur fonction d'administrateur, et de se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels peuvent être allouées des rémunérations exceptionnelles conformément aux dispositions légales.

Article 4 :

Les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de la Régie du Golf Ouest Provence et de la Régie équestre du Mas de combe et la SOLEAM telles qu'approuvées par la délibération n° HN 005-07/04/16 CM du conseil de la métropole du 17 mars 2016, sont abrogées.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Mesdames, Messieurs, BARAT Loïc - BAUMANN Jean-Pierre - BEAUVAL Yves - BESNAÏNOU Jacques - CATANEO Michel - D'ANGIO Sandrine - DUGUET Sandra - LAMY Dany - LELOUIS Gisèle - MAGGIO Antoine - MARANDAT Bernard - MARTI Jeanne - MAUNIER Marcel - MAURY Georges - MUSTACHIA Marie - PHILIPPE Elisabeth - RAVIER Stéphane - RIBIERE Maryvone - TRANI Jocelyne, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 004-137/16/CM

■ Exercice du droit à la formation des élus. Orientations et crédits ouverts à ce titre MET 16/172/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales a rendu applicable aux métropoles les articles L5215-16 à L5215-18 dudit code.

L'article L5215-16 précité vise les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales relatives aux conditions d'exercice des mandats municipaux, à l'exclusion des articles L. 2123-18-1, L. 2123-18-3 et L. 2123-22.

Par conséquent, les articles L2123-12 à L2123-16 qui relèvent du chapitre III précité, sont applicables à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L2123-12 précise que « les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions » (1^{er} alinéa), et que « dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre » (2^{ème} alinéa).

En application de l'article L2123-14, le montant de ces dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune.

Les membres du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les membres des six Conseils de territoires de la Métropole, disposent donc d'un droit à la formation au même titre que les membres d'un conseil municipal.

Dans ce cadre, les frais d'enseignement donnent droit à remboursement. Il en est de même des frais de déplacement et de séjour correspondants, qui sont pris en charge par la Métropole dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

D'autre part, les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la Métropole dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Conformément aux dispositions de l'article L2123-12 susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et des membres des six Conseils de territoire de la Métropole, de déterminer les orientations en matière de formation et les crédits ouverts à ce titre.

La formation doit être adaptée aux fonctions des élus et avoir un lien direct avec l'exercice de leur mandat. A ce titre, sont notamment concernées les thématiques suivantes : les fondamentaux de l'action publique locale et de la gestion des politiques locales (Institutions locales, marchés publics, finances publiques, ...), les formations en lien avec les compétences de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les formations en lien avec les délégations et l'appartenance aux différentes commissions...

Ces formations devront être dispensées par un organisme ayant reçu un agrément délivré par le Ministre de l'Intérieur dans les conditions fixées par les articles R1221-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Concernant le montant annuel des dépenses de formation, il est proposé au Conseil de la Métropole de le fixer au plafond prévu par l'article L2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit à 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du Conseil de la Métropole et de ses Conseils de territoire, et d'adopter le principe de la répartition de ces crédits de formation entre chacun des différents groupes d'élus constitués, et, le cas échéant, des élus non inscrits, au prorata de leur représentativité parmi l'ensemble des membres du Conseil de la Métropole et de ses Conseils de territoire.

Dans ce cadre, il appartiendra donc aux Présidents de chacun des groupes d'élus de proposer, dans la limite de l'enveloppe attribuée en application de la présente délibération, les actions de formation dont souhaitent bénéficier les élus de leur groupe. De même, les élus non inscrits pourront proposer dans cette même limite, les actions de formation dont ils souhaitent bénéficier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5217-7, L5215-16, L2123-12 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est décidée la prise en charge des dépenses de formation des membres du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire dans les conditions prévues au présent rapport et dans la limite du plafond fixé à l'article L2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire.

Article 2 :

Est approuvé le principe de la répartition de ces crédits de formation entre chacun des différents groupes d'élus constitués, et, le cas échéant, des élus non inscrits, au prorata de leur représentativité parmi l'ensemble des membres du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire.

Article 3 :

Sont approuvées les orientations données à la formation des membres du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de ses Conseils de territoire, telles que précisées au présent rapport.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la formation des membres du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire, et notamment les conventions de formation.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrit au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 005-138/16/CM

■ Approbation des moyens en personnel affectés aux groupes d'élus MET 16/174/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales a rendu applicable aux métropoles les articles L5215-16 à L5215-18 dudit code.

Aux termes de l'article L5215-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les Conseils des Communautés Urbaines de plus de 100 000 habitants, les groupes de conseillers communautaires se constituent par la remise au président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Le quatrième alinea de l'article susvisé dispose que le Président peut, dans les conditions fixées par le Conseil de Communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de conseillers communautaires une ou plusieurs personnes. Le Conseil de Communauté ouvre au budget de la Communauté Urbaine, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de Communauté.

Ces dispositions sont pleinement applicables à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Aussi, il est proposé d'inscrire au budget de la Métropole les crédits nécessaires à l'affectation de personnels auprès des groupes d'élus constitués au sein du Conseil de la Métropole, pour un montant correspondant au plafond légal, soit 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de la Métropole.

Dans ces conditions, Monsieur le Président de la Métropole pourra procéder à l'affectation de personnels auprès des groupes d'élus constitués, sur proposition de leurs représentants, et dans la limite de ces crédits, qui feront l'objet d'une répartition entre les différents groupes, au prorata du nombre d'élus rattachés à chacun d'eux.

Enfin, il est précisé qu'en application de l'article 110-1 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984, les agents contractuels recrutés sur le fondement du Code Général des Collectivités Territoriales pour exercer les fonctions de collaborateur de groupe d'élus sont engagés par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable, dans la limite du terme du mandat électoral de l'assemblée délibérante concernée. Si, à l'issue d'une période de six ans, ces contrats sont renouvelés, ils ne peuvent l'être que par décision expresse de l'autorité territoriale et pour une durée indéterminée.

Par ailleurs, le 3ème alinéa de l'article 110-1 précité précise que la qualité de collaborateur de groupe d'élus est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une Collectivité Territoriale et ne donne aucun droit à titularisation dans un grade de la fonction publique territoriale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5217-7 ET L5215-18 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 110-1.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'affectation de collaborateurs auprès des groupes d'élus constitués au sein du Conseil de la Métropole, dans la limite du plafond de crédits légal, soit 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

L'affectation de ces moyens en personnels auprès des groupes d'élus constitués interviendra sur proposition des représentants de chaque groupe, dans la limite des crédits inscrits à cet effet, qui feront l'objet d'une répartition entre les différents groupes au prorata du nombre d'élus rattachés à chacun d'eux

Article 3 :

La dépense annuelle relative à la rémunération principale, aux accessoires indemnitaires, et aux charges sociales correspondant aux collaborateurs affectés auprès des groupes d'élus sera imputée sur les crédits inscrits sur la nature budgétaire 65311 et suivants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 006-139/16/CM

**■ Modification de deux emplois permanents de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 16/173/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création, au sein de la Direction Générale des Services, d'emplois permanents, et notamment de deux emplois de chargé de mission correspondant aux grades du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

La délibération doit en effet préciser le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant aux emplois créés.

Le décret N° 90-126 du 9 février 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux a été abrogé par un décret N° 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, désormais composé des trois grades suivants : ingénieur, ingénieur principal, et ingénieur hors classe.

Par ailleurs, un décret N° 2016-200 du 26 février 2016 crée un nouveau cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux, et en fixe le statut particulier. Ce cadre d'emplois comprend les trois grades suivants : ingénieur en chef, ingénieur en chef hors classe, et ingénieur général.

Afin de tenir compte de cette évolution statutaire, il apparaît opportun de modifier les grades correspondant aux deux emplois de chargé de mission créés par la délibération susvisée, et de dire qu'ils correspondent aux grades du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;
- La délibération n°HN 22-024/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les deux emplois de chargé de mission, correspondant aux grades du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, créés par la délibération susvisée du 17 mars 2016, correspondent également aux grades du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Article 2 :

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au Budget, sur les natures budgétaires développées, rattachées aux comptes 6411 et 6413 du chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 007-140/16/CM

■ Approbation de la liste des contribuables à proposer pour pourvoir aux sièges de commissaires au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) MET 16/256/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence implique la mise en place, dans les meilleurs délais, d'une commission intercommunale des impôts directs (CIID) unique venant se substituer aux commissions intercommunales préexistantes, établies auprès de chacun des anciens six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale désormais fusionnés.

Cette nouvelle commission aura notamment pour mission, en lieu et place des commissions communales, d'émettre un avis :

- sur les évaluations foncières des locaux professionnels proposées par l'administration fiscale
- et sur les locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux professionnels.

L'évaluation des bases d'imposition du foncier des particuliers continuera néanmoins relever de la compétence exclusive des commissions communales des impôts directs.

Par ailleurs, la CIID aura un rôle à jouer dans la révision foncière des locaux professionnels.

Elle sera saisie par la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels pour avis sur :

- La délimitation des secteurs d'évaluation ;
- Le coefficient éventuel de localisation.

La commission intercommunale des impôts directs est composée de onze membres : le Président de la Métropole ou un Vice-président délégué et dix

commissaires titulaires assistés par dix commissaires suppléants.

Les commissaires titulaires et suppléants seront désignés par le directeur Départemental des finances publiques sur la base d'une liste de quarante contribuables dressée par l'organe délibérant de la Métropole au regard des candidatures proposées par les communes membres.

A cette fin, sur la base des propositions municipales recueillies, il est soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole une liste, ci-annexée, comportant les noms de vingt contribuables à proposer pour pourvoir aux sièges de commissaires titulaires et de vingt autres contribuables à proposer pour pourvoir aux fonctions de commissaires suppléants, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des impôts et particulièrement son article 1650 a ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les propositions exprimées par les communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la liste ci-annexée des contribuables à proposer au directeur départemental des finances publiques pour pourvoir aux sièges de commissaires au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à soumettre la liste ainsi dressée au directeur départemental des finances publiques.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 008-141/16/CM

■ Création et composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées - CLECT

MET 16/340/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2016, au bénéfice du dispositif transitoire de montée en puissance progressive adopté par le législateur, la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est effectuée sans qu'aucune des 92 communes n'ait eu à transférer au nouvel établissement aucune compétence autre que celles qu'elles avaient antérieurement confiées aux six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), désormais fusionnés.

Au 1^{er} janvier 2018, les dérogations transitoires au régime de droit commun des Métropoles, aménagées particulièrement pour notre Métropole, prendront fin. A cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exercera de plein droit, et sur l'intégralité de son périmètre, l'ensemble des compétences des Métropoles de droit commun visées à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'exception des attributions d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages, dont la loi exclut le transfert, par exception.

Préparation aux transferts de compétence, créations, enjeux et missions de la CLECT

Durant les tout prochains mois, et afin de respecter cette échéance, il est nécessaire que la Métropole et les communes membres se préparent, ensemble, à la mise en œuvre de ces transferts de compétences dont la réussite est un enjeu capital pour la construction métropolitaine.

Cette préparation implique d'importants travaux eu égard, notamment, au caractère jusqu'ici hétérogène de l'intégration intercommunale au sein des différents territoires, mais également à la multiplicité et à la complexité des compétences dont le plein exercice échoira à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dès 2018. Au premier rang de ces travaux figure la démarche d'évaluation des charges et recettes transférées.

En effet, conformément au IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, à l'occasion de chaque transfert de compétence - il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale (...) et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée des membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant -.

Cette commission a pour mission de proposer, pour chaque commune membre, une évaluation du coût net du transfert à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des attributions visées ci-avant, et, le cas échéant, de toute autre attribution dont le transfert ou la restitution viendrait à être envisagé.

Cette démarche d'évaluation devra témoigner de la plus grande transparence et s'effectuer dans le respect des principes de sincérité et d'équité afin d'aboutir, tant pour les communes que pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à un résultat financièrement juste et soutenable. Elle implique la mise en œuvre d'un dialogue de qualité associant les maires, la métropole et ses territoires et leurs services respectifs.

Son enjeu est de parvenir à garantir l'efficacité des moyens consacrés au profit d'une coopération métropolitaine désormais renforcée, en prenant en considération les réalités locales et les enjeux de la métropole. Ce faisant, elle contribuera à nouer dans la confiance les relations de collaboration synergique, aujourd'hui naissantes, qui feront la métropole de demain.

La commission devra ainsi arrêter une méthodologie d'évaluation juste et adaptée à chaque compétence et évaluer progressivement les coûts nets des prérogatives transférées d'ici à la fin de l'année 2017, pour une mise en œuvre opérationnelle au 1^{er} janvier 2018.

C'est au regard des travaux préparatoires de cette commission qu'il appartiendra en effet au Conseil de la Métropole et aux Conseils Municipaux de décider, par des délibérations concordantes, le cas échéant à la majorité qualifiée, du montant révisé des attributions de compensation qu'il incombera à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de verser aux communes à partir de l'exercice 2018.

A ce titre, il devra notamment être attaché une particulière attention à ce que la Conférence Métropolitaine des Maires soit également tenue parfaitement informée du bon déroulement des travaux d'évaluation menés par la CLECT.

Dans ce cadre il est proposé que le Vice-président délégué à la concertation territoriale soit membre permanent à titre consultatif.

Cette commission est indépendante des commissions CLECRT gouvernant les transferts des départements.

Composition et fonctionnement de la CLECT

Afin d'assurer une représentation équitable des 92 communes au sein de cette instance, il est proposé que chacune d'elle dispose indistinctement d'un représentant titulaire. De plus, en vue d'assurer le bon fonctionnement de la commission, il est également proposé que chaque commune désigne un suppléant à son représentant titulaire. La commission sera donc composée de 92 membres titulaires assistés de 92 suppléants.

Selon ce principe de composition, chaque commune sera appelée à désigner, par délibération de son conseil municipal, et parmi les membres de celui-ci, son représentant titulaire et le suppléant de celui-ci. Il appartiendra à la commission, une fois complète et installée, d'élire son président. Il est proposé que le vice-président de la CLECT soit le vice-président délégué aux Finances. Le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le vice-président, aura pour charge de convoquer la commission, de déterminer son ordre du jour et d'en présider les séances. Il reviendra également à la commission d'adopter un règlement intérieur fixant notamment les principes régissant son fonctionnement et l'avancement de ses travaux.

Il est rappelé, par ailleurs, que la commission pourra faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts.

Les procédures de mise en concurrence nécessaires seront initiées afin de pourvoir aux besoins en matière d'assistance technique et d'expertise pluridisciplinaire, d'une part, de la métropole, maître d'ouvrage de la procédure de révision du montant des attributions de compensation, et d'autre part, de la commission elle-même, dans sa démarche d'évaluation.

Le cas échéant, la commission – ainsi composée jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux – sera saisie à chaque fois qu'un transfert ou une restitution de compétence sera mis en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N ° HN 01/003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection de Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création, sous la dénomination de « Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées » (CLECT), d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges telle que prévue à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

Article 2 :

Est approuvé le principe selon lequel ladite commission se compose de représentants des communes à raison d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant pour chaque commune membre.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 009-142/16/CM

■ **Organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Désignation des représentants de la Métropole au sein des Commissions locales chargées de l'évaluation des charges et des ressources transférées**

MET 16/435/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En adoptant la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, puis la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, le législateur a aménagé un dispositif offrant la possibilité à l'ensemble des Métropoles et aux Départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci d'organiser, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les Métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Sur ce fondement, au 1^{er} janvier 2017, la Métropole d'Aix-Marseille Provence et, d'une part, le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, le Département du Var, enfin le Département de Vaucluse, devront avoir conclu une convention portant sur l'organisation du transfert ou de la délégation de tout ou partie d'au moins trois groupes de compétences parmi ceux énumérés au IV de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

1° Attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

2° Missions confiées au service public départemental d'action sociale en application de l'article L. 123-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

3° Adoption, adaptation et mise en œuvre du programme départemental d'insertion, dans les conditions prévues à l'article L. 263-1 du même code ;

4° Aide aux jeunes en difficulté, en application des articles L. 263-3 et L. 263-4 dudit code ;

5° Actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L. 121-2 du même code ;

6° Personnes âgées et action sociale en application des articles L. 113-2, L. 121-1 et L. 121-2 dudit code ou une partie de ces compétences, à l'exclusion de la prise en charge des prestations légales d'aide sociale ;

7° Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du Code du Tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ;

8° Construction, reconstruction, aménagement, entretien et fonctionnement des collèges.

A défaut de convention à la date énoncée ci-dessus, la totalité de ces compétences seraient transférées de plein droit, à l'exception des attributions en matière de construction, reconstruction, aménagement, entretien et fonctionnement des collèges, dans des conditions à préciser conventionnellement avant le 1^{er} avril 2017.

Par ailleurs, avant le 1^{er} janvier 2017, sur le fondement des mêmes dispositions et également à peine de transfert intégral et de plein droit, la compétence en matière de gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que de leurs dépendances et accessoires devra également faire l'objet d'une

convention entre chaque département et la métropole ayant pour objet :

- soit d'organiser le transfert de cette compétence à la Métropole ;

- soit d'en préciser les modalités d'exercice par chaque département, en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole.

Il appartiendra donc au Conseil de la Métropole et à chaque Conseil Départemental d'approuver, par des délibérations concordantes :

- d'une part, les groupes de compétences ou parties de ces groupes qui feront l'objet d'une convention tendant à organiser la répartition de leur exercice, en dehors des prérogatives relatives à la voirie départementale qui feront obligatoirement l'objet d'une telle convention et, par défaut, d'un transfert ;

- d'autre part, pour chaque compétence objet d'une convention, le principe d'un transfert ou d'une délégation de son exercice ou, pour ce qui concerne la voirie départementale, d'une précision des modalités d'exercice de cette compétence par chaque département.

Qu'il soit opté pour des transferts ou des délégations, les parties en fixeront la date d'effectivité par stipulations conventionnelles.

Ces conventions devront faire l'objet avant le 1^{er} janvier 2017 d'une approbation par délibérations concordantes du Conseil de la Métropole et de chaque Conseil Départemental, à peine de mise en œuvre des transferts de plein droit exposés ci-avant.

Pour chaque compétence pour laquelle les Départements et la Métropole viendraient à convenir du principe d'un transfert, le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges devra pouvoir être préalablement évalué et finalement constaté au sein des conventions de transfert précitées, sous le contrôle de la chambre régionale des comptes, en vue de sa compensation.

L'évaluation des charges afférentes aux compétences transférées par chaque Département, doit faire l'objet, conformément aux dispositions des articles L. 5217-13 à 17 du Code Général des Collectivités Territoriales, de la mise en place et de la consultation préalable, pour chaque Département, d'une commission chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées, relativement aux modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées.

La composition de la commission d'évaluation est fixée par la loi : elle est paritairement composée de quatre représentants du Conseil de la Métropole et de quatre représentants du Conseil Départemental concerné. Elle est présidée par le président de la chambre régionale des comptes.

Il est proposé au Conseil de la Métropole de pourvoir par la présente délibération aux quatre sièges attribués à la métropole dans chacune des trois commissions à mettre en place entre la Métropole et, d'une part, le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, le Département du Var, enfin le Département de Vaucluse, et ce sans préjuger, néanmoins, du choix de procéder à des transferts de compétences qu'il appartiendra ultérieurement aux assemblées délibérantes de ces quatre entités de retenir ou non.

Il est précisé, à ce stade, que, dans l'hypothèse du choix d'un transfert de compétences, les charges transférées devront être équivalentes aux dépenses consacrées préalablement à la création de la Métropole par chaque Département à l'exercice des compétences concernées. Ces charges pourront être diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.

Le Conseil de la Métropole et l'assemblée délibérante de chaque Département seront consultés, préalablement et conjointement, afin de déterminer les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par chaque département et figurant dans leurs comptes administratifs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, à compter de la date d'effectivité de chaque éventuel transfert d'attribution, les charges transférées correspondantes seront compensées par le versement, chaque année, par chaque Département concerné à la Métropole d'une dotation de compensation des charges transférées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la désignation en qualité de représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de chacune des trois commissions locales chargées de l'évaluation des charges et des ressources transférées respectivement établies entre la Métropole et, d'une part, le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, le Département du Var, enfin le Département de Vaucluse, telles que prévues à l'article L. 5217-17 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Roland BLUM
- Jean MONTAGNAC
- Gérard BRAMOUILLE
- David YTIER

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 010-143/16/CM

■ Proposition de délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/257/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

En matière d'aménagement de l'espace métropolitain et en vertu de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (article L 5218-7 du CGCT).

L'élaboration du SCOT, dans les limites administratives de la nouvelle institution, permettra d'affirmer la Métropole comme un espace de solidarité pour conduire puis mettre en œuvre un projet d'aménagement cohérent sur le plan de son développement économique, écologique, résidentiel afin d'en améliorer la cohésion, la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire.

Document de planification, le SCOT métropolitain proposera les orientations fondamentales de l'organisation du territoire à long terme. Il visera à aménager, pour tous, le territoire dans un esprit de solidarité et de durabilité.

Il fixera ainsi les objectifs des politiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements et de préservation des espaces naturels et agricoles.

Document pivot dans l'aménagement du territoire, il devra être conforme avec le droit en vigueur et devra être compatible avec des documents et normes qui lui sont supérieurs.

De la même manière, les documents de rang inférieur devront respecter ses orientations, c'est notamment le cas des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) élaborés au niveau des Conseils de Territoire.

En vertu de l'article 39, III de la Loi NOTRe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit engager l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale au plus tard le 31 décembre 2016.

La présente délibération sera communiquée à l'autorité compétente de l'Etat. Elle vérifiera que le territoire délimité permet la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement. Elle recueillera également l'avis des Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse.

L'élaboration du SCOT, dans les limites administratives de la nouvelle institution, permettra d'affirmer la Métropole comme un espace de solidarité pour conduire puis mettre en œuvre un projet d'aménagement cohérent sur le plan de son développement économique, écologique, résidentiel afin d'en améliorer la cohésion, la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire.

La conduite, l'élaboration, le suivi et la révision du SCOT seront assurés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-2 et suivants L 5218-7 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L.141-1 à L.144-2 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est seule compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale,
- Qu'il apparaît nécessaire de disposer d'un périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale sur le seul territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- Qu'il conviendra, après l'arrêt du périmètre du SCOT par l'autorité compétente de l'Etat, d'engager la procédure d'élaboration du SCOT avant le 31 décembre 2016.

Délibère

Article 1 :

Le projet de périmètre du SCOT de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence couvre l'entier territoire des 92 communes composant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente délibération sera soumise à l'autorité compétente de l'Etat qui arrêtera le périmètre.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 011-144/16/CM

■ Adhésion au groupe Agence France Locale et engagement de garantie MET 16/237/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Missions du Groupe Agence France Locale

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement exclusif de ses membres, collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (ci-après les *Membres*).

Gouvernance du Groupe Agence France Locale

La gouvernance retenue par le texte constitutif de l'Agence France Locale, la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires et codifiée, pour la partie relative au Groupe Agence France Locale, aux dispositions L. 1611-3-2 du Code général des Collectivités Territoriales est duale : la Société Territoriale, d'une part, l'Agence France Locale d'autre part.

La gouvernance de la Société Territoriale est organisée autour d'un Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration de la Société Territoriale a vocation à assurer la représentation de l'actionnariat de la Société Territoriale. Chaque Collectivité Membre de la Société Territoriale est par ailleurs représentée au sein de l'Assemblée générale de la Société Territoriale, en qualité d'actionnaire de la Société Territoriale.

La direction de l'Agence France Locale, établissement de crédit spécialisé, est assurée quant à elle, par un Directoire. Le Directoire agit sous le contrôle permanent du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale.

L'ensemble des détails de cette gouvernance figure dans le Pacte d'actionnaires, les statuts de la Société Territoriale, les statuts de l'Agence France Locale et le Vade-mecum (le *Vade-mecum*), présentation synthétique des documents de nature statutaire et contractuelle, qui régissent le fonctionnement du Groupe Agence France Locale.

Le recours à l'emprunt auprès de l'Agence France Locale

Présentation des modalités générales de fonctionnement des Garanties consenties (i) par la Société Territoriale et (ii) par chacune des collectivités membres du Groupe Agence France Locale.

La création du Groupe Agence France Locale a pour fondement essentiel la recherche par les collectivités d'un mode de financement efficace, répondant à des contraintes fortes de transparence et satisfaisant à l'intérêt général. Ce fondement se double d'une exigence de conditions de financement attractives sur les marchés financiers.

Pour ce faire, un double mécanisme de garantie a été créé par les dispositions de l'article L. 1611-3-2 du CGCT, permettant d'assurer aux créanciers la pérennité du Groupe et, par voie de conséquence, la reconnaissance des investisseurs pour les titres financiers émis par l'Agence France Locale.

Le mécanisme instauré a ainsi pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (les emprunts obligataires principalement).

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée en effet un lien de solidarité entre, d'une part la Société Territoriale et l'Agence France Locale et, d'autre part l'Agence France Locale et chacun des Membres du Groupe. Au titre de cette solidarité, chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence même de tout défaut de sa part au titre des emprunts souscrits auprès de l'Agence France Locale.

Ce mécanisme de double garantie se décompose comme suit :

- la Société Territoriale accorde annuellement une garantie aux créanciers de l'Agence France Locale à hauteur d'un montant défini par le Directoire et approuvé par le Conseil de surveillance ;
- une garantie autonome à première demande est consentie par la collectivité membre à chaque emprunt réalisé auprès de l'Agence France Locale. Cette garantie est organisée au profit exclusif des titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la garantie. Le montant de la garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la collectivité).

Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de garantie. La garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale. La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, augmentée de 45 jours.

Chacune des deux garanties peut être appelée par deux catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires. La garantie consentie par la collectivité membre peut également être appelée par la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est devenue actionnaire de l'Agence France Locale par délibération du conseil de Communauté du 13 décembre 2013 avec un apport en capital initial d'un montant de 10 973 700€. Le montant de l'apport en capital a été modifié et porté à 10 988 900€ par délibération du conseil de Communauté du 10 avril 2015.

Il a été décidé de verser cet apport en capital en trois fois sur les exercices 2014, 2015 et 2016 (délibération n° FCT 002-889/15/CC adopté le 13 novembre 2013). A ce jour, 7 325 900€ ont déjà été versés, un dernier versement revalorisé est prévu en 2016. La part sociale de l'Agence France Locale – Société Territoriale, égale à 100 euros à la date de la présente délibération, porte le nombre de parts détenu par la collectivité à 73 259.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, a entériné la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP). La loi NOTRe du 7 août 2015 en a précisé le régime d'application.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence naît de la fusion des 6 ex-EPCI de son territoire :

- Communauté urbaine Marseille Provence Métropole,
- Communauté d'agglomération du Pays d'Aix,
- Communauté d'agglomération Agglopoie Provence,
- Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile,
- Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence,
- Communauté d'agglomération du pays de Martigues.

Comme le prévoit l'article 11.3 du Pacte d'actionnaires de l'Agence France Locale, tout transfert de compétences ou regroupement de collectivités incluant une collectivité actionnaire de l'Agence France Locale – Société Territoriale, en tant que collectivité transférante, donne lieu à un transfert de titres vers la nouvelle collectivité (ci-après la Collectivité attributaire).

Depuis sa création, soit le 1^{er} janvier 2016, la Métropole AMP détient donc 73 259 parts du capital social de l'Agence France Locale Société Territoriale.

Adhésion au groupe Agence France Locale

Son statut d'actionnaire ne lui confère cependant pas son statut de membre à part entière, sans lequel, la Métropole ne peut recourir à l'offre de financements de l'Agence France Locale.

Le montant de l'Apport en Capital Initial (ACI) a été calculé sur l'encours de la dette de l'ensemble des budgets de la Communauté Urbaine de Marseille auquel il a été appliqué un coefficient multiplicateur de 0,8%.

Il est proposé de retenir comme périmètre d'adhésion pour la Métropole AMP le budget Principal dont l'encours du niveau équivalent à celui ayant servi au calcul de l'ACI.

Apport en capital correspondant = 0.8% * 1 417 913 406,53 euros

=> 11 343 300 euros soit 113 433 parts ou actions nominatives.

| | |
|---|----------------------|
| Encours dette MPM 2011 | 1 373 619 492,63 |
| ACI MPM | 10 988 940,00 |
| Tiers à verser en 2016 | 3 663 000,00 |
| Encours de dette AMP 2015 (estimation) | 1 417 913 406,53 |
| ACI AMP | 11 343 340,00 |
| Solde restant dû | 354 400,00 |

Le solde résultant de l'évolution du périmètre d'adhésion de la Métropole AMP est de 354 400 euros et il est proposé de revaloriser l'autorisation de programme de cette opération « Apport en capital

initial à l'Agence France Locale » à concurrence de ce montant.

La présente délibération porte adhésion à la Société Territoriale sur le périmètre budgétaire décrit ci-dessus et approbation de l'engagement de garantie annuel en annexe (Garantie à première demande – Membres) afin que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence puisse dès son adhésion solliciter un ou plusieurs prêt(s) auprès de l'Agence France Locale et octroyer, en parallèle de cet ou ces emprunt(s), la garantie autonome à première demande décrite ci-dessus.

Il est donc demandé au Conseil Métropolitain :

- d'approuver l'adhésion au groupe Agence France Locale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le périmètre détaillé ci-après;
- de revaloriser l'autorisation de programme de l'opération ;
- d'approuver le dispositif de garantie du Groupe Agence France Locale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le livre II du code de commerce ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 003-786/13/CC et n° FCT 002-889/15/CC ayant approuvé l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'Agence France Locale ;
- L'acte d'adhésion à l'Acte constitutif de l'Agence France Locale signé le 31 mars 2014, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole,
- Les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité de réitérer l'adhésion au Groupe Agence France Locale.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Agence France Locale – Société Territoriale sur le périmètre budgétaire suivant :

- Encours de dette au 31/12/2015 correspondant au Budget Principal pour un montant total de 1 417 913 406,53 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'augmentation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'apport en capital initial à l'AFL d'un montant de 354 400 euros portant ainsi le montant total de l'autorisation de programme à 11 343 340 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à procéder au paiement de la dernière tranche au capital AFL sur l'exercice 2016 qui sera imputée en section d'investissement sur le compte de classe 26.

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique A410 – Nature 261 – Fonction 01 – Opération 2013/00118.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer l'acte d'adhésion au Pacte d'actionnaires;

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

Article 6 :

Sont désignés deux représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour assister à l'Assemblée Générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;

Article 7 :

Le représentant titulaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son suppléant sont autorisés à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

Article 8 :

Est octroyée une garantie autonome à première demande (ci-après « *la Garantie* ») de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2016 est égal au montant maximal des emprunts que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé(e) à souscrire pendant l'année 2016 ;
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pendant l'année 2016 auprès de l'Agence France augmentée de 45 jours.
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
- si la Garantie est appelée, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
- le nombre de Garanties octroyées par le Président au titre de l'année 2016 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget 2016 et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans le ou les actes d'engagement ;

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé pendant l'année 2016, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie (Modèles 2014-1 et projet de modèle 2016-1), figurant en annexe ;

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer le contrat de séquestre ;

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à :

- i. prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à certains créanciers de l'Agence France Locale ;
- ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 012-145/16/CM

■ Approbation d'une convention cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations MET 16/426/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Caisse des Dépôts et Consignations et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique de la France. Investisseur de long terme au service du développement économique, elle propose aux collectivités territoriales et à leurs établissements des prêts, des interventions en fonds propres, de l'appui en ingénierie et des mécanismes de garantie sans contribution du budget de l'État pour répondre à un besoin d'intérêt général. Elle agit dans des secteurs aussi diversifiés que la mobilité, le logement, l'immobilier, les loisirs et le tourisme, le financement des entreprises, l'économie numérique, l'énergie et l'environnement,... pour accompagner, accélérer les grandes mutations territoriales, et en particulier celles qui nécessitent des investissements massifs.

Mobilisée dès la phase préparatoire à la création des Métropoles françaises, la Caisse des Dépôts et Consignations propose à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de s'associer pour définir les axes d'un partenariat sur cinq ans.

Vaste territoire de plus d' 1,8 million d'habitants, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence constitue un ensemble urbain aux enjeux et aux atouts de dimension internationale. Carrefour ouvert sur la Méditerranée, placé au centre d'un système d'aires métropolitaines allant, vers l'ouest, de Montpellier, Barcelone à Valence, vers l'est, de Nice, Turin, Gênes à Milan, et enfin vers le nord, de Lyon, Genève à Bâle, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence bénéficie de sa position comme porte d'accès à l'arc latin méditerranéen et de débouché du sillon rhodanien. Elle dispose notamment de la présence d'un réseau performant de liaisons et d'infrastructures d'interconnexion d'envergure européenne et mondiale (autoroutes, ligne à grande vitesse, aéroport international, port et transport fluvial).

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence définit aussi un espace de solidarité ayant pour finalité l'élaboration et la conduite d'un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, culturel et social de son territoire, conformément à la loi du 27 janvier 2014.

Etablissement Public de Coopération Intercommunale créé au 1^{er} janvier 2016, elle est une institution stratégique disposant de ressources fiscales, techniques et administratives propres.

Son territoire en fort développement doit faire face à de multiples enjeux, tant en matière de transports, de développement économique, d'aménagement, de logement, d'innovation et de transition numérique.

Compte tenu des enjeux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et des outils d'intervention dont dispose la Caisse des Dépôts et Consignations, il est proposé au Conseil de la Métropole d'engager un partenariat dans les domaines stratégiques de son développement et autour de projets structurants et innovants, contribuant à l'aménagement, au développement et au rayonnement international de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce partenariat vise la mise en œuvre de projets dans les domaines prioritaires suivants :

- Les infrastructures de transports et le développement de la mobilité
- Le développement économique et l'attractivité
- Le foncier et l'aménagement
- Le logement et la rénovation urbaine
- Le développement durable
- La métropole connectée et innovante

Ce partenariat est formalisé par une convention cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations, proposée au vote du Conseil de la Métropole.

Ladite convention, d'une durée de trois ans, identifie les axes prioritaires de travail entre la Métropole et la Caisse.

Elle prévoit un programme d'actions dont elle fixe les modalités de collaboration.

Elle détermine des montants d'apports que la Caisse sera susceptible de consentir tant en ingénierie et expertise, qu'en fonds propres, ou en prêts et financements à long terme, tant par ses dispositifs d'intervention internes que via ses filiales.

Toutes les interventions identifiées par la présente convention devront s'inscrire strictement dans le cadre de la réglementation relative à la commande publique.

A l'issue de chaque année d'exercice de la convention, les parties dresseront un bilan des actions et projets menés de concert et arrêteront le programme des actions à envisager pour les années suivantes.

Cet accord de partenariat revêt un intérêt stratégique majeur pour faciliter l'accès aux financements tant publics que privés, à l'échelle nationale et européenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L.518-2 du code monétaire et financier

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer ladite convention cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 013-146/16/CM

■ **Autorisation pour le Président de recourir à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie et de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat**
MET 16/265/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A l'instar de toutes les grandes Collectivités et établissements publics, la Métropole souhaite conduire une politique de gestion active de la dette et de la trésorerie ayant pour objectif de réduire la charge et les risques financiers supportés.

Une telle gestion nécessite des délais de décision et de réaction compatibles avec la volatilité des marchés. Pour cela, il est proposé, dans la présente délibération, que le Conseil de la Métropole délègue au Président certaines de ses compétences concernant la gestion de la dette et de la trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La loi du 26 juillet 2013 dite de séparation et de régulation des activités bancaires ;
- La circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002 relative aux titres de créances négociables ;
- La circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 concernant les conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;
- Le circulaire interministérielle n° NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Par délégation de compétence, pour la durée de son mandat, Monsieur le Président est autorisé à procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, dans la limite du montant inscrit des crédits ouverts (budget primitif et décisions modificatives), et prendre à cet effet les actes nécessaires.

Les emprunts devront être conformes aux dispositions de l'article 7.1 du règlement budgétaire et financier. Pour ce faire, Monsieur le Président est autorisé à :

- lancer des consultations d'emprunts auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts autorisés, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 2 :

Par délégation de compétence, pour la durée de son mandat, Monsieur le Président est autorisé à procéder à la réalisation d'émissions obligataires nécessaires à la couverture du besoin de financement des investissements de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans la limite du montant voté au budget, en passant à cet effet les actes nécessaires. Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aura l'autorisation de :

- lancer une ou plusieurs émissions obligataires « Stand Alone » de placement public ou de placement privé ou de titres mutualisés d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques ;
- mettre en place un programme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) ;
- lancer des emprunts du type « Namensschuldverschreibung » (NSV) ;
- déterminer les conditions de syndication particulières éventuellement retenues.

Le Président de la Métropole est habilité à réaliser les emprunts visés, ci-dessus, en fonction des opportunités offertes par les marchés financiers à hauteur des montants inscrits au budget sachant que les emprunts devront être conformes aux dispositions de l'article 7.1 du règlement budgétaire et financier. De surcroît, Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer l'ensemble de la documentation juridique et financière ainsi que les actes afférents au programme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et aux émissions obligataires subséquentes, y compris toutes actualisations nécessaires.

La mise en place d'un programme nécessite les opérations suivantes :

- sélectionner l'arrangeur, qui organise et gère la documentation, assure la mise à jour annuelle du programme et conseille l'émetteur sur une stratégie de financement à adopter ;
 - établir et faire approuver par l'AMF le prospectus de base ;
 - négocier et signer les contrats de placements et de service financier ;
 - choisir des agents placeurs qui coordonnent le programme et réalisent les opérations de placement auprès des investisseurs ;
 - désigner le ou les agents financiers en vue de gérer le service de la dette ;
 - mettre en place le programme pour des émissions offertes au public et/ou des placements privés.
- Pour ce faire, monsieur le Président est autorisé à :
- lancer des consultations d'émissions obligataires auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
 - passer les ordres pour effectuer l'opération, ou le cas échéant les résilier ;
 - signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
 - exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;

- prendre toutes mesures nécessaires à la notation financière annuelle de la collectivité et des émissions réalisées et signer les contrats y afférents.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à procéder à des opérations de couverture de risques de taux, en complément des conventions d'emprunts déjà signées et à résilier ou à modifier, avec ou sans indemnités, les contrats déjà conclus ou à conclure, en fonction de la fluctuation des taux d'intérêt.

Les opérations de couverture pourront porter sur les contrats constitutifs du stock de la dette ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement inscrits en section d'investissement du budget.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être les mêmes que ceux des contrats d'emprunts indiqués ci-avant à l'article 1 et 2.

Les opérations de couverture déjà réalisées pourront faire l'objet d'annulation. Dans ce cas, une soulte de débouclage, calculée en fonction du niveau du marché au moment de l'opération de refinancement, assimilable à une indemnité actuarielle, pourra être perçue ou versée par la Métropole.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- de garantie d'un taux plafond (CAP) ;
- de garantie d'un taux plancher (FLOOR) ;
- de garantie d'un taux plafond couplée à une garantie d'un taux plancher (COLLAR ou TUNNEL) ;
- d'échange de taux d'intérêt (ou SWAP) modifiant ainsi l'exposition du ou des prêts visés ;
- de garantie d'un taux futur, c'est-à-dire, d'un accord de taux futur (FRA) pour une échéance exposée.

Pour ce faire, Monsieur le Président est autorisé à :

- lancer des consultations sur les opérations de couverture auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à procéder, dans les limites définies, ci-dessous, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et passer à cet effet les actes nécessaires. Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de douze mois dans la limite d'un montant annuel défini et comporteront un ou plusieurs index parmi les suivants : EONIA, T4M, EURIBOR, TAM, TAG.

Pour ce faire, Monsieur le Président est autorisé à :

- lancer des consultations d'emprunts courts termes auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération (notamment réaliser des opérations de tirage/remboursement) ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

Article 5 :

Par délégation, pour la durée de son mandat, Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à procéder à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie pour couvrir les besoins de trésorerie de la collectivité et à sélectionner les opérateurs nécessaires :

- Un agent arrangeur qui aura pour charge de mettre en place la documentation, de faire l'interface avec l'AMF et la Banque de France, et d'organiser le dispositif de communication ;
- Des agents placeurs qui détermineront le volume et les caractéristiques des émissions ;
- Un ou plusieurs agents domiciliataires qui gèreront le service financier.

A cet effet le Président est autorisé à :

- lancer des consultations d'émissions de billets de trésorerie auprès de plusieurs établissements financiers ;
- choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;
- signer les actes et les décisions nécessaires à la mise en œuvre du programme (document de présentation financière, contrat d'agent placeur, contrat d'agent domiciliataire et tout document à destination de la Banque de France ou tout autres organismes financiers nécessaire aux émissions de billet de trésorerie...) ;
- signer les documents relatifs à l'utilisation du programme d'émission de billet de trésorerie et son actualisation.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à déroger à l'obligation de dépôts auprès de l'Etat pour des fonds provenant de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, de certaines recettes exceptionnelles ou d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'établissement.

Article 7 :

Le Conseil de la Métropole autorise Monsieur le Président à déléguer la signature des décisions concernant les matières visées aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de cette délibération notamment toper les opérations financières et signer les confirmations et autres documents nécessaires à la réalisation des opérations de financement.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 014-147/16/CM

■ Budgets Annexes des Transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Harmonisation des conditions de remboursement du Versement Transport MET 16/229/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable en vertu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du Versement Transport.

Le Versement Transport est une contribution versée par les employeurs, recouvrée par l'URSSAF au titre des cotisations sociales et reversée aux Autorités Organisatrices de la Mobilité.

Ce versement est instauré de par la loi sur l'ensemble du territoire de la Métropole pour toute entreprise employant au moins 11 salariés, en application des articles L.2333-64 du CGCT.

En application de l'article L2333-70 du Code Général des Collectivités Territoriales, les employeurs assujettis au versement transport peuvent être remboursés par la personne publique chargée des transports collectifs dans deux cas de figure :

- si l'employeur justifie d'avoir assuré le logement permanent de tous ses salariés ou de certains d'entre eux au prorata des effectifs logés sur les lieux de travail ;
- si l'employeur justifie d'avoir assuré le transport collectif à titre gratuit de tous ses salariés ou de certains d'entre eux au prorata des effectifs transportés par rapport à l'effectif total.

Afin de favoriser l'utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs sur le périmètre métropolitain, les Autorités Organisatrices de la Mobilité peuvent adopter des critères complémentaires déterminant les conditions particulières du remboursement du versement transport.

D'une part, pour le personnel logé par l'employeur assujetti au versement transport, la distance entre le logement et le lieu de travail du salarié ouvrant droit à remboursement peut être fixée à 300 mètres.

D'autre part, les entreprises du territoire métropolitain proposant à leurs salariés un service de transport collectif, peuvent se voir ouvrir les droits à remboursement, dès lors que lesdits salariés utilisateurs du service résident à une distance maximale de 500 mètres du point de ramassage collectif, limitant ainsi l'utilisation de tout autre moyen de transport motorisé.

Par la présente, il est proposé d'harmoniser les conditions de remboursement et de les rendre applicables à l'échelle de l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La gestion des demandes de remboursement fera l'objet d'une retenue pour frais de gestion fixée à hauteur de 0,50 % du produit, retenue perçue par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2333-70
- Le Code de la Route et notamment son article R311-1
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

La distance entre le domicile et le lieu de travail du personnel logé par l'employeur ouvrant droit à remboursement du versement transport est fixée à 300 mètres.

Article 2 :

La distance entre le domicile et le point de ramassage collectif du personnel transporté par son employeur au moyen d'un service de transports en commun au sens de l'article R.311-1 du Code de la Route ouvrant droit à remboursement est fixée à 500 mètres.

Article 3 :

Les dépenses correspondantes seront imputées aux Budgets Annexes des Transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - article 739.

Article 4 :

Une retenue pour frais de gestion de 0,50 % du produit de versement transport encaissé est perçue par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre

toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 015-148/16/CM

■ Versement Transport – Associations et fondations exonérées

MET 16/215/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Institué par la loi n°73-640 du 11 juillet 1973 et codifiée aux articles L.2333-64 et suivants du Code Général des Collectivités Locales (CGCT), le versement transport constitue la principale recette affectée au financement des transports publics de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable (AOMD).

Cette contribution est assise sur la masse salariale des établissements publics et privés employant plus de 11 salariés dont le lieu de travail est situé sur le périmètre de transports urbains de l'AOM. La fixation du taux de versement transport est encadrée par l'article L.2333-67 du CGCT.

Par ailleurs, la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles attribue aux Métropoles les compétences d'autorités organisatrices de la mobilité durable (AOMD). Les Métropoles voient leurs compétences étendues aux domaines des usages partagés de l'automobile (autopartage, covoiturage), les modes actifs et la logistique urbaine.

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence résulte de la fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, lesquels percevaient, en tant qu'Autorités Organisatrices des Transports, le produit du Versement Transport selon les taux adoptés par leurs assemblées propres.

Autorité organisatrice de la Mobilité Durable (AOMD), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la Sécurité sociale (URSSAF).

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit en outre d'exonérer du Versement Transport des fondations et associations sous réserve qu'elles respectent strictement les trois conditions cumulatives suivantes :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par jurisprudence et plus particulièrement le caractère social de l'exercice de l'activité, qui s'apprécie notamment par l'application de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) ;
- la prépondérance budgétaire des activités sociales ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Avant le 31 décembre 2015, les AOT du territoire de la Métropole ont exonéré certaines associations ou fondations. Une liste a été établie au regard des exonérations appliquées par les Autorités Organisatrices des transports préexistantes jusqu'au 31 décembre 2015.

Ont ainsi été exonérées du Versement Transport :

Par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole :

1. Association des Paralysés de France ;
2. Petites sœurs des pauvres ;
3. SOS Villages d'enfants ;
4. Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13 ;
5. Entraide ;
6. Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin ;
7. Petits frères des Pauvres

Par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix :

1. Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation ;
2. A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées ;
3. Association Espoir Provence ;

4. C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons ;

5. C.O.S.O.R. - Comité des Œuvres Sociales de la Résistance ;

6. Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve ;

7. Institut Frederic Corsy ;

8. Petites sœurs des pauvres ;

Par la Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence :

Œuvre des papillons blancs de Salon

Par le Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues et du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence (SMEGTU) :

La Chrysalide Martigues Golfe Fos.

L'association C.O.S.O.R. - Comité des Œuvres Sociales de la Résistance ayant été dissoute en 2012, elle ne sera pas intégrée dans la liste des associations ou fondations exonérées.

Les règles d'exonération seront appliquées aux organismes de la liste susmentionnée pour l'année 2016.

Cette liste fera l'objet d'une révision annuelle afin de prendre en compte l'évolution de la situation des associations et fondations concernées. Toute nouvelle demande conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération au plus proche Conseil de la Métropole

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles l2333-64 à l2333-75 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- l'article 33 de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, codifie à l'article L2333-67 alinéa 12 du CGCT ;
- La circulaire interministérielle dss/5c/dgcl/2012/143 du 2 avril 2012 relative aux délais de communication des changements de taux du versement transport.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2016, les établissements suivants :

- A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées, SIRET : 301 423 737 00057, 301 423 737 00099, 301 423 737 00081 ;
- Association Espoir Provence, SIRET : 317 401 230 00055, 317 401 230 00121, 317 401 230 00105, 317 401 230 00048 ;
- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, 775 688 732 08510, 775 688 732 09252 ;
- C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons, SIRET : 782 687 578 00024 ;
- Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve, SIRET : 777 380 783 00103, 777 380 783 00111 ;
- Entraide, SIRET : 775 559 701 00179, 775 559 701 00336, 775 559 701 00328, 775 559 701 00302, 775 559 701 00146, 775 559 701 00021 ;
- Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation, SIRET : 513 626 713 00012 ;
- Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin, SIRET : 753 313 329 00256 ;
- Institut Frederic Corsy, SIRET : 782 686 190 00029
- La Chrysalide Martigues Golf Fos, SIRET : 316 832 344 00105, 316 832 344 00097, 316 832 344 00089, 316 832 344 00071, 316 832 344 00048, 316 832 344 00030, 316 832 344 00022 ;
- Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13, SIRET : 775 558 398 00167, 775 558 398 00209, 775 558 398 00191, 775 558 398 00159, 775 558 398 00142, 775 558 398 00092, 775 558 398 00068, 775 558 398 00076, 775 558 398 00084, 775 558 398 00027 ;
- Œuvre des papillons blancs de Salon, SIRET 818 487 340 00015
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 179 258 00017 ;
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 180 975 00013 ;
- Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680

259 00311 ;

- SOS Villages d'enfants, SIRET : 775 666 803 00108.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 016-149/16/CM

■ **Harmonisation du taux de Versement Transport à l'échelle de la Métropole - Augmentation du taux de versement transport à compter du 1er juillet 2016 sur le Territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie**

MET 16/207/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Institué par la loi n°73-640 du 11 juillet 1973 et codifiée aux articles L.2333-64 et suivants du Code Général des Collectivités Locales, le versement transport constitue la principale recette affectée au financement des transports publics de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable (AOMD).

Cette contribution est assise sur la masse salariale des établissements publics et privés employant plus de 11 salariés dont le lieu de travail est situé sur le périmètre de transports urbains de l'AOM. La fixation du taux de versement transport est encadrée par l'article L.2333-67 du CGCT.

Par ailleurs, la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles attribue aux Métropoles les compétences d'autorités organisatrices de la mobilité (AOMD). Les Métropoles voient leurs compétences étendues aux domaines des usages partagés de l'automobile (autopartage, covoiturage), les modes actifs et la logistique urbaine.

Créée au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence résulte de la fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, lesquels percevaient, en tant qu'Autorités Organisatrices des Transports, le produit du Versement Transport dont les taux étaient votés par chaque EPCI.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence étant désormais Autorité Organisatrice de la Mobilité, il est proposé d'unifier entre les Territoires de la Métropole les taux du Versement Transport. Il est rappelé que la loi autorise une harmonisation des taux de versement transport en cas d'extension d'un périmètre de transports urbains résultant de l'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale doté de la fiscalité propre. Cette disposition s'applique de plein droit à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Dans une finalité d'équité fiscale entre les Territoires de la Métropole, et afin réunir les ressources nécessaires au financement des projets métropolitains en matière de Mobilité, il est proposé d'unifier les taux du Versement Transport à l'échelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de porter à 2 % le taux du Versement Transport sur le Territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie avec entrée en vigueur au 1er juillet 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles I2333-64 à I2333-75 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 33 de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, codifiée à l'article I2333-67 alinéa 12 du CGCT ;
- La circulaire interministérielle dss/5c/dgcl/2012/143 du 2 avril 2012 relative aux délais de communication des changements de taux du versement transport.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

L'unification des taux du Versement Transport sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la fixation de son taux à 2 % pour le Territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, avec entrée en vigueur au 1er juillet 2016, sont approuvées.

Article 2 :

Les recettes correspondantes au Budget Annexe des Transports Publics urbains, seront inscrites en section de Fonctionnement, nature 734.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à notifier cette décision aux services de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) dans les meilleurs délais et à signer tout document relatif à l'application de ces dispositions.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 017-150/16/CM

■ Harmonisation du taux du Versement Transport à l'échelle de la Métropole - Augmentation du taux de versement transport à compter du 1er juillet 2016 sur le Territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélisanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues

MET 16/208/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Institué par la loi n°73-640 du 11 juillet 1973 et codifiée aux articles L.2333-64 et suivants du Code Général des Collectivités Locales (CGCT), le versement transport constitue la principale recette affectée au financement des transports publics de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable (AOMD).

Cette contribution est assise sur la masse salariale des établissements publics et privés employant au moins 11 salariés dont le lieu de travail est situé sur le périmètre de transports urbains de l'AOMD. La fixation du taux de versement transport est encadrée par l'article L.2333-67 du CGCT.

Par ailleurs, la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles attribue aux Métropoles les compétences d'autorités organisatrices de la mobilité (AOMD). Les Métropoles voient leurs compétences étendues aux domaines des usages partagés de l'automobile (autopartage, covoiturage), les modes actifs et la logistique urbaine.

Créée au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence résulte de la fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, lesquels percevaient, en tant qu'Autorités Organisatrices des Transports, le produit du Versement Transport selon les taux adoptés par leurs assemblées propres.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence étant désormais Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, il est proposé d'unifier entre les Territoires de la Métropole les taux du Versement Transport. Il est rappelé que la loi autorise une harmonisation des taux de versement transport en cas d'extension d'un périmètre de transports urbains résultant de l'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale doté de la fiscalité propre. Cette disposition s'applique de plein droit à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Dans une finalité d'équité fiscale entre les Territoires de la Métropole, et afin réunir les ressources nécessaires au financement des projets métropolitains en matière de Mobilité, il est proposé d'unifier les taux du Versement Transport à l'échelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de porter à 2 % le taux du Versement Transport sur le Territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélisanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2333-64 à L2333-75 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'article 33 de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, codifié à l'article L2333-67 alinéa 12 du CGCT ;
- La circulaire interministérielle dss/5c/dgcl/2012/143 du 2 avril 2012 relative aux délais de communication des changements de taux du versement transport.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

L'unification des taux du versement transport sur le territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la fixation de son taux à 2 % sur le Territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, la Barben, la Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélisanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2016, sont approuvées.

Article 2 :

Les recettes correspondantes au budget annexe des transports publics urbains, seront inscrites en section de fonctionnement, nature 734.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à notifier cette décision aux services de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (acoss) dans les meilleurs délais et à signer tout document relatif à l'application de ces dispositions.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 018-151/16/CM

■ Taxe d'habitation - instauration d'une politique d'abattement métropolitaine MET 16/251/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La cotisation de taxe d'habitation acquittée par les contribuables résulte du produit des bases de taxe d'habitation ainsi que des taux adoptés par la commune et l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont elle est membre. Il s'y ajoute également les frais de gestion prélevés par l'Etat.

Les bases de taxe d'habitation sont calculées à partir de la valeur locative qui découle des caractéristiques de chaque logement (surface, équipements, situation) et de la politique d'abattement définie par la commune et l'EPCI.

Les abattements sont exprimés en pourcentages qui s'appliquent à la valeur locative moyenne de la commune ou de l'EPCI. Par exemple un abattement de 10% dans une commune où la valeur locative moyenne est de 4.000 euros représentera une réduction de la base imposable de 400 euros.

Il existe cinq abattements définis à l'article 1411 du Code Général des Impôts :

- deux types d'abattements obligatoires :
 - o l'abattement pour les deux premières personnes à charge qui peut varier de un pour cent à plusieurs pour cent entre 10 et 20% ;
 - o l'abattement pour chaque personne à charge à partir de la troisième lequel est fixé de même entre 15 et 25%.
- Trois types d'abattements facultatifs :
 - o l'abattement général à la base qui s'applique à l'ensemble des résidences principales qui peut varier de un pour cent à plusieurs pour cent entre 1 et 15% ;
 - o l'abattement spécial en faveur des personnes de condition modeste qui est déterminé selon le même mode entre 1 et 15% ;
 - o un abattement fixe de 10 % en faveur de certaines personnes handicapées ou invalides.

Le Code Général des Impôts dispose que les EPCI à fiscalité propre peuvent adopter une politique d'abattement intercommunale. Dans ce cas, les taux de chaque abattement s'appliquent sur la valeur locative moyenne de l'intercommunalité.

Il est prévu qu'en l'absence de délibération, les abattements sont ceux résultant des votes des conseils municipaux, calculés sur la valeur locative moyenne de

la commune. Compte tenu qu'aucune des six intercommunalités qui composent la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'avait déterminé une politique d'abattement intercommunale, ce sont les décisions des conseils municipaux qui étaient prises en compte pour le calcul des bases intercommunales de la taxe d'habitation jusqu'en 2015.

Lorsque qu'un EPCI est créé par fusion de plusieurs EPCI préexistants, deux méthodes de calcul du taux de référence de la taxe habitation sont offertes par le III de l'article 1638-0 bis du code général des impôts :

- la première méthode consiste à calculer un taux moyen pondéré à partir des bases et des produits des communes et des intercommunalités,
- dans la seconde, le taux de référence équivaut au taux moyen pondérés des intercommunalités.

La seconde méthode permet de procéder à un lissage des taux sur plusieurs années, sous réserve de deux conditions préalables :

- le taux d'imposition appliqué dans l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) préexistant le moins imposé est inférieur à 90 % du taux d'imposition correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet ;
- il doit être procédé au préalable à l'homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation.

Par conséquent le Conseil de la Métropole est appelé à déterminer une politique métropolitaine des abattements de la taxe d'habitation, afin d'être autorisé par l'intermédiaire d'une délibération ultérieure d'adopter la mise en œuvre d'une intégration progressive du taux de taxe d'habitation.

Il est précisé que la décision prise par l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, concerne exclusivement les bases intercommunales. Ainsi les bases communales de taxe d'habitation continuent d'être évaluées selon les abattements et les valeurs locatives moyennes de chacune des communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles 1638-0 bis et 1411 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'instituer une politique d'abattement métropolitaine pour le calcul de la taxe d'habitation.

Article 2 :

Les taux suivants sont fixés pour les abattements obligatoires :

- 15% pour chacune des deux premières personnes à charge,
- 15% pour chacune des personnes à partir de la 3^{ème} personne à charge.

Article 3 :

Un taux de 5% est adopté au titre de l'abattement général à la base.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 019-152/16/CM

■ Approbation des taux 2016 des taux ménages MET 16/223/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles perçoivent la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Il revient donc au Conseil Métropolitain d'adopter les taux ménages avant le 30 avril pour l'année 2016 et avant le 15 avril pour les années suivantes.

Pour mémoire les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés ont voté en 2015 les taux détaillés dans le tableau ci-dessous.

| | Taxe d'habitation | Taxe sur le foncier bâti | Taxe sur le foncier non bâti |
|---|-------------------|--------------------------|------------------------------|
| Communauté urbaine Marseille Provence métropole | 13,34% | 3,88% | 3,71% |
| Communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence | 9,97% | 0,00% | 1,81% |
| Communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance | 13,34% | 3,88% | 2,77% |
| Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile | 10,04% | 0,00% | 3,48% |
| Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence | 13,34% | 3,88% | 3,71% |
| Communauté d'agglomération du Pays de Martigues | 10,10% | 0,00% | 1,51% |

Le III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts propose deux méthodes de calcul des taux de références 2015 de chacune des trois taxes, à partir desquels sont adoptés les taux 2016 selon les règles de droit commun :

- la première méthode consiste à calculer un taux moyen pondéré à partir des bases et des produits des communes et des intercommunalités,
- dans la seconde, le taux de référence équivaut au taux moyen pondérés des intercommunalités.

Seule la seconde méthode permet, sous réserves de différentes conditions préalables, de procéder à un lissage des taux sur plusieurs années. Selon cette méthode, et compte tenu de la politique d'abattement métropolitaine adoptée par délibération du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 pour le calcul de la taxe d'habitation, les taux de références transmis par la direction régionale des finances publiques sont les suivants :

- taxe d'habitation : 11,69 %,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 %,
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

Le vote des taux ménages aux valeurs exactes de ces taux moyens pondérés revient à maintenir l'effort fiscal du territoire métropolitain à son niveau moyen de l'année 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1638-0 bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération du 28 avril 2016 « Taxe d'habitation – instauration d'une politique d'abattement métropolitaine » ;
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés fixant les taux de ménages 2015 à savoir les délibérations n° FCT 003-660/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, n° 2015-A026 du 12 mars 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, n° 34/15 du 16 mars 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, n° 38-0415 du 22 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n° 115/15 du 13 avril 2015 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, n° CC.2015-028 du 9 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les taux des impôts ménages pour l'année 2016 sont fixés comme énoncés ci-dessous :

- taxe d'habitation : 11,69 %,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 %,
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 020-153/16/CM

■ Taxe d'habitation - intégration fiscale progressive du taux MET 16/220/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles perçoivent la taxe d'habitation.

Lorsque qu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est créé par fusion de plusieurs EPCI pré-existants, deux méthodes de calcul du taux de référence de la taxe habitation sont offertes par le III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts :

- la première méthode consiste à calculer un taux moyen pondéré à partir des bases et des produits des communes et des intercommunalités,
- dans la seconde, le taux de référence équivaut au taux moyen pondéré des intercommunalités.

La seconde méthode permet de procéder à un lissage des taux sur plusieurs années, sous réserve de deux conditions préalables :

- le taux d'imposition appliqué dans l'EPCI préexistant le moins imposé était inférieur à 90 % du taux d'imposition correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet ;
- Il doit être procédé au préalable à l'homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation.

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé les taux ménages en application de la deuxième méthode.

Par ailleurs, il apparaît que les deux conditions qui autorisent la mise en place d'une intégration progressive du taux de taxe d'habitation sont remplies pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- D'une part, l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adopté par délibération du 28 avril 2016 l'instauration d'une politique d'abattement unique.
- D'autre part, en 2015, le taux le plus bas des EPCI pré-existants (9,97% pour la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence) est égal à 75 % du taux le plus élevé (13,34% pour la communauté urbaine Marseille Provence métropole, la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance et le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence étaient). Pour compléter les taux de taxe d'habitation 2015 de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues étaient respectivement de 10,04% et 10,10% en 2015.

Ce taux 2015 recalculé est ensuite lissé pour atteindre en 2028 le taux unique métropolitain. Les tableaux suivants présentent à titre indicatif les évolutions de taux par année et par commune.

Territoire 1, ex-Communauté Urbaine Marseille Provence métropole

La délibération qui institue la procédure d'intégration fiscale progressive en détermine la durée, dans la limite de douze ans. A défaut, la procédure est applicable aux douze premiers budgets de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale issu de la fusion. Cette décision est prise soit par délibérations concordantes des EPCI pré-existants avant la fusion, soit par une délibération de l'EPCI issu de la fusion. La durée de la période d'intégration fiscale progressive ne peut être modifiée ultérieurement.

Il reviendra à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) de calculer et d'appliquer les taux de taxe d'habitation au cours de la période de lissage. Pour ce faire la DGFIP a évalué pour chaque commune un taux 2015 recalculé qui équivaut au rapport entre le produit intercommunal de taxe d'habitation 2015 et les bases de taxe d'habitation intercommunale recalculées selon la politique d'abattement métropolitaine 2016.

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| ALLAUCH | 13,34% | 11,70% | 11,70% | 11,70% | 11,70% | 11,70% | 11,70% | 11,70% | 11,69% | 11,69% | 11,69% | 11,69% | 11,69% | 11,69% | 11,69% |
| CARNOUX-EN- PROVENCE | 13,34% | 14,19% | 14,00% | 13,81% | 13,61% | 13,42% | 13,23% | 13,04% | 12,84% | 12,65% | 12,46% | 12,27% | 12,07% | 11,88% | 11,69% |
| CARRY-LE-ROUET | 13,34% | 12,06% | 12,03% | 12,00% | 11,97% | 11,95% | 11,92% | 11,89% | 11,86% | 11,83% | 11,80% | 11,78% | 11,75% | 11,72% | 11,69% |
| CASSIS | 13,34% | 13,85% | 13,68% | 13,52% | 13,35% | 13,19% | 13,02% | 12,85% | 12,69% | 12,52% | 12,35% | 12,19% | 12,02% | 11,86% | 11,69% |
| CEYRESTE | 13,34% | 11,98% | 11,96% | 11,94% | 11,91% | 11,89% | 11,87% | 11,85% | 11,82% | 11,80% | 11,78% | 11,76% | 11,73% | 11,71% | 11,69% |
| CHATEAUNEUF-LES- MARTIGUES | 13,34% | 12,12% | 12,09% | 12,05% | 12,02% | 11,99% | 11,95% | 11,92% | 11,89% | 11,86% | 11,82% | 11,79% | 11,76% | 11,72% | 11,69% |
| CIOTAT (LA) | 13,34% | 12,60% | 12,53% | 12,46% | 12,39% | 12,32% | 12,25% | 12,18% | 12,11% | 12,04% | 11,97% | 11,90% | 11,83% | 11,76% | 11,69% |
| ENSUES-LA- REDONNE | 13,34% | 13,78% | 13,62% | 13,46% | 13,30% | 13,14% | 12,98% | 12,82% | 12,65% | 12,49% | 12,33% | 12,17% | 12,01% | 11,85% | 11,69% |
| GEMENOS | 13,34% | 13,98% | 13,80% | 13,63% | 13,45% | 13,28% | 13,10% | 12,92% | 12,75% | 12,57% | 12,39% | 12,22% | 12,04% | 11,87% | 11,69% |
| GIGNAC-LA- NERTHE | 13,34% | 13,13% | 13,02% | 12,91% | 12,80% | 12,69% | 12,58% | 12,47% | 12,35% | 12,24% | 12,13% | 12,02% | 11,91% | 11,80% | 11,69% |
| MARIGNANE | 13,34% | 13,90% | 13,73% | 13,56% | 13,39% | 13,22% | 13,05% | 12,88% | 12,71% | 12,54% | 12,37% | 12,20% | 12,03% | 11,86% | 11,69% |
| MARSEILLE | 13,34% | 13,12% | 13,01% | 12,90% | 12,79% | 12,68% | 12,57% | 12,46% | 12,35% | 12,24% | 12,13% | 12,02% | 11,91% | 11,80% | 11,69% |
| PLAN-DE-CUQUES | 13,34% | 11,90% | 11,88% | 11,87% | 11,85% | 11,84% | 11,82% | 11,80% | 11,79% | 11,77% | 11,75% | 11,74% | 11,72% | 11,71% | 11,69% |
| ROQUEFORT-LA- BEDOULE | 13,34% | 14,13% | 13,94% | 13,75% | 13,57% | 13,38% | 13,19% | 13,00% | 12,82% | 12,63% | 12,44% | 12,25% | 12,07% | 11,88% | 11,69% |
| ROVE (LE) | 13,34% | 12,07% | 12,04% | 12,01% | 11,98% | 11,95% | 11,92% | 11,89% | 11,87% | 11,84% | 11,81% | 11,78% | 11,75% | 11,72% | 11,69% |
| SAINT-VICTORET | 13,34% | 14,61% | 14,39% | 14,16% | 13,94% | 13,71% | 13,49% | 13,26% | 13,04% | 12,81% | 12,59% | 12,36% | 12,14% | 11,91% | 11,69% |
| SAUSSET-LES-PINS | 13,34% | 13,01% | 12,91% | 12,81% | 12,71% | 12,60% | 12,50% | 12,40% | 12,30% | 12,20% | 12,10% | 12,00% | 11,89% | 11,79% | 11,69% |
| SEPTEMES-LES- VALLONS | 13,34% | 13,06% | 12,95% | 12,85% | 12,74% | 12,64% | 12,53% | 12,43% | 12,32% | 12,22% | 12,11% | 12,01% | 11,90% | 11,80% | 11,69% |

Territoire 2, ex- Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| AIX-EN-PROVENCE | 9,97% | 8,33% | 8,59% | 8,85% | 9,11% | 9,36% | 9,62% | 9,88% | 10,14% | 10,40% | 10,66% | 10,92% | 11,17% | 11,43% | 11,69% |
| BEAURECUEIL | 9,97% | 10,14% | 10,26% | 10,38% | 10,50% | 10,62% | 10,74% | 10,86% | 10,97% | 11,09% | 11,21% | 11,33% | 11,45% | 11,57% | 11,69% |
| BOUC-BEL-AIR | 9,97% | 9,74% | 9,89% | 10,04% | 10,19% | 10,34% | 10,49% | 10,64% | 10,79% | 10,94% | 11,09% | 11,24% | 11,39% | 11,54% | 11,69% |
| CABRIES | 9,97% | 10,32% | 10,43% | 10,53% | 10,64% | 10,74% | 10,85% | 10,95% | 11,06% | 11,16% | 11,27% | 11,37% | 11,48% | 11,58% | 11,69% |
| CHATEAUNEUF-LE-ROUGE | 9,97% | 8,40% | 8,65% | 8,91% | 9,16% | 9,41% | 9,67% | 9,92% | 10,17% | 10,42% | 10,68% | 10,93% | 11,18% | 11,44% | 11,69% |
| COUDOUX | 9,97% | 8,76% | 8,99% | 9,21% | 9,44% | 9,66% | 9,89% | 10,11% | 10,34% | 10,56% | 10,79% | 11,01% | 11,24% | 11,46% | 11,69% |
| EGUILLES | 9,97% | 8,97% | 9,18% | 9,39% | 9,60% | 9,81% | 10,02% | 10,23% | 10,43% | 10,64% | 10,85% | 11,06% | 11,27% | 11,48% | 11,69% |
| FUVEAU | 9,97% | 10,09% | 10,21% | 10,34% | 10,46% | 10,58% | 10,71% | 10,83% | 10,95% | 11,07% | 11,20% | 11,32% | 11,44% | 11,57% | 11,69% |
| GARDANNE | 9,97% | 9,46% | 9,63% | 9,80% | 9,97% | 10,15% | 10,32% | 10,49% | 10,66% | 10,83% | 11,00% | 11,18% | 11,35% | 11,52% | 11,69% |
| GREASQUE | 9,97% | 9,69% | 9,84% | 10,00% | 10,15% | 10,31% | 10,46% | 10,61% | 10,77% | 10,92% | 11,07% | 11,23% | 11,38% | 11,54% | 11,69% |
| JOUQUES | 9,97% | 9,19% | 9,38% | 9,57% | 9,77% | 9,96% | 10,15% | 10,34% | 10,54% | 10,73% | 10,92% | 11,11% | 11,31% | 11,50% | 11,69% |
| LAMBESC | 9,97% | 8,55% | 8,79% | 9,03% | 9,27% | 9,52% | 9,76% | 10,00% | 10,24% | 10,48% | 10,72% | 10,97% | 11,21% | 11,45% | 11,69% |
| MEYRARGUES | 9,97% | 9,25% | 9,44% | 9,63% | 9,81% | 10,00% | 10,19% | 10,38% | 10,56% | 10,75% | 10,94% | 11,13% | 11,31% | 11,50% | 11,69% |
| MEYREUIL | 9,97% | 8,90% | 9,11% | 9,33% | 9,54% | 9,76% | 9,97% | 10,19% | 10,40% | 10,62% | 10,83% | 11,05% | 11,26% | 11,48% | 11,69% |
| MIMET | 9,97% | 8,87% | 9,09% | 9,30% | 9,52% | 9,74% | 9,95% | 10,17% | 10,39% | 10,61% | 10,82% | 11,04% | 11,26% | 11,47% | 11,69% |
| PENNES-MIRABEAU (LES) | 9,97% | 10,23% | 10,34% | 10,45% | 10,57% | 10,68% | 10,79% | 10,90% | 11,02% | 11,13% | 11,24% | 11,35% | 11,47% | 11,58% | 11,69% |
| PERTUIS | 9,97% | 10,44% | 10,54% | 10,63% | 10,73% | 10,82% | 10,92% | 11,02% | 11,11% | 11,21% | 11,31% | 11,40% | 11,50% | 11,59% | 11,69% |
| PEYNIER | 9,97% | 9,58% | 9,74% | 9,90% | 10,07% | 10,23% | 10,39% | 10,55% | 10,72% | 10,88% | 11,04% | 11,20% | 11,37% | 11,53% | 11,69% |
| PEYROLLES-EN-PROVENCE | 9,97% | 9,81% | 9,95% | 10,10% | 10,24% | 10,39% | 10,53% | 10,68% | 10,82% | 10,97% | 11,11% | 11,26% | 11,40% | 11,55% | 11,69% |
| PUYLOUBIER | 9,97% | 10,57% | 10,66% | 10,74% | 10,83% | 10,91% | 11,00% | 11,09% | 11,17% | 11,26% | 11,35% | 11,43% | 11,52% | 11,60% | 11,69% |
| PUY-SAINTE-REPARADE (LE) | 9,97% | 8,34% | 8,60% | 8,86% | 9,11% | 9,37% | 9,63% | 9,89% | 10,14% | 10,40% | 10,66% | 10,92% | 11,17% | 11,43% | 11,69% |
| ROGNES | 9,97% | 10,34% | 10,44% | 10,55% | 10,65% | 10,76% | 10,86% | 10,96% | 11,07% | 11,17% | 11,27% | 11,38% | 11,48% | 11,59% | 11,69% |
| ROQUE-D'ANTHERON (LA) | 9,97% | 9,49% | 9,66% | 9,83% | 10,00% | 10,17% | 10,34% | 10,51% | 10,67% | 10,84% | 11,01% | 11,18% | 11,35% | 11,52% | 11,69% |
| ROUSSET | 9,97% | 9,00% | 9,21% | 9,41% | 9,62% | 9,83% | 10,03% | 10,24% | 10,45% | 10,66% | 10,86% | 11,07% | 11,28% | 11,48% | 11,69% |
| SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON | 9,97% | 10,12% | 10,24% | 10,36% | 10,48% | 10,60% | 10,72% | 10,84% | 10,97% | 11,09% | 11,21% | 11,33% | 11,45% | 11,57% | 11,69% |
| SAINT-CANNAT | 9,97% | 9,04% | 9,24% | 9,45% | 9,65% | 9,86% | 10,06% | 10,26% | 10,47% | 10,67% | 10,87% | 11,08% | 11,28% | 11,49% | 11,69% |
| SAINT-ESTEVE-JANSON | 9,97% | 8,65% | 8,88% | 9,12% | 9,35% | 9,59% | 9,82% | 10,05% | 10,29% | 10,52% | 10,75% | 10,99% | 11,22% | 11,46% | 11,69% |
| SAINT-MARC-JAUMEGARDE | 9,97% | 7,74% | 8,04% | 8,35% | 8,65% | 8,96% | 9,26% | 9,56% | 9,87% | 10,17% | 10,47% | 10,78% | 11,08% | 11,39% | 11,69% |
| SAINT-PAUL-LES-DURANCE | 9,97% | 9,67% | 9,83% | 9,98% | 10,14% | 10,29% | 10,45% | 10,60% | 10,76% | 10,91% | 11,07% | 11,22% | 11,38% | 11,53% | 11,69% |
| SIMIANE-COLLONGUE | 9,97% | 8,80% | 9,02% | 9,24% | 9,47% | 9,69% | 9,91% | 10,13% | 10,36% | 10,58% | 10,80% | 11,02% | 11,25% | 11,47% | 11,69% |
| THOLONET (LE) | 9,97% | 8,59% | 8,83% | 9,07% | 9,31% | 9,54% | 9,78% | 10,02% | 10,26% | 10,50% | 10,74% | 10,98% | 11,21% | 11,45% | 11,69% |
| TRETS | 9,97% | 10,72% | 10,79% | 10,87% | 10,94% | 11,02% | 11,09% | 11,17% | 11,24% | 11,32% | 11,39% | 11,47% | 11,54% | 11,62% | 11,69% |
| VAUVENARGUES | 9,97% | 8,96% | 9,17% | 9,38% | 9,59% | 9,80% | 10,01% | 10,22% | 10,43% | 10,64% | 10,85% | 11,06% | 11,27% | 11,48% | 11,69% |
| VENELLES | 9,97% | 10,52% | 10,61% | 10,70% | 10,79% | 10,88% | 10,97% | 11,06% | 11,15% | 11,24% | 11,33% | 11,42% | 11,51% | 11,60% | 11,69% |
| VENTABREN | 9,97% | 10,08% | 10,20% | 10,33% | 10,45% | 10,58% | 10,70% | 10,82% | 10,95% | 11,07% | 11,19% | 11,32% | 11,44% | 11,57% | 11,69% |
| VITROLLES | 9,97% | 8,69% | 8,92% | 9,15% | 9,38% | 9,61% | 9,84% | 10,07% | 10,31% | 10,54% | 10,77% | 11,00% | 11,23% | 11,46% | 11,69% |

Territoire 3, ex- Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|----------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| ALLEINS | 13,34% | 14,21% | 14,02% | 13,82% | 13,63% | 13,43% | 13,24% | 13,05% | 12,85% | 12,66% | 12,47% | 12,27% | 12,08% | 11,88% | 11,69% |
| AURONS | 13,34% | 11,89% | 11,87% | 11,86% | 11,84% | 11,83% | 11,81% | 11,80% | 11,78% | 11,77% | 11,75% | 11,74% | 11,72% | 11,71% | 11,69% |
| BARBEN (LA) | 13,34% | 13,90% | 13,73% | 13,56% | 13,39% | 13,22% | 13,05% | 12,88% | 12,71% | 12,54% | 12,37% | 12,20% | 12,03% | 11,86% | 11,69% |
| BERRE-L'ETANG | 13,34% | 11,13% | 11,17% | 11,22% | 11,26% | 11,30% | 11,35% | 11,39% | 11,43% | 11,47% | 11,52% | 11,56% | 11,60% | 11,65% | 11,69% |
| CHARLEVAL | 13,34% | 13,80% | 13,64% | 13,48% | 13,31% | 13,15% | 12,99% | 12,83% | 12,66% | 12,50% | 12,34% | 12,18% | 12,01% | 11,85% | 11,69% |
| EYGUIERES | 13,34% | 12,42% | 12,36% | 12,31% | 12,25% | 12,20% | 12,14% | 12,08% | 12,03% | 11,97% | 11,91% | 11,86% | 11,80% | 11,75% | 11,69% |
| FARE-LES-OLIVIERS (LA) | 13,34% | 14,44% | 14,23% | 14,02% | 13,81% | 13,59% | 13,38% | 13,17% | 12,96% | 12,75% | 12,54% | 12,33% | 12,11% | 11,90% | 11,69% |
| LANCON-DE- PROVENCE | 13,34% | 14,38% | 14,17% | 13,97% | 13,76% | 13,55% | 13,35% | 13,14% | 12,93% | 12,72% | 12,52% | 12,31% | 12,10% | 11,90% | 11,69% |
| MALLEMORT | 13,34% | 14,09% | 13,91% | 13,72% | 13,54% | 13,35% | 13,17% | 12,98% | 12,80% | 12,61% | 12,43% | 12,24% | 12,06% | 11,87% | 11,69% |
| PELISSANNE | 13,34% | 14,16% | 13,97% | 13,78% | 13,59% | 13,40% | 13,21% | 13,02% | 12,83% | 12,64% | 12,45% | 12,26% | 12,07% | 11,88% | 11,69% |
| ROGNAC | 13,34% | 12,50% | 12,44% | 12,38% | 12,31% | 12,25% | 12,19% | 12,13% | 12,06% | 12,00% | 11,94% | 11,88% | 11,81% | 11,75% | 11,69% |
| SAINT-CHAMAS | 13,34% | 14,66% | 14,43% | 14,20% | 13,97% | 13,75% | 13,52% | 13,29% | 13,06% | 12,83% | 12,60% | 12,38% | 12,15% | 11,92% | 11,69% |
| SALON-DE- PROVENCE | 13,34% | 11,93% | 11,91% | 11,89% | 11,87% | 11,86% | 11,84% | 11,82% | 11,80% | 11,78% | 11,76% | 11,75% | 11,73% | 11,71% | 11,69% |
| SENAS | 13,34% | 14,42% | 14,21% | 14,00% | 13,79% | 13,58% | 13,37% | 13,16% | 12,95% | 12,74% | 12,53% | 12,32% | 12,11% | 11,90% | 11,69% |
| VELAUX | 13,34% | 12,09% | 12,06% | 12,03% | 12,00% | 11,97% | 11,94% | 11,91% | 11,87% | 11,84% | 11,81% | 11,78% | 11,75% | 11,72% | 11,69% |
| VERNEGUES | 13,34% | 14,07% | 13,89% | 13,70% | 13,52% | 13,34% | 13,15% | 12,97% | 12,79% | 12,61% | 12,42% | 12,24% | 12,06% | 11,87% | 11,69% |

Territoire 4, ex- Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|------------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| AUBAGNE | 10,04% | 8,81% | 9,03% | 9,25% | 9,47% | 9,70% | 9,92% | 10,14% | 10,36% | 10,58% | 10,80% | 11,03% | 11,25% | 11,47% | 11,69% |
| AURIOL | 10,04% | 10,78% | 10,85% | 10,92% | 10,99% | 11,06% | 11,13% | 11,20% | 11,27% | 11,34% | 11,41% | 11,48% | 11,55% | 11,62% | 11,69% |
| BELCODENE | 10,04% | 10,07% | 10,19% | 10,32% | 10,44% | 10,57% | 10,69% | 10,82% | 10,94% | 11,07% | 11,19% | 11,32% | 11,44% | 11,57% | 11,69% |
| BOUILLADISSE (LA) | 10,04% | 10,84% | 10,91% | 10,97% | 11,04% | 11,10% | 11,17% | 11,23% | 11,30% | 11,36% | 11,43% | 11,49% | 11,56% | 11,62% | 11,69% |
| CADOLIVE | 10,04% | 10,81% | 10,88% | 10,95% | 11,01% | 11,08% | 11,15% | 11,22% | 11,28% | 11,35% | 11,42% | 11,49% | 11,55% | 11,62% | 11,69% |
| CUGES-LES-PINS | 10,04% | 10,87% | 10,93% | 11,00% | 11,06% | 11,12% | 11,19% | 11,25% | 11,31% | 11,37% | 11,44% | 11,50% | 11,56% | 11,63% | 11,69% |
| DESTROUSSE (LA) | 10,04% | 9,21% | 9,40% | 9,59% | 9,78% | 9,97% | 10,16% | 10,35% | 10,55% | 10,74% | 10,93% | 11,12% | 11,31% | 11,50% | 11,69% |
| PENNE-SUR- HUYEAUNE (LA) | 10,04% | 9,01% | 9,22% | 9,42% | 9,63% | 9,83% | 10,04% | 10,25% | 10,45% | 10,66% | 10,87% | 11,07% | 11,28% | 11,48% | 11,69% |
| PEYPIN | 10,04% | 10,78% | 10,85% | 10,92% | 10,99% | 11,06% | 11,13% | 11,20% | 11,27% | 11,34% | 11,41% | 11,48% | 11,55% | 11,62% | 11,69% |
| ROQUEVAIRE | 10,04% | 10,29% | 10,40% | 10,51% | 10,61% | 10,72% | 10,83% | 10,94% | 11,04% | 11,15% | 11,26% | 11,37% | 11,47% | 11,58% | 11,69% |
| SAINT-SAVOURNIN | 10,04% | 10,79% | 10,86% | 10,93% | 11,00% | 11,07% | 11,14% | 11,21% | 11,27% | 11,34% | 11,41% | 11,48% | 11,55% | 11,62% | 11,69% |
| SAINT-ZACHARIE | 10,04% | 10,62% | 10,70% | 10,78% | 10,87% | 10,95% | 11,03% | 11,11% | 11,20% | 11,28% | 11,36% | 11,44% | 11,53% | 11,61% | 11,69% |

Territoire 5, ex- Syndicat d'Agglomération nouvelle Ouest Provence

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| CORNILLON- CONFOUX | 13,34% | 13,73% | 13,57% | 13,42% | 13,26% | 13,10% | 12,95% | 12,79% | 12,63% | 12,47% | 12,32% | 12,16% | 12,00% | 11,85% | 11,69% |
| FOS-SUR-MER | 13,34% | 11,08% | 11,13% | 11,17% | 11,22% | 11,27% | 11,31% | 11,36% | 11,41% | 11,46% | 11,50% | 11,55% | 11,60% | 11,64% | 11,69% |
| GRANS | 13,34% | 14,42% | 14,21% | 14,00% | 13,79% | 13,58% | 13,37% | 13,16% | 12,95% | 12,74% | 12,53% | 12,32% | 12,11% | 11,90% | 11,69% |
| ISTRES | 13,34% | 11,33% | 11,36% | 11,39% | 11,41% | 11,44% | 11,47% | 11,50% | 11,52% | 11,55% | 11,58% | 11,61% | 11,63% | 11,66% | 11,69% |
| MIRAMAS | 13,34% | 12,51% | 12,45% | 12,38% | 12,32% | 12,26% | 12,19% | 12,13% | 12,07% | 12,01% | 11,94% | 11,88% | 11,82% | 11,75% | 11,69% |
| PORT-SAINT-LOUIS- DU-RHONE | 13,34% | 13,57% | 13,43% | 13,28% | 13,14% | 12,99% | 12,85% | 12,70% | 12,56% | 12,41% | 12,27% | 12,12% | 11,98% | 11,83% | 11,69% |

Territoire 6, ex- Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

| Nom commune | 2015 réel | 2015 recalc. | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--------------------------|--------------|-----------------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| MARTIGUES | 10,10% | 9,02% | 9,23% | 9,43% | 9,64% | 9,84% | 10,05% | 10,25% | 10,46% | 10,66% | 10,87% | 11,07% | 11,28% | 11,48% | 11,69% |
| PORT-DE-BOUC | 10,10% | 9,35% | 9,53% | 9,71% | 9,89% | 10,07% | 10,25% | 10,43% | 10,61% | 10,79% | 10,97% | 11,15% | 11,33% | 11,51% | 11,69% |
| SAINT-MITRE-LES-REMPARTS | 10,10% | 8,88% | 9,10% | 9,31% | 9,53% | 9,74% | 9,96% | 10,18% | 10,39% | 10,61% | 10,83% | 11,04% | 11,26% | 11,47% | 11,69% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis, 1638-0 bis et 1411 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération du 28 avril 2016 « approbation des taux ménages 2016 » ;
- La délibération du 28 avril 2016 « Taxe d'habitation – instauration d'une politique d'abattement métropolitaine » ;
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés fixant les taux de taxe d'habitation 2015 à savoir les délibérations n° FCT 003-660/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, n°2015-A026 du 12 mars 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, n°34/15 du 16 mars 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, n°38-0415 du 22 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°115/15 du 13 avril 2015 du Syndicat d'Agglomération nouvelle Ouest Provence, n° CC.2015-028 du 9 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère**Article 1 :**

Il est décidé de procéder à l'intégration progressive du taux de taxe d'habitation en vertu du 2^{ème} alinéa du 1^{er} du III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts.

Article 2 :

La durée de l'intégration progressive est fixée à 12 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 021-154/16/CM

■ Taxe foncière sur les propriétés bâties - Intégration fiscale progressive du taux MET 16/228/CM

Monsieur le Président, sur la proposition de Monsieur le Vice-Président délégué aux Finances soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles perçoivent la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Lorsque qu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est créé par fusion de plusieurs EPCI pré-existants, deux méthodes de calcul du taux de référence de la taxe foncière sur les propriétés bâties sont offertes par le III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts :

- la première méthode consiste à calculer un taux moyen pondéré à partir des bases et des produits des communes et des intercommunalités,
- dans la seconde, le taux de référence équivaut au taux moyen pondéré des intercommunalités.

La seconde méthode permet de procéder à un lissage des taux sur plusieurs années, sous réserve que le taux d'imposition appliqué dans l'EPCI préexistant le moins imposé soit inférieur à 90 % du taux d'imposition correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet.

Par délibération du 28 avril 2016 le Conseil Métropolitain a approuvé les taux ménages en application de la deuxième méthode citée précédemment.

Il apparaît par ailleurs que la condition relative aux écarts de taux 2015 est remplie étant donné qu'aucun taux de taxe foncière n'a été voté pour la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et la communauté d'agglomération du Pays de Martigues tandis qu'un taux de 3,88% a été adopté pour la communauté urbaine Marseille Provence métropole, la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance et le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence.

La délibération qui institue la procédure d'intégration fiscale progressive en détermine la durée, dans la limite de douze ans. A défaut, la procédure est applicable aux douze premiers budgets de l'EPCI issu de la fusion. Cette décision est prise soit par délibérations concordantes des EPCI pré-existants avant la fusion, soit par une délibération de l'EPCI issu de la fusion. La durée de la période d'intégration fiscale progressive ne peut être modifiée ultérieurement.

Il reviendra à la Direction Générale des Finances Publiques de calculer et d'appliquer les taux de taxe sur le foncier bâti au cours de la période de lissage. Toutefois, le tableau suivant présente à titre indicatif les évolutions de taux par année et par territoire.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Territoire 1, ex-CU Marseille Provence métropole | 3,88% | 3,78% | 3,68% | 3,58% | 3,48% | 3,38% | 3,28% | 3,19% | 3,09% | 2,99% | 2,89% | 2,79% | 2,69% | 2,59% |
| Territoire 2, ex-CA du Pays d'Aix-en-Provence | 0,00% | 0,20% | 0,40% | 0,60% | 0,80% | 1,00% | 1,20% | 1,39% | 1,59% | 1,79% | 1,99% | 2,19% | 2,39% | 2,59% |
| Territoire 3, ex-CA Salon Etang de Berre Durance | 3,88% | 3,78% | 3,68% | 3,58% | 3,48% | 3,38% | 3,28% | 3,19% | 3,09% | 2,99% | 2,89% | 2,79% | 2,69% | 2,59% |
| Territoire 4, ex-CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile | 0,00% | 0,20% | 0,40% | 0,60% | 0,80% | 1,00% | 1,20% | 1,39% | 1,59% | 1,79% | 1,99% | 2,19% | 2,39% | 2,59% |
| Territoire 5, ex-SAN Ouest Provence | 3,88% | 3,78% | 3,68% | 3,58% | 3,48% | 3,38% | 3,28% | 3,19% | 3,09% | 2,99% | 2,89% | 2,79% | 2,69% | 2,59% |
| Territoire 6, ex-CA du Pays de Martigues | 0,00% | 0,20% | 0,40% | 0,60% | 0,80% | 1,00% | 1,20% | 1,39% | 1,59% | 1,79% | 1,99% | 2,19% | 2,39% | 2,59% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

d'agglomération nouvelle Ouest Provence, celle de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Vu

Délibère

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1638-0 bis ;
- La délibération du 28 avril 2016 relative à l'approbation des taux ménages 2016 ;
- Les délibérations fixant les taux 2015 de taxe la taxe foncière sur les propriétés bâties des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés fixant les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties 2015 à savoir les délibérations n° FCT 003-660/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, celle de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, n° 34/15 du 16 mars 2015 de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, celle de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°115/15 du 13 avril 2015 du syndicat

Article 1 :

Il est décidé de procéder à l'intégration progressive du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties en vertu du 2^{ème} alinéa du 1° du III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts.

Article 2 :

La durée de l'intégration progressive est fixée à 12 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 022-155/16/CM

■ Taxe foncière sur les propriétés non bâties - Intégration fiscale progressive du taux MET 16/203/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles perçoivent la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Lorsque qu'un EPCI est créé par fusion de plusieurs EPCI préexistants, deux méthodes de calcul du taux de référence de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sont offertes par le III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts :

- la première méthode consiste à calculer un taux moyen pondéré à partir des bases et des produits des communes et des intercommunalités,
- dans la seconde, le taux de référence équivaut au taux moyen pondéré des intercommunalités.

La seconde méthode permet de procéder à un lissage des taux sur plusieurs années, sous réserve que le taux d'imposition appliqué dans l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) préexistant le moins imposé soit inférieur à 90 % du taux d'imposition

correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet.

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé les taux ménages en application de la deuxième méthode citée plus haut.

Il apparaît par ailleurs que la condition relative aux écarts de taux 2015 est remplie étant donné que le taux le plus bas des EPCI préexistants (1,51 % pour la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues) est égal à 41% du taux le plus élevé (3,71 % pour la Communauté urbaine Marseille Provence métropole et le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence étaient). Pour complément, les taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, et la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, étaient respectivement de 1,81 %, 2,77 % et 3,48 %.

La délibération qui institue la procédure d'intégration fiscale progressive en détermine la durée, dans la limite de douze ans. A défaut, la procédure est applicable aux douze premiers budgets de l'EPCI issu de la fusion. Cette décision est prise soit par délibérations concordantes des EPCI préexistants avant la fusion, soit par une délibération de l'EPCI issu de la fusion. La durée de la période d'intégration fiscale progressive ne peut être modifiée ultérieurement.

Il reviendra à la Direction Générale des Finances Publiques de calculer et d'appliquer les taux de taxe sur le foncier non bâti au cours de la période de lissage. Toutefois, le tableau suivant présente à titre indicatif les évolutions de taux par année et par territoire.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Territoire 1, ex-CU Marseille Provence métropole | 3,71% | 3,64% | 3,57% | 3,50% | 3,42% | 3,35% | 3,28% | 3,21% | 3,14% | 3,07% | 3,00% | 2,92% | 2,85% | 2,78% |
| Territoire 2, ex-CA du Pays d'Aix-en-Provence | 1,81% | 1,88% | 1,96% | 2,03% | 2,11% | 2,18% | 2,26% | 2,33% | 2,41% | 2,48% | 2,56% | 2,63% | 2,71% | 2,78% |
| Territoire 3, ex-CA Salon Etang de Berre Durance | 2,77% | 2,77% | 2,77% | 2,77% | 2,77% | 2,77% | 2,77% | 2,78% | 2,78% | 2,78% | 2,78% | 2,78% | 2,78% | 2,78% |
| Territoire 4, ex-CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile | 3,48% | 3,43% | 3,37% | 3,32% | 3,26% | 3,21% | 3,16% | 3,10% | 3,05% | 3,00% | 2,94% | 2,89% | 2,83% | 2,78% |
| Territoire 5, ex-SAN Ouest Provence | 3,71% | 3,64% | 3,57% | 3,50% | 3,42% | 3,35% | 3,28% | 3,21% | 3,14% | 3,07% | 3,00% | 2,92% | 2,85% | 2,78% |
| Territoire 6, ex-CA du Pays de Martigues | 1,51% | 1,61% | 1,71% | 1,80% | 1,90% | 2,00% | 2,10% | 2,19% | 2,29% | 2,39% | 2,49% | 2,58% | 2,68% | 2,78% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales

- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1638-0 bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération du 28 avril 2016 relative à l'approbation des taux ménages 2016 ;
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés fixant les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties 2015 à savoir les délibérations n° FCT 003-660/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, celle de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, n° 34/15 du 16 mars 2015 de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, celle de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°115/15 du 13 avril 2015 du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, celle de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de procéder à l'intégration progressive du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties en vertu du 2^{ème} alinéa du 1° du III de l'article 1638-0 bis du Code Général des Impôts.

Article 2 :

La durée de l'intégration progressive est fixée à 12 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 4 :

| EPCI préexistants | Taux CFE 2015 |
|---|----------------------|
| Communauté urbaine Marseille Provence métropole | 32,63% |
| Communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence | 26,79% |
| Communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance | 26,98% |
| Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile | 34,33% |
| Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence | 34,37% |
| Communauté d'agglomération du Pays de Martigues | 31,38% |

Il est précisé que le taux de CFE de la commune de Gardanne fait l'objet d'une intégration progressive décidée par délibération de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence n°2013-A252 du 19 décembre 2013. Ainsi, en 2015 le taux de CFE de la commune de Gardanne était fixé à 33,59 %.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 023-156/16/CM

■ Cotisation foncière des entreprises - Lissage des taux MET 16/199/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles perçoivent la cotisation foncière des entreprises (CFE).

Par conséquent, il revient au Conseil de la Métropole d'approuver le taux de CFE, avant le 30 avril 2016 et avant le 15 avril pour les années suivantes.

Selon les dispositions des articles 1639 A, 1636 B de la loi n° 2010-1659 du 29 décembre 2010 relative à la fusion d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) soumis à l'article 1609 nonies C, le taux de CFE adopté la première année ne peut être supérieur au taux moyen pondéré de l'année précédente des EPCI pré-existants, sous réserve des règles usuelles de liens entre le taux de CFE et les taux ménages.

Pour mémoire, les taux de cotisation foncière des entreprises adoptés en 2015 par les six EPCI pré-existants sont les suivants :

La Direction Générale des Finances Publiques a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que :

- le taux moyen pondéré 2015 des six EPCI dissous est de 31,02 %,
- le taux maximum de CFE 2016 est de 31,66 %.

Par ailleurs, un dispositif de lissage est prévu au III de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts :

- le lissage de droit commun prévoit une période de lissage variable en fonction du rapport entre le taux le moins élevé des EPCI fusionnés et le taux le plus élevé. Ce rapport est de 78% sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ainsi la durée du lissage de droit commun est de trois ans ;
- l'organe délibérant peut, par une délibération adoptée à la majorité simple de ses membres, modifier la durée de la période de réduction des écarts de taux, sans que cette durée puisse excéder douze ans.

Il reviendra à la Direction Générale des Finances Publiques de calculer et d'appliquer les taux de cotisation foncière des entreprises au cours de la période de lissage. Toutefois, le tableau suivant présente à titre indicatif les évolutions de taux par année et par territoire dans le cadre d'une intégration fiscale progressive sur douze années.

| Territoires | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Territoire 1, ex-CU Marseille Provence métropole | 32,63% | 32,51% | 32,38% | 32,26% | 32,13% | 32,01% | 31,89% | 31,76% | 31,64% | 31,52% | 31,39% | 31,27% | 31,14% | 31,02% |
| Territoire 2, ex-CA du Pays d'Aix-en-Provence hors Gardanne | 26,79% | 27,12% | 27,44% | 27,77% | 28,09% | 28,42% | 28,74% | 29,07% | 29,39% | 29,72% | 30,04% | 30,37% | 30,69% | 31,02% |
| Territoire 2, Gardanne | 33,59% | 33,39% | 33,19% | 33,00% | 32,80% | 32,60% | 32,40% | 32,21% | 32,01% | 31,81% | 31,61% | 31,42% | 31,22% | 31,02% |
| Territoire 3, ex-CA Salon Etang de Berre Durance | 26,98% | 27,29% | 27,60% | 27,91% | 28,22% | 28,53% | 28,84% | 29,16% | 29,47% | 29,78% | 30,09% | 30,40% | 30,71% | 31,02% |
| Territoire 4, ex-CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile | 34,33% | 34,08% | 33,82% | 33,57% | 33,31% | 33,06% | 32,80% | 32,55% | 32,29% | 32,04% | 31,78% | 31,53% | 31,27% | 31,02% |
| Territoire 5, ex-SAN Ouest | 34,37% | 34,11% | 33,85% | 33,60% | 33,34% | 33,08% | 32,82% | 32,57% | 32,31% | 32,05% | 31,79% | 31,54% | 31,28% | 31,02% |
| Territoire 6, ex-CA du Pays de Martigues | 31,38% | 31,35% | 31,32% | 31,30% | 31,27% | 31,24% | 31,21% | 31,19% | 31,16% | 31,13% | 31,10% | 31,08% | 31,05% | 31,02% |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis, 1638-0 bis, 1636 B decies et 1609 nonies C.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés fixant les taux de la cotisation foncière des entreprises 2015 à savoir les délibérations n° FCT 002-659/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, n° 2015-A025 du 12 mars 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, n° 33/15 du 16 mars 2015 de la Communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, n° 38-0415 du 22 avril 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°117/15 du 13 avril 2015 du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, n° CC.2015-029 du 9 avril 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le taux de cotisation foncière des entreprises 2016 est fixé à 31,02 %.

Article 2 :

Il est décidé de procéder à l'intégration progressive de la cotisation foncière des entreprises en vertu du III de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

Article 3 :

La durée de l'intégration progressive est fixée à 12 ans.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 024-157/16/CM

■ Institution et perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères MET 16/225/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

En outre, l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, précise que la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le III de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts prévoit que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) issus de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales doivent prendre les délibérations afférentes à la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion. L'année de la fusion devant s'entendre comme celle au cours de laquelle l'arrêté de fusion a été pris.

A défaut de délibération, les délibérations prises antérieurement par les EPCI sont maintenues pour une durée qui ne peut excéder cinq ans. Ainsi, au cours de cette période, l'EPCI issu de la fusion perçoit la TEOM au lieu et place des EPCI ayant fait l'objet de la fusion. Les différentes mesures d'exonérations adoptées par les EPCI dissous continuent de s'appliquer sur chacun des territoires, en revanche il revient au Conseil de la Métropole de voter chaque année le taux de TEOM.

Les EPCI qui n'ont pas institué la TEOM avant le 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion, doivent toutefois instituer la TEOM avant que le délai de cinq années soit écoulé pour continuer de bénéficier de la TEOM au-delà. Cette délibération doit être prise avant le 15 octobre pour une application l'année suivante. De même, une politique d'exonération relative à la TEOM doit être adoptée concomitamment puisque dès lors que l'EPCI issu de la fusion a institué la TEOM, l'ensemble des délibérations relatives à cette taxe prises par les EPCI pré-existants deviennent caduques.

Enfin, l'article 1636 B undecies du Code Général des Impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé de voter des taux différents sur leur périmètre sur une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers.

Ainsi, l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devra harmoniser les taux de TEOM d'ici l'année 2026 :

- soit en instaurant un taux unique pour l'ensemble des communes ;
- soit en instaurant un zonage du taux de TEOM défini selon l'importance du service rendu apprécié selon ses conditions de réalisation et/ou de son coût.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-2 ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis, 1639 A bis et 1636 B undecies ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Les instructions fiscales BOI-IF-AUT-90-20-10-20140527 et BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Il est décidé d'instituer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), avec effet au 1^{er} janvier 2017.

Article 2 :

Il est acté qu'en en l'absence de délibération prise avant le 15 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit le produit de la TEOM en 2016 en lieu et place des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) dissous et vote le taux de TEOM 2016.

Article 3 :

Il est entériné qu'en vertu du III de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, les mesures d'exonérations et le plafonnement des valeurs locatives s'appliquent en 2016 selon les décisions antérieures des EPCI fusionnées.

Article 4 :

Il est décidé le principe de reprendre sur une période qui ne peut excéder dix années les taux de TEOM adoptés en 2015 par les six EPCI dissous ou, le cas échéant, de poursuivre les processus d'harmonisation des taux adoptés par les EPCI.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 025-158/16/CM

■ Approbation du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

MET 16/184/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

En outre, l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, précise que la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le III de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts prévoit, qu'en l'absence de délibération instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères prise avant le 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale issu de la fusion perçoit la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en lieu et place des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ayant fait l'objet de la fusion. Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole est appelé à voter les taux de TEOM 2016.

Pour mémoire, les six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont institué la TEOM. Sur chacun de ces territoires, ont été mis en place un taux unique, un dispositif de lissage des taux ou un taux établi par zone en cohérence avec le service rendu. En ce qui concerne les mesures d'exonérations ou le plafonnement des valeurs locatives, ce sont les décisions antérieures des EPCI fusionnées qui continuent de s'appliquer en 2016.

Ces taux ont été établis selon des zonages représentatifs des coûts supportés et du service rendu.

Enfin, l'article 1636 B undecies du Code Général des Impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé de voter des taux différents sur leur périmètre sur une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1639 A bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Les instructions fiscales BOI-IF-AUT-90-20-10-20140527 et BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 ;
- Les décisions des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à savoir les délibérations n° 00/009/CC du 7 octobre 2000 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, n°2002-A086 du 15 juillet 2002 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, n°110-01 du 4 octobre 2001 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, n°02/0693 du 30 juin 1993 de la Communauté de villes « Garlaban-Huveaune-Saint-Baume » dont est issue la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°591/06 du 13 octobre 2016 du Syndicat d'Agglomération nouvelle Ouest Provence, n°2001-097 du 28 septembre 2001 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;
- Les décisions des six établissements publics de coopération intercommunale fusionnés fixant les taux 2015 de TEOM à savoir les délibérations n°FCT 004-398/14/CC du 9 octobre 2014 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, n°2014-A231 du 11 décembre 2014 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, n°32/15 du 16 mars 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, n°38-0415 du 22 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n°116/15 du 13 avril 2015 du Syndicat d'Agglomération nouvelle Ouest Provence, n°CC.2015-027 du 9 avril 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;
- La délibération n°2013-A255 du 19 décembre 2013 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence établissant le lissage du taux de TEOM des communes de Gardanne et Gréasque.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole approuve les taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères, lesquels sont indiqués dans le tableau annexé.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole approuve les zonages de taux correspondant à un niveau homogène de service rendu.

Article 3 :

Il est acté que les processus d'harmonisation fiscale entamés au sein des EPCI dissous sont poursuivis tels que le prévoient les délibérations antérieures.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

HN 026-159/16/CM

■ Budget Principal - Adoption des Etats Spéciaux de Territoires - Budget Primitif 2016 MET 16/423/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Budget Primitif 2016 (Budget Principal) est établi selon l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1^{er} janvier 2016.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le Conseil de Territoire concerné) est soumis au vote du Conseil de la Métropole en même temps que le projet de budget de la Métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de la Métropole, arrête les états spéciaux de Territoire, comme suit :

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

| Territoire | Fonctionnement | Investissement | Total |
|-------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| CT1 | 88 968 860,00 € | 218 606 991,00 € | 307 575 851,00 € |
| CT2 | 37 136 740,00 € | 191 961 344,00 € | 229 098 084,00 € |
| CT3 | 21 226 743,63 € | 3 742 655,00 € | 24 969 398,63 € |
| CT4 | 19 157 500,00 € | 22 004 718,21 € | 41 162 218,21 € |
| CT5 | 17 873 200,00 € | 53 684 301,00 € | 71 557 501,00 € |
| CT6 | 11 161 860,00 € | 12 306 000,00 € | 23 467 860,00 € |
| Total | 195 524 903,63 € | 502 306 009,21 € | 697 830 912,84 € |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les états spéciaux de Territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

| Territoire | Fonctionnement | Investissement | Total |
|-------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| CT1 | 88 968 860,00 € | 218 606 991,00 € | 307 575 851,00 € |
| CT2 | 37 136 740,00 € | 191 961 344,00 € | 229 098 084,00 € |
| CT3 | 21 226 743,63 € | 3 742 655,00 € | 24 969 398,63 € |
| CT4 | 19 157 500,00 € | 22 004 718,21 € | 41 162 218,21 € |
| CT5 | 17 873 200,00 € | 53 684 301,00 € | 71 557 501,00 € |
| CT6 | 11 161 860,00 € | 12 306 000,00 € | 23 467 860,00 € |
| Total | 195 524 903,63 € | 502 306 009,21 € | 697 830 912,84 € |

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 027-160/16/CM

■ Budget Primitif Général 2016

MET 16/448/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il s'agit du premier budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence créée au 1er janvier 2016 par la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014.

Les ordonnances n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code Général des Impôts et d'autres dispositions législatives précise les dispositions fiscales et financières et n°2015-50 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Pour ce premier budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il est proposé au Conseil d'adopter le vote par nature des recettes et des dépenses complété d'une présentation croisée par fonction, la répartition des propositions budgétaires par article ne présentant qu'un caractère indicatif.

Le projet de budget primitif 2016, du budget principal, soumis à l'approbation du Conseil, a été arrêté en dépenses et recettes à 3 050 110 736 euros.

Budget primitif 2016 - budget principal - synthèse (en euros et hors retraitements comptables)

| Libellé | Budget primitif 2015 |
|---|----------------------|
| recettes réelles de fonctionnement | 1 824 949 945 |
| recettes d'ordre de fonctionnement | 9 988 218 |
| total recettes de fonctionnement | 1 834 938 163 |
| dépenses réelles de fonctionnement | 1 667 135 352 |
| dépenses d'ordre de fonctionnement | 167 802 810 |
| total dépenses de fonctionnement | 1 834 938 162 |
| autofinancement brut | 157 814 593 |
| remboursement capital de la dette | 102 482 117 |
| épargne nette | 55 332 476 |
| recettes réelles d'investissement | 1 014 031 141 |
| recettes d'ordre d'investissement | 201 141 432 |
| total recettes d'investissement | 1 215 172 573 |
| dépenses réelles d'investissement | 1 171 845 734 |
| dépenses d'ordre d'investissement | 43 326 840 |
| total dépenses d'investissement | 1 215 172 574 |
| total budget primitif | 3 050 110 736 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget principal arrêté en dépenses et en recettes, à la somme de 3 050 110 736 euros.

Article 2 :

Est voté le budget principal, conformément à la nomenclature comptable M 57, par nature et par chapitre, et fait l'objet d'une présentation croisée par fonction.

Et ont signé les membres présents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 028-161/16/CM

■ Budget Primitif 2016 – Approbation des Budgets annexes MET 16/391/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Primitif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est établi selon la nomenclature M57 pour les budgets annexes Collecte et Traitement des déchets et Opérations d'aménagements, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des Services Transports, Eau et Assainissement, des Ports de Plaisance, Marché d'intérêt national et du Crématorium.

Il est précisé que, dans le cadre de la fusion des budgets annexes Transports de la Métropole au 1^{er} janvier 2017, le budget annexe du CT1 intègre dès 2016 les crédits de l'ex-SMITEEB, d'une partie du CT3 et le produit du versement transport des CT2, CT4 et ex-SMEGTU qui sera reversé sous forme de dotations aux budgets annexes respectifs 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Courrier de saisine du Président de la Métropole du 12 avril 2016-04-12
- L'avis du Conseil de Territoire du 22 avril 2016

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le Budget Primitif 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes des Services de la Collecte et du Traitement des déchets, des Transports, de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'intérêt national, du Crématorium, et des Opérations d'aménagement. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et traitement des déchets :

Section de Fonctionnement 230 669 598,00 euros

Section d'Investissement ; 28 210 938,00 euros

Concernant le Budget des Transports :

Section de Fonctionnement 525 227 342,46 euros

Section d'Investissement 153 325 558,96 euros

Concernant le Budget Eau :

Section Fonctionnement 21 189 432,00 euros

Section d'Investissement 18 500 794,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 29 350 860,00 euros

Section d'Investissement 32 996 536,00 euros

Concernant le Budget Ports de plaisance :

Section de Fonctionnement 10 786 039,00 euros

Section d'Investissement 5 814 760,00 euros

Concernant le MIN :

Section de Fonctionnement 2 095 886,00 euros

Section d'Investissement 134 200,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 1 916 900,00 euros

Section d'Investissement 828 622,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'aménagements

Section de Fonctionnement 64 463 060,00 euros

Section d'Investissement 64 808 798,00 euros

Article 2 :

Est approuvée la perception par le budget annexe Transports du CT1 de la totalité du produit du versement transport de la Métropole à compter du 1er mai 2016, et du reversement par douzième sous forme de dotations aux budgets annexes CT2, CT4 et ex-SMEGTU sur la nature budgétaire 65735 – Subvention d'exploitation aux groupements de collectivités.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 030-162/16/CM

■ Vote du Budget Primitif 2016 - Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets (S.P.E.D.)

MET 16/271/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Ce budget s'inscrit dans un contexte d'identification et de transparence des coûts afférents à la compétence «collecte, élimination et traitement des déchets ménagers ».

I. PRESENTATION GENERALE DU BUDGET ANNEXE

Le S.P.E.D. constitue un service public à caractère administratif ; à ce titre, le Budget Annexe doit appliquer l'instruction budgétaire et comptable M57.

En vertu des principes budgétaires de la comptabilité publique, ce Budget Annexe doit être équilibré. En contrepartie des dépenses inscrites en section de Fonctionnement, le financement pourra donc être assuré par la TEOM, les recettes des services de collecte et traitement des déchets ménagers (subventions éco-organismes et partenaires institutionnels notamment), les recettes d'activités.

Notons que ce budget annexe n'intègre pas les charges relatives à la requalification des décharges brutes et à la réalisation de fermes photovoltaïques ; cette action métropolitaine relevant d'une

préoccupation environnementale et non pas de l'élimination des déchets ménagers.

II. L'EQUILIBRE DU BUDGET ANNEXE

Le Budget Primitif 2016 s'élève à 68,2 millions d'euros, et s'équilibre comme suit :

| | B.P. 2016 |
|-----------------------------|-------------------|
| FONCTIONNEMENT | |
| Dépenses | 57 187 370 |
| Recettes | 59 024 000 |
| Autofinancement brut | 1 836 630 |
| INVESTISSEMENT | |
| Dépenses | 9 179 000 |
| Recettes | 5 922 330 |
| Emprunt d'équilibre | 3 256 670 |
| BUDGET TOTAL | 68 203 000 |

A. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 59 millions d'euros. Le tableau ci-dessous reprend les principaux postes de prévisions de dépenses et de recettes :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | |
|------------------------------|-------------------|---|-------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| | B.P. 2016 | | B.P. 2016 |
| Dépenses liées à la collecte | 15 640 960 | Produits liés à la collecte des déchets | 2 929 000 |
| Dépenses liées au traitement | 18 661 495 | Produits liés au traitement des déchets | 3 115 000 |
| Charges de personnel | 18 200 000 | Dotation TEOM | 52 530 000 |
| Charges d'intérêts | 20 000 | Remboursements frais de personnel | 450 000 |
| Remboursement Budget général | 830 000 | | |
| Provision risques | 99 215 | | |
| Dotation aux amort. / prov. | 3 735 700 | | |
| Total dépenses | 57 187 370 | Total recettes | 59 024 000 |
| AUTOFINANCEMENT BRUT | | 1 836 630 | |

1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement progressent de 7 % par rapport à 2015. Elles se répartissent ainsi :

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|---|-------------------|-------------------|-------------|
| Produits liés à la collecte des déchets | 3 103 500 | 2 929 000 | -6% |
| Produits liés au traitement des déchets | 3 180 500 | 3 115 000 | -2% |
| Remboursements frais de personnel | 0 | 450 000 | |
| Dotation TEOM | 49 000 000 | 52 530 000 | 7% |
| BUDGET TOTAL | 55 284 000 | 59 024 000 | 7% |

Cette progression des ressources s'explique principalement par une augmentation des produits de la T.E.O.M. (taux 2015 maintenu à 10,60 % pour 2016).

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|--|-------------------|-------------------|-------------|
| Collecte | 15 380 760 | 14 950 060 | -3% |
| Transports logistique | 8 328 000 | 8 690 000 | 4% |
| Services communs | 1 181 383 | 690 900 | -42% |
| Traitement | 9 359 813 | 9 491 298 | 1% |
| Traitement – Vente de services | 502 661 | 480 197 | -4% |
| Charges de personnel | 16 517 000 | 18 200 000 | 10% |
| Dotation aux amortissements | 2 900 000 | 3 735 700 | 29% |
| Sous-total | 54 169 617 | 56 238 155 | 4% |
| Remboursement de frais au Budget Général | 830 000 | 830 000 | 0% |
| Autres charges | 284 383 | 119 215 | -58% |
| Total Budget Annexe S.P.E.D. | 55 284 000 | 57 187 370 | 3% |

2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement progressent de 3 % par rapport à 2015. Elles se répartissent ainsi :

➤ **Les dépenses liées à l'exécution du service collecte des déchets ménagers**

Les dépenses de fonctionnement se décomposent ainsi :

- * les charges courantes de fonctionnement des collectes, tant en prestations privées qu'en régie communautaire : l'entretien et la maintenance du matériel de pré-collecte, la maintenance et les réparations des véhicules du parc, la fourniture de carburants, les vêtements et les matériels divers pour le personnel des régies d'une part, l'ensemble des dépenses liées aux marchés de prestations de service de collecte d'autre part ;
- * les reversements et conventions avec les communes : convention de gestion pour les prestations exécutées par les communes pour le compte de la communauté ;
- * les différentes études nécessaires à l'évaluation et à l'évolution de la politique publique ;
- * le versement de subventions aux associations actives dans le domaine de la prévention des déchets, du tri et de la valorisation ;
- * l'information et la communication aux usagers ;
- * la diffusion des programmes d'éducation à l'environnement ;
- * les différentes actions de prévention ;
- * la modernisation de l'organisation du service de collecte.

➤ **Les dépenses liées à l'exécution du service traitement des déchets ménagers**

Les dépenses de fonctionnement se décomposent ainsi :

* les marchés de service concernant le traitement des déchets ;

* les marchés de service pour les déchetteries et les centres de transfert ;

* la gestion TTC pour les dépenses liées au marché d'enfouissement sur l'Arbois qui étaient gérées en activité accessoire soumise à TVA depuis trois ans ;

* une convention avec la ville d'Aix-en-Provence afin d'externaliser le traitement des lixiviats ;

* la constitution d'une réserve pour assurer les dépenses post exploitation du centre de l'Arbois ;

* la relance des opérations du tri des encombrants afin d'atteindre les objectifs réglementaires du Grenelle de l'Environnement.

➤ **Les autres dépenses :** L'augmentation des dotations aux amortissements au B.P. 2016 s'explique par des dépenses d'investissement accrues en 2015 par rapport à 2014.

B. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'établit à 9,2 millions d'euros :

| DEPENSES | | RECETTES | |
|-----------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | B.P. 2016 | | B.P. 2016 |
| Dépenses d'équipement | 9 129 000 | Autofinancement brut | 1 836 630 |
| Remboursement capital | 50 000 | Ressources propres (FCTVA) | 350 000 |
| | | Dotations aux amortissements | 3 735 700 |
| | | Emprunt | 3 256 670 |
| Total dépenses | 9 179 000 | Total recettes | 9 179 000 |

1. Le financement de l'investissement

Les investissements seront ainsi financés en 2016 :

| | Part de la ressource en € | Part de la ressource en % |
|------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Autofinancement brut | 1 836 630 | 20% |
| FCTVA | 350 000 | 4% |
| Dotations aux amortissements | 3 735 700 | 41% |
| Emprunt | 3 256 670 | 35% |
| BUDGET TOTAL | 9 179 000 | 100% |

2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 9,1 millions d'euros en 2016 et se répartissent ainsi :

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|----------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Collecte | 5 280 000 | 4 614 000 | -13% |
| Transport logistique | 3 628 000 | 3 550 000 | -2% |
| Traitement | 1 460 000 | 750 000 | -49% |
| Services communs | 219 000 | 215 000 | -2% |
| BUDGET TOTAL | 10 587 000 | 9 129 000 | -14% |

En matière de collecte des déchets ménagers

Cette demande correspond aux différents projets engagés pour 2016, au renouvellement et à la dotation de matériel.

On peut donc distinguer plusieurs types d'opération sur l'année 2016 et correspondant :

- * aux actions de prévention des déchets et de compostage de proximité ;
- * au renouvellement et aux grosses réparations des véhicules de collecte ;
- * aux opérations liées à l'organisation de la pré-collecte : travaux pour points de collecte enterrés, renouvellement du parc de bacs roulants et de colonnes aériennes, développement de fourniture de dispositifs enterrés, équipement en immobilisateurs de conteneurs (fixe-bacs)...

En matière de traitement des déchets ménagers

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 4,3 millions d'euros pour 2016 et concernent des opérations significatives en montant. Les principales opérations prévues sont les suivantes :

- * Réalisation de travaux à l'ISDnD de l'Arbois afin d'améliorer le captage des biogaz en vue d'augmenter leur quantité pour valorisation et de fiabiliser les réseaux de communication nécessaires par la pose d'une fibre optique ;
- * Travaux de réhausse du Bassin n°3 ;
- * Études pour la reconstruction des déchetteries de Venelles et de Bouc-Bel-Air ;
- * Travaux d'extension et de rénovation de la déchetterie de Pertuis ;
- * Création de plate-formes de dépotage au sol de déchets verts pour Les Pennes Mirabeau, Rousset et Meyreuil ;
- * Rachat d'équipements liés à l'activité (centre de transfert de Pertuis et déchetterie de Gardanne).

CONCLUSION

La section de Fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
59 024 000 euros

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
9 179 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets au niveau du chapitre tel qu'il vous est présenté.

Article 2 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 031-163/16/CM

■ Participations 2016 à l'équilibre versées par le budget principal MET 16/209/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5217-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que certaines interventions, activités ou services du Budget métropolitain sont individualisés au sein de Budgets Annexes.

Au 1^{er} janvier 2016 et par fusion des budgets des six Etablissements Public de Coopération Intercommunale préexistants, les recettes et les dépenses de la Métropole étaient subdivisées entre un Budget Principal et 29 Budgets Annexes.

Afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L2412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire de prévoir une participation financière du Budget principal pour les Budgets annexes listés ci-dessous :

Marché d'Intérêt National CT1
Collecte et Traitement des déchets-CT1

Traitement des déchets-CT2
Opérations d'Aménagement-CT2

Aménagement et planification urbaine-CT4
Aménagement et développement durable CT4
Traitement des déchets-CT4

Régie Action Sociale-CT5
Traitement des déchets-CT5

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le versement d'une avance remboursable au 31 décembre 2016 au budget annexe « Opérations d'aménagement-CT2 » pour 525 000 euros est inscrite en dépense et en recette du Budget Principal Nature 2745-Fonction 515.

Article 2 :

Le versement de deux subventions d'équipement aux Budgets Annexes « Aménagement et planification urbaine-CT4 » et « Aménagement et développement durable-CT4 » s'élevant respectivement à 455 000 euros et 240 000 euros dont les crédits seront inscrits au Budget Principal Nature 2041512-Fonction 515.

Article 3 :

Le versement de subventions de fonctionnement aux organismes publics à caractère administratif suivants : 1 439 200 euros pour la « Régie Action Sociale-CT5, 10 686 640 euros pour le service « Collecte et Traitement des déchets-CT5 » et enfin, 11 586 232 euros pour le service « Collecte et Traitement des déchets-CT1 ». Les trois subventions seront inscrites au Budget Principal Nature 657363-Fonctions 428 et 721.

Article 4 :

Est approuvé le versement d'une participation 2016 à l'équilibre du Budget Annexe « Marché d'Intérêt National » s'élevant à 971 032 euros selon le mode de calcul annexé à la présente délibération. Cette participation sera calculée en fonction des opérations effectivement réalisées et sera constatée en fin d'année à la nature 657364-Fonction 92.

Article 5 :

Est approuvé le reversement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères aux 3 budgets annexes concernés :

Collecte et Traitement des déchets-CT1

196 935 916,00 euros
Traitement des déchets-CT2
52 530 000,00 euros
Traitement des déchets-CT5
6 632 360,00 euros

Les crédits correspondants seront inscrits au Budget Principal Nature 7398- Fonction 721.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 032-165/16/CM

■ Participation du budget principal à l'équilibre des budgets annexes dédiés à la collecte et au traitement des déchets pour 2016 MET 16/186/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1^{er} janvier 2016, exercée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnées en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du CGCT.

Certains EPCI (les ex-CA Salon Etang de Berre Durance, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues) exerçaient la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés au sein du budget principal. En 2016, pour les territoires qui recouvrent les périmètres de ces trois anciens EPCI, les dépenses et les recettes qui sont affectées à la compétence « déchets » sont inscrites selon leur nature au sein du Budget Principal de la Métropole ou dans les états spéciaux respectifs des trois territoires.

D'autres EPCI (ex-CU Marseille Provence Métropole, ex-CA du Pays d'Aix-en-Provence, et ex-SAN Ouest Provence) avaient créé un Budget Annexe dédié à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés afin d'individualiser les recettes et les dépenses qui lui sont afférentes. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), et au besoin une participation complémentaire versée à partir des recettes du budget principal assuraient pour l'essentiel le financement de ces budgets.

Au 1^{er} janvier 2016, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères inscrit au sein de chacun de ces Budgets Annexes est désormais comptabilisé dans son intégralité au sein du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En effet, le produit d'une taxe ne peut être scindé au sein d'une même collectivité entre différents budgets.

Par conséquent, il doit être opéré pour chacun des trois budgets annexes « déchets » des reversements de fiscalité au titre de la TEOM perçue sur leurs périmètres respectifs. Par ailleurs, des contributions complémentaires du Budget Principal doivent être

opérées lorsque le besoin d'équilibre des budgets excède le produit de la TEOM.

Ainsi les reversements de fiscalité représentatifs du produit de TEOM des territoires, évalués d'après les bases notifiées 2016 transmises par la direction régionale des finances publiques, ont été inscrits au budget primitif 2016 à hauteur des montants suivants :

- budget annexe « déchets », territoire 1, ex-communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole : 196.935.916 euros ;
- budget annexe « déchets », territoire 2, ex-communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence : 52.530.000 euros ;
- budget annexe « déchets », territoire 5, ex-syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence : 6.832.360 euros.

Enfin, des contributions complémentaires ont été inscrites au budget primitif 2016 permettant d'équilibrer les budgets annexes :

- budget annexe « déchets », territoire 1, ex-communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole : 11.586.282 euros ;
- budget annexe « déchets », territoire 5, ex-syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence : 10.689.640 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La circulaire NOR DEVPR0000020C n°249 du 10 novembre 2000 relative à la gestion de l'élimination des déchets ménagers.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un reversement de fiscalité représentatif du produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères perçue sur les territoires en faveur des différents Budgets Annexes dédiés à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés, ainsi qu'une contribution complémentaire du Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le fait que la contribution complémentaire du Budget Principal nécessaire à l'équilibre des budgets annexes « déchets » est déterminée par la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées des Budgets Annexes.

Article 3 :

Est entériné que les versements de fiscalité et les contributions complémentaires sont versés par douzième.

Article 4 :

Les crédits correspondants aux versements de fiscalité seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement des Budgets Annexes sous la nature 74888.

Article 5 :

Les crédits nécessaires aux versements de fiscalité seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence sous la nature 7398.

Article 6 :

Les crédits correspondants aux contributions complémentaires seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement :

- du budget annexe du territoire 1, ex-communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole sous la nature 75822;
- du budget annexe du territoire 5, ex-syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence sous la nature 74751.

Article 7 :

Les crédits nécessaires aux contributions complémentaires seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous la nature 657363

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 033-166/16/CM

■ Marché d'intérêt national (MIN) - Déficit du budget annexe - Participation 2016 à l'équilibre versée par le budget principal MET 16/198/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Annexe du MIN enregistre les prévisions budgétaires des sites de Saumaty et des Arnavaux ; le site de Saumaty est dédié au marché des produits de la mer et géré en régie en application de la délibération FCT/12/8832/CC du 26 octobre 2012. Le site des Arnavaux, pour sa part, fait l'objet d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat de concession conclu avec la SOMIMAR.

Le site de Saumaty, exclusivement dédié aux activités liées à la pêche, connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité. Le contrat d'affermage de la gestion de ce site étant arrivé à son terme en août 2012, la gestion directe de l'exploitation a été reprise en régie. Afin de garantir une activité équilibrée et pérenne dans les années à venir, il est apparu nécessaire d'engager un programme de rénovation et de modernisation du site de Saumaty.

Cette mutation impose le non-renouvellement des contrats de location en cas de départ. Cette contrainte entraîne un manque de recettes budgétaires non négligeable. Le taux d'inoccupation élevé (28 %) occasionne une perte financière à hauteur de 304 000 euros pour les loyers nets et de 234 976 euros pour les charges récupérables auprès des locataires soit un total de 538 976 euros.

En cas d'occupation totale du site de Saumaty, les recettes des loyers nets (763 000 euros) couvrent la totalité des charges non récupérables (589 557 euros). La différence (173 443 euros) permet de maintenir, en cas de vacance de local ou d'admission en non-valeur, l'équilibre général du budget MIN.

Le site des Arnavaux prévoit la prise en charge des coûts liés aux taxes foncières rattachées au site, d'un montant estimé à 620 729 euros

A l'établissement du Budget 2016, il est apparu un déficit de fonctionnement qui est la conséquence directe de la contrainte imposée au budget MIN pour préparer la conversion du site de Saumaty, ainsi que la charge importante relative à la prise en charge de la fiscalité foncière du MIN des Arnavaux.

Le Budget Annexe étant déficitaire, il a été convenu, comme le prévoit l'article L2224-2 du CGCT, d'inscrire une participation versée par le Budget Principal afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L2412-1 du CGCT et l'augmentation de la tarification ne pouvant sans être excessive, combler le déficit.

Pour information, le mode de calcul pour chiffrer la participation, d'un montant de 971 032 euros, inscrite au budget 2016 permettant d'équilibrer le budget annexe MIN est :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2016 à l'équilibre du Budget Annexe MIN versée en fin d'exercice par le Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le mode de calcul de la participation du Budget Principal nécessaire, après ajustement des montants en fonction de l'exécution budgétaire et du taux d'occupation ainsi que des données définitives de l'exercice 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 034-167/16/CM

■ Délégation au Président pour les virements de crédit de chapitre à chapitre MET 16/189/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le principe budgétaire de la spécialisation des dépenses implique que les crédits ouverts au titre d'un chapitre déterminé ne puissent pas être utilisés pour une dépense prévue à un autre chapitre, à l'exception des crédits d'investissement lorsqu'ils sont votés par opération, sans qu'une décision modificative soit présentée au vote de l'assemblée délibérante.

A l'inverse, la fongibilité des crédits autorise dans certaines limites, de modifier les affectations initialement prévues afin de les adapter à l'évolution de ses besoins et permet par conséquent une plus grande réactivité et souplesse dans la gestion des crédits.

L'ordonnance du 11 décembre 2014 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles encadre les possibilités d'atténuer le principe de spécialisation des crédits, en organisant une certaine fongibilité des crédits.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit ainsi désormais dans son article L. 5217-10-6 concernant les métropoles que dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, le Conseil de la Métropole peut déléguer à son Président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Dans ce cas, le Président du Conseil de la Métropole informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Le règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par délibération n° HN 021-07/04/16 du 07 avril 2016 prend acte de cette possibilité laissée à son Président par le Conseil de la Métropole en précisant qu'une décision modificative est impérative pour le transfert des crédits disponibles d'un chapitre à un autre du budget principal au-delà du seuil délégué à son Président par le Conseil de la Métropole, dans le plafond de 7,5% des dépenses réelles de la section.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole de fixer le seuil délégué au Président du Conseil de la Métropole pour effectuer des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, à 7,5% des dépenses réelles de la section considérée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5217-10-6 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal d'élection du Président de la Métropole du 17 mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 021-07/04/16 du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le seuil fixé pour la délégation au Président du Conseil de la Métropole de la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre est de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Article 2 :

Le Président de la Métropole informera le Conseil de la Métropole des mouvements de crédits effectués au titre du 1^{er} article lors de sa plus prochaine séance.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

HN 035-168/16/CM

■ Création et affectation d'une Autorisation de Programme pour l'abondement du fonds de prêts d'honneur de l'association Initiative Marseille Métropole.

MET 16/190/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé majoritairement de très petites entreprises. Le taux de création et de reprise d'entreprises, mais également le taux de disparition, sont parmi les plus élevés de France. Les causes de fragilité des créations et reprises sont multiples : sous-capitalisation, isolement, manque de conseils, d'accompagnement, de formation et mauvaise évaluation des risques et des délais.

Initiative Marseille Métropole est l'une des 230 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aide y sont proposés gratuitement aux porteurs de projet :

- une assistance au montage du projet,
- un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, la recherche de financements et de garanties bancaires),
- un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de tutorat.

Le Réseau Initiative France a plus de 15.000 porteurs de projets.

Le renforcement du fonds de prêt d'honneur, a permis de soutenir des porteurs de projet de création et de reprise d'entreprises en situation de précarité vis-à-vis de l'emploi dans leur grande majorité. Il a également bénéficié à des porteurs rencontrant des difficultés pour accéder « en direct » à un crédit bancaire pour financer leur projet de création – reprise.

L'objectif constant d'Initiative Marseille Métropole est d'améliorer la pérennité des entreprises financées, tout en apportant à ses équipes permanentes et bénévoles les moyens tant logistiques que matériels, de mener à bien leurs missions.

Ses missions portent sur l'accompagnement des porteurs de projets mais également sur la gestion des prêts d'honneur.

En 2015, 194 entreprises ont été soutenues avec 444 emplois créés ou maintenus, avec l'octroi de : 216 prêts d'honneur en création et reprise, 19 prêts d'honneur de croissance, 69 prêts Nacre.

Programme d'actions 2016 :

Initiative Marseille Métropole a pour objectifs de :

- Soutenir et de financer par un prêt d'honneur à taux zéro, 195 projets répartis de la façon suivante :
 - 145 créations
 - 50 reprises (fonds de commerces dont activités artisanales)
 - 17 prêts d'honneur croissance
- Conforter l'intermédiation bancaire avec un effet de levier avec les prêts bancaires complémentaires de 5 avec un taux de couplage de 90%
- Poursuivre et professionnaliser les actions de suivi :
 - 150 chefs d'entreprises suivis (suivi technique, parrainage)
 - 8 sessions de formations avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat
 - 9 réunions thématiques

- Assurer une meilleure implantation sur les territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence pour recevoir les porteurs de projet.

Selon le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons en date du 22 avril 2016, il est proposé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de créer et d'affecter une Autorisation de Programme pour l'abondement du fonds de prêts d'honneur de l'association Initiative Marseille Métropole. L'abondement du fonds de prêt d'honneur permettrait tant d'optimiser et d'améliorer la gestion du fonds de prêt d'honneur et de renforcer les actions d'Initiative Marseille Métropole auprès des porteurs de projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- Le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'Autorisation de Programme portant sur l'abondement du fonds de prêts d'honneur de l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 2 :

Les crédits de 80.000 euros sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Chapitre article « 20421 »- Fonction 61- Sous Politique B320 –« Opération n°DPEAT 1601 ».

Les crédits de paiement prévus pour cette opération s'établissent comme suit :

- CP 2016 : 80.000 euros

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 036-169/16/CM

■ Maintien des conditions d'application de la redevance spéciale pour enlèvement et élimination des déchets non ménagers

MET 16/192/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L. 5217-4 et L. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est substituée de plein droit aux anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Dès lors, afin d'assurer la continuité du service public au titre de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés relevant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et ce sans préjudice de l'obligation de mise en place d'une politique tarifaire harmonisée à l'échelle métropolitaine, il est proposé que soient maintenus dans un premier temps l'ensemble des conditions d'application de la redevance spéciale pour enlèvement et élimination des déchets non ménagers fixés par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
- Les décisions de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à savoir les délibérations n°AGER 016-2138-10-CC du 28 juin 2010 relative à l'instauration de la redevance spéciale pour enlèvement et élimination des déchets non ménagers, n°AGER 016-422-12-CC du 29 juin 2012 ayant pour objet l'actualisation des tarifs de la redevance spéciale pour enlèvement et élimination des déchets assimilés et n°PEDD 003-1404-15-CC du 23 octobre 2015 portant modification au règlement des ordures ménagères ;
- La Décision de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 36-1210 du 15 décembre 2010.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est maintenu dans un premier temps l'ensemble des conditions d'application de la redevance spéciale pour enlèvement et élimination des déchets non ménagers fixés par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 037-170/16/CM

■ Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Autorisations de Programme et d'Engagement de Dépenses Imprévues MET 16/218/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors du vote du budget ou d'une décision modificative, le Conseil de la Métropole peut voter des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement de dépenses imprévues respectivement en section d'investissement et en section de fonctionnement. Pour chacune des deux sections, leur montant ne peut être supérieur à 2 % des dépenses réelles de la section.

L'absence d'engagement d'une Autorisation de Programme ou d'une Autorisation d'Engagement pour dépenses imprévues, constatée à la fin de l'exercice, entraîne la caducité de l'autorisation.

Les Autorisations de Programme et les Autorisations d'Engagement de dépenses imprévues sont affectées dans les conditions prévues par décret.

Le crédit relatif aux dépenses imprévues ne peut être employé que pour faire face à des dépenses réelles en vue desquelles aucun crédit n'est inscrit au budget et ne peut être financé par l'emprunt.

Les Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement de dépenses imprévues constituent des chapitres, respectivement de la section d'investissement et de la section de fonctionnement des budgets votés par nature et par fonction.

Ces chapitres ne comportent pas d'articles, ni de crédits. Ils ne donnent pas lieu à exécution.

En cas de besoin, l'exécutif affecte l'Autorisation de Programme/ Autorisation d'Engagement sur le chapitre où une dépense est nécessaire et utilise les crédits de ce chapitre.

En application de ces dispositions il vous est proposé de voter des Autorisations de Programmes et d'Engagement pour dépenses imprévues pour 1 million d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L5217-12-3 , D5217-23, D5217-4, D5217-5 ET D5217-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M57 ;
- Le décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014 fixant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux métropoles.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Une Autorisation de Programme pour dépenses imprévues est ouverte en section d'investissement du Budget Principal Métropolitain pour un montant de 1 million d'euros.

Article 2 :

Cette Autorisation de Programme est présentée au sein de l'annexe II B-1 présentation générale du budget – présentation des AP votées dans le chapitre 020 pour l'AP de dépenses imprévues d'investissement.

Article 3 :

Une Autorisation d'Engagement pour dépenses imprévues est ouverte en section de fonctionnement du Budget Principal métropolitain pour un montant de 1 million d'euros.

Article 4 :

Cette Autorisation d'Engagement est présentée au sein de l'annexe II B-2 Présentation générale du budget – présentation des AE votées dans le chapitre 022 pour l'AP pour dépenses imprévues de fonctionnement.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 038-171/16/CM

**■ Versement des soldes de subventions votés sur les exercices précédents
MET 16/347/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences, les territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont procédé à l'attribution de subventions au cours de l'exercice 2015 ou des exercices précédents. Conformément aux différentes modalités de paiements, le versement de certains soldes était conditionné à la transmission de pièces justificatives financières, quantitatives ou qualitatives.

Le rattachement comptable des subventions n'étant pas systématique sur tous les Territoires et certaines associations n'ayant pu transmettre les documents sollicités avant la fin de l'exercice comptable, il convient d'autoriser le versement, au titre du Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, du solde de subventions, au vu des justificatifs financiers et qualitatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 1611-4 et L 5217-10-3;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- L'ordonnance n°2014-1490 du 11 décembre 2014 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux Métropoles.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le versement des soldes de subventions, attribués par les Territoires sur l'exercice 2015 et les exercices précédents est adopté tel que présenté dans le tableau récapitulatif ci-joint et pour autant que les conditions d'octroi soient respectées.

Article 2 :

Les dépenses seront imputées sur le Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités suffisantes.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 039-172/16/CM

■ Autorisation d'avance de trésorerie remboursable non budgétaire effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux régies dotées de la seule autonomie financière MET 16/350/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, huit régies dotées de la seule autonomie financière ont été reprises et intégrées dans la gestion de la Métropole, qui sont:

Régie autonome des Transports Publics Urbains – CT2
Régie autonome du Service Public d'élimination des déchets (SPED) – CT2
Régie autonome du Réseau de Chaleur Urbain – CT4
Régie autonome Intercommunale de collecte et valorisation des déchets – CT5
Régie autonome d'Action Sociale – CT5
Régie autonome de l'Assainissement – CT6

Régie autonome de la gestion des Eaux – CT6

Régie autonome du réseau des transports UlysseTransports – ex-Smegtu

Désormais, il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur toutes les questions se rapportant au fonctionnement de ces régies.

Conformément à l'article R2221-70 du Code Général des Collectivités Territoriales, des avances de trésorerie peuvent être consenties par la Métropole à ces régies lorsque les besoins sont réels.

Le recours à cette disposition apparaît comme favorable pour la bonne gestion financière des régies autonomes compte tenu des difficultés de trésorerie qui pourraient survenir pour procéder au mandatement :

- des dépenses obligatoires, notamment en frais de personnel et en remboursement des annuités d'emprunt,
- des dépenses d'investissements que pourraient induire les projets de travaux et d'équipements,
- des variations des recettes de la régie au cours de l'exercice comptable,

Afin d'assurer la continuité des paiements des engagements financiers, il est proposé au Conseil de la Métropole d'autoriser des avances de trésorerie remboursables non budgétaires à ces régies, à compter de l'exercice 2016, lorsque cela s'avèrera nécessaire et selon les modalités suivantes:

- Taux: 0%, c'est-à-dire sans facturation d'intérêt.
- Montant maximal par régie : 7 500 000 euros
- Décaissements/encaissements: au fil de l'année en fonction des besoins et de la capacité de la régie à rembourser
- Conditions de tirages: au fur et à mesure, par décision du Président de la Métropole sur la base d'un état estimatif des dépenses de la régie faisant apparaître le besoin de trésorerie, sous réserve que la Métropole dispose de suffisamment de fonds pour assurer son propre fonctionnement et de l'avis préalable du Receveur des finances.
- Modalités du remboursement: en cours d'exercice, des que le prévisionnel de trésorerie de la régie est suffisant pour couvrir un remboursement total ou partiel, et, en tout état de cause, le remboursement intégral de l'avance devra être effectif au plus tard au 31 décembre de l'exercice de son attribution.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'autorisation d'une avance de trésorerie remboursable non budgétaire consentie par la métropole Aix Marseille Provence, à compter de l'exercice 2016, à ses régies dotées de la seule autonomie financière suivantes :

- Régie autonome des Transports Publics Urbains – CT2
- Régie autonome du Service Public d'élimination des déchets (SPED) – CT2
- Régie autonome du Réseau de Chaleur Urbain –CT4
- Régie autonome Intercommunale de collecte et valorisation des déchets – CT5
- Régie autonome d'Action Sociale – CT5
- Régie autonome de l'Assainissement – CT6
- Régie autonome de la gestion des Eaux – CT6
- Régie autonome du réseau des transports UlysseTransports – ex-Smegtu

Article 2 :

Sont approuvées les conditions d'attribution de l'avance énumérée ci-après :

- Taux: 0%, c'est-à-dire sans facturation d'intérêt à la régie.
- Montant maximal 7 500 000 euros.
- Décaissements/encaissements: au fil de l'année en fonction besoins et de la capacité de la régie à rembourser
- Conditions de tirages: au fur et à mesure, par décision du Président de la Métropole sur la base d'un état estimatif des dépenses de la régie faisant apparaître le besoin de trésorerie, sous réserve que la Métropole dispose de suffisamment de fonds pour assurer son propre fonctionnement et de l'avis préalable du Receveur des finances
- Modalité du remboursement : en cours d'exercice, dès que le prévisionnel de trésorerie de la régie est suffisant pour couvrir un remboursement total ou partiel, et, en tout état de cause, le remboursement intégral de l'avance devra être effectif au plus tard au 31 décembre de l'exercice de son attribution.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 040-173/16/CM

■ Intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/354/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les opérations présentées dans le cadre de chacun des domaines de compétences de la Métropole s'inscriront dès 2016 dans une démarche pluriannuelle de gestion en Autorisation de programme/d'engagement et crédits de paiement (AP ou AE/CP) conformément au règlement budgétaire et financier adopté par délibération en date du 7 Avril 2016.

Cette procédure budgétaire et comptable, mise à la disposition des EPCI par l'article R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'appliquera aux programmes pluriannuels initiés par la Métropole.

Pour 2016, premier exercice budgétaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les investissements sont composés pour l'essentiel d'autorisations de programmes en-cours, validées par délibérations des ex-EPCI qui utilisaient cette procédure de gestion avant la fusion.

Afin de permettre la continuité des programmes engagés, le Président propose au Conseil, compte tenu de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, de décider d'intégrer dans la gestion de la Métropole le reste à financer constaté au 31 décembre 2015 de ces autorisations de programme et d'engagement détaillées en annexe par territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ces articles L.2311-3 et R-2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adoptée la reprise de la situation financière constatée au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement détaillées par opération en annexe qui ont fait l'objet d'un vote par les assemblées délibérantes des anciens EPCI composants la Métropole dans le cadre de la procédure budgétaire et comptable dites en AP-AE/CP.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits sur les budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 041-174/16/CM

**■ Approbation de la durée d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers du budget annexe des Transports - Instruction budgétaire M43
MET 16/364/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant disposition budgétaire et comptable relatives aux collectivités locales fait obligation pour les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants d'amortir certaines de leurs immobilisations et de porter en recettes de leur section d'investissement le produit de leurs amortissements.

Il convient de rappeler que la pratique de l'amortissement permet aux collectivités locales de préserver leur potentiel d'action en dégageant annuellement un excédent minimum de recettes de fonctionnement destiné à rembourser le capital des

emprunts et à financer le renouvellement inéluctable de leurs immobilisations.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante fixe les durées d'amortissement pour chaque catégorie de biens mobiliers et immobiliers.

L'activité des transports en commun est un service public à caractère industriel et commercial qui nécessite un suivi au sein d'un budget annexe soumis à l'instruction budgétaire et comptable M43.

Compte tenu de la fusion des budgets annexes des transports, dès 2016, pour les CT1, CT3 et ex-SMITEEB et l'intégration des autres budgets annexes transports au 1^{er} janvier 2017, il convient donc de délibérer pour approuver la durée d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers de ce budget annexe sur la base du tableau ci-joint en annexe.

Dans un souci de simplification, les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000,00 euros HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année.

La dépense correspondante sera inscrite à l'article 6811 de la section de fonctionnement du budget annexe des transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'instruction budgétaire et comptable M43.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence décide que les durées d'amortissement sont fixées dans le tableau ci-joint en annexe.

Article 2 :

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 euros HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année.

Article 3 :

Les crédits correspondants seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du budget annexe des Transports de la Métropole – Nature 6811.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 044-175/16/CM

■ Budget 2016 : Décision Modificative n°1 MET 16/351/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Métropole et en application de l'article L1612-1 du CGCT, la gestion provisoire, en attendant le vote du Budget Primitif 2016 a été ouverte sur la base des crédits votés en 2015 par les ex-EPCI, à hauteur de 100% des crédits en fonctionnement et 33% des crédits en investissement, à périmètre identique de la gestion 2015 correspondant au budget principal et aux budgets annexes. Les états spéciaux de territoire, n'existant pas en 2015, les crédits provisoires n'ont pas pu être positionnés.

Ainsi, la gestion budgétaire propre à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui intègre une gestion déléguée à travers les états spéciaux de territoire, tel que le Budget Primitif 2016 le prévoit, doit être corrigée pour la partie provisoire de début d'année, qui a fait l'objet d'une exécution sur le Budget Principal.

Il convient de procéder à des ajustements dans la répartition des crédits entre le Budget Principal et les états spéciaux de territoire sous la forme d'une refacturation exceptionnelle liée à la mise en place pour la première année de cette gestion spécifique.

La Décision Modificative n° 1 a pour objet de procéder à ces ajustements de crédits. Ceux-ci s'opèrent en dépenses et en recettes, en section de

fonctionnement entre le Budget Principal et les six états spéciaux de territoire.

L'inscription de ces corrections, en Décision Modificative n°1, sur une nature budgétaire de référence unique au sein du chapitre 011, la 611 : contrats de prestations de service au Budget Principal et aux états spéciaux de Territoires. Par transfert à l'intérieur du chapitre 011, les crédits seront repositionnés sur les bonnes lignes budgétaires en fonction de la nature des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le vote du Budget Primitif 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes au Budget Principal 2016 de la Métropole :

Section de fonctionnement :

Recettes : 70872 : Remboursement de frais par les budgets annexes pour un montant de :

38 263 000 euros

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de 38 263 000 euros

Article 2 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT1 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de – 25 000 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +25 000 000 euros

Article 3 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT2 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de – 2 700 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +2 700 000 euros

Article 4 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT3 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de –3 900 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +3 900 000 euros

Article 5 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT4 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de – 4 363 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +4 363 000 euros

Article 6 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT5 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de – 1 500 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +1 500 000 euros

Article 7 :

Sont approuvées les modifications de crédits suivantes à l'état spécial de territoire 2016 du CT6 :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 611 : Contrats de prestations de services pour un montant de – 800 000 euros

Dépenses : 62871 : Remboursement de frais à la collectivité de rattachement pour un montant de +800 000 euros

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 045-176/16/CM

■ Rapport sur l'état de la dette

MET 16/430/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions législatives, le Rapport d'Orientation Budgétaire, voté lors du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, présentait la structure et la gestion de la dette de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En complément de ce rapport, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre connaissance d'un rapport détaillant plus précisément la trajectoire d'endettement de la Métropole et l'analyse intrinsèque de sa composition.

Ce document reprend l'évolution de la dette consolidée pour tous les budgets principaux et annexes des EPCI fusionnés, rétrospectivement sur 2014 et 2015, et affine l'analyse de cette évolution par Territoire ainsi que par type de compétences pour les budgets annexes. Il dresse un état des lieux de la structure de la dette consolidée, par type d'emprunt et de partenaire financier ainsi que d'exposition aux risques, selon la typologie de la charte Gissler.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre connaissance de ce rapport sur l'état de la dette de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2312.1, L 5211.36 et L. 5217-10-4 ;
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Où il rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit adopter son Budget Primitif avant le 30 avril 2016

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport sur l'état de la dette de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

HN 046-177/16/CM

■ **Vote du Compte Administratif 2015 – Budget**
Annexe du service public d'assainissement non
collectif
MET 16/377/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président, délibérant sur le compte administratif du budget annexe du service public d'assainissement non collectif pour l'exercice 2015 adressé par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence, après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré :

Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|------------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | RECETTES NETTES | A | 0.00 | 607 283,14 | 607 283,14 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | DEPENSES NETTES | B | 0.00 | 660 106,02 | 660 106,02 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 0.00 | -52 822,88 | -52 822,88 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | 0.00 | 58 222,90 | 58 222,90 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | E | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 0.00 | 5 400,02 | 5 400,02 |

➤ Lui **donne acte** de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|---------------------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | Titres de l'exercice | A | 0.00 | 607 283,14 | 607 283,14 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | 0.00 | | |
| | TITRES REALISES | C | 0.00 | 607 283,14 | 607 283,14 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | Mandats de l'exercice | D | 0.00 | 660 106,02 | 660 106,02 |
| | Dont Rattachements à l'exercice | E | 0.00 | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 0.00 | 660 106,02 | 660 160,02 |
| RESULTAT 2015 | solde exécution brut | G=C-F | 0.00 | 52 822,88 | 52 822,88 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 0.00 | 58 222,90 | 58 222,90 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE CUMULE 2015 | | J=G+H-I | 0.00 | 5 400,02 | 5 400,02 |





Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2015, de la manière suivante :

| | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|----------------------------|--------------------|----------------|----------------|------------|
| RECETTES | Prévisions totales | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | Titres réalisés | 0.00 | 607 283,14 | 607 283,14 |
| | | | | |
| En % des prévisions | | 0.00 | 86,10 % | 86 ,10 % |
| | | | | |
| DEPENSES | Prévisions totales | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| | Mandats réalisées | 0.00 | 660 106,02 | 660 106,02 |
| | | | | |
| En % des prévisions | | 0.00 | 93,60 % | 93,60 % |

Après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

➤ Déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont adoptées et déclarées tenues pour lues les annexes au présent Compte Administratif du Budget Annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 047-178/16/CM

■ Vote du Compte Administratif 2015 – Budget du Service Public d'Elimination des Déchets

MET 16/386/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean Claude GAUDIN, délibérant sur le compte administratif du Budget du Service Public d'Elimination des Déchets de l'exercice 2015 adressé par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré :

Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|--------------------|---------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | RECETTES NETTES | A | 3 629 030,60 | 58 329 580,47 | 61 958 611,07 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | DEPENSES NETTES | B | 2 766 748,42 | 54 962 205,81 | 57 728 954,23 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 862 282,18 | 3 367 374,66 | 4 229 656,84 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | E | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 862 282,18 | 3 367 374,66 | 4 229 656,84 |

Lui **donne acte** de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--------------------------|--------------------------------|-----|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | Titres de l'exercice | A | 3 629 030,60 | 58 329 580,47 | 61 958 611,07 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 3 629 030,60 | 58 329 580,47 | 61 958 611,07 |

| | | | | | |
|---------------------------------|---------------------------------|---------|--------------|---------------|---------------|
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | Mandats de l'exercice | D | 2 766 748,42 | 54 962 205,81 | 57 728 954,23 |
| | Dont Rattachements à l'exercice | E | | 5 139 242,85 | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 2 766 748,42 | 54 962 205,81 | 57 728 954,23 |
| RESULTAT 2015 | solde exécution brut | G=C-F | 862 282,18 | 3 367 374,66 | 4 229 656,84 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PART AFFECTE À L'INVESTISSEMENT | | I | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 862 282,18 | 3 367 374,66 | 4 229 656,84 |

Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2015, de la manière suivante :

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|-------|
|--|----------------|----------------|-------|

| | | | | |
|--|---|---------------------|----------------------|----------------------|
| <u>RECETTES</u> | Prévisions totales | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | Titres réalisés | 3 629 030,60 | 58 329 580,47 | 61 958 611,07 |
| | | | | |
| <u>En % des prévisions</u> | | 47,9 % | 103,60 | 97,00 % |
| | | | | |
| <u>DEPENSES</u> | Prévisions totales | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | Dont prévisions pour opérations réelles | 7 571 800,00 | 52 710 866,00 | 60 282 266,00 |
| | mandats réalisés | 2 766 748,42 | 54 962 205,81 | 57 728 954,23 |
| | Dont dépenses réelles | 2 766 748,42 | 51 560 523,76 | 54 327 272,18 |
| | | | | |
| <u>En % des prévisions des opérations réelles</u> | | 36,50 % | 97,80 % | 90,10 % |

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser et **arrête** les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

| | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|----------|----------------|----------------|----------------|--------------------|
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | A | 862 282,18 | 3 367 374,66 | 4 229 656,84 |
| RESTE A REALISER OU A MANDATER | DEPENSES | B | 3 320 866,34 | | |
| | RECETTES | C | | | |
| RESULTAT CUMULE DE CLOTURE 2015 | | D=A+B-C | 2 458 584,16 | 3 367 374,66 | 908 790 ,50 |

Article 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L. 2121-31, L. 1612-12, L. 2121-14, L.2313.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Sont adoptées et déclarées tenues pour lues les annexes au présent Compte Administratif du Budget du Service Public d'Elimination des Déchets de la

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 048-179/16/CM

■ **Vote du Compte de Gestion 2015 – Budget
Service Public d'Élimination des Déchets
MET 16/373/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le compte de gestion du Budget Général pour l'exercice 2015 résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|----------------------------------|--------------------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | RECETTES NETTES A | 3 629 030,60 | 58 329 580,47 | 61 958 611,07 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | 7 571 800,00 | 56 292 866,00 | 63 864 666,00 |
| | DEPENSES NETTES B | 2 766 748,42 | 54 962 205,81 | 57 728 954,23 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C = A – B | 862 282,18 | 3 367 674,66 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | 0,00 | 0,00 |
| PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT | | E | 0,00 | 0,00 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 862 282,18 | 3 367 374,66 |
| | | | | 4 229 656,84 |

➤ Après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

➤ Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-31, L.1612-12, L.2121-14, L.2313.1 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté et déclaré que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 049-180/16/CM

■ Création d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée Régie des Transports du réseau Ulysse MET 16/409/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral en date du 2 février 2011, le Préfet des Bouches-du-Rhône avait approuvé la création du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains sur le territoire de la CAPM et du SAN Ouest Provence.

Dans ce cadre, par délibération n°2011-51 en date du 17 novembre 2011, le Comité Syndical du SMGETU a procédé à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée Régie des transports.

La loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015, a créé au 1er janvier 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

De plus, l'article 52 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles attribue aux Métropoles les compétences d'autorités organisatrices de la mobilité (AOM). Les Métropoles voient leurs compétences étendues aux domaines des usages partagés de l'automobile (autopartage, covoiturage), les modes actifs et la logistique urbaine.

Sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM) et du Syndicat d'Agglomération nouvelle Ouest-Provence, établissements dissous par la loi MAPTAM au 31 décembre 2015, le SMGETU assurait, en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports Urbains l'exploitation des lignes de transports sur les communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port-de-Bouc, Port Saint-Louis du Rhône, Saint-Mitre les Remparts.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence étant désormais seule Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, le Préfet des Bouches-du-Rhône a la dissolution du SMGETU par arrêté en date du 29 décembre 2015.

Toutefois, au moment de sa dissolution, le SMGETU exerçait deux types de fonctions :

- d'une part les fonctions de gestion du budget général dudit syndicat jusqu'à sa dissolution : fonctions supports nécessaires au fonctionnement du syndicat et

notamment de la Régie des transports. Ces fonctions mobilisent un effectif de l'ordre de 70 agents ;
- d'autre part les activités d'exploitation du réseau de transports sur le périmètre susmentionné, lesquelles mobilisent un effectif de 142 agents.

Suite à la dissolution du SMGETU, et afin d'assurer la continuité du service, il a été décidé, de manière temporaire de maintenir ces deux volets de l'activité du SMGETU en érigeant deux budgets annexes distincts.

Pour la partie relative aux activités de gestion du Budget général du syndicat dissous, un budget annexe sans autonomie financière relevant de la Métropole et reprenant toutes les fonctions supports nécessaires au fonctionnement, a été érigé.

Pour la partie relevant des activités d'exploitation du service, un budget annexe doté de l'autonomie financière a été érigé. Cette modalité ayant été retenue dans l'attente de la mise en place statutaire d'une régie, il est à présent nécessaire de proposer au Conseil de créer la Régie dotée de l'autonomie Financière à caractère industriel et commercial, rattachée de droit à la Métropole, et d'en approuver les statuts.

Cette régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial, dont le siège est fixé à l'adresse suivante : 19 rue Louis Lépine, ZI des collines, BP 30098, 13693 Martigues Cedex est dénommée :

REGIE DES TRANSPORTS DU RESEAU ULYSSE

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L2333-64 A L2333-75 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de la Régie des Transports du Réseau ULYSSE.

Article 2 :

Est fixé le siège social de la Régie des Transports du Réseau ULYSSE à l'adresse suivante : 19 rue Louis Lépine, ZI des collines, BP 30098, 13693 Martigues Cedex

Article 3 :

Sont approuvés les statuts de la Régie annexés au présent rapport.

Article 4 :

Est approuvée la dotation initiale en nature d'un montant de 2 516 773.12 euros.

Article 5 :

Est approuvée la dotation initiale en espèces d'un montant de 800 000 euros.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à nommer le Directeur de la Régie des Transports du Réseau ULYSSE ainsi créée.

Article 7 :

Les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer tout document relatif à l'application de ces dispositions.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 050-181/16/CM

**■ Approbation du Compte Administratif 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
MET 16/344/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2015 de la Communauté urbaine comportant le Compte Administratif Principal, les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, du Transport, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion du Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte

Administratif de l'exercice 2015 pour le Budget Principal et les Budgets Annexes Collecte et traitement des déchets, Transport, Assainissement, Eau, Ports de Plaisance, Marché d'Intérêt National, Crématorium et Opérations d'aménagement.

En Application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et de la jurisprudence du Tribunal Administratif de Nice en date du 2 août 1985, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole élu le 17 mars 2016 préside la séance du Compte Administratif et Monsieur Guy TEISSIER se retire au moment du vote.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 92-125 du 6 Février 1992 ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n° 2 relatifs à l'exercice 2015 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2015 dont les montants sont retranscrits ci-après :

SOLDE CREDITEUR : 49 133 816,20 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -52 418 340,78 | | -5 679 511,10 | -58 097 851,88 |
| FONCTIONNEMENT | 107 098 662,42 | 38 190 108,78 | 38 323 114,38 | 107 231 668,08 |
| TOTAL | 54 680 321,64 | 38 190 108,78 | 32 643 603,28 | 49 133 816,20 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 4 249 355,56 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -1 186 676,77 | | 4 459 399,08 | 3 272 722,31 |
| FONCTIONNEMENT | 5 895 254,46 | 0,00 | -4 918 621,21 | 976 633,25 |
| TOTAL | 4 708 577,69 | 0,00 | -459 222,13 | 4 249 355,56 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE TRANSPORT

SOLDE CREDITEUR : 505 796,28 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -29 484 437,22 | | 29 990 233,50 | 505 796,28 |
| FONCTIONNEMENT | 900 588,18 | 900 588,18 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | -28 583 849,04 | 900 588,18 | 29 990 233,50 | 505 796,28 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 4 793 862,83 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 799 009,23 | | -1 916 839,81 | -1 117 830,58 |
| FONCTIONNEMENT | 6 525 385,47 | 0,00 | -613 692,06 | 5 911 693,41 |
| TOTAL | 7 324 394,70 | 0,00 | -2 530 531,87 | 4 793 862,83 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SOLDE CREDITEUR : 15 325 898,34 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 2 502 146,26 | | 3 292 741,69 | 5 794 887,95 |
| FONCTIONNEMENT | 8 730 705,64 | 3 730 705,64 | 4 531 010,39 | 9 531 010,39 |
| TOTAL | 11 232 851,90 | 3 730 705,64 | 7 823 752,08 | 15 325 898,34 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 1 328 092,49 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | -437 133,82 | | 1 207 919,13 | 770 785,31 |
| FONCTIONNEMENT | 433 989,33 | 433 989,33 | 557 307,18 | 557 307,18 |
| TOTAL | -3 144,49 | 433 989,33 | 1 765 226,31 | 1 328 092,49 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU MARCHE D'INTERET NATIONAL

SOLDE DEBITEUR : - 431 398,21 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 257 744,73 | | 43 945,55 | 301 690,28 |
| FONCTIONNEMENT | -517 460,65 | 0,00 | -215 627,84 | -733 088,49 |
| TOTAL | -259 715,92 | 0,00 | -171 682,29 | -431 398,21 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 2 904 367,88 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 846 026,72 | | 213 836,31 | 1 059 863,03 |
| FONCTIONNEMENT | 1 651 030,24 | 0,00 | 193 474,61 | 1 844 504,85 |
| TOTAL | 2 497 056,96 | 0,00 | 407 310,92 | 2 904 367,88 |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 679 805,18 euros

| | RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015 | RESULTATS DE L'EXERCICE 2015 | RESULTATS DE CLOTURE 2015 |
|----------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| INVESTISSEMENT | 2 187 342,73 | | -1 806 828,21 | 380 514,52 |
| FONCTIONNEMENT | -861 379,68 | 0,00 | -198 940,02 | -1 060 319,70 |
| TOTAL | 1 325 963,05 | 0,00 | -2 005 768,23 | -679 805,18 |

Article 2 :

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives, arrête les opérations de cette comptabilité aux montants présentés par Monsieur le Receveur des Finances de Marseille Municipale et retranscrits ci-après :

Total des soldes repris en début de gestion :

Total des opérations « entrées » constatées au cours de la gestion

Total des opérations « sorties » constatées au cours de la gestion

Total des soldes à la clôture de la gestion :

Article 3 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2015, document annexé à la présente délibération et comportant le Compte Administratif Principal, les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, du Transport, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Principal, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 987 350 601.63 euros

Reprise des résultats antérieurs

16 490 212.92 euros

En dépenses de 954 706 998.35 euros

Solde 49 133 816.20 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 250 172 489.56 euros

Reprise des résultats antérieurs 4 708 577.69 euros

En dépenses de 250 631 711.69 euros

Solde 4 249 355.56 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Transport, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 629 997 739.33 euros

Reprise des résultats antérieurs -29 484 437.22 euros

En dépenses de 600 007 505.83 euros

Solde 505 796.28 euros

Article 7 :

0,00 euros

Est constaté pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 49 220 097.43 euros

Reprise des résultats antérieurs 7 324 394.70 euros

En dépenses de 51 750 629.30 euros

Solde 4 793 862.83 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires,

En recettes de 45 787 232.81 euros

Reprise des résultats antérieurs 7 502 146.26 euros

En dépenses de 37 963 480.73 euros

Solde 15 325 898 .34 euros

Article 9 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe des Ports de plaisance, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 16 397 765.05 euros

Reprise des résultats antérieurs -437 133.82 euros

En dépenses de 14 632 538.74 euros

Solde 1 328 092 .49 euros

Article 10 :

Est constaté pour le Compte Administratif Annexe du Marché d'Intérêt National, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 1 152 721 .47 euros

Reprise des résultats antérieurs -259 715 .92 euros

En dépenses de 1 324 403.76 euros

Solde -431 398.21 euros

Article 11 :

Est constaté pour le Compte Administratif Annexe du Crématorium, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 1 785 391.53 euros
 Reprise des résultats antérieurs 2 497 056.96 euros
 En dépenses de 1 378 080.61 euros
Solde 2 904 367.88 euros

Article 12 :

Est constaté pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires

En recettes de 63 691 809.96 euros
 Reprise des résultats antérieurs 1 325 963.05 euros
 En dépenses de 65 697 578.19 euros
Solde -679 805.18 euros

Article 13 :

Est reconnu la sincérité des restes à réaliser.

Article 14 :

Est reconnu l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les

résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2015 du Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2015.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 051-182/16/CM

■ Approbation du du Compte Administratif 2015 - Budget Principal du Pays d'Aix MET 16/379/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean Claude GAUDIN, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2015 adressé par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence, après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré :

- Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|--------------------|---------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | RECETTES NETTES | A | 239 510 594,37 | 314 704 901,22 | 554 215 495,59 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | DEPENSES NETTES | B | 236 668 380,69 | 308 442 969,68 | 545 111 350,37 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 2 842 213,68 | 6 261 931,54 | 9 104 145,22 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | 1 033 566,25 | 21 854 678,30 | 22 888 244,55 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | E | | 19 166 998.83 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 3 875 779,93 | 8 949 611,01 | 12 825 390,94 |

- Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--------------------------|--|-----|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | <i>Titres de l'exercice</i> | A | 239 510 594,37 | 314 704 901,22 | 554 215 495,59 |
| | <i>Dont Rattachement à l'exercice</i> | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 239 510 594,37 | 314 704 901,22 | 554 215 495,59 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | <i>Mandats de l'exercice</i> | D | 236 668 380,69 | 308 442 969,68 | 545 111 350,37 |
| | <i>Dont Rattachements à l'exercice</i> | E | | 4 223 222,59 | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 236 668 380,69 | 308 442 969,68 | 545 111 350,37 |

| | | | | | |
|--|-----------------------------|----------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| RESULTAT 2015 | solde exécution brut | G=C-F | 2 842 213,68 | 6 261 931,54 | 9 104 145,22 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 1 033 566,25 | 21 854 678,30 | 22 888 244,55 |
| PART AFFECTE À L'INVESTISSEMENT | | I | | 19 166 998,83 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 3 875 779,93 | 8 949 611,01 | 12 825 390,94 |

Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2015, de la manière suivante :

| | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| RECETTES | Prévisions totales | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | <i>Titres réalisés</i> | 239 510 594,37 | 314 704 901,22 | 554 215 495,59 |
| | | | | |
| En % des prévisions | | 61,30 % | 100,50 % | 78,70 % |
| | | | | |
| DEPENSES | Prévisions totales | 390 730 780,00 | 313 214 375,00 | 703 945 155,00 |
| | <i>Dont prévisions pour opérations réelles</i> | 332 685 460,00 | 261 711 175,00 | 594 396 635,00 |
| | <i>mandats réalisés</i> | 236 668 380,69 | 308 442 969,68 | 545 111 350,37 |
| | <i>Dont dépenses réelles</i> | 198 259 419,52 | 251 231 390,43 | 449 490 809,95 |
| | | | | |
| En % des prévisions des opérations réelles | | 59,60 % | 96 % | 75,60 % |

Détail des réalisations par service sur la section de fonctionnement (opérations réelles)
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR DIRECTION
CONSUMMATION DES CREDITS AU 31/12/2015

DGA CULTURE ET SPORTS

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|------------------|----|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| CULTURE | 2C | 12 527 000.00 | 12 813 560.01 | 18 850.85 | 12 441 565.65 | 97,24 % | 97,1 % |
| SPORT | 1I | 6 015 000.00 | 6 379 750.00 | 291 002.73 | 6 176 712.05 | 101,38 % | 96,82 % |
| TOTAL DGA | | 18 542 000.00 | 19 193 310.01 | 309 853.58 | 18 618 277.70 | 98.62% | 97 % |

DGA DEPLAC. TRANSP. INFRASTRU.

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|------------------------------------|----|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| CELLULE SUIVI ET ANALYSE DES DEPLA | 6E | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| GESTION OPERATIONNELLE DES DEPLA | 6A | 13 350 000.00 | 15 399 657.60 | 1 682 726.89 | 15 193 635.25 | 109,59 % | 98,66 % |
| INFRASTRUCTURES | 6B | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| PDU-PDE | 6C | 0.00 | 80.40 | 5 880.00 | -6 066.31 | -231,73 % | -7 545,16 % |
| TOTAL DGA | | 13 350 000.00 | 15 399 738.00 | 1 688 606.89 | 15 187 568.94 | 109.59% | 98,62 % |

DGA DEV. ECO. INS. EEMPL. FORM.

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|-----------------------------------|----|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| AFFAIRES GENERALES ET ACTIONS ECC | 3A | 3 552 000.00 | 3 692 705.50 | 191 218.78 | 3 240 516.75 | 92,93 % | 87,75 % |
| AGRICULTURE | 3D | 901 200.00 | 806 200.00 | 9 791.61 | 603 560.30 | 76,08 % | 74,86 % |
| FISAC | 3F | 1 128 800.00 | 536 544.50 | 40 882.54 | 351 218.14 | 73,08 % | 65,46 % |
| OPERATIONS D' AMENAGEMENT | 3B | 0.00 | 457.00 | 0.00 | 456.50 | 99,89 % | 99,89 % |
| TOURISME | 3T | 1 222 000.00 | 1 297 000.00 | 6 000.00 | 1 265 647.00 | 98,05 % | 97,58 % |
| TOTAL DGA | | 6 804 000.00 | 6 332 907.00 | 247 892.93 | 5 461 398.69 | 90.15% | 86,24 % |

DGA PROSPECT. AMENAGEMENT

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|-----------------------------------|----|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| CELLULE OBSERVATOIRE | 17 | 75 000.00 | 76 500.00 | 0.00 | 65 654.38 | 85,82 % | 85,82 % |
| CFA DU PAYS D'AIX | 10 | 430 000.00 | 477 100.00 | 14 310.70 | 476 936.72 | 102,97 % | 99,97 % |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHER | 14 | 236 750.00 | 231 043.00 | 0.00 | 210 900.00 | 91,28 % | 91,28 % |
| FONDS SOCIAL EUROPEEN | 9 | 1 240 000.00 | 1 001 750.00 | 124 993.72 | 543 974.07 | 66,78 % | 54,3 % |
| GRANDS PROJETS | 6D | 0.00 | 6 000.00 | 0.00 | 5 952.00 | 99,2 % | 99,2 % |
| HABITAT | 7A | 446 300.00 | 354 524.00 | 0.00 | 249 237.07 | 70,3 % | 70,3 % |
| INSERTION/EMPLOI | 8 | 1 834 750.00 | 2 188 100.00 | 9 900.00 | 2 152 473.57 | 98,82 % | 98,37 % |
| OPERATIONS D' AMENAGEMENT | 3B | 38 200.00 | 108 200.00 | 0.00 | 26 630.25 | 24,61 % | 24,61 % |
| POLITIQUE DE LA VILLE | 7C | 50 000.00 | 55 000.00 | 0.00 | 54 011.00 | 98,2 % | 98,2 % |
| PREVENTION DE LA DELINQUANCE | 7D | 300 000.00 | 525 400.00 | 0.00 | 509 198.20 | 96,92 % | 96,92 % |
| PROJET D'AGGLOMERAT* ET ETUDES GE | 12 | 137 000.00 | 152 000.00 | 0.00 | 128 046.30 | 84,24 % | 84,24 % |
| SCOT ET ETUDES GENERALES | 5C | 650 000.00 | 800 000.00 | 0.00 | 800 000.00 | 100 % | 100 % |
| VALORISATION TERRITOIRE D'ITER | 3I | 12 000.00 | 52 500.00 | 0.00 | 8 147.00 | 15,52 % | 15,52 % |
| TOTAL DGA | | 5 450 000.00 | 6 028 117.00 | 149 204.42 | 5 231 160.56 | 89.25% | 86,78 % |

DIRECTION GENERALE SERVICES

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|------------------------------------|----|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES, COMMANDE PUE | 2J | 3 521 000.00 | 3 601 000.00 | 79 787.62 | 3 292 216.49 | 93,64 % | 91,43 % |
| APPUI AUX COMMUNES | 15 | 206 000.00 | 78 000.00 | 3 825.00 | 36 772.83 | 52,05 % | 47,14 % |
| COMMUNICATION | 11 | 1 811 000.00 | 1 641 922.00 | 185 601.23 | 1 461 563.04 | 100,32 % | 89,02 % |
| EVALUATION POLITIQUES PUBLIQUES, F | 2D | 30 000.00 | 30 000.00 | 0.00 | 6 000.00 | 20 % | 20 % |
| MISSION HANDICAPS | 16 | 3 000.00 | 3 000.00 | 0.00 | 502.00 | 16,73 % | 16,73 % |
| TOTAL DGA | | 5 571 000.00 | 5 353 922.00 | 269 213.85 | 4 797 054.36 | 94.63% | 89,6 % |

DIR. GEN. SERV. ADMINISTRATIFS

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|------------------------------------|----|-----------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|------------------------------|---------------------|
| DIRECTION DES FINANCES | 2E | 154 650 000.00 | 158 441 668.99 | 29 833.60 | 157 847 566.65 | 99,64 % | 99,63 % |
| DRH | 2F | 2 859 500.00 | 2 971 654.76 | 26 818.16 | 2 596 961.21 | 88,29 % | 87,39 % |
| MOYENS GENERAUX | 2A | 2 200 000.00 | 2 046 000.00 | 227 404.97 | 1 945 338.85 | 106,19 % | 95,08 % |
| RELATIONS INTERNAT* ET HUMANITAIRE | 13 | 30 000.00 | 37 000.00 | 0.00 | 37 000.00 | 100 % | 100 % |
| RESSOURCES HUMAINES ISSUE DE AST | RH | 35 308 500.00 | 34 244 866.69 | 0.00 | 33 778 811.81 | 98,64 % | 98,64 % |
| SYST. INFORMATION ET TELECOMS | 2B | 1 080 000.00 | 1 477 783.55 | 270 368.41 | 1 424 976.54 | 114,72 % | 96,43 % |
| TOTAL DGA | | 196 128 000.00 | 199 218 973.99 | 554 425.14 | 197 630 655.06 | 99.48% | 99,2 % |

DIR. GEN. SERV. TECHNIQUES

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|---------------------------------|---------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| ASSAINISSEMENT | 1E | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| COLLECTE | 1C | 0.00 | 0.00 | 0.00 | -15 622.96 | | |
| DIRECTION DES BATIMENTS | 1BAT | 4 400 800.00 | 4 450 200.00 | 976 003.61 | 3 800 720.56 | 107,34 % | 85,41 % |
| DIRECTION RISQUES | 1R | 149 800.00 | 137 941.00 | 0.00 | 135 170.68 | 97,99 % | 97,99 % |
| ECOLOGIE URBAINE | 1D | 584 300.00 | 554 514.00 | 0.00 | 523 022.77 | 94,32 % | 94,32 % |
| ENERGIE | 1DR | 378 700.00 | 350 845.00 | 0.00 | 256 597.30 | 73,14 % | 73,14 % |
| ENTREES VILLE TRAVAUX | 5A | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| ESPACES NATURELS ET FORETS | 1DN | 1 142 800.00 | 1 162 925.00 | 3 378.64 | 1 093 834.44 | 94,35 % | 94,06 % |
| ETUDES GENERALES DECHETS | 1ETUDES | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| GENS DU VOYAGE | 7B | 250 000.00 | 280 000.00 | 6 065.65 | 191 215.25 | 70,46 % | 68,29 % |
| TRAITEMENT ELIMINATION | 1TE | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 28 769.78 | | |
| TRAITEMENT LOGISTIQUE | 1TL | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 31 812.53 | | |
| TRAVAUX INFRASTRUCTURES COMMUN. | 3C | 470 000.00 | 468 932.00 | 49 221.04 | 419 782.22 | 100,02 % | 89,52 % |
| TOTAL DGA | | 7 376 200.00 | 7 405 357.00 | 1 034 668.94 | 6 465 302.57 | 101.28% | 87,31 % |

| | | | | | | | |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|
| TOTAL GENERAL | | 253 221 200.00 | 258 932 325.00 | 4 253 865.75 | 253 391 417.88 | 99.50% | 97.86% |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|

NB : Hors charges financières liées à la dette et dépenses imprévues

Rappelons pour mémoire que le montant global de réalisation en 2014 sur la section de fonctionnement était de 312 040 299,66 soit 96 %

Détail de la réalisation par service sur la section de d'investissement (opérations réelles)
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT PAR DIRECTION
CONSUMMATION DES CREDITS AU 31/12/2015

DGA CULTURE ET SPORTS

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|------------------|----|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| CULTURE | 2C | 6 395 000.00 | 11 946 629.76 | 1 004 289.08 | 5 490 057.51 | 54,36 % | 45,95 % |
| SPORT | 1I | 15 500 100.00 | 12 676 269.72 | 937 349.75 | 7 980 903.24 | 70,35 % | 62,96 % |
| TOTAL DGA | | 21 895 100.00 | 24 622 899.48 | 1 941 638.83 | 13 470 960.75 | 62,59% | 54,71 % |

DGA DEPLAC. TRANSP. INFRASTRUCT.

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|---------------------------------|----|-------------------|---------------------|------------------|-------------------|------------------------------|---------------------|
| GESTION OPERATIONNELLE DES DEPL | 6A | 100 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| INFRASTRUCTURES | 6B | 250 000.00 | 3 700 639.30 | 42 291.10 | 810 445.25 | 23,04 % | 21,9 % |
| PDU-PDE | 6C | 65 000.00 | 118 000.00 | 0.00 | 28 331.60 | 24,01 % | 24,01 % |
| TRANSPORTS | 6 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| TOTAL DGA | | 415 000.00 | 3 818 639.30 | 42 291.10 | 838 776.85 | 23,07% | 21,97 % |

DGA DEV. ECO. INS. EMPL. FORM.

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|----------------------------------|----|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| AFFAIRES GENERALES ET ACTIONS EC | 3A | 5 151 000.00 | 11 992 796.89 | 3 716 779.30 | 5 764 078.40 | 79,05 % | 48,06 % |
| AGRICULTURE | 3D | 1 195 000.00 | 1 178 612.00 | 174 913.60 | 210 643.74 | 32,71 % | 17,87 % |
| FISAC | 3F | 557 000.00 | 380 846.00 | 0.00 | 380 810.00 | 99,99 % | 99,99 % |
| TOURISME | 3T | 400 000.00 | 164 527.38 | 158 774.88 | 2 760.00 | 98,18 % | 1,68 % |
| TOTAL DGA | | 7 303 000.00 | 13 716 782.27 | 4 050 467.78 | 6 358 290.14 | 75,88% | 46,35 % |

DGA PROSPECT. AMENAGEMENT

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|--------------------------------|----|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| AIDE A LA PIERRE | 7 | 2 500 000.00 | 2 146 484.50 | 0.00 | 1 717 169.36 | 80 % | 80 % |
| CFA DU PAYS D'AIX | 10 | 80 000.00 | 90 766.05 | 0.00 | 89 992.93 | 99,15 % | 99,15 % |
| DIRECTION DES FINANCES | 2E | 0.00 | 1 035 530.00 | 0.00 | 0.00 | 0 % | 0 % |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECH | 14 | 16 910 760.00 | 6 321 219.00 | 0.00 | 5 839 219.00 | 92,37 % | 92,37 % |
| GRANDS PROJETS | 6D | 2 818 680.00 | 3 240 262.82 | 237 737.82 | 1 471 775.86 | 52,76 % | 45,42 % |
| HABITAT | 7A | 9 208 404.00 | 10 485 244.00 | 353 066.80 | 8 470 080.69 | 84,15 % | 80,78 % |
| INSERTION/EMPLOI | 8 | 0.00 | 773 815.00 | 274 356.90 | 499 458.10 | 100 % | 64,54 % |
| OPERATIONS D' AMENAGEMENT | 3B | 3 237 120.00 | 3 923 746.00 | 0.00 | 3 676 786.07 | 93,71 % | 93,71 % |
| POLITIQUE DE LA VILLE | 7C | 8 060 000.00 | 5 038 900.00 | 432 201.00 | 2 150 208.08 | 51,25 % | 42,67 % |
| SCOT ET ETUDES GENERALES | 5C | 61 455.71 | 201 446.71 | 0.00 | 106 378.58 | 52,81 % | 52,81 % |
| TOURISME | 3T | 0.00 | 125 000.00 | 37 500.00 | 87 500.00 | 100 % | 70 % |
| VALORISATION TERRITOIRE D'ITER | 3I | 10 800 000.00 | 8 800 000.00 | 46 990.00 | 7 488 767.20 | 85,63 % | 85,1 % |
| TOTAL DGA | | 53 676 419.71 | 42 182 414.08 | 1 381 852.52 | 31 597 335.87 | 78,18% | 74,91 % |

DIRECTION GENERALE SERVICES

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|----------------------------------|----|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES, COMMANDE PU | 2J | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | | |
| APPUI AUX COMMUNES | 15 | 26 820 000.00 | 48 140 000.00 | 10 000.00 | 30 251 771.66 | 62,86 % | 62,84 % |
| COMMUNICATION | 11 | 80 000.00 | 114 848.00 | 0.00 | 42 024.00 | 36,59 % | 36,59 % |
| MISSION HANDICAPS | 16 | 770 000.00 | 638 225.12 | 119 806.25 | 291 940.46 | 64,51 % | 45,74 % |
| TOTAL DGA | | 27 670 000.00 | 48 893 073.12 | 129 806.25 | 30 585 736.12 | 62,82% | 62,56 % |

DIR. GEN. SERV. ADMINISTRATIFS

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|----------------------------------|----|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES, COMMANDE PU | 2J | 0.00 | 3 920 000.00 | 0.00 | 3 915 402.48 | 99,88 % | 99,88 % |
| DIRECTION DES FINANCES | 2E | 9 120 118.29 | 18 451 680.06 | 3 772 662.55 | 6 035 964.06 | 53,22 % | 32,75 % |
| MOYENS GENERAUX | 2A | 340 000.00 | 575 267.66 | 327 504.87 | 247 762.79 | 100 % | 43,07 % |
| SYST. INFORMATION ET TELECOMS | 2B | 2 365 400.00 | 3 227 007.38 | 964 474.26 | 1 723 991.56 | 83,31 % | 53,42 % |
| TOTAL DGA | | 11 825 518.29 | 26 153 955.10 | 5 064 641.68 | 11 923 120.89 | 64,95% | 45,59 % |

DIR. GEN. SERV. TECHNIQUES

| DIRECTION | | TOTAL B.P. | TOTAL INSCRIT | RESTE ENGAGE | TOTAL MANDATE | %(Engage+ Mandaté) / Inscrit | % Mandaté / Inscrit |
|--------------------------------|---------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------|---------------------|
| AMENAGEMENTS DE VOIRIES | 5D | 1 465 000.00 | 5 620 105.00 | 3 272.40 | 5 402 579.40 | 96,19 % | 96,13 % |
| ASSAINISSEMENT | 1E | 300 000.00 | 95 000.00 | 0.00 | 94 616.00 | 99,6 % | 99,6 % |
| COLLECTE | 1C | 0.00 | 448 277.67 | 0.00 | 444 623.46 | 99,18 % | 99,18 % |
| DIRECTION DES BATIMENTS | 1BAT | 37 675 083.00 | 99 406 067.11 | 3 762 579.90 | 43 197 822.04 | 47,24 % | 43,46 % |
| DIRECTION RISQUES | 1R | 40 000.00 | 45 640.00 | 0.00 | 45 558.21 | 99,82 % | 99,82 % |
| ECOLOGIE URBAINE | 1D | 240 000.00 | 350 975.00 | 0.00 | 282 639.57 | 80,53 % | 80,53 % |
| ENERGIE | 1DR | 470 879.00 | 447 147.14 | 0.00 | 179 729.82 | 40,19 % | 40,19 % |
| ENTREES VILLE TRAVAUX | 5A | 6 260 000.00 | 15 241 660.08 | 22 412.40 | 14 212 321.02 | 93,39 % | 93,25 % |
| ESPACES NATURELS ET FORETS | 1DN | 974 000.00 | 1 217 400.00 | 0.00 | 936 490.69 | 76,93 % | 76,93 % |
| ETUDES GENERALES DECHETS | 1ETUDES | 80 000.00 | 80 000.00 | 0.00 | 9 534.00 | 11,92 % | 11,92 % |
| GENS DU VOYAGE | 7B | 2 020 000.00 | 6 020 000.00 | 0.00 | 2 515 000.00 | 41,78 % | 41,78 % |
| TRAITEMENT ELIMINATION | 1TE | 300 000.00 | 31 703.80 | 0.00 | 18 818.80 | 59,36 % | 59,36 % |
| TRAITEMENT LOGISTIQUE | 1TL | 0.00 | 189 734.25 | 0.00 | 169 636.61 | 89,41 % | 89,41 % |
| TRAVAUX INFRASTRUCTURES COMMUN | 3C | 5 401 000.00 | 9 615 486.60 | 36 987.30 | 6 518 082.02 | 68,17 % | 67,79 % |
| TOTAL DGA | | 55 225 962.00 | 138 809 196.65 | 3 825 252.00 | 74 027 451.64 | 56,09% | 53,33 % |
| TOTAL GENERAL | | 178 011 000.00 | 298 196 960.00 | 16 435 950.16 | 168 801 672.26 | 62,12% | 56,61% |

NB : Hors charges financières liées à la dette et dépenses imprévues

Rappelons pour mémoire que le montant global de réalisation en 2014 sur la section d'investissement était de 114 529 161,44 soit 61,50 %

➤ **Reconnait** la sincérité des restes à réaliser et **arrête** les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

| | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|----------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | A | 3 875 779,93 | 8 949 611,01 | 12 825 390,94 |
| RESTE A REALISER OU A MANDATER | DEPENSES | B | 16 435 950,16 | | |
| | RECETTES | C | 6 815 000,00 | | |
| RESULTAT CUMULE DE CLOTURE 2015 | | D=A+B-C | 5 745 170,23 | 8 949 611,01 | 3 204 440 ,78 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment Les articles L. 2121-31, L. 1612-12, L. 2121-14, L.2313.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Sont adoptées et déclarées tenues pour lues les annexes au présent Compte Administratif du Budget

Principal de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 052-183/16/CM

■ Approbation du Compte Administratif 2015 pour le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/361/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient de proposer au vote de l'assemblée délibérante le Compte Administratif 2015 du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance, appuyé de toutes ses annexes.

Les éléments significatifs de ce Compte Administratif sont présentés ci-dessous :

| | Résultat à la clôture de l'exercice 2014 | Part affectée | Opérations de l'exercice | | Solde d'Exécution 2015 | Résultats cumulés 2015 |
|-----------------------|--|---------------|--------------------------|----------------|------------------------|------------------------|
| | | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 1 506 899,27 | | 3 221 729,34 | 5 473 347,81 | 2 251 618,47 | 3 758 517,74 |
| Fonctionnement | 13 657 554,91 | 404 267,38 | 133 527 234,22 | 124 064 928,87 | -9 462 305,35 | 3 790 982,18 |
| TOTAL | 15 164 454,18 | | 136 748 963,56 | 129 538 276,68 | -7 210 686,88 | 7 549 499,92 |

Ce Compte Administratif fait apparaître les résultats suivants :

| | Résultats cumulés de l'exercice 2015 | Restes à réaliser | | Solde des restes à réaliser | Résultat de clôture 2015 |
|-----------------------|--------------------------------------|-------------------|--------------|-----------------------------|--------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 3 758 517,74 | 4 511 141,93 | 2 407 374,22 | -2 103 767,71 | 1 654 750,03 |
| Fonctionnement | 3 790 982,18 | | | 0,00 | 3 790 982,18 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable pour le Budget Principal.

Délibère, après que le Président de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 se soit retiré,

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

HN 053-184/16/CM

■ Approbation du Compte Administratif 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 16/365/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Compte Administratif 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole . Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion du Trésorier principal d'Aubagne sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2015 pour le budget principal et les budgets annexes de l'assainissement, des transports, régie traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et de la jurisprudence du Tribunal Administratif de Nice en date du 2 août 1985, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole élu le 17 mars 2016 préside la séance du Compte Administratif et Madame Sylvia Barthélémy se retire au moment du vote.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 92-125 du 6 Février 1992 ;
- Le Budget Primitif, et les décisions modificatives relatives à l'exercice 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2015 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|-----------------|----------------------------------|---|------------------------|
| Dépenses | 72 951 981.01 € | 70 013 363.19 € | | 70 013 363.19 € |
| Recettes | 72 951 981.01 € | 71 574 408.35 € | 2 491 360.68 € | 74 065 769.03 € |
| Résultat 2015 | | 1 561 045.16 € | | 4 052 405.84 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|-----------------|----------------------------------|---|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 28 597 809.36 € | 14 067 038.38 € | 2 415 245.87 € | 16 482 284.25 € | 8 516 499.72 € |
| Recettes | 28 597 809.36 € | 10 686 830.04 € | | 10 686 830.04 € | 12 640 698.90 € |
| Résultat brut (hors RAR) | | -3 380 208.34 € | | -5 795 454.21 € | 4 124 199.18 € |
| Résultat net d'investissement | | 743 990.84 € | | -1 671 255.03 € | |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ASSAINISSEMENT

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|----------------|----------------------------------|---|------------------------|
| Dépenses | 3 987 377.78 € | 3 617 458.64 € | | 3 617 458.64 € |
| Recettes | 3 987 377.78 € | 3 256 253.99 € | 866 377.78 € | 4 122 631.77 € |
| Résultat 2015 | | -361 204.65 € | | 505 173.13 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|----------------|----------------------------------|---|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 8 370 171.00 € | 2 119 770.33 € | | 2 119 770.33 € | 5 402 188.54 € |
| Recettes | 8 370 171.00 € | 2 631 023.49 € | 4 181 171.00 € | 6 812 194.49 € | 1 350 838.00 € |
| Résultat brut (hors RAR) | | 511 253.16 € | | 4 692 424.16 € | -4 051 350.54 € |
| Résultat net d'investissement | | | | 641 073.62 € | |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|-----------------|----------------------------------|---|------------------------|
| Dépenses | 23 658 722.80 € | 19 972 328.91 € | | 19 972 328.91 € |
| Recettes | 23 658 722.80 € | 22 974 384.34 € | 1 194 722.80 € | 24 169 107.14 € |
| Résultat 2015 | | 3 002 055.43 € | | 4 196 778.23 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|-----------------|----------------------------------|---|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 31 472 828.81 € | 7 724 250.35 € | 13 821 560.72 € | 21 545 811.07 € | 996 214.23 € |
| Recettes | 31 472 828.81 € | 19 003 773.33 € | | 19 003 773.33 € | 1 247 262.97 € |
| Résultat brut (hors RAR) | | 11 279 522.98 € | | -2 542 037.74 € | 251 048.74 € |
| Résultat net d'investissement | | 11 530 571.72 € | | -2 290 989.00 € | |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|----------------|----------------------------------|--|------------------------|
| Dépenses | 1 669 663.52 € | 622 824.42 € | | 622 824.42 € |
| Recettes | 1 669 663.52 € | 398 719.55 € | 1 244 663.52 € | 1 643 383.07 € |
| Résultat 2015 | | -224 104.87 € | | 1 020 558.65 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|--------------|----------------------------------|--|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 837 000.00 € | 300 220.10 € | 463 284.93 € | 763 505.03 € | |
| Recettes | 837 000.00 € | 46 939.32 € | | 46 939.32 € | |
| Résultat brut (hors RAR) | | -253 280.78 € | | -716 565.71 € | |
| Résultat net d'investissement | | -253 280.78 € | | -716 565.71 € | |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|------------|----------------------------------|--|------------------------|
| Dépenses | 7 913.28 € | 702.62 € | | 702.62 € |
| Recettes | 7 913.28 € | | 7 913.28 € | 7 913.28 € |
| Résultat 2015 | | -702.62 € | | 7 210.66 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|----------------|----------------------------------|--|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 3 512 000.00 € | 1 596 811.38 € | 480 900.30 € | 2 077 711.68 € | 953 694.58 € |
| Recettes | 3 512 000.00 € | 1 891 010.44 € | | 1 891 010.44 € | 1 173 800.00 € |
| Résultat brut (hors RAR) | | 294 199.06 € | | -186 701.24 € | 220 105.42 € |
| Résultat net d'investissement | | 514 304.48 € | | 33 404.18 € | |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET EXPOSITION PICASSO (VENTE DE PRODUITS DERIVES)

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|-------------|----------------------------------|---|------------------------|
| Dépenses | 94 136.87 € | | | |
| Recettes | 94 136.87 € | 3 663.85 € | 90 636.87 € | 94 300.72 € |
| Résultat 2015 | | 3 663.85 € | | 94 300.72 € |

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 |
|---|--------------|----------------------------------|---|------------------------|
| Dépenses | 103 048.40 € | 42 363.70 € | | 42 363.70 € |
| Recettes | 103 048.40 € | 43 861.98 € | 48.40 € | 43 910.38 € |
| Résultat 2015 | | 1 498.28 € | | 1 546.68 € |

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | Prévu 2015 | Réalisé (compte gestion) 2015 de | Résultat de clôture de l'exercice précédent | Réalisé définitif 2015 | Restes à réaliser 2015 |
|--|----------------|----------------------------------|---|------------------------|------------------------|
| Dépenses | 1 750 903.79 € | 1 600 556.17 € | | 1 600 556.17 € | 148 186.81 € |
| Recettes | 1 750 903.79 € | 1 177 651.10 € | 96 542.82 € | 1 274 193.92 € | 475 821.00 € |
| Résultat brut (hors RAR) | | -422 905.07 € | | -326 362.25 € | 327 634.19 € |
| Résultat net d'investissement | | -95 270.88 € | | 1 271.94 € | |

Article 2 :

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives, arrête les opérations de cette comptabilité aux montants présentés par Monsieur le Trésorier Principal d'Aubagne et retranscrits ci-après :

Total des soldes repris en début de gestion : 0,00 euros

Total des opérations « entrées » constatées au cours de la gestion 0,00 euros

Total des opérations « sorties » constatées au cours de la gestion 0,00 euros

Total des soldes à la clôture de la gestion : 0,00 euros

Article 3 :

Donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2015, document annexé à la présente délibération et comportant le compte administratif principal, les comptes administratifs annexes de l'assainissement, des transports, régie traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Article 4 :

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser de l'exercice 2015.

Article 5 :

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion 2015 du Trésorier Principal d'Aubagne sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2015.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 054-185/16/CM

**■ Approbation du compte administratif 2015 du budget principal du SAN Ouest Provence
MET 16/320/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le Compte Administratif du Budget Principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le Compte Administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du Compte Administratif 2015 relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Compte Administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du Budget Principal conformément au tableau ci-dessous :

Conformément à l'instruction M14 (l'instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), l'excédent de la section de fonctionnement de 12 106 462,61 euros couvre le déficit de la section d'investissement de 2 088 397,42 euros y compris les restes à réaliser en dépenses et en recettes. Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 10 018 065,19 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 175 936 181,90 | 279 550 575,99 | 455 486 757,89 |
| | Titres de l'exercice | A | 147 328 597,64 | 299 805 868,18 | 447 134 465,82 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | 0,00 | |
| | TITRES REALISES | C=A | 147 328 597,64 | 299 805 868,18 | 447 134 465,82 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 175 936 181,90 | 279 550 575,99 | 455 486 757,89 |
| | Mandats de l'exercice | D | 101 829 188,87 | 287 699 405,57 | 389 528 594,44 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | 4 768 738,33 | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 101 829 188,87 | 287 699 405,57 | 389 528 594,44 |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | 45 499 408,77 | 12 106 462,61 | 57 605 871,38 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | -21 821 238,17 | 34 059 434,04 | 12 238 195,87 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | 34 059 434,04 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 23 678 170,60 | 12 106 462,61 | 35 784 633,21 |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | 47 955 247,29 | | |
| | RECETTES | L | 22 188 679,27 | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | -2 088 397,42 | 12 106 462,61 | 10 018 065,19 |

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriales et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Budget Principal, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
|--|---------------------------|----------------------|
| Réalisé | 5 924 798,35 euros | 10 471 333,38 euros |
| 911/001 reporté | 2 383 129,19 euros | |
| Total des dépenses et recettes de la section d'investissement | 8 307 927,54 euros | 10 471 333,38 euros |
| Résultat de la section d'investissement | 2 163 405,84 euros | |
| Restes à réaliser | 3 071 404,43 euros | 1 103 521,64 euros |
| Résultat des restes à réaliser | - 1 967 882,79 euros | |
| Solde d'exécution de la section d'investissement | 195 523,05 euros | |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
| Réalisé | 153 080 118,82 euros | 144 639 540,51 euros |
| 931/002 | | 10 273 885,92 euros |
| Total des dépenses et recettes de la section de fonctionnement | 153 080 118,82 euros | 154 913 426,43 euros |
| Résultat global de la section de fonctionnement | 1 833 307,61 euros | |

HN 055-186/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 du budget principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues MET 16/403/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion du Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2015 pour le Budget Principal.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation du Compte Administratif 2015 relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Compte Administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, il est présenté le résultat de l'exercice 2015 du Budget Principal conformément au tableau ci-dessous :

Conformément à l'instruction M14 (l'instruction budgétaire applicable en 2015 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues), l'excédent de la section de fonctionnement de 1 833 307,61 euros fera l'objet d'une délibération d'affectation du résultat.

Compte tenu des restes à réaliser, le solde d'exécution de la section d'investissement se solde donc par un excédent de 195 523,05 euros.

Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 2 028 830,66 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Budget Principal, chapitre par chapitre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 056-187/16/CM

**■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons » - Abrogation de la délibération n° HN 015-017/16/CM
MET 16/438/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 011-013/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons » qui

s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque Conseil de Territoire, les conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale fusionné qui n'ont pas été désignés conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux Métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : « *jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions* ».

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : « Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant qu'il s'applique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1er janvier 2018 », excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations avant cette date.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des Conseils de Territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rendra compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des Conseils de Territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque conseil de territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées par les dix-huit communes de ce territoire à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences préalablement exercées par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole conformément aux délégations consenties par ses communes membres sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire dans la limite de la définition arrêtée par le Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 notamment en ce qui concerne les compétences en matière de :

- Construction ou aménagement, entretien, gestion et animation d'équipements, de réseaux d'équipements

ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs, sportifs, au titre de laquelle la gestion et l'animation de la piscine des Gorguettes, sise en la commune de Cassis, et la création, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou, sise en la commune de Marignane, reconnues d'intérêt communautaire, avaient été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au conseil de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EIC n° 001/279/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 27 juin 2002 reconnaissant l'intérêt Communautaire d'un complexe sportif sur le territoire de la commune de Cassis ;

- La délibération n° EPPS 001-23/12/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 26 mars 2012 reconnaissant l'intérêt communautaire d'un équipement à vocation sportive sur le territoire de la commune de Marignane ;
- La délibération n° FAG/5/519/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 26 juin 2006 portant définition de l'intérêt communautaire, complétée par la délibération n° FCT 008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 ;
- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 portant transfert à la Communauté urbaine des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 011-013/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au Conseil de Territoire de « Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons », conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du code de l'urbanisme ;
- b) Actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager
- c) Création, aménagement, entretien de voirie ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;
- f) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- g) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

h) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

- a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

- a) Élaboration du diagnostic de territoire, définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;

d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés,

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du code général des collectivités territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement au 1^{er} janvier 2016.

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,

b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole

d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu' ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le conseil de territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 057-188/16/CM

■ Approbation du Compte de Gestion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relatif à l'exercice 2015 MET 16/349/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Compte de Gestion est, en application des dispositions de l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, produit au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale avant le 1^{er} Juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'Assemblée Délibérante qui arrête les comptes.

Le Compte de Gestion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présente pour l'année 2015, des résultats de fonctionnement et d'investissement identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif 2015 de la Communauté Urbaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2015 du Compte de Gestion sont les suivants :

BUDGET PRINCIPAL

| | |
|---------------------------|----------------------------|
| Section d'investissement | -58 097 851.88 euros |
| Section de fonctionnement | 107 231 668.08 euros |
| Solde | 49 133 816.20 euros |

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Section d'investissement | 3 272 722.31 euros |
| Section de fonctionnement | 976 633.25 euros |
| Solde | 4 249 355.56 euros |

BUDGET ANNEXE TRANSPORT

| | |
|---------------------------|-------------------------|
| Section d'investissement | 505 796.28 euros |
| Section de fonctionnement | 0.00 euros |
| Solde | 505 796.28 euros |

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Section d'investissement | -1 117 830.58 euros |
| Section de fonctionnement | 5 911 693.41 euros |
| Solde | 4 793 862.83 euros |

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

| | |
|---------------------------|----------------------------|
| Section d'investissement | 5 794 887.95 euros |
| Section de fonctionnement | 9 531 010.39 euros |
| Solde | 15 325 898.34 euros |

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Section d'investissement | 770 785.31 euros |
| Section de fonctionnement | 557 307.18 euros |
| Solde | 1 328 092.49 euros |

BUDGET ANNEXE DU MARCHÉ D'INTERET NATIONAL

| | |
|---------------------------|--------------------------|
| Section d'investissement | 301 690.28 euros |
| Section de fonctionnement | -733 088.49 euros |
| Solde | -431 398.21 euros |

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Section d'investissement | 1 059 863.03 euros |
| Section de fonctionnement | 1 844 504.85 euros |
| Solde | 2 904 367.88 euros |

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

| | |
|---------------------------|--------------------------|
| Section d'investissement | 380 514.52 euros |
| Section de fonctionnement | -1 060 319.70 euros |
| Solde | -679 805.18 euros |

Article 2 :

Les valeurs inactives (titres déposés par des tiers, timbres, tickets des régisseurs...), comptabilisées par le seul Receveur des Finances, présentent en fin de gestion un solde arrêté au montant de **0,00 euros**.

Article 3 :

Sont approuvés les résultats de clôture du Compte de Gestion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'année 2015.

Article 4 :

Est approuvée la reprise des résultats de clôture du Compte de Gestion 2015 dans les documents budgétaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'année 2016.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 058-235/16/CM

■ **Réalisation d'une bretelle routière souterraine entre le boulevard Schloesing et l'entrée du tunnel Prado-Carénage à Marseille 8ème et 10ème arrondissements - Retrait de la délibération n° VOI 009-1676/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du tunnel Prado Sud, de l'avenant n°9 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage et d'une convention tripartite avec les deux sociétés concessionnaires.**

MET 16/429/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du développement du réseau de tramway de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la prolongation de la ligne 3 est programmée vers le nord et vers le sud. Le tracé retenu emprunte, à partir de la Place Castellane, l'avenue Jules Cantini et le boulevard du Général Schloesing en direction de la station Ste Marguerite Dromel et au-delà vers les hôpitaux sud.

La traversée de la place du Général Ferrié par le tramway impose la démolition des passerelles automobiles qui absorbent actuellement une part importante du trafic traversant cette place. Or, leur

suppression entraînerait un report au sol de la circulation concernée, de nature à engorger la circulation sur la place et par voie de conséquence vers les autoroutes A50 et A 55. Compte tenu de l'importance des flux circulatoires en jeu, le passage du tramway n'est donc envisageable qu'en déviant une partie de cette circulation en souterrain.

Recherchant une solution pour réaliser cet ouvrage à moindre coût pour les finances de la collectivité, les services de la Communauté Urbaine ont discuté avec la société concessionnaire du Tunnel Prado Carénage de la possibilité de faire réaliser cet ouvrage dans le cadre d'une prolongation de son contrat de délégation de service public.

Un projet d'avenant à ce contrat a été établi en ce sens. En complément, afin de limiter les coûts de construction, il est apparu opportun de réutiliser le tronçon terminal du tunnel Prado Sud et de le transférer dans le périmètre de la concession du tunnel Prado Carénage. Un projet de convention tripartite organisant ce transfert et un projet d'avenant à la délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado sud ont été rédigés en conséquence.

Les deux projets d'avenant et de convention tripartite ainsi établis ont été présentés au Conseil Communautaire, lequel a bien voulu les approuver lors de sa séance du 21 décembre 2015, étant entendu que ce montage devait ultérieurement être validé par la Commission Européenne.

Par lettre du 18 février 2016, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, exerçant le contrôle de légalité de l'Etat sur cette délibération, indique que les modifications des contrats de délégation de service public envisagées peuvent être qualifiées de substantielles et ne devraient en conséquence pas faire l'objet de simples avenants. Il indique par ailleurs que les travaux et prestations projetés, étant détachables du contrat de délégation initial, auraient dû de ce fait être soumis à une procédure de mise en concurrence de nature à déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. En conséquence, le Préfet demande au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de bien vouloir procéder au retrait de ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°VOI 009-1676/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Sud, de l'avenant n°9 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage et d'une convention tripartite avec les deux sociétés concessionnaires ;
- Le courrier du 18 février 2016 du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, exerçant le contrôle de légalité de l'Etat sur ladite délibération.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Les réserves exprimées par le Préfet sur la légalité des avenants approuvés par la délibération visée et la demande de retrait formulée en conséquence
- L'intérêt de poursuivre néanmoins, par tout autre moyen, la prolongation de la ligne 3 du tramway vers le sud dans des conditions acceptables pour le fonctionnement urbain

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération, ci annexée, n°VOI 009-1676/15/CC du Conseil de communauté de Marseille Provence Métropole relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Sud, de l'avenant n°9 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage et d'une convention tripartite avec les deux sociétés concessionnaires.

Article 2 :

Est demandé au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de proposer les solutions techniques, juridiques et financières permettant de réaliser la prolongation de la ligne 3 du tramway en direction du sud dans des conditions acceptables pour le fonctionnement urbain et soutenables pour les finances de la collectivité.

HN 059-189/16/CM

■ Tarifications des prestations de propreté du Conseil de Territoire n°1 : modalités d'exonération MET 16/185/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire n°1 assure le service de collecte de transport et de traitement des déchets ménagers et assimilés et la propreté sur le territoire de ses communes membres.

A cet effet, le Conseil de Territoire n°1 dispose sur son territoire de moyens spécifiques destinés à l'exercice plein et entier de cette compétence, dont l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés. Cette compétence s'exerce au bénéfice des contribuables, des entreprises et professionnels sous couvert des modalités de financement du service arrêtées par les dispositions fiscales propres à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et à la redevance spéciale corrélative. Les prestations qui n'entrent pas dans ce cadre doivent faire l'objet d'une facturation spécifique.

Par délibération PEDD 002-294/14/CC du 18 juillet 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait fixé la tarification des prestations de collecte et propreté spécifiques aux manifestations et par délibération du 22 mai 2015, déterminé des modalités d'exonération afin de soutenir l'organisation de certaines manifestations.

Pour demeurer dans cette démarche, compte tenu du nombre croissant de demandes de gratuité de ces prestations pour des manifestations, et la volonté de favoriser l'organisation de manifestations à vocation nationale, régionale ou internationale et d'animations communales, le Conseil de Métropole propose de consentir la gratuité des prêts de conteneurs ou opérations de propreté en faveur des cas suivants :

- manifestations à vocation humanitaire, sociale, culturelle et sportive participant à la valorisation, au rayonnement et à la médiatisation du territoire n°1 ;
- manifestations organisées ou soutenues par les communes du Conseil de Territoire n°1 et les mairies d'arrondissements de Marseille dans la limite de 10 par an et par commune ou mairie d'arrondissements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération PEDD 002-294/14/CC du Conseil de Communauté du 18 juillet 2014 de mise à jour des tarifs relatifs à diverses prestations de propreté ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est proposé au Conseil de la Métropole de consentir la gratuité des prêts de conteneurs ou opérations de propreté dans les cas précités ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à accorder la gratuité des prêts de conteneurs ou opérations de propreté pour des manifestations à vocation humanitaire, sociale, culturelle et sportive participant au rayonnement et à la valorisation du Conseil de Territoire n°1.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à accorder la gratuité des prêts de conteneurs ou opérations de propreté pour les manifestations organisées ou soutenues par les communes du Conseil de Territoire n°1 et les mairies d'arrondissements de Marseille dans la limite de dix manifestations par an et par commune et par mairie d'arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 060-190/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, relatif à l'attribution d'une subvention pour 2016
MET 16/179/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques. Cette démarche, menée en concertation avec les Commissions Techniques de la Communauté urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Dans ce contexte, une convention-cadre a été passée avec l'Agence, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1^{er} janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Par cet avenant, il convient donc d'arrêter le montant de la subvention annuelle au titre du même exercice. Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approches du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, les règles de financement de l'année 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention-cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) qui précise les modalités de financement pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), une subvention de 2 800 000 euros au titre de l'exercice 2016.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C110 – Nature 6574 – Fonction 518.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé

à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 061-191/16/CM

■ Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2016

MET 16/183/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 la Métropole d'Aix-Marseille Provence, regroupant l'ensemble des communes membres des six EPCI préexistants, est substituée de plein droit aux EPCI transformés (art L5217-4 CGCT) et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré (art L5211-41 CGCT).

Selon la délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ainsi que les dispositions de financement complémentaire de recouvrement des protocoles.

Ce protocole, qui organise les financements publics de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée, a été signé par l'ensemble des partenaires le 30 juin 2011.

Ainsi en 2016, pour financer ses actions et opérations, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée prévoit d'appeler un montant de 14,9 millions d'euros de participations auprès des partenaires publics de l'opération (Etat, Collectivités locales, EPCI).

Ces opérations ont fait l'objet d'une discussion budgétaire au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et chaque collectivité partenaire devra approuver les engagements financiers annuels qui lui incombent.

La participation proposée en 2016 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est évaluée à 2,4 millions d'euros, somme correspondant aux principes posés par le protocole de financement précité ainsi qu'aux besoins de financement du budget 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée tel qu'adopté par son Conseil d'Administration dans sa séance du 27 novembre 2015 pour des montants en dépenses de 65 millions d'euros en autorisations de programme (AP) et de 43,6 millions d'euros en crédits de paiement (CP).

Le budget 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, en maintenant un niveau de production soutenu, marque ainsi son rôle moteur et de soutien de l'activité sur le territoire métropolitain.

Ce niveau significatif s'explique notamment par le démarrage de la ZAC Littorale avec une intervention forte en termes de maîtrise du foncier, prioritairement sur l'îlot XXL en préparation des opérations qui seront programmées dans le cadre de l'AMI dont le lauréat sera désigné courant novembre. Ceci se traduit en engagements (près de 24 millions d'euros d'acquisitions foncières), et en crédits de paiement (9 millions d'euros d'acquisitions foncières) dans la perspective de l'obtention de la DUP au cours du premier semestre 2016.

Les opérations de ZAC du premier périmètre maintiennent également un niveau d'engagements et de paiement élevé, en raison des décalages d'opérations de 2015 (digue J4), mais également du lancement des opérations structurantes que sont le parc urbain à St Charles, dernière étape de l'aménagement de l'espace public de la ZAC, les aménagements de l'esplanade de la Major et la poursuite du Parc habité dans la Cité de la Méditerranée en accompagnement des opérations immobilières qui seront lancées à cette échéance.

La dynamique opérationnelle se poursuit par une programmation de lancement de travaux toujours volontariste avec une prévision d'en engager 26,8 millions d'euros sous maîtrise d'ouvrage EPAEM en 2016, dont près de 15 millions d'euros sur la CIMED, 8,6 millions d'euros sur St Charles, et 2 millions d'euros sur les opérations de rénovation urbaine en travaux de démolitions. Des travaux d'aménagements provisoires sont également prévus sur le secteur Euromed II en préfiguration des espaces publics pour marquer le territoire avec de nouveaux usages.

Les paiements prévisionnels sur les marchés de travaux sur l'ensemble du périmètre atteignent 17,7 millions d'euros, dont 9,6 millions d'euros liés à la CIMED, 6,8 millions d'euros sur Saint-Charles.

Le deuxième axe de cette dynamique concerne la politique de maîtrise foncière avec l'engagement de 25 millions d'euros et la prévision de paiement de 12,7 millions d'euros d'acquisitions sur 2016.

Le troisième axe concerne les études qui s'élèvent à 3,1 millions d'euros en AE et 3,6 millions d'euros en CP, soit une augmentation de +50% par rapport au budget rectificatif n°2 2015. Elles se concentrent principalement sur Euromed II (1,7 millions d'euros en AE/1,6 millions d'euros en CP) en raison du lancement de la consultation en vue de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du Parc Bougainville, du lancement d'études de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération XXL dans l'objectif de démarrer les premières opérations d'aménagements publics en 2017 et de la poursuite du travail lancé dans le cadre de l'EcoCité et des opérations présentées au PIA dans sa deuxième vague.

L'ensemble des autres dépenses concernant les actions transversales, études urbaines, développement économique et communication, sont en légère baisse

avec une stabilisation à 1,4 millions d'euros en AP et CP, tandis que les coûts de fonctionnement sont eux en légère hausse à 6,7 millions d'euros en CP.

Les recettes attendues pour un montant de 43,9 millions d'euros en CP comportent des recettes commerciales en hausse pour 25 millions d'euros en CP et des recettes publiques en légère diminution (18,9 millions d'euros), soit une répartition de financement suivante : privés 61% et publics 39%.

La convention proposée prévoit deux versements échelonnés sur appels de fonds de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée correspondant à ses besoins prévisionnels en 2016 ainsi qu'un compte rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire :

- 1^{er} versement de 1 400 000 euros dès notification de la convention,
- 2^{ème} versement de 1 000 000 euros en septembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°95-1102 modifié du 13 octobre 1995 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ;
- Le décret n°95-1103 du 13 octobre 1995 inscrivant l'opération d'aménagement Euroméditerranée par les Opérations d'Intérêt National ;
- Le protocole financier 2006-2012 du 15 décembre 2005 ;
- Le protocole financier du 30 juin 2011 ;
- La délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011 approuvant le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ;
- La délibération FCT 009-078/12/CC du 13 février 2012 portant approbation de l'autorisation de programme du protocole opérationnel première phase ;
- La délibération du 27 novembre 2015 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le budget 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le caractère essentiel de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation d'un montant de 2 400 000 euros à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière 2016, ci-annexée, conclue avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole Aix-Marseille Provence : Sous-Politique B330 - Nature 204183 - Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 062-192/16/CM

■ **Délibération cadre - Répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs – Conseil de Territoire n°1**

MET 16/212/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification simplifiée, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois la loi a créé spécifiquement pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence six conseils de territoire présidés chacun par un Président du Conseil de Territoire. Leur périmètre correspond aux périmètres des six intercommunalité fusionnées.

La Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu (art. L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'urbanisme.

Ainsi, la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne Communauté urbaine MPM) jusqu'au 1^{er} janvier 2018 (art. L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales). Par ailleurs, dans l'attente de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), la métropole est compétente pour la gestion des PLU communaux sur le périmètre du Conseil de Territoire n°1.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences au Conseil de Territoire.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Il est précisé que la Métropole souhaite maintenir sur le Territoire n°1 les modalités d'association des communes aux procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme telles qu'appliquées par la Communauté urbaine Marseille Provence

Métropole, à savoir une demande écrite formelle de la commune avant l'engagement de la procédure de modification simplifiée et l'avis simple de la ou des commune(s) concernée(s) avant l'approbation.

Enfin, concernant les délégations au Président du Conseil de Territoire n°1, il est rappelé que :

- d'une part, en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire ;
- d'autre part, par arrêté, le Président du Conseil de Métropole délègue au Vice-président, Président du Conseil de Territoire n°1, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière de modification simplifiée des PLU et des POS applicables dans le périmètre du territoire n°1 à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi en matière de modification simplifiée des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole, l'approbation des procédures de modification simplifiée ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure de modification simplifiée, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, et la définition des modalités de la mise à disposition du public ;
- des compétences du Président du Conseil de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au Vice-président : l'engagement de la procédure de modification simplifiée, l'établissement du projet de modification simplifiée, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des communes concernées du projet de modification simplifiée, la saisine pour avis du Conseil de Développement, la saisine pour avis du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- L'arrêté de délégation du Président du Conseil de la Métropole au Vice-président, Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétence et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que la Métropole souhaite sur le territoire n°1, dans le cadre des procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme, associer les communes conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour l'approbation des procédures de modification simplifiée.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification simplifiée. Il définit les modalités de la mise à disposition du public. Lorsque le projet de modification simplifiée porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, le Conseil de Territoire délibère sur l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification simplifiée.

Article 3 :

Dans le cadre des modifications simplifiées des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification simplifiée.

Article 4 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 063-193/16/CM

**■ Délibération cadre - Répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs – Conseil de Territoire n°1
MET 16/191/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois la loi a créé spécifiquement pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président du Conseil de Territoire. Leur périmètre correspond aux périmètres des six intercommunalité fusionnées.

La Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu (art. L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de plan local d'urbanisme.

Ainsi, la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne communauté urbaine MPM) jusqu'au 1^{er} janvier 2018 (art. L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales). Par ailleurs, dans l'attente de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), la Métropole est compétente pour la gestion des PLU communaux sur le périmètre du Conseil de Territoire n°1.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences au Conseil de Territoire.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Il est précisé que la métropole souhaite maintenir sur le territoire n°1 les modalités d'association des communes aux procédures de modification des documents d'urbanisme telles qu'appliquées par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à savoir une demande écrite formelle de la commune avant l'engagement de la procédure de modification et l'avis simple de la ou des commune(s) concernée(s) avant l'approbation.

Enfin, concernant les délégations au Président du Conseil de Territoire n°1, il est rappelé que :

- d'une part, en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire ;
- d'autre part, par arrêté le Président du Conseil de la Métropole délègue au Vice-président, Président du Conseil de Territoire n°1, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière de modification des PLU et des POS applicables dans le périmètre du territoire n°1 à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi en matière de modification des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole, l'approbation des procédures de modification ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi des procédures de modification, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone.
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : l'engagement de la procédure de modification, l'établissement du projet de modification, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des Communes concernées du projet de modification, la saisine pour avis du conseil de développement, la saisine pour avis du Conseil de Territoire et l'organisation de l'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- L'arrêté de délégation du Président du Conseil de la Métropole au Vice-président, Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétence et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire
- Que la Métropole souhaite sur le territoire n°1, dans le cadre des procédures de modification des documents d'urbanisme, associer les communes conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure de modification des documents d'urbanisme, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour l'approbation des procédures de modification.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification. Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, le Conseil de Territoire délibère sur l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification.

Article 3 :

Dans le cadre des modifications des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification.

Article 4 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 064-194/16/CM

■ Poursuite de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet au sein du Conseil de Territoire n°1.

MET 16/193/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet engagée par délibération du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 et par arrêté du Président de la Communauté urbaine du 22 décembre 2015.

Cette nouvelle procédure fait suite au jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 15 octobre 2015, annulant la délibération du 31 octobre 2013, pour un motif de procédure, par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet.

La présente procédure de modification n°3 a pour objet de permettre l'urbanisation du secteur du Réganas, classé en zone à urbaniser « AU » au PLU. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur est justifiée par plusieurs principes d'aménagement, dont celui de l'accessibilité, de la desserte, de la typologie de l'urbanisation et du maintien de certains éléments paysagers existants qui marquent et caractérisent le site.

Le projet d'une centaine de logements, s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de population et de constructions nouvelles. Il permettra de répondre également et plus rapidement aux objectifs légaux de production de logements sociaux ;

- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain au Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole relative à l'engagement de la modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet en date du 21 décembre 2015 ;
- L'arrêté en date du 22 décembre 2015 engageant la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté du Président en date du 22 décembre 2015, engagé la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet, engagée le 21 décembre 2015 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole et par arrêté du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 065-195/16/CM

■ Poursuite de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ensuès-la-Redonne au sein du Conseil de Territoire n°1.

MET 16/188/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne engagée par délibération du Conseil Communautaire du 23 octobre 2015 et par arrêté du Président de la Communauté urbaine du 3 décembre 2015. Cette dernière a pour objet, l'urbanisation du secteur de Val-de-Ricard, classé en zone à urbaniser « AU » au PLU. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur est justifiée par plusieurs principes.

Un projet d'environ 110 logements qui s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de population et de constructions nouvelles. Il permettra de répondre également et plus rapidement aux objectifs légaux de production de logements sociaux.

Réalisé dans le cadre d'une opération d'ensemble, ce projet favorisera une approche globale avec une certaine densité. Il sera conduit avec le souci de l'économie de la ressource foncière. Il n'existe plus en effet, au regard des analyses engagées, de zones à urbaniser mais aussi de possibilité d'urbanisation sous cette forme dans le tissu urbain déjà constitué.

Cette opération permettra enfin d'achever de manière cohérente le développement du secteur ouest de la commune d'Ensuès la Redonne.

Le secteur du Val-de-Ricard est de surcroît soumis aux dispositions de l'article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme instaurant un recul des constructions au-delà d'une bande de 75 mètres par rapport à l'axe de la route départementale RD5 - avenue de la Côte-Bleue -, et qui peut être levé par une étude et des mesures pour la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages ;

- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole relative à l'engagement de la modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne en date du 23 octobre 2015 ;
- L'arrêté en date du 3 décembre 2015 engageant la procédure de modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté en date du 3 décembre 2015, engagé la procédure de modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil

Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ensuès-la-Redonne, engagée le 23 octobre 2015 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole et par arrêté en date du 3 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification n°4 du PLU de la commune d'Ensuès-la-Redonne s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 066-196/16/CM

■ Poursuite de la modification n°3 du Plan local d'Urbanisme de la Commune de Marseille au sein du Conseil de Territoire n°1

MET 16/200/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°3 d'ordre général du PLU de la commune de Marseille engagée en Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 et par arrêté du président de la Communauté urbaine du 22 décembre 2015.

Cette dernière a pour objet de permettre l'adaptation du document d'urbanisme aux objectifs de développement de la ville de Marseille, ainsi que la réalisation de projets mettant en œuvre la politique de l'habitat et de développement économique.

Par ailleurs, cette modification permettra de prendre en compte des projets ou des dossiers en cours d'études ou de finalisation par des adaptations aux documents réglementaires (pièces écrites et cartographiques).

- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1

pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le conseil de la métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 21 décembre 2015 du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole relative à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Marseille ;
- L'arrêté en date du 22 décembre 2015 engageant la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseil de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté du Président en date du 22 décembre 2015, engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;

- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille, engagée par la délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole le 21 décembre 2015 et par l'arrêté en date du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Marseille s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 067-197/16/CM

■ Poursuite de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sausset-les-Pins au sein du Conseil de Territoire n°1.

MET 16/201/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à

l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins engagée par délibération du Conseil Communautaire du 3 juillet 2015 et par arrêté du Président de la Communauté urbaine du 17 septembre 2015.
- Cette nouvelle procédure porte, d'une part, sur la prise en compte des mesures qui sont applicables depuis la promulgation de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, ayant notamment abrogé les tailles minimales de terrain et les coefficients d'occupation des sols et d'autre part, sur des adaptations réglementaires et des corrections d'erreurs matérielles du document d'urbanisme ;

- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.
L'enquête publique relative à cette procédure s'est déroulée du 3 décembre 2015 au 11 janvier 2016 inclus, et le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sur le dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole relative à l'engagement de la modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins en date du 3 juillet 2015 ;
- L'arrêté en date du 17 septembre 2015 engageant la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins ;
- L'arrêté n°15/322/CC du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 27 octobre 2015, prescrivant l'enquête publique relative la modification n°3 du PLU de Sausset-les-Pins ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 9 février 2016 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseil de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté du Président en date du 17 septembre 2015, engagé la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins ;
- Que l'enquête publique relative à cette procédure s'est déroulée du 3 décembre 2015 au 11 janvier 2016 et a donné lieu à un avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sausset-les-Pins, engagée le 3 juillet 2015 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole et par arrêté en date du 17 septembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Sausset-les-Pins s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 068-198/16/CM

■ Poursuite de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques au sein du Conseil de Territoire n°1.

MET 16/196/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant

Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Plan-de-Cuques engagée par délibération du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 et par arrêté du Président de la Communauté urbaine du 22 décembre 2015.
Cette procédure porte sur la modification de plusieurs emplacements réservés, la correction d'erreurs matérielles et l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines-Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU.

L'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines-Ouest est justifiée par plusieurs éléments.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de populations, de constructions nouvelles et d'équipements publics. Ils permettront de répondre également et plus rapidement aux objectifs de production de logements sociaux.

Il s'agit d'aménager l'entrée de ville depuis Allauch et de réaliser un nouveau quartier de vie en continuité de l'agglomération et à proximité du centre urbain. Les dix hectares de terrains plats et l'accessibilité depuis la route départementale D44F, permettent d'accueillir des équipements de superstructure d'envergure tels qu'un équipement sportif et de loisirs, un parc urbain, un groupe scolaire mais aussi des logements dont 30% de logements sociaux. Des commerces pourraient accompagner ce développement urbain. Un réseau viaire secondaire sera constitué. Ce projet devra s'intégrer à son environnement ; il s'inscrira dans une démarche de développement durable et sera conduit avec le souci de l'économie de la ressource foncière.

Au regard des objectifs de production en matière d'habitat et notamment sociaux, du souci de la ressource foncière ainsi que de la nécessité de créer de nouveaux équipements publics d'envergure, ce secteur se présente comme le plus pertinent pour répondre aux besoins d'urbanisation de la commune ;

- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 relative à l'engagement de la modification n°3 du PLU de la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'arrêté en date du 22 décembre 2015 engageant la procédure de modification n°3 de la commune de Plan-de-Cuques ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté du Président en date du 22 décembre 2015, engagé la procédure de modification n°3 de la commune de Plan-de-Cuques ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour

les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques, engagée le 21 décembre 2015 par délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole et par arrêté en date du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Plan-de-Cuques s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 069-199/16/CM

■ Poursuite de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule au sein du Conseil de Territoire n°1.
MET 16/204/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de Roquefort-la-Bédoule, dans le but d'adapter le règlement sur divers points, notamment celui de la zone naturelle N1, en application de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- de poursuivre ladite procédure de modification dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole relative à l'engagement de la modification n°3 du PLU de la commune de Roquefort-la-Bédoule en date du 21 décembre 2015 ;
- L'arrêté en date du 22 décembre 2015 engageant la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Roquefort-la-Bédoule ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par arrêté du Président en date du 22 décembre 2015, engagé la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Roquefort-la-Bédoule ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Roquefort-la-Bédoule engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1 en date du 28 avril 2016.

Délibère

Article 1

Est poursuivie la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule, engagée le 21 décembre 2015 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole et par arrêté en date du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, annexés à la présente délibération.

Article 2

La poursuite de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Roquefort-la-Bédoule s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 070-200/16/CM

■ Poursuite de la modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret au sein du Conseil de Territoire n°1.
MET 16/206/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Dans le cadre des procédures de modification simplifiée, les communes concernées étaient associées à la procédure conformément à l'engagement pris avec MPM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient de poursuivre la procédure de modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret, engagée par délibération du Conseil Communautaire du 23 octobre 2015.

Cette dernière a pour objets :

- de clarifier la règle encadrant l'édification des clôtures,
- de modifier certains emplacements réservés,
- de mettre à jour les annexes,
- d'abroger la délibération du Conseil de Communauté du 18 décembre 2009 engageant la modification n°10 du Plan d'Occupation des Sols de Saint-Victoret, dont l'objet portait sur l'intégration des règles de constructibilité et l'implantation des équipements publics à l'intérieur du périmètre de la ZAC d'Empallières; cette procédure a été remplacée par une mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols, approuvée au Conseil de Communauté du 31 octobre 2013.
- de poursuivre ladite procédure de modification simplifiée dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1 pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme adoptée par le Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 dite délibération Cadre – Répartition des compétences relative à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire – Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole relative à la modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Victoret en date du 23 octobre 2015;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par délibération en date du 23 octobre 2015, engagé la procédure de modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Victoret ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;

- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure de modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Victoret engagée avant sa création ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Délibère

Article 1 :

Est poursuivie la procédure de modification simplifiée n°12 du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret, engagée le 23 octobre 2015 par la délibération du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole, annexée à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de la procédure de modification simplifiée n°12 du POS de la commune de Saint-Victoret s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 071-201/16/CM

**■ Elargissement du chemin des Beugons – Commune de Marignane - Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à Madame Michel et Madame Schiano-Locurcio.
MET 16/205/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux bandes de terrain de 8 m² et de 24 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section n°22 et Section n°391, propriété de Madame Michel et Madame Schiano-Locurcio.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Madame Michel et Madame Schiano-Locurcio acceptent de céder les deux bandes de terrain au prix de 5 120 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Les délibérations du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- L'avis n°2014-054V3525 du 13 novembre 2014 établi par France Domaine.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'acquérir lesdites parcelles pour la réalisation de l'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé, par lequel Madame Michel et Madame Schiano-Locurcio s'engagent à céder à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, deux bandes de terrain de 8 m² et de 24 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section CP n°22 et Section CP n°391, situées chemin des Beugons à Marignane, au prix de 5 120 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 072-202/16/CM

■ Programme d'Aménagement d'Ensemble Saint Loup – Marseille 10^{ème} arrondissement - Acquisition à titre onéreux auprès de la société Adsr Real Estate d'une emprise foncière pour la réalisation de la voie U424.
MET 16/211/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la réalisation de la voie nouvelle U424 permettant la liaison entre le boulevard de Pont de Vivaux et le boulevard Mireille Lauze nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière d'une superficie de 2 724 m² cadastrée Section 857 B n° 0192.

Au terme des négociations entre les parties, un accord a été obtenu sur la cession par la SAS ADSR Real Estate au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du terrain en cause au prix de 136 200 euros hors taxes conformément à l'avis de France Domaine fixant à 50 euros la valeur métrique du foncier d'assiette des équipements publics du P.A.E. de Saint Loup.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole foncier pour permettre la réalisation de la transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2013V210 du 24 janvier 2014 en cours de réactualisation ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016,

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de maîtriser le foncier pour la réalisation des équipements publics prévus au PAE de Saint Loup.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé, par lequel la SAS ADSR Real Estate s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 2 724 m² cadastrée Section 857 B n° 0192 sise 165 boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement au prix de 136 200 euros hors taxes.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 073-203/16/CM

■ Conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de La Ciotat.

MET 16/202/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence s'exerce actuellement de manière partielle, sur le territoire de l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu des dispositions transitoires et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

D'autre part, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « ..., l'ensemble des biens, droit et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion. »

Ainsi, il est pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur chaque commune de son territoire sont applicables de plein droit.

Toutefois, concernant le territoire de La Ciotat et compte tenu des enjeux du centre-ville et des modalités opérationnelles y afférent, il convient d'en réviser l'exercice et ses délégations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-

présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réviser l'exercice du droit de préemption sur la commune de La Ciotat pour la mise en œuvre des procédures opération centre-ville.

Délibère

Article 1 :

La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° URB 4/435/CC du 22 mai 2006 portant sur l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune de La Ciotat est abrogée.

Article 2 :

Est reconduit un droit de préemption urbain sur la commune de La Ciotat concernant toutes les zones U et les zones à urbaniser Au1, Au2, AuE, AuEp, AuH, AuT du Plan Local d'Urbanisme.

Article 3 :

Est reconduit un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre centre ancien (annexe n° 1).

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à déléguer ces droits ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé à l'Etablissement Public Foncier Régional sur le périmètre centre ancien conformément aux dispositions de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à déléguer ponctuellement le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la ville de La Ciotat sur le reste du territoire de la ville, application de l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la ville de La Ciotat.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 074-204/16/CM

■ **Réalisation de la desserte du futur lycée de Saint-Mitre - Marseille 13^{ème} arrondissement - Acquisition à titre onéreux à l'Association Diocésaine d'une parcelle de terrain bâtie située 69 chemin du Four de Buze.**

MET 16/213/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La desserte du futur lycée Saint-Mitre à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessite l'élargissement et l'aménagement de la traverse des Pâquerettes et d'un tronçon du chemin de Saint-Mitre à Four de Buze.

La création du lycée et le développement résidentiel vont générer une augmentation du trafic dans cette zone. Une desserte cohérente des abords du lycée permettant de créer des conditions optimales de sécurité est donc nécessaire.

C'est pourquoi, dans le cadre de la réalisation de la desserte du futur lycée de Saint-Mitre à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir auprès de l'Association Diocésaine de Marseille, une parcelle de terrain bâtie de 396 m² cadastrée 889 L 501, afin d'aménager des dessertes et abords du futur lycée Saint-Mitre entre la traverse des Pâquerettes et le chemin de Saint-Mitre à Four de Buze.

Cette transaction s'effectue moyennant la somme de 440 000 euros (quatre cent quarante mille euros) conformément à l'évaluation de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole foncier pour la réalisation de cette transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseil de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de maîtriser le foncier pour la réalisation de la desserte du futur Lycée de Saint-Mitre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'association Diocésaine de Marseille s'engage à céder à titre onéreux au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain bâtie de 396 m² cadastrée 889 L 0501 au prix de 440 000 euros (quatre cent quarante mille euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront imputés sur les budgets 2016 et suivants – Opération 2015/00104 - Sous politique C130 – Chapitre 21 - Fonction 588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 075-205/16/CM

■ **Réalisation d'une voie de desserte – Marseille 14ème - Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des Copropriétaires - Le Grand Large - de deux parcelles de terrain sises chemin des Bessons.**

MET 16/216/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la nécessité de réaliser une voie de desserte (réservation n°61-030/304), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de « Foncia Vieux-Port », syndic représentant les copropriétaires de l'ensemble immobilier « Le Grand Large », propriétaires des biens et droits immobiliers sis à Marseille 14^{ème} arrondissement, 5 chemin des Bessons, afin de procéder à la cession de deux parcelles de terrain impactées par cet aménagement.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords sur les charges et conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 22 avril 2016,

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de maîtriser le foncier afin de pouvoir réaliser le projet de voie desserte.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le syndicat des copropriétaires « Le Grand Large » représenté par FONCIA Vieux Port, syndic de copropriété s'engage à céder à l'euro symbolique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux emprises de terrain de 402 m² environ cadastrées 896 M 237 et M 238 situées 5, chemin des Bessons à Marseille 14^{ème}.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 - Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 076-206/16/CM

■ **Délibération cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs – Conseil de Territoire n°1**

MET 16/219/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Chacune des communes disposait ainsi de son propre document couvrant son territoire communal.

Cependant, depuis 2010, le législateur à travers la loi portant « Engagement National pour l'Environnement », renforcée en 2014 par la loi pour « l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové », a posé le principe de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme non plus à l'échelle communale mais à l'échelle intercommunale.

Dès lors, le Plan Local de l'Urbanisme doit en principe couvrir l'intégralité du territoire intercommunal.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois la loi a créé spécifiquement pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés par un Président du Conseil de Territoire. Leur périmètre se fonde sur les périmètres des six intercommunalités fusionnées.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole. Seules les procédures de modification, de modification simplifiée et de mise en compatibilité peuvent être proposées sur les documents en vigueur à l'échelle communale.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

L'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme détermine les compétences exclusives des Conseils de Territoire en matière de PLU.

De plus, l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales attribue des compétences exclusives au Conseil de la Métropole pour l'approbation du PLU. Les mêmes dispositions obligent également le Conseil de Métropole, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, à déléguer aux Conseils de Territoire ses compétences en matière de PLU, à l'exception de sa compétence exclusive d'approbation.

Il est rappelé que dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit, avait défini les modalités de la collaboration avec les communes par délibération du Conseil communautaire n° AEC 001-1009/15/CC en date du 22 mai 2015. Il convient d'intégrer au schéma de la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire n°1 ces modalités de collaboration.

Enfin, concernant les délégations au Président du Conseil de Territoire n°1, il est rappelé que :

- d'une part, en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire ;
- d'autre part, par arrêté, le Président du Conseil de la Métropole délègue au Vice-président, Président du Conseil de Territoire n°1, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire n°1 à l'exception de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : la transmission au Conseil de Territoire des orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du projet métropolitain, la participation au débat sur le PADD au sein du Conseil de Territoire par l'intermédiaire de l'un de ses représentants, l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure d'élaboration du PLUi, la prescription de l'élaboration du PLUi, la définition des objectifs et les modalités de la concertation, l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes, la réunion des conférences intercommunales préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique, l'organisation du débat sur le PADD (délibération) qui a lieu en son sein et au sein des conseils municipaux concernés, l'arrêt du projet de PLUi, la transmission pour avis aux communes du Territoire du projet de PLUi arrêté, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes concernées, émettre un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLUi.
- des compétences du Président du Conseil de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au Vice-président : la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et aux Maires des Communes, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales et la saisine pour avis du Conseil de Développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 134-11 et suivants, les articles L. 153-1 et suivants, et l'article R. 153-1 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 001-1009/15/CC du 22 mai 2015 fixant les modalités de la collaboration avec les communes ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où il rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétence et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire,
- Que par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi).

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour :

- transmettre au Conseil de Territoire les orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi ;

- participer aux débats sur le PADD au sein du Conseil de Territoire par l'intermédiaire de l'un de ses représentants ;
- approuver le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Article 2 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration du PLUi .

Il prescrit son élaboration, définit les objectifs et les modalités de la concertation.

Il arrête les modalités de collaboration avec les communes.

Il réunit la conférence intercommunale préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique.

Il organise le débat sur le PADD (délibération) qui a lieu en son sein et au sein des conseils municipaux concernés.

Il arrête le projet de PLUi.

Il transmet pour avis aux communes du territoire le projet de PLUi arrêté.

Il présente, à l'issue de l'enquête publique, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes.

Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLUi.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 077-207/16/CM

■ Poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire n°1

MET 16/236/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Chacune des communes disposait ainsi de son propre document couvrant son territoire communal.

Cependant, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme non plus à l'échelle communale mais à l'échelle intercommunale, d'abord par l'article 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement puis par l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par ces communes.

Seules les communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avaient transféré à la Communauté urbaine la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est titulaire de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1.

Au sein du Conseil de Territoire n°1, la Métropole se substitue donc de plein droit à MPM et, poursuit ainsi la procédure d'ores et déjà engagée (articles L.5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ainsi, au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donnant à la Métropole AMP un régime dérogatoire pour l'exercice de la compétence PLU, il convient :

- de poursuivre la procédure d'élaboration du PLUi - prescription, définition des objectifs et définition des modalités de la concertation - engagée en Conseil Communautaire du 22 mai 2015 (AEC 002-1010/15/CC) ;
- de poursuivre la procédure d'élaboration du PLUi dans le respect des modalités de collaboration définies par le Conseil Communautaire le 22 mai 2015 (délibération AEC 001-1009/15/CC) ;
- de poursuivre la procédure d'élaboration du PLUi dans le respect de la délibération cadre du 28 avril 2016 relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire n°1.

Il est à préciser que cette procédure s'inscrit dans un calendrier dicté par le législateur. En effet, l'article 13 de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives prévoit que le PLUi doit être approuvé avant le 31 décembre 2019, avec un débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avant le 27 mars 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2 et L. 5218-2 I ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.134-11 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 001-1009/15/CC du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes ;

- La délibération AEC 002-1010/15/CC du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU » ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole ;
- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a engagé l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal par délibération du 22 mai 2015 (prescription, définition des objectifs et définition des modalités de la concertation) ;
- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a défini les modalités de collaboration avec les communes par délibération du 22 mai 2015 ;
- Qu'il convient que la Métropole poursuive la procédure d'élaboration du PLUi ;
- Qu'il convient de poursuivre cette élaboration dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire n°1.

Délibère

Article 1 :

La procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, engagée le 22 mai 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est poursuivie dans le respect des objectifs et des modalités de la concertation fixées par la délibération AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole en date du 22 mai 2015 et dans le respect des modalités de collaboration avec les communes définies par la délibération AEC 001-1009/15/CC du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015, annexées à la présente délibération.

Article 2 :

La poursuite de l'élaboration du PLUi s'effectue dans le respect de la délibération Cadre en date du 28 avril 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire n°1.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette délibération mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 078-208/16/CM

■ Désignation des Conseillers territoriaux au sein du GIP Politique de la Ville MET 16/273/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est défini que « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code ».

Par délibération du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a entériné le transfert de la compétence Politique de la Ville exercée par la Ville de Marseille, ainsi que son adhésion au GIP Politique de la Ville et la désignation de quatre représentants titulaires pour siéger au sein de l'Assemblée Générale dudit groupement.

Par délibération du 17 mars 2016, et conformément au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret,

Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, au titre de la politique de la ville :

- l'élaboration du diagnostic de territoire et la participation à la définition des orientations du contrat de ville métropolitain,
- l'animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,
- la mise en œuvre des programmes d'actions définis dans le contrat de ville métropolitain.

Aussi, en pleine application des dispositions législatives et des délibérations précitées, il apparaît que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à se substituer à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au sein du GIP Politique de la Ville et doit désigner ses quatre représentants à l'Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé de désigner quatre Conseillers territoriaux pour siéger à l'Assemblée Générale du GIP Politique de la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, chapitre II relatif aux groupements d'intérêt public ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille du 20 juillet 1998 actant la création d'un GIP pour la gestion de la politique de la ville ;
- La délibération du 21 décembre 2015 du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole actant le transfert de la compétence politique de la ville exercée par la ville de Marseille, ainsi que son adhésion au GIP Politique de la Ville et la désignation de quatre représentants titulaires pour siéger au sein de l'Assemblée Générale dudit groupement ;

- La délibération du 17 mars 2016 portant délégation d'un certain nombre de compétences au titre de la politique de la ville du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'administration du GIP Politique de la Ville, les quatre Conseillers territoriaux suivants:

- Monsieur Stéphane MARI
- Monsieur André MOLINO
- Madame Arlette FRUCTUS
- Madame Monique CORDIER

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 079-210/16/CM

■ Programme Opérationnel FEDER PACA 2007-2013 - Enveloppe FEDER Quartiers sensibles Axe 4. Mesure 1 Opération n° 34943. Accompagnement de 35 personnes au passage du permis de conduire pour l'année 2009 - Rectificatif d'une erreur matérielle sur la convention attributive de subvention FEDER. MET 16/253/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de la génération 2007-2013 des programmes européens, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'être actrice des

dispositifs et de candidater à la gestion de plusieurs enveloppes de crédits européens.

Dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER PACA 2007-2013 et de l'enveloppe « Quartiers sensibles » gérée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément à la convention de gestion de subvention globale FEDER approuvée par la délibération DEV 001-457/CC du 28 juin 2008, l'opération n° 34943 « Accompagnement de 35 personnes au passage du permis de conduire pour l'année 2009 » a été programmée pour une aide FEDER de 39 000 euros TTC sur une dépense totale éligible de 78 000 euros TTC, lors du Conseil de Communauté du 9 novembre 2009.

Suite à la transmission de la demande de solde, le contrôle de service fait (CSF) a conclu à une dépense totale certifiée de 79 075,25 euros TTC et un maintien du taux FEDER conventionné. Conformément aux réglementations européennes la programmation a été ramenée à hauteur de la réalisation, nécessitant l'adoption d'un avenant modificatif. Cet avenant modifiant l'annexe financière a été approuvé par la délibération FCT 013-170/14/CC du 26 juin 2014.

A la suite de la transmission, en date du 1^{er} mars 2016, du CSF de l'opération à l'Autorité de certification du Programme opérationnel FEDER PACA 2007-2013, il est apparu que la période de réalisation conventionnée ne correspondait pas à la période des dépenses certifiées.

En effet, une erreur s'est glissée dans l'article 3 de la convention attributive de subvention FEDER n°10/1057 du 22 mars 2010, faisant état d'une période de réalisation de 24 mois du 9 novembre 2009 au 9 novembre 2011, au lieu du 1^{er} janvier 2009 au 1^{er} janvier 2011, conformément au procès-verbal de la Commission régionale de programmation du 25 septembre 2009, au rapport d'instruction du 9 octobre 2009 et au comité de programmation du 12 octobre 2009.

Une rectification de cette erreur matérielle est donc nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La Décision n° CCI 2007 FR 162 PO 020 du 19 novembre 2007 de la Commission européenne relative au programme opérationnel FEDER Provence Alpes Côte d'Azur ;
- L'avis de la Commission Régionale de Programmation du 11 avril 2008 et la notification de la décision en date du 5 mai 2008 attribuant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole une subvention globale FEDER 2007-2013 au titre de l'axe 4-1 pour le projet « Une dynamique d'agglomération pour les espaces urbains sensibles » ;
- La convention de subvention globale en date du 29 octobre 2008 ;
- La convention attributive de subvention FEDER n°10/1057 du 22 mars 2010 ;
- L'avenant à la convention du 6 novembre 2014.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la rectification de l'erreur matérielle est nécessaire pour la validation du CSF par l'Autorité de certification du PO FEDER PACA 2007-2013

Délibère

Article unique :

Est approuvée la rectification d'erreur matérielle figurant à l'article 3 de la convention attribution de la subvention FEDER. La durée de réalisation de l'opération de 24 mois s'étend du 1er janvier 2009 au 1er janvier 2011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 080-211/16/CM

■ Clôture de la réalisation d'un stand commun au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence. Partenariat Ville de Marseille - Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence - Marseille Provence Métropole. Approbation d'une convention. MET 16/254/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DPEATSV 15/12922/CC du Conseil de Communauté du 10 avril 2015, a été approuvée la participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au Salon des Entrepreneurs Marseille-Provence qui s'est déroulé les 14 et 15 octobre 2015.

Créé il y a 22 ans et organisé par le groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise de ce salon au Parc Chanot les 14 et 15 octobre 2015.

Les objectifs étaient de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local, et dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises. En effet, il apparaît que les entreprises locales sont souvent de taille plus réduite que la moyenne nationale, et également moins tournées vers l'exportation ou les nouvelles technologies.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Ville de Marseille s'étaient associés au Groupe Les Echos pour la réalisation de cet événement, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Pour ce faire, les trois institutions avaient notamment réalisé un stand commun de 108m² sur lequel l'offre et les atouts du territoire et les services proposés par chacune étaient présentés aux visiteurs.

Chaque institution avait contribué à une part différente de la réalisation de ce stand commun. Après la réalisation de cette opération, et au vu du bilan financier de la réalisation de ce stand commun, il apparaît nécessaire de répartir équitablement les coûts entre les trois partenaires.

La convention annexée détaille les coûts de réalisation du stand commun aux trois institutions, et répartit leur charge entre les signataires au prorata de l'espace occupé et des services utilisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération DPEATSV 15/12922/CC du Conseil de Communauté du 10 avril 2015 autorisant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au Salon des Entrepreneurs Marseille-Provence les 14 et 15 octobre 2015.
- Le vœu formé par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le Salon des Entrepreneurs est le rendez-vous annuel des acteurs publics et privés pour accompagner la création et la croissance des entreprises,
- L'intérêt pour la Métropole de promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, fixant les obligations réciproques de chacune des parties pour la réalisation d'un stand commun au Salon des entrepreneurs 2015.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Chapitre 11 - Sous-Politique B330 - Nature 6233 - Fonction 064

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 081-212/16/CM

**■ Affectation des crédits relatifs au financement de l'opération de restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone en vue d'accueillir le pôle Neurosciences dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Approbation d'une convention.
MET 16/259/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ayant transféré aux communautés urbaines la compétence Enseignement Supérieur Recherche, la prise en compte de cette nouvelle compétence stratégique par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'est opérée au moment de la discussion et de la négociation du nouveau Contrat de Plan Etat Région (CPER 2015-2020).

Celle-ci a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec ses opérations et ses projets dans l'économie de la connaissance.

Les engagements financiers qui ont été proposés par Marseille Provence Métropole concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La Fondation Méditerranée Infection ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » pour un montant total de participation de Marseille Provence Métropole au volet ESR du CPER 2015-2020 de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015.

La présente délibération concerne le projet de restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone afin d'accueillir le pôle neurosciences.

Le projet concerne la restructuration des bâtiments du campus afin d'accueillir sur le site de Timone un pôle de recherche en neurosciences d'envergure internationale en permettant notamment l'accueil d'une partie des laboratoires de neurosciences actuellement implantés sur le site de l'Hôpital Nord dont les locaux sont à déconstruire ou réhabiliter pour des raisons de sécurité.

Il s'agit de créer un pôle pluridisciplinaire (de la cognition aux mécanismes moléculaires) de visibilité internationale.

Le regroupement rapprochera la recherche des applications cliniques principalement installées sur l'hôpital de la Timone.

Cette opération placera les neurosciences à Marseille en deuxième position nationale après le site de la Pitié-Salpêtrière.

La présente opération contribuera au financement d'une première tranche de travaux d'une surface de 5 000 m² pour un projet global d'environ 9 000 m².

L'expertise du dossier Timone ayant été approuvée par l'État le 21 juillet 2015, cette opération entre maintenant en phase opérationnelle.

Cette opération a été retenue pour un montant de 14,15 millions d'euros.

Plan de financement (montants TTC)

| | |
|----------------------|------------------------|
| - État | 4 730 000 euros |
| - Région PACA | 4 850 000 euros |
| - CD 13 | 1 570 000 euros |
| - Métropole AMP | 2 000 000 euros |
| - Ville de Marseille | <u>1 000 000 euros</u> |
| Total | 14 150 000 euros |

Selon le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons il est proposé au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'affecter des crédits pour un montant de 2 millions d'euros relatif au financement de l'opération de restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone en vue d'accueillir le pôle Neurosciences dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 et d'approuver la convention y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 21 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- L'approbation de l'expertise du dossier Timone Neurosciences par le Préfet en date du 21 juillet 2015 ;
- Le vœu formé par le Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention relative au soutien financier du projet restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone afin d'accueillir le pôle neurosciences dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Délibère

Article 1 :

Sont affectés les crédits d'un montant de 2 millions d'euros relatifs à l'opération de restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone en vue d'accueillir le pôle de Neurosciences.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université relative au financement de l'opération de restructuration des bâtiments Campus Marseille centre Timone afin d'accueillir le pôle neurosciences – CPER 2015-2020.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Sous-politique B330 – Opération : 2015/00126 – Chapitre 204 – Natures : 204181 et 204182 – Fonction 67
Les crédits de paiement s'établissent selon l'échéancier suivant :

- Année 2016 : 200 000 euros
- Année 2017 : 800 000 euros
- Année 2018 : 800 000 euros
- Année 2019 : 200 000 euros

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 082-213/16/CM

■ Création et affectation de l'opération "Bassins de rétention - subvention d'équipement du budget principal sur le budget annexe de l'assainissement"
MET 16/275/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, de la Communauté d'Agglomération de l'Agglo-Pôle Provence, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle d'Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, entre autres, les compétences eau et assainissement.

Dans le cadre des réseaux unitaires, une gestion commune de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales s'est imposée pour des raisons techniques.

L'arrêt « GREF » du Conseil d'Etat lors de la séance du 13 novembre 2013 indique que la compétence eau et assainissement est transférée de manière globale aux EPCI, ce qui inclut la gestion des eaux pluviales.

Le principe d'équilibre financier du budget annexe de l'assainissement interdisant de faire supporter les dépenses relatives au pluvial, une participation est demandée au budget général du Conseil de Territoire de Marseille sous la forme d'une subvention d'équipement.

Cette subvention d'équipement était calculée sur la base de 30% du montant hors taxe des opérations relatives aux bassins de rétention des CP mandatés et payés de l'année N-1.

Afin de ne pas déséquilibrer le budget annexe de l'assainissement, il est proposé pour l'exercice 2016 de prendre en compte le remboursement à hauteur de 30% des crédits de paiement mandatés et payés sur l'exercice 2015 mais également sur les crédits de paiement mandatés et payés du 1^{er} semestre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- La délibération PEDD 010-1297/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 25/09/2015 relative à la création et l'affectation d'une opération sur le budget principal « Bassins de rétention - subvention d'équipement du budget principal sur le budget annexe de l'assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour l'exercice 2016 de définir les modalités de calcul de la subvention d'équipement

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention d'équipement à hauteur de 30% des crédits de paiement mandatés et payés sur l'exercice 2015 ainsi que des crédits de paiement mandatés et payés du 1^{er} semestre 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 083-214/16/CM

■ Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane MET 16/276/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° AGER 006-171/13/CC du 22/03/2013, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane.

Le projet initial consistait à remplacer uniquement la canalisation principale du réseau d'eau potable existant, particulièrement vétuste.

Lors des études de conception, les investigations sur site ont mis en évidence que les branchements particuliers sont également en mauvais état. Il convient donc de renouveler les branchements en même temps que la canalisation principale.

En conséquence, il est nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme qui passe de 418 060 euros H.T à 600 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° AGER 006-171/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 22/03/2013 qui a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l'autorisation de programme 2013/00053 pour le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane.
- Que ladite autorisation de programme doit être affectée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'autorisation de programme N° 2013/00053 portant sur le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane. L'autorisation de programme passe de 418 060 euros H.T à 600 000 euros H.T.

Article 2 :

Est approuvée l'affectation de cette revalorisation de 181 940 euros portant l'opération à 600 000 euros HT.

Article 3 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – natures 2031 et 2315 – selon l'échéancier prévisionnel suivant :

| | |
|--------------|------------------|
| Année 2016 : | 30 000 Euros HT |
| Année 2017 : | 538 000 Euros HT |

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 084-215/16/CM

■ **Approbation de la revalorisation et affectation de l'opération spécifique "grosses réparations port de Carry le Rouet 2014-2019" liée au budget annexe des Ports de Plaisance.**
MET 16/279/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a créé une autorisation de programme destinée aux gros travaux d'entretien et de réparation du port de Carry-le-Rouet pour un montant initial de 660 535.12€ HT.

Ces grosses réparations concernent, notamment, le renouvellement des pannes et pontons, des bornes, des mouillages, des clôtures, les réparations imprévues et diverses, et les travaux de rénovation des capitaineries.

Un chantier important de modernisation de l'aire technique sur le port de Carry-le-Rouet à hauteur de 600 000 euros HT a été engagé sur l'opération « grosses réparations port de Carry-le-Rouet ». Afin de pouvoir continuer à effectuer les travaux garantissant un niveau de service acceptable sur le port de Carry-le-Rouet, il est nécessaire de procéder à une revalorisation de 470 000 euros HT de l'autorisation de programme de cette opération.

L'autorisation de programme de cette opération est portée à 1 130 535.12 euros HT.

Dans le cadre du budget primitif pour l'exercice 2016, il est proposé de revaloriser et d'affecter l'opération existante pour un montant de 470 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole POR 006-692/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la création et l'affectation de six autorisations de programme relatives aux travaux de grosses réparations effectués sur les ports communautaires.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de revaloriser l'opération existante dans le cadre du budget annexe des Ports de Plaisance

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation et l'affectation de l'opération 2013/00112 – Grosses réparations Port de Carry-le-Rouet pour un montant de 470 000 euros HT. L'opération est portée à 1 130 535.12 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Ports de Plaisance: Sous-Politiques B220 – Chapitres 20, 21 et 23.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2016 : 636 500 euros HT
Année 2017 : 268 400 euros HT
Année 2018 : 69 600 euros HT
Année 2019 : 132 000 euros HT

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 085-216/16/CM

■ **Approbation de l'affectation de l'opération "Etudes et diagnostics du Crématorium Saint Pierre" dans le cadre du budget annexe du Crématorium**
MET 16/280/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des missions afférentes à sa compétence de gestion des services d'intérêt collectif, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a mis en place une programmation d'études concernant le Crématorium Saint-Pierre afin de tenir compte des modifications de normes dans le domaine funéraire et des établissements recevant du public et d'assurer l'amélioration des équipements crématoires.

La création d'une opération d'investissement relative aux études et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre a été approuvée pour un montant de 100 000 euros HT au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 19 février 2015.

Dans le cadre du budget primitif pour l'exercice 2016, il est proposé d'affecter cette opération existante pour un montant de 100 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération PEC n°1/270/CC du 27 juin 2002 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole approuvant la création de la régie dotée de l'autonomie financière pour la gestion du Crématorium Saint-Pierre ;
- La délibération EPPS 003-830/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 créant l'opération spécifique « Etudes et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'affecter une opération dans le cadre du budget annexe du Crématorium.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération spécifique 2015/00090 – Etudes et diagnostics du Crématorium Saint Pierre pour un montant total de 100 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe du Crématorium : Sous-Politique F220 – Chapitre 20.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2016 : 20 000 euros HT

Année 2017 : 30 000 euros HT

Année 2018 : 25 000 euros HT

Année 2019 : 25 000 euros HT

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 086-217/16/CM

**■ Approbation d'une convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre de la création des voies du PAE "Les Parantes - La Claire" à Marseille (13ème arrondissement).
MET 16/266/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Parantes - La Claire. Elle faisait suite à la délibération du 12 novembre 2007 de la ville de Marseille demandant à MPM la mise en place de cette procédure.

Le programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes - La Claire à Marseille (13ème arrondissement) a pour objectif de contribuer au développement d'une offre d'habitat actuellement réduite, malgré la forte demande liée à l'attractivité de Château Gombert.

A ce titre, une forte participation des promoteurs est prévue pour la réalisation des voiries, qui assureront la desserte des nouveaux programmes de logements.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a en charge la réalisation de la voie U 372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave.

Le programme de l'opération comprend également l'aménagement d'une section de voie comprise entre le raccordement de la voie U372 sur le chemin de la Grave et le boulevard Bara : réaménagement du chemin de la Grave et création de la voie U378 sur environ 180 m.

Par délibération VOI 008-161/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 500 000 euros.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 7 400 000 euros.

De par sa nature, le projet de création des voies du PAE «Les Parantes-La Claire» entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment ses articles L.523-7, R.523-24 à R.523-38, R.523-60 à R.523-68 et R.545-24 et suivants.

Par arrêté n°6732 du 13 novembre 2015, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008/161/13/CC du 22 Mars 2013 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°6732 du 13 novembre 2015 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet de création des voies du PAE «Les Parantes – La Claire » ;
- L'avis HN 021-22/04/16 CT émis par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence en sa séance du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de création des voies du PAE «Les Parantes – La Claire» à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 087-218/16/CM

■ Modalités de mise en oeuvre de la concertation préalable relative à la création des voies du Programme d'Aménagement d'Ensemble "Les Parantes-La Claire" à Marseille - 13^{ème} arrondissement.

MET 16/263/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Parantes - La Claire. Elle faisait suite à la délibération du 12 novembre 2007 de la Ville de Marseille demandant à MPM la mise en place de cette procédure.

Le programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes - La Claire à Marseille (13^{ème} arrondissement) a pour objectif de contribuer au développement d'une offre d'habitat actuellement réduite, malgré la forte demande liée à l'attractivité de Château Gombert.

A ce titre, une forte participation des promoteurs est prévue pour la réalisation des voiries, qui assureront la desserte des nouveaux programmes de logements.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a en charge la réalisation de la voie U 372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave.

Le programme de l'opération comprend également l'aménagement d'une section de voie comprise entre le raccordement de la voie U372 sur le chemin de la Grave et le boulevard Bara : réaménagement du chemin de la Grave et création de la voie U378 sur environ 180m.

Par délibération VOI 008-161/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 500 000 euros.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 7 400 000 euros.

Conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ayant l'initiative d'opérations d'aménagement sont tenus de mettre en place, avant d'arrêter leur décision, une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la création de voies du PAE « Les Parankes – La Claire » selon les modalités suivantes :

- une réunion publique de concertation,
- une exposition publique d'une durée de quatre semaines dans les locaux du siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, situé au Pharo, 58, boulevard Charles LIVON, 13007 Marseille. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation.
- un registre sera laissé sur le lieu d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence présentera le bilan devant le Conseil Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008-161/13/CC du 22 Mars 2013 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN01- 003/16/CC du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire n°1 du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de la concertation préalable portant sur la création des voies du PAE « Les Parankes – La Claire » à Marseille (13^{ème} arrondissement), telles que décrites ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 088-219/16/CM

■ **Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles - Abrogation de la délibération HN 12 014/16/CM MET 16/408/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 012-014/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles », qui s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du code précité, il est établi dans chacun des six territoires un conseil de territoire composé des Conseillers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque conseil de territoire, les conseillers communautaires en exercice

des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désignés Conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : « *jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions* ».

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : « *Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant qu'il s'applique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1^{er} janvier 2018* », excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations avant cette date.

Les prérogatives propres des conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° *Elaboration du projet métropolitain. »*

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la

Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rendra compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des conseils de territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux conseils de territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque Conseil de Territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées les trente-six communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences exercées préalablement par la communauté d'agglomération du Pays d'Aix en vertu de l'intérêt communautaire sont aujourd'hui déléguées au conseil de territoire.

Sont concernées à ce titre les compétences en matière de :

- de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités ; les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;

- d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'actions ou d'équipements publics d'intérêt communautaire ;

- d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

- de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire ;

- de création, d'aménagement ou de gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

- de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

- d'aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire.

Il est également proposé de déléguer au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Définition d'une politique culturelle communautaire ;

- Définition et mise en œuvre d'une politique sportive communautaire ;

- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements sportifs de la communauté d'agglomération ;

- Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois ;

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces forestiers par l'intermédiaire notamment de la participation aux structures intercommunales de massifs chargées de définir et réaliser les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier ;

- Élaborer et contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement ;

- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents ;

- Élaborer et mettre en œuvre un système d'informations géographiques (SIG) communautaires

- Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire : Études préalables, élaboration des dossiers de demande de subvention, maîtrise d'œuvre, travaux, financement des opérations, surveillance post requalification ;

- Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au conseil de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le conseil de territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations antérieures au 1^{er} janvier 2016 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix relatives à la définition de l'intérêt Communautaire des compétences concernées :

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 012-014/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au Conseil de Territoire de « Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-

Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles » conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

b) actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

c) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;

d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au 31 décembre 2015.

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, relèvent de l'exercice des attributions déléguées :

- les compétences en matière de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités ; les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'actions ou d'équipements publics d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière de création, d'aménagement ou de gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

Sont également déléguées au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Définition d'une politique culturelle communautaire ;

- Définition et mise en œuvre d'une politique sportive communautaire ;

- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements sportifs de la communauté d'agglomération ;

- Adhérer au projet de l'Europole Méditerranéen de l'Arbois ;

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces forestiers par l'intermédiaire notamment de la participation aux structures intercommunales de massifs chargées de définir et réaliser les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier ;

- Élaborer et contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement ;

- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents ;

- Assurer la cohérence et la continuité du traitement des entrées de ville et de village ;

- Élaborer et mettre en œuvre un système d'informations géographiques (SIG) communautaires ;

- Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire : Études préalables, élaboration des dossiers de demande de subvention, maîtrise d'œuvre, travaux, financement des opérations, surveillance post requalification ;

- Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est restreint aux seules attributions

effectivement transférées par les trente-six communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au 31 décembre 2015.

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le conseil de territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;

- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du conseil de territoire.

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 089-220/16/CM

**■ Vote du Compte de Gestion 2015 du Pays d'Aix – Budget Principal
MET 16/384/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le Compte de Gestion du Budget Principal pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|---------------------------|---|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 390 760 992,99 | 315 213 523,48 | 705 974 516,47 |
| | RECETTES NETTES | A | 239 510 594,37 | 314 704 901,22 | 554 215 495,59 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 390 760 992,99 | 315 213 523,48 | 705 974 516,47 |
| | DEPENSES NETTES | B | 236 668 380,69 | 308 442 969,68 | 545 111 350,37 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | C = A – B | | 2 842 213,68 | 6 261 931,54 | 9 104 145,22 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | D | | 1 033 566,25 | 21 854 678,30 | 22 888 244,55 |
| PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT | E | | | 19 166 998,83 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | F=C+D-E | | 3 875 779,93 | 8 949 611,01 | 12 825 390,94 |

➤ Après s'être fait présenter le Budget Primitif, et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

➤ Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-31, L. 1612-12, L. 2121-14, L.2313.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.
Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 090-221/16/CM

■ Adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus - Approbation de la convention relative à la tarification Pack Etudiant MET 16/335/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix, dans le cadre de la politique de transports qu'il développe en faveur des transports en commun, structure depuis plusieurs années son réseau notamment, via la construction de parcs relais, la construction de gares routières et de pôles d'échanges multimodaux.

Dans ce contexte, le développement de l'intermodalité connaît un essor particulier qui doit être encouragé.

L'intermodalité qui consiste pour l'usager à combiner l'utilisation successive de plusieurs modes de transport différents au cours d'un même déplacement, nécessite, pour être encouragée, une politique tarifaire adaptée et apte à favoriser la fréquentation.

La revalorisation des titres unitaires concurremment à des tarifs attractifs sur les formules d'abonnement sont des mesures qui, combinées entre elles accroîtront le développement de l'intermodalité.

Répondre à la demande de mobilité de toutes les tranches de la population, **à un coût raisonnable pour la collectivité** tout en optimisant le service public des transports, tel est l'objectif de la présente mise à jour de gamme tarifaire du Pays d'Aix prise par délibération N°2015_A136 du Conseil communautaire de la CPA en date du 17 décembre 2015.

Les grands axes de l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du Pays d'Aix sont les suivants :

- revaloriser les tickets 1 et 2 voyages de façon à rendre plus attractives les différentes formules d'abonnements ;

| | Tarif actuel | Projet | Variation en % |
|------------------|--------------|--------|----------------|
| Ticket 1 voyage | 1,10 euros | 1,20 € | + 9 % |
| Ticket 2 voyages | 2,00 euros | 2,10 € | + 5 % |

Sur la base des ventes 2015, l'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 160 000 euros HT par an (en année pleine sur les réseaux Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus)

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2016.

II – Extension des droits d'accès aux tickets 40 voyages :

La gamme tarifaire modifiée le 1^{er} mars 2015, a créé un

- promouvoir les déplacements des actifs en élargissant la vente des titres 40 voyages aux personnels des administrations et des associations ;
- renforcer l'interopérabilité en proposant des titres combinés avec le réseau TransVaucluse ;
- développer l'intermodalité en proposant une tarification combinée pour les étudiants utilisant le P+R Krypton et le réseau Aix en Bus.

I – Revalorisation tarifaire des titres 1 et 2 voyages :

A la suite de la dernière modification de la gamme tarifaire des transports du Pays d'Aix, en date du 1^{er} mars 2015, il a été observé une forte utilisation des titres occasionnels 1 et 2 voyages, notamment au détriment des abonnements.

Par ailleurs, il est essentiel dans une optique de bonne gestion de l'activité transports publics du Pays d'Aix, de conserver une certaine stabilité du ratio dépenses sur recettes.

Enfin, il existe un engagement de recettes contractuel au sein du contrat de délégation de service public (DSP) Aix en Bus sur les transports urbains, qui stipule une hausse tarifaire de 2,5 % par an entre 2016 et 2019, ramenés à 1,25 %, compte tenu d'un coefficient d'élasticité.

Aussi, il est proposé d'adapter la gamme tarifaire selon les principes suivants :

- augmentation modérée des tarifs des titres unitaires 1 et 2 voyages,

- stabilité de l'ensemble des autres titres, notamment les abonnements, ce qui a pour effet de renforcer leur attractivité commerciale,

- amélioration de la recette consécutive à ces mesures, notamment pour améliorer le ratio dépenses / recettes global des transports du Pays d'Aix.

Il est donc proposé d'augmenter le prix des titres 1 et 2 voyages de 10 centimes tel que présenté ci-dessous :

titre de transport « 40 voyages salariés ». Ce titre dont les recettes sont collectées auprès des entreprises permet aux salariés du secteur privé d'accéder à un tarif préférentiel pour les déplacements domicile/travail en transports en commun.

Afin de développer ces recettes, promouvoir les PDA (Plan de déplacements d'Administration) et les PDE (Plan de Déplacement d'Entreprise), il est proposé d'étendre la commercialisation de ce titre auprès des employeurs des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière, ainsi qu'auprès des associations pour leurs salariés.

Cette extension de la vente « 40 voyages salariés » prendra effet à partir du 1^{er} septembre 2016.

III – Tarification combinée des réseaux Pays d'Aix Mobilité / TransVaucluse :

Dans le cadre de l'ouverture prochaine du futur pôle d'échanges de Pertuis et afin de favoriser la complémentarité des offres de transport entre le réseau du Pays d'Aix et le réseau du Conseil Départemental de Vaucluse il est proposé la création d'une tarification dédiée.

Cette complémentarité devrait notamment permettre à terme :

- aux lignes du réseau TransVaucluse de bénéficier de l'infrastructure du pôle d'échanges de Pertuis (Gare SNCF, pôle d'échanges bus urbains, cars interurbains et cars scolaires, stationnement en parc-relais, parc-relais vélo, ...) au centre-ville de Pertuis,

- aux habitants du Vaucluse de mieux effectuer des correspondances avec les lignes du Pays d'Aix, notamment les lignes 100 (Aix en Provence) et 101 (Pôle d'Activités Aix – Les Milles),

- une économie globale de kilomètres pour l'ensemble des lignes et services et une réduction de la pollution, notamment aux heures de pointe dans le trafic des centre-villes de Pertuis, Venelles et Aix-en-Provence.

La gamme tarifaire est donc enrichie des abonnements combinés suivants :

| Titres | Périmètre couvert | | | Réduction tarifaire * |
|--|---|---|--|-----------------------|
| 2 Formules mensuelles tout public | Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 1 Ou Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 2 | + | Ensemble des lignes du réseau Pays d'Aix | -30 % |
| 2 Formules mensuelles moins de 26 ans | Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 1 Ou Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 2 | + | Ensemble des lignes du réseau Pays d'Aix | -30 % |
| 2 Formules annuelles tout public | Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 1 Ou Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 2 | + | Ensemble des lignes du réseau Pays d'Aix | -30 % |
| 2 Formules annuelles moins 26 ans | Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 1 Ou Lignes du Conseil Départemental Vaucluse en zone 2 | + | Ensemble des lignes du réseau Pays d'Aix | -30 % |

*** Application de la règle de l'arrondi à l'unité supérieure**

Si le chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit à l'entier inférieur.
Si le chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, on arrondit à l'entier supérieur

Le tableau ci-après retrace l'état des tarifs qui résulteront de l'application de cette nouvelle

tarification combinée à l'issue de la signature de la convention partenariale avec le Conseil départemental de Vaucluse.

Montant des tarifs des titres combinés au 1^{er} septembre 2016 :

| Titres | TransVaucluse | Pays d'Aix Mobilité | Combiné |
|---------------------------------------|---------------|---------------------|-----------|
| Mensuel zone 1 | 35 euros | 27 euros | 43 euros |
| Mensuel zone 2 | 45 euros | 27 euros | 50 euros |
| Mensuel jeunes moins de 26 ans zone 1 | 25 euros | 27 euros | 36 euros |
| Mensuel jeunes moins de 26 ans zone 2 | 35 euros | 27 euros | 43 euros |
| Annuel zone 1 | 300 euros | 260 euros | 392 euros |
| Annuel zone 2 | 400 euros | 260 euros | 462 euros |
| Annuel jeunes moins de 26 ans zone 1 | 150 euros | 260 euros | 287 euros |
| Annuel jeunes moins de 26 ans zone 2 | 200 euros | 260 euros | 322 euros |

Ces tarifs sont conformes à l'objectif d'optimisation des services et répondent à la demande de mobilité de la population, ainsi qu'au droit de se déplacer dans des conditions raisonnables d'accès, de qualité, de prix et de coût pour la collectivité, tel que défini par la loi LOTI. Ils sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'actualisation pratiquée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le Pays d'Aix et par le Département de Vaucluse.

Chaque Autorité Organisatrice étant propriétaire de la part des recettes qui est en droit de lui revenir (montant du tarif normal du titre déduit des 30 % arrondi à l'unité supérieure), une convention sera établie entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – le Conseil Départemental de Vaucluse et les différents titulaires des Délégations de Service Public concernées, pour régler la quote-part de chacune des entités selon les clés de répartition convenues après accords conjoints.

| Titres | Part revenant au réseau TransVaucluse | Part revenant au réseau Pays d'Aix Mobilité | Combiné |
|---------------------------------------|---------------------------------------|---|-----------|
| Mensuel zone 1 | 24,5 euros | 18,5 euros | 43 euros |
| Mensuel zone 2 | 31,5 euros | 18,5 euros | 50 euros |
| Mensuel jeunes moins de 26 ans zone 1 | 17,5 euros | 18,5 euros | 36 euros |
| Mensuel jeunes moins de 26 ans zone 2 | 24,5 euros | 18,5 euros | 43 euros |
| Annuel zone 1 | 210 euros | 182 euros | 392 euros |
| Annuel zone 2 | 280 euros | 182 euros | 462 euros |
| Annuel jeunes moins de 26 ans zone 1 | 105 euros | 182 euros | 287 euros |
| Annuel jeunes moins de 26 ans zone 2 | 140 euros | 182 euros | 322 euros |

IV – Tarification promotionnelle « Pack mobilité étudiant »

Dans une optique de promotion et d'incitation à l'usage des transports en commun, la SNCF a expérimenté en 2015 en partenariat avec la Communauté du Pays d'Aix, la commercialisation de packs « MOBILITE ETUDIANT » combinant des offres de transports ferrés, urbaines, interurbaines ainsi que des mesures favorisant l'usage des vélos. Afin de garantir le succès de cette opération, il est

proposé de renouveler la commercialisation des packs « MOBILITE ETUDIANT » pour l'année universitaire 2016-2017, selon les deux formules suivantes :

- **« Pack 1 »** : désigne l'Offre **PACK MOBILITE ETUDIANT non motorisé** : les prestations et leur prise en charge se décomposent comme suit, pour un tarif annuel fixé à 56 euros.

| Prestations / Valeur | SNCF | Métropole Aix- Marseille- Provence | Conseil Départemental |
|--|------------------------------------|---|------------------------------|
| Carte Jeune 18-27 | 20% sur le prix public de 50 euros | | |
| Carte fidélité Voyageur | Offerte | | |
| Chèques Cadeau SNCF | Valeur 10 euros | | |
| Bons d'achat IDBUS | Valeur 10 euros | | |
| Crédit covoiturage IDVROOM | Crédit de 5 euros | | |
| Abonnement au Relais vélo | | Valeur 10 euros | |
| 10 tickets « courtoisie » | | Valeur 8 euros | |
| 3 pass jeune 24h sur le réseau Cartreize | | | Valeur 6 euros |

- « **Pack +** » : désigne l'Offre **PACK MOBILITE ETUDIANT** motorisé : les

- prestations et leur prise en charge se décomposent comme suit, pour un tarif annuel fixé à 156 euros.

| Prestations / Valeur | SNCF | Métropole Aix- Marseille- Provence | Conseil Départemental |
|------------------------------|------------------------------------|---|------------------------------|
| Carte Jeune 18-27 | 20% sur le prix public de 50 euros | | |
| Carte fidélité Voyageur | Offerte | | |
| Chèques Cadeau SNCF | Valeur 10 euros | | |
| Bons d'achat IDBUS | Valeur 10 euros | | |
| Crédit covoiturage IDVROOM | Crédit de 5 euros | | |
| Abonnement au Relais vélo | | Valeur 10 euros | |
| Abonnement annuel Jeune Plus | | Valeur 100 euros | |

Ces packs seront commercialisés par la SNCF dès la signature de la convention jointe en annexe dont la durée de validité sera limitée à la poursuite de l'expérimentation pour l'année universitaire 2016-2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code des transports et notamment l'article L.1111-2 ;
- L'article 2 de la loi LOTI n° 8261153 du 30 décembre 1982, modifié par la loi 99-533 25 juin 1999 art 39 JORF 29 juin 1999
- Les délibérations 2009_A245 du 11 décembre 2009 à 2015_A316 du 17 décembre 2015 du Conseil communautaire de la CPA dédiées à l'approbation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du territoire du Pays d'Aix et de ses adaptations successives ;
- La délibération 2015_A199 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à la tarification spécifique d'un pack étudiant en collaboration avec la SNCF ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Ouï le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont adoptées les adaptations de la gamme tarifaire telles que décrites ci-dessus et jointes en annexe.

Article 2 :

Est adopté le principe des conventions partenariales tel que décrit ci-dessus.

Article 3 :

Sont approuvés les termes de la convention partenariale avec la SNCF, relative à l'opération Packs Etudiants, jointe en annexe.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention relative aux Packs Etudiant, avec la SNCF et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 091-222/16/CM

**■ Aides aux organismes publics - Attribution de subventions exceptionnelles de fonctionnement
MET 16/336/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État, engagé depuis 2006, portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations analogues.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur notre territoire. Pour faire face aux frais exceptionnels des organisateurs (organismes publics d'État et d'Enseignement Supérieur et Recherche), la Métropole d'Aix-Marseille Provence, et notamment le Pays d'Aix, apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions suivantes, hors convention de partenariat, tableau détaillé en annexe avec une incidence financière totale de 70 800 euros, comme suit :

Au profit d'Aix-Marseille Université :

- **1 500 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *peuple : théories, discours, présentations* », du 11 au 12 mars 2016, organisé par le CAER, Centre Aixois d'Études Romanes

- **300 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « *le contentieux en droit pénal social* », le 20 mai 2016, organisé par CDS, Centre de Droit Social

- **1 200 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *patrimoine de l'entreprise* », du 18 au 20 avril 2016, organisé par le CERGAM, Centre d'Études et de Recherche en Gestion d'Aix-Marseille

- **300 euros** pour l'aide à l'organisation du 14^{ème} séminaire international sur le thème « *marketing des services* », du 30 mai au 3 juin 2016, organisé par le CERGAM, Centre d'Études et de Recherche en Gestion d'Aix-Marseille

- **2 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « *alimentation responsable et durable* », du 15 au 16 septembre 2016, organisé par le CERIC, Centre d'Études et de Recherches Internationales Communautaires

- **3 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « *moralités et immoralités des revenus* », du 23 au 24 juin 2016, organisé par le CREEADP, Centre de Recherche, d'Éthique Économique des Affaires et de Déontologie Professionnelle

- **3 000 euros** pour l'aide à l'organisation de la manifestation, ateliers/animations, sur le thème « *le souk des sciences 2016* », le 22 juin 2016, organisé par la délégation de la Diffusion de la Culture Scientifique et Technique

- **1 500 euros** pour l'aide à l'organisation de la journée d'étude nationale sur le thème « *l'œuvre hantée par le concept* », le 18 mai 2016, organisée par l'ED LLA, École Doctorale Langues, Lettres et Arts

- **5 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *demain, un monde de drones* », du 25 au 26 mai 2016, organisé par l'IFURTA, Institut de Formation Universitaire et de Recherche en Transport Aérien

- **1 200 euros** pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale, expositions de photographies/animations/conférences sur le thème « *galerie itinérante 2016* », du 21 janvier au 6 décembre 2016, organisées par l'IUP AIC, Institut Universitaire Professionnel Administration des Institutions Culturelles

- **1 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « *radicalisation et espace cyber* », le 20 mai 2016, organisé par le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles

- **1 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « *regards croisés sur l'enfance délinquante* », le 23 septembre 2016, organisé par le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles

- **1 500 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *entre normes et sensibilité : droit et musique* », du 30 juin au 1^{er} juillet 2016, organisé par le LID2MS, Laboratoire Interdisciplinaire en Droit des Médias et des Mutations Sociales

- **3 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *cliniques groupales et idéologies* », du 18 au 19 mars 2016, organisé par le LPCLS, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, Langage et Subjectivité

Au profit du CNRS, délégation Provence-Corse :

- **4 000 euros** pour l'aide à l'organisation du 10^{ème} séminaire international sur le thème « *les phytolithes : 20 ans d'une recherche multifforme* », du 12 au 14 septembre 2016, organisé par le CEREGE, Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géoscience de l'Environnement

- **11 000 euros** pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale sur le thème « *1^{ère} semaine internationale de l'économie 2016* », du 13 au 16 juin 2016, organisée par le GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix-Marseille

- **2 500 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les métaux précieux en Méditerranée médiévale, explorations, transformations, circulations* », du 6 au 8 octobre 2016, organisé par le LA3M, Laboratoire d'Archéologie Médiévale et Moderne en Méditerranée

Au profit du SMA :

- **22 800 euros** pour l'aide à l'organisation des 8^{èmes} tables rondes internationales de l'Arbois sur le thème « *des hommes, des découvertes, des civilisations* », du 24 au 25 mars 2016, organisées par le SMA, Syndicat Mixte de l'Arbois

Au profit de l'IRSTEA :

- **4 000 euros** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les feux de forêt et les feux interface* », du 25 au 27 mai 2016, organisé par l'IRSTEA, Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture

Au profit des étudiants récipiendaires désignés par l'Université d'Aix-Marseille, AMU, Faculté de Droit et de Science Politique, Secteur Droit et Sciences Politiques, année universitaire 2015/2016, prix communautaires hors convention de partenariat, comme suit : **1 000 euros** pour l'attribution de deux prix de 500 euros aux majors de promotion du « *Master 2 droit et fiscalité de l'entreprise* » et du « *Magistère 3 droit, fiscalité et comptabilité* », diplômes classés parmi les dix meilleures formations de leur discipline et organisés par le CEFF, Centre d'Études Fiscales et Financières

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 portant création de l'Université d'Aix-Marseille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, regroupant les universités Aix-Marseille I, Aix-Marseille II et Aix-Marseille III ;

- La délibération n° 2004_A002 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 définissant les principes d'intervention de la CPA en matière d'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- La délibération n° 2004_A200 du Conseil communautaire de la CPA du 16 juillet 2004 précisant la politique et axes communautaires d'intervention relatifs à l'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- La délibération n° 2005_A236 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2005 autorisant la convention de partenariat avec le Rectorat d'Aix-Marseille et la convention signée le 18 janvier 2006 ;
- La délibération n° 2010_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 autorisant la convention cadre de partenariat avec l'Université Paul Cézanne et la convention signée le 6 mai 2011 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un soutien financier exceptionnel aux organismes publics d'État, d'Enseignement Supérieur et Recherche.

Article 2 :

Les subventions exceptionnelles pour l'aide à l'organisation de manifestations et actions universitaires au profit des organismes visés via leurs Agences Comptables sont attribuées pour un montant total de 69 800 euros, comme suit :

- 25 500 euros au profit de l'Agence Comptable AMU, Aix-Marseille Université
- 17 500 euros au profit de l'Agence Comptable du CNRS, Délégation Provence-Corse
- 22 800 euros au profit de la Trésorerie d'Aix Municipale et Campagne, Syndicat Mixte de l'Arbois
- 4 000 euros au profit de l'Agence Comptable de l'IRSTEA

Article 3 :

Les prix attribués par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à des étudiants major de promotion de diplômes organisés par le Centre d'Études Fiscales et Financières, CEFF, classés parmi les dix meilleures formations de leur discipline, seront directement alloués au profit des bénéficiaires désignés par Aix-Marseille Université, pour l'année universitaire 2015/2016, comme suit :

- un prix de 500 euros au major de promotion du « *Master 2 droit et fiscalité de l'entreprise* »
- un prix de 500 euros au major de promotion du « *Magistère 3 droit, fiscalité et comptabilité* »

Article 4 :

Les dépenses nécessaires seront prélevées au budget général de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dans le principe de l'annualité budgétaire, exercice 2016 qui présente les disponibilités nécessaires, comme suit :

- 69 800 euros, imputation 23-657382 pour les événements et actions précités
- 1 000 euros, imputation 23-6713 pour les attributions de prix communautaires aux étudiants bénéficiaires susvisés

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document afférant à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 092-223/16/CM

■ **Acquisition foncière des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, et 167 sur la commune de Pertuis pour assurer un bon fonctionnement de la couveuse pépinière d'entreprises agricoles et pérenniser le dispositif**
MET 16/341/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Charte Agricole du Pays d'Aix rassemble le territoire du Pays d'Aix et ses partenaires dans un programme d'actions qui répond aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture sur le territoire. Parmi ces actions, le Pays d'Aix a décidé de soutenir sur son territoire la création d'espaces test agricoles de type couveuses/pépinières d'entreprises agricoles afin de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs, de permettre le maintien et la reconquête des terres agricoles et le redéploiement d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Aussi, le Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 avait approuvé le dispositif d'aide à la création d'un espace-test couveuse/pépinière d'entreprises agricoles sur la commune de Pertuis.

Ce projet innovant a démarré, dans les faits, le 1er février 2016 avec le recrutement et l'installation du premier porteur de projet, matérialisé par la signature du CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise) et des différentes conventions avec les partenaires (SAFER, CREA, Chambre d'Agriculture de Vaucluse).

Le dispositif de couveuse s'appuie sur une CMD (Convention de Mise à Disposition) de 3 ans avec un Bail SAFER au profit de CREAGRI qui se charge de :

– prendre en location une parcelle de 3 ha 50 ares (terres nues) et des bâtiments (hangar et chambre froide) ;

– d'assurer l'hébergement juridique des porteurs de projet d'entreprise agricole dans le domaine du maraîchage, signataires d'un contrat CAPE.

Ces derniers pourront ainsi démarrer et tester leur activité, au sein d'une structure immatriculée, en bénéficiant de moyens d'exploitation (foncier, matériels, formations et tutorat).

Pour mener à bien ce projet dans la durée, accueillir de nouveaux porteurs de projets et faire de l'espace test agricole un lieu emblématique du territoire pour la formation *in situ* des futurs agriculteurs et le test de projets agricoles en conditions réelles, il est important de maîtriser l'outil foncier, son ancrage sur le territoire et d'éviter des frais de fonctionnement en réalisant un investissement.

En outre, l'intérêt de cette acquisition foncière permettra de fixer plus facilement les producteurs issus de la couveuse / pépinière agricole sur le territoire, car la commune de Pertuis dispose de terres agricoles complémentaires proches de la propriété favorisant l'installation de futurs exploitants agricoles en sortie de couveuse.

Ainsi, le Bureau communautaire de la CPA a approuvé le 17 décembre 2015, par délibération n°2015_B756, le principe d'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, et 167 situées « La Pie Ste-Anne » et « Chemin de Malespine » sur la commune de Pertuis - 84120, pour une superficie totale au sol de 4ha 60a et 10ca (terres nues, serres verre, hangar avec logement) afin de pérenniser et d'ancrer le dispositif de couveuse/pépinière agricole sur le territoire.

Une étude de la propriété agricole a été faite par la SAFER afin d'apprécier son potentiel et de disposer d'une base d'évaluation. La valorisation de la propriété a été estimée par la SAFER à 255 000 euros

(annexe 2 au présent rapport avec une réserve concernant la valeur de l'habitation, car la visite n'a pas été possible).

Pour sa part, France Domaine a estimé la valeur vénale du bien à 450 410,00 euros (annexe 3 au présent rapport).

Un accord avec le propriétaire a été trouvé sur la base des conditions financières suivantes :

- Prix d'acquisition de : 295 000 euros HT (acquisition amiable réalisée dans le cadre de la convention d'intervention foncière avec la Safer, annexe 1 au présent rapport).

- Frais d'intervention de la Safer : 17 700 euros HT, (+ 3 540 euros TVA).

Enfin, dans le cadre de cet accord amiable, le vendeur cède gracieusement une liste de matériels estimés à une valeur de 8.750 euros TTC (annexe 4).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A326 du Conseil communautaire de la CPA, du 17 décembre 2004, approuvant la Charte agricole de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2014_A088 du Conseil communautaire de la CPA, modifiée, déléguant une partie des attributions du Conseil au Bureau et notamment, de procéder aux acquisitions et cessions foncières ;
- La délibération n°2015_B151 du Bureau communautaire de la CPA, du 9 avril 2015, approuvant une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2015 ;
- La délibération n°2015_B443 du Bureau communautaire de la CPA, du 24 septembre 2015, approuvant une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2015 concernant la Couveuse/pépinière d'entreprises agricoles ;
- La délibération n°2015_A163 du Conseil communautaire de la CPA, du 10 juillet 2015, approuvant le dispositif d'aide à la création d'un espace-test couveuse/pépinière d'entreprises agricoles et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour décider des conventions et subventions nécessaires à la mise en place concrète de ce dispositif ;
- La délibération n°2015_B756 du Bureau communautaire de la CPA, du 17 décembre 2015, approuvant le principe d'acquisition des parcelles BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 144 et 167 sur la commune de Pertuis afin de pérenniser et d'ancrer le dispositif de couveuse/pépinière agricole sur le territoire ;
- L'avis n°2016-089-V-0190 de France Domaine le 9 mars 2016

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 167 situées sur la commune de Pertuis pour un montant de 295 000 euros HT.

Article 2 :

La somme de 21 240 euros TTC sera versée à la SAFER au titre de son expertise et de son intervention dans le cadre de cette acquisition.

Article 3 :

Ces dépenses seront imputées, en section d'investissement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/2111 – Opération 388 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous actes ou toutes décisions nécessaires afin de procéder à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 093-224/16/CM

■ Programme d'actions 2016 de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le territoire du Pays d'Aix – Approbation de la convention d'objectifs 2016 et attribution d'une subvention MET 16/348/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une convention de partenariat entre la Communauté du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA a été signée le 5 décembre 2015 pour une durée de 5 ans. Cette convention cadre doit donner lieu chaque année à une convention d'objectifs précisant les engagements opérationnels et financiers de chacun des partenaires.

Elle a pour objectif de favoriser le développement économique du Pays d'Aix au travers d'actions communes visant notamment, d'une part à promouvoir et accompagner les entreprises artisanales du territoire, et d'autre part à animer et conduire des projets dans différents domaines liés à

l'aménagement du territoire et au développement local.

Pour rappel, la convention cadre fixe les deux objectifs majeurs dans lesquels s'inscriront les futures actions :

- **Actions d'accompagnement des entreprises artisanales**

- Perpétuer l'activité via la transmission-reprise ;

- Passer le cap de la conjoncture ;

- Développer l'utilisation des TIC ;

- S'adapter à l'évolution constante de la législation, des normes et de la réglementation ;

- Rester attractifs et compétitifs face à la segmentation des marchés et le retour des grandes surfaces dans les centres-villes ;

- Augmenter l'emploi salarié, promouvoir l'apprentissage et développer la fonction RH ;

- Promouvoir et valoriser des savoir-faire des artisans d'art et de métiers de bouche ;

- Accompagner les entreprises artisanales « A priori innovantes » ;

- Collaborer avec les entreprises artisanales sur la problématique du développement durable .

- **Connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire.**

Un bilan intermédiaire de la convention 2015 a été présenté par la CMAR au Comité technique du 07/09/2015. Au regard de ce pré-bilan, la convention d'objectifs annuelle 2016, va d'une part poursuivre l'accompagnement des entreprises artisanales « innovantes » du Pays d'Aix et mettre en place une dynamique de réseau et d'autre part renforcer le réseau Route des Arts et Gourmandises et pérenniser le Salon des Métiers d'Art sur la commune d'Aix-en-Provence.

Sont conservées les actions de collaboration dans les domaines d'aménagement du territoire, urbanisme et développement local, ainsi que l'accompagnement dans la prise en compte des problématiques artisanales dans les projets de développement économique du Pays d'Aix (zones d'activités, FISAC, droit de préemption commerce).

L'ensemble des actions est récapitulé dans un tableau inséré dans le projet de convention annexé au présent rapport.

La convention d'objectifs annelle 2016 sera effective à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2016. Elle nécessite une participation financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'ensemble des actions à hauteur de 60 000 euros, pour le Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B536, du Bureau communautaire de la CPA en date du 29 octobre 2015 relative à l'approbation d'une convention pluriannuelle de partenariat entre la Communauté du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Une subvention de 60 000 euros sera versée à la CMAR PACA pour la réalisation des actions définies dans la convention d'objectifs 2016.

Article 2 :

Les termes de la convention annuelle d'objectifs 2016 à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont approuvés.

Article 3 :

Cette dépense sera imputée sur la ligne 3F, 632-65737 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que l'ensemble des documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 094-225/16/CM

**■ Vote du Compte Administratif 2015 – Budget Annexe Aménagement
MET 16/374/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président, délibérant sur le compte administratif du Budget Annexe de l'Aménagement pour l'exercice 2015 adressé par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence, après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | RECETTES NETTES | A | 2 360 578,50 | 2 337 185,50 | 4 697 764,00 |
| | | | | | |
| <u>DEPENSES</u> | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | DEPENSES NETTES | B | 2 135 545,50 | 2 402 683,50 | 4 538 229,00 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 225 033,00 | -65 498,00 | 159 535,00 |
| | | | | | |
| RESULTAT CLOTURE EXERCICE PRECEDENT | D | | 12 200,26 | 0,00 | 12 200,26 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | E | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 237 233,26 | -65 498,00 | 171 735,26 |

- Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|--|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | <i>Titres de l'exercice</i> | A | 2 360 578,50 | 2 337 185,50 | 4 697 764,00 |
| | <i>Dont Rattachement à l'exercice</i> | à B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 2 360 578,50 | 2 337 185,50 | 4 697 764,00 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | <i>Mandats de l'exercice</i> | D | 2 135 545,50 | 2 402 683,50 | 4 538 229,00 |
| | <i>Dont Rattachements à l'exercice</i> | à E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 2 135 545,50 | 2 402 683,50 | 4 538 229,00 |
| RESULTAT 2015 | solde exécution brut | G=C-F | 225 033,00 | -65 498,00 | 159 535,00 |
| RESULTAT PRECEDENT | CLOTURE EXERCICE | H | 12 200,26 | 0,00 | 12 200,26 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | 0,00 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 12 200,26 | 159 535,00 | 171 735,26 |

- Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2015, de la manière suivante :

| | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|----------------------------|-------------------------|--|---------------------|---------------------|----------------|
| RECETTES | Prévisions totales | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | <i>Titres réalisés</i> | | 2 360 578,50 | 2 337 185,50 | 4 697 764,00 |
| | | | | | |
| En % des prévisions | | | 61,70 % | 80,50 % | 69,80 % |
| DEPENSES | Prévisions totales | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | <i>mandats réalisés</i> | | 2 135 545,50 | 2 402 683,50 | 4 538 229,00 |
| | | | | | |
| En % des prévisions | | | 55,90 % | 82,80 % | 67,50 % |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121 – 31 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté, et déclare tenues pour lues les annexes au présent Compte Administratif du Budget Annexe de l'Aménagement de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 095-226/16/CM

**■ Vote du Compte de Gestion 2015 – Budget
Annexe Aménagement
MET 16/378/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le Compte de Gestion du Budget Annexe de l'Aménagement pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|------------------------|-----------|-------------------|-------------------|-------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | RECETTES NETTES | A | 2 360 578,50 | 2 337 185,50 | 4 697 764,00 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 3 823 000,00 | 2 903 270,00 | 6 726 270,00 |
| | DEPENSES NETTES | B | 2 135 545,50 | 2 402 683,50 | 4 538 229,00 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C = A - B | 225 033,00 | -65 498,00 | 159 535,00 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE PRECEDENT | | | 12 200,26 | 0,00 | 12 200,26 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | | 237 233,26 | -65 498,00 | 171 735,26 |

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 096-227/16/CM

■ **Vote du Compte de Gestion 2015 – Budget
Annexe Assainissement Non Collectif
MET 16/380/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur GAUDIN Jean-Claude, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le compte de gestion du Budget Annexe Assainissement Non Collectif pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| RECETTES | RECETTES NETTES | A | 0.00 | 607 283,14 | 607 283,14 |
| | | | | | |
| | PREVISIONS TOTALES | | 0.00 | 705 322,90 | 705 322,90 |
| DEPENSES | DEPENSES NETTES | B | 0.00 | 660 106,02 | 660 106,02 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | C=A-B | 0.00 | | -52 822,88 | -52 822,88 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | D | 0.00 | | 58 222,90 | 58 222,90 |
| PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT | E | | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | F=C+D-E | 0.00 | | 5 400,02 | 5 400,02 |
| | | | | | |

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- Déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 097-228/16/CM

■ Vote du Compte Administratif 2015 – Budget annexe des transports publics urbains MET 16/387/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président, délibérant sur le compte administratif du budget annexe des transports urbains pour l'exercice 2015 adressé par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence, après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré :



➤ Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, ci-après



| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|-----------------------------|--------------------|-------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | RECETTES NETTES | A | 75 380 458,53 | 95 566 570,51 | 170 947 029,04 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 96 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | DEPENSES NETTES | B | 75 222 604,94 | 97 353 507,67 | 172 576 112,61 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 157 853,59 | - 1 786 937,16 | - 1 629 083,57 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 | | D | 2 544 823,52 | 2 131 825,29 | 4 676 648,81 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | E=C+D | 2 702 677,11 | 344 888,13 | 3 047 565,24 |



Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--------------------------|---------------------------------|-------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | Titres de l'exercice | A | 75 380 458,53 | 95 566 570,51 | 170 947 029,04 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | à B | | | |
| | TITRES REALISES | C | 75 380 458,53 | 95 566 570,51 | 170 947 029,04 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | Mandats de l'exercice | D | 75 222 604,94 | 97 353 507,67 | 172 576 112,61 |
| | Dont Rattachements à l'exercice | à E | | 4 320 461,18 | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 75 222 604,94 | 97 353 507,67 | 172 576 112,61 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=C-F | 157 853,59 | -1 786 937,16 | -1 629 083,57 |



Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2015, de la manière suivante :

| | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|----------------------------|--------------------|--|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | Prévisions totales | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | Titres réalisés | | 75 380 458,53 | 95 566 570,51 | 170 947 029,04 |
| | | | | | |
| En % des prévisions | | | 60,10 % | 96,80 % | 76,30 % |
| | | | | | |
| DEPENSES | Prévisions totales | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | Mandats réalisés | | 75 222 604,94 | 97 353 507,67 | 172 576 112,61 |
| | | | | | |
| En % des prévisions | | | 60,00 % | 98,70 % | 77,00 % |

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le comptable public accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le comptable public a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

➤ Déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

➤ Reconnaît la sincérité des restes à réaliser et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|--------------|----------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | | A | 2 702 677,11 | 344 888,13 | 3 047 565,24 |
| RESTE A REALISER OU A MANDATER | DEPENSE S | B | 154 515,59 | | |
| | RECETTE S | C | | | |
| RESULTAT CUMULE CLOTURE 2015 | DE | D=A+B-C | 2 548 161,52 | 344 888,13 | 2 893 049,65 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121 - 31;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare tenues pour lues les annexes au présent Compte Administratif du Budget annexe des transports publics urbains de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en Provence.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 098-229/16/CM

■ Vote du Compte de Gestion 2015 – Budget annexe des transports publics urbains MET 16/389/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le compte de gestion du Budget Annexe des Transports publics urbains pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|------------------------|----------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | RECETTES NETTES | A | 75 380 458,53 | 95 566 570,51 | 170 947 029,04 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 125 399 332,01 | 98 680 205,29 | 224 079 537,30 |
| | DEPENSES NETTES | B | 75 222 604,94 | 97 353 507,67 | 172 576 112,61 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C=A-B | 157 853,59 | -1 786 937,16 | -1 629 083,57 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | 2 544 823,52 | 2 131 825,29 | 4 676 648,81 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | E | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 2 702 677,11 | 344 888,13 | 3 047 565,24 |
| | | | | | |

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

➤ Déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 099-230/16/CM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement MET 16/388/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Pays d'Aix.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. L'Etat a commandé à ce jour deux évaluations des Pôles.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT oeuvrant pour la création et le développement des entreprises.

RAPPEL DES MISSIONS DE PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT (PAD)

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

Le périmètre d'intervention de PAD s'est agrandi à mesure des évolutions institutionnelles du territoire passant de 6 à 36 communes.

De même, ses missions ont évolué et son action s'est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an,

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire. En 10 ans, l'association recense 1.842 entreprises accompagnées représentant 26.889 emplois,

- Une mission de prospection et de promotion du territoire, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les énergies de la victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Energies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...,

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à un premier abondement par la collectivité, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, le DAP comptabilise 2.490.200 euros de prêts ayant abondé le dispositif, 21.000 euros avancés par les banques partenaires, 91 projets propulsés, 73 entreprises créées, 383 emplois créés et pérennisés.

PAD pourra recevoir à ce titre une subvention complémentaire destinée à abonder le fonds d'amorçage du DAP, ce qui fera l'objet d'une convention d'objectifs.

Depuis septembre 202, PAD est certifié ISO 9001 – norme 2000. C'est la première agence de l'arc méditerranéen à avoir entrepris et réussi cette démarche de Management Qualité.

La Norme internationale ISO 9001:2000 spécifie les exigences relatives au système de management de la qualité lorsqu'un organisme :

- doit démontrer son aptitude à fournir régulièrement un produit conforme aux exigences des clients et aux exigences réglementaires applicables,
- vise à accroître la satisfaction de ses clients par l'application efficace du système, y compris les processus pour l'amélioration continue du système et l'assurance de la conformité aux exigences des clients et aux exigences réglementaires applicables.

Toutes les exigences de la présente Norme internationale sont génériques et prévues pour s'appliquer à tout organisme, quels que soient son type, sa taille et le produit fourni

Le bilan 2015 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 427 dossiers suivis
- 216 implantations représentant 2.887 emplois, dont :
 - 88 nouvelles entreprises implantées, soit 628 emplois créés ou transférés sur le territoire
 - 128 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 2.259 emplois créés et maintenus.
- 182 dossiers toujours actifs représentant un potentiel d'environ 1.800 emplois

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 56 % dans le secteur des services,
- 19 % dans celui de l'industrie,
- 15 % dans le commerce,
- 4 % dans le transport et la logistique,

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 décembre 2015 : 135.504 m² placés, soit :

- 85.684 m² de locaux d'activités (alors que la moyenne annuelle se situe autour de 70.000 m²), dont 36.130 m² sur Vitrolles et 32.707 m² sur Aix-en-Provence.
- 49.820 m² de bureaux (contre 25.807 m² sur l'année 2014)

Ces chiffres correspondent aux 216 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 décembre 2015.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire (Lambesc), du Puits Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson) et de Grand Pont (La Roque d'Anthéron), mais aussi les opérations privées initiées sur Vitrolles et sur la ZAC Saint-Charles à Fuveau devraient aussi permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années.

Pour son fonctionnement général, PAD sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 470.000 euros, représentant 75,28 % de son budget prévisionnel 2016, d'un montant de 624.358 euros.

Ce financement s'appuie sur une convention cadre signée tous les trois ans avec Pays d'Aix Développement, ayant pour objet de définir les missions de l'association et d'acter la mise à disposition de locaux par la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n° 2015_A338 du Conseil communautaire de la CPA en date du 17 décembre 2015 approuvant les termes de la convention cadre entre la CPA et Pays d'Aix développement.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de fonctionnement pour un montant de 470.000 euros, conformément aux termes de la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 2 :

Les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Pays d'Aix Développement sont approuvés.

Article 3 :

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 100-231/16/CM

■ Budget Primitif 2016 du Budget Annexe Transports Publics Urbains MET 16/385/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Ce premier Budget Annexe métropolitain du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, présenté en équilibre, doit disposer des moyens financiers lui permettant de mettre en œuvre sa politique en matière de transports.

En effet, le Pays d'Aix souhaite poursuivre le développement des politiques publiques consacrées à la mobilité sur son Territoire. Afin d'accompagner cette mise en œuvre par l'intermédiaire des actions du Plan de Déplacements Urbains pour la période 2015-2025, il convient de prévoir les ressources nécessaires ; ainsi cela nous conduit à porter le taux du Versement Transport à 2 %.

L'examen du projet de Budget 2016 du Budget Annexe des Transports Publics Urbains, tel qu'il vous est proposé aujourd'hui, est l'occasion d'examiner les grands équilibres de ce budget.

Il est à noter que pour la première fois en 2016, les charges et produits relatifs au transport scolaire sont intégrées dans le périmètre de ce budget annexe.

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | Variation |
|--|-------------------|--------------------|---------------|
| Fonctionnement | 67 720 000 | 81 719 540 | 20,67% |
| Investissement | 21 500 000 | 28 760 000 | 33,77% |
| TOTAL BUDGET (hors emprunts assortis d'une option de tirage) | 89 220 000 | 110 479 540 | 23,63% |
| Emprunts – Ecriture de régularisation | 5 000 000 | 5 000 000 | - |
| BUDGET TOTAL | 94 220 000 | 115 479 540 | - |

Ce projet de budget présente une augmentation générale de 23,83 % par rapport à 2015.

Toutefois cette variation doit être modulée. En effet, à compter du 1^{er} janvier 2016, les charges et produits relatifs au transport scolaire sont transférés du Budget Général vers le Budget Annexe des Transports Urbains.

I. PRESENTATION GENERALE DU BUDGET ANNEXE

Le Budget Annexe des Transports Publics Urbains constitue un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) qui gère les infrastructures et l'exploitation du réseau des transports publics urbains.

Son statut de SPIC emporte les conséquences suivantes :

- L'activité est retracée dans le cadre d'un budget distinct destiné à individualiser le coût du service,
- Le financement de l'exploitation du service est assuré par le versement transport et les recettes perçues auprès des usagers,
- Le Budget Annexe des Transports Publics Urbains est soumis à une nomenclature comptable spécifique : la M 43.

Il est à noter qu'à compter de ce budget 2016, les coûts afférents au transport scolaire sont intégrés à ce budget annexe.

II. L'EQUILIBRE DU BUDGET ANNEXE

Le Budget 2016 s'élève à 115 479.540 euros, et s'équilibre comme suit :

Les charges de fonctionnement propres à ce transfert sont estimées pour l'année 2016 à 15,245 millions d'euros. Ainsi, sans ce transfert, l'augmentation serait de 8,24 %.

Il est à noter également que cette progression est aussi la conséquence de l'assujettissement partiel de ce budget annexe à la TVA du fait de la part des ressources soumises à TVA.

A. LA SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 81 719 540 euros. Le tableau ci-dessous reprend les principaux postes de prévisions de dépenses et de recettes :

| DEPENSES | | RECETTES | |
|--|-------------------|--------------------------------------|-------------------|
| | B.P. 2016 | | B.P. 2016 |
| Transports urbains | 57 570 000 | Versement transport | 26 800 000 |
| Transports scolaires | 15 245 000 | Dotation VT au territoire | 44 300 000 |
| Infrastructures - Entretien des parkings | 499 900 | Subventions | 4 285 000 |
| Déplacements PDU/PDE | 780 000 | Participation des usagers | 3 000 000 |
| Loyer | 200 000 | Gestion infrastructures de Transport | 1 200 000 |
| Dépenses imprévues – régularisation TVA | 1 700 000 | DGD | 1 900 000 |
| Charges de personnel | 2 850 500 | Autres produits | 234 540 |
| Charges de la dette | 790 000 | | |
| Dotation aux amortissements | 1 500 000 | | |
| Total dépenses | 81 135 400 | Total recettes | 81 719 540 |

| | |
|-----------------------------|----------------|
| Autofinancement brut | 584 140 |
|-----------------------------|----------------|

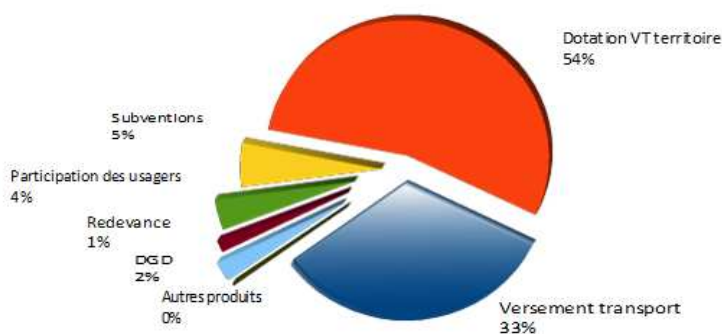
1. Les recettes de la section d'exploitation

Les recettes d'exploitation progressent de 20,67 % par rapport à 2015.

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| Versement transport | 64 800 000 | 26 800 000 | 9,72% |
| Dotation VT au territoire | | 44 300 000 | |
| Subventions | 460 000 | 4 285 000 | 831,52% |
| Participation des usagers | 1 860 000 | 3 000 000 | 61,29% |
| Gestion infrastructure de Transport | 600 000 | 1 200 000 | 100,00% |
| DGD | | 1 900 000 | 100,00% |
| Autres produits | | 234 540 | 100,00% |
| BUDGET TOTAL | 67 720 000 | 81 719 540 | 20,67% |

Pour 2016, les recettes attendues devraient progresser d'environ 20 % passant de 67,72 millions d'euros à 81,7 millions d'euros. Cette progression est due pour partie à l'intégration du transport scolaire (+ 6,945 millions d'euros de recettes) et à l'augmentation du taux du versement transport à compter du 1^{er} juillet 2016 (de 1,7 % à 2,0 %).

Elles se répartissent ainsi :



- Le Versement Transport (26,8 millions d'euros) et la Dotation Versement Transport au territoire (44,3 millions d'euros)**

La recette des Finances de Marseille reçoit pour le compte de la Métropole l'ensemble du produit relatif au Versement Transport. Toutefois, le compte au trésor ne pouvant pas disparaître en cours d'exercice pour notre territoire, il convient de mettre en place un dispositif de transition, tel que décrit ci-dessous.

Pendant les 4 premiers mois de l'exercice 2016 et jusqu'au vote du budget primitif, le produit du VT sera affecté directement sur le compte 515 du Budget annexe transport du conseil de territoire du pays d'Aix afin que celui-ci dispose de suffisamment de trésorerie pour faire face à ses dépenses courantes. A l'issue de cette période, une fois que les crédits budgétaires auront été ouverts lors du vote du budget primitif (28 avril), le budget annexe TPU du pays d'Aix bénéficiera de dotations en provenance du budget annexe transport métropolitain.

Ces dotations seront versées mensuellement par douzième (8/12) et compenseront le besoin de trésorerie qui résultera du versement direct du versement transport sur le budget annexe métropolitain.

Le montant de ces dotations correspondra au montant du Versement Transport réellement perçu par le territoire au titre de l'exercice 2016.

A compter du 1^{er} janvier 2017 le compte au trésor du conseil de territoire du Pays d'Aix disparaîtra puisque fusionné dans le compte 515 unique du budget annexe métropolitain.

Notons toutefois que le taux du versement transport sera porté à 2 % au 1^{er} juillet 2016 pour ce territoire, compte tenu de la délibération prise le 17 décembre 2015. Cette augmentation consécutive à celle de juillet 2015 permet la prévision d'une recette supplémentaire annuelle de l'ordre de 12 millions d'euros.

Une réduction de cette recette est cependant nécessaire pour équilibrer le transfert de la contribution au budget du SMITEEB désormais dissous et absorbé par la Métropole Aix Marseille Provence.

- Les subventions (4,29 M millions d'euros)**

De 460 000 euros en 2015, les subventions à recevoir affichent un montant total de 4,29 millions d'euros pour 2016, dont 3,7 millions d'euros proviennent du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la convention cadre de transfert de lignes pour le transport scolaire.

Les 590 000 euros restant se répartissent :

- pour 400 000 euros à la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la prise en charge des bénéficiaires du RSA et la contribution à l'exploitation de certaines lignes de transports,

- pour 40 000 euros à une subvention de l'Etat dans le cadre du plan d'urgence pour la qualité de l'air au titre d'une action d'ambassadeurs de la mobilité inscrite au PDU communautaire,

- pour 150 000 euros à la participation des CCAS de certaines communes dans le cadre de la prise en charge du coût des transports scolaires.

- Les participations des usagers (3 millions d'euros)**

La participation des usagers connaît une forte progression (+61 %), compte-tenu du transfert des abonnements «cartes scolaires» dont le produit est de 1.2 millions d'euros, et qui constituent une nouvelle recette pour ce budget. La participation des usagers du réseau interurbain du territoire se chiffre pour sa part à 1,8 millions d'euros pour 2016.

- **La Dotation Générale de Décentralisation (1,9 millions d'euros)**

Compte-tenu de l'intégration du transport scolaire, une nouvelle recette apparaît cette année au sein de ce budget annexe : la DGD qui génère une recette de 1,9 millions d'euros.

- **Les autres recettes (1,4 millions d'euros)**

Elles correspondent pour 1,2 millions d'euros aux recettes de gestion des quais de la gare routière

d'Aix-en-Provence, et pour 0,24 millions d'euros à des produits divers de gestion courante.

2. Les dépenses de la section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation progressent de 23,48 % par rapport à 2015.

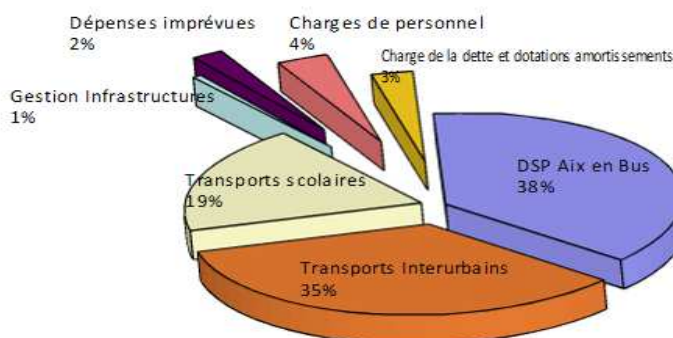
| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|--|-------------------|-------------------|---------------|
| Transports urbains | 59 560 000 | 57 570 000 | -3,34% |
| Transports scolaires | | 15 245 000 | 100,00% |
| Gestion des infrastructures de Transport | 480 000 | 499 900 | 4,15% |
| Déplacements – PDU/PDE | 930 000 | 780 000 | -16,13% |
| Dépenses imprévues – régularisation TVA | 500 000 | 1 700 000 | 240,00% |
| Charges de personnel | 2 535 000 | 2 850 500 | 12,45% |
| Charges de la dette | 800 000 | 790 000 | -1,25% |
| Dotation aux amortissements | 700 000 | 1 500 000 | 114,29% |
| Loyer « La Robole » | 200 000 | 200 000 | 0,00% |
| BUDGET TOTAL | 65 705 000 | 81 135 400 | 23,48% |

Cette progression est notamment due :

- à l'assujettissement partiel de ce budget à la TVA (5,6 millions d'euros) du fait de la part des ressources soumises à TVA ;
- au transfert au sein de ce budget annexe des charges relatives aux transports scolaires.

Cependant, il est à noter également que la dissolution du SMITEEB, à compter du 1^{er} avril 2016, engendre une baisse de charge à la rubrique « Transports Urbains » de l'ordre de 7,7 millions d'euros qui s'équilibre avec une réduction du produit Versement transport à due proportion.

Ces dépenses se répartissent ainsi :



- **Réseau urbain d'Aix-en-Provence (30,5 millions d'euros)**

La Délégation de Service Public du réseau urbain d'Aix-en-Provence connaît pour l'année 2016, une stagnation de son coût de fonctionnement. En effet, un effort de productivité et une progression des

recettes ont été demandés au délégataire à la suite de la restructuration du réseau et les ajustements de services sont désormais mesurés.

- **Réseau scolaire (15,245 millions d'euros)**

Le transport scolaire est articulé autour de marchés impactés par les améliorations permanentes apportées sur l'ensemble du réseau. L'élargissement du périmètre en 2014 ainsi qu'un nouveau collège à Luynes ont généré de nouveaux services de transport scolaire et un ajustement a été nécessaire en 2015. Pour l'année 2016 les dépenses devraient se stabiliser.

- **Réseau intercommunal et petits réseaux (23 millions d'euros)**

Il est prévu une augmentation de 27 % par rapport à la prévision initiale de 2015. Cependant un complément de crédits en cours d'exercice a été nécessaire afin de financer le développement de l'offre de transport. La poursuite de cette volonté se traduira en 2016 avec l'extension du réseau de Transport à la Demande et l'expérimentation d'une offre sur le périmètre de Plan de Campagne.

- **Autres réseaux et dépenses diverses (4,06 millions d'euros)**

Ce poste regroupe :

- les participations de la CPA à différents organismes et autorités organisatrices (CD13, Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône, subventions associatives) pour 0,56 millions d'euros ;

- les dépenses liées aux marchés de gestion de la billettique, de la billetterie, de l'information voyageurs, de la gare routière pour 3 millions d'euros.

- les remboursements de la taxe transport auprès des entreprises ayant indûment cotisées, pour du personnel logé ou transporté pour 0,5 millions d'euros.

- **Infrastructures de déplacements (500 000 euros)**

Sont regroupées ici les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des parkings, pôles d'échanges, points d'arrêts et abribus. Ce poste est en augmentation de 4 % (soit 20 000 euros) par rapport à 2015 du fait de l'ouverture de nouvelles infrastructures (P+R Malacrida, KRYPTON, etc.).

- **Déplacements - PDU/PDE (780 000 euros)**

Bien que ce poste présente une baisse de crédit de 16 % (soit 150 000 euros par rapport à 2015), les actions relatives à la sécurité routière sont maintenues ainsi que les actions de marketing et de communication, avec notamment une expérience d'ambassadeurs de la mobilité pour lequel l'Etat vient apporter une aide. S'ajoutent à cela le lancement d'un Plan de Déplacement de l'Administration communautaire (PDA) et la poursuite d'une aide aux particuliers du Pays d'Aix pour l'acquisition de vélos électriques.

- **Autres dépenses (7,04 millions d'euros)**

Il convient également de prévoir des crédits au titre :

- des charges de personnel pour 2,85 millions d'euros,
- des intérêts d'emprunts pour 790 000 euros,
- des écritures d'amortissement pour 1,5 millions d'euros,
- des dépenses imprévues (régularisation de TVA au titre de 2015) pour 1,7 millions d'euros,
- ainsi que 200 000 euros pour les frais de location des locaux occupés par la Direction Générale Adjointe Mobilité et Infrastructures de Transport.

B. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'établit à 28,76 millions d'euros (hors écritures de régularisation liées à l'emprunt) répartis ainsi :

| INVESTISSEMENT | | | |
|-----------------------|-------------------|------------------------------|-------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| | B.P. 2016 | | B.P. 2016 |
| Capital de la dette | 1 800 000 | autofinancement brut | 584 140 |
| Dépenses d'équipement | 26 960 000 | Dotations aux amortissements | 1 500 000 |
| | | Subventions / participations | 4 800 000 |
| | | Emprunt | 21 875 860 |
| Total dépenses | 28 760 000 | Total recettes | 28 760 000 |

1. Les recettes de la section d'investissement

Les recettes d'investissement progressent de 33,77 % par rapport à 2015 et sont les suivantes :

| | B.P. 2015 | B.P. 2016 | % évolution |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| Autofinancement brut | 2 015 000 | 584 140 | -71,01% |
| Dotation aux amortissements | 700 000 | 1 500 000 | 114,29% |
| Subventions/participations | 3 000 000 | 4 800 000 | 60,00% |
| Emprunt | 15 785 000 | 21 875 860 | 38,59% |
| BUDGET TOTAL | 21 500 000 | 28 760 000 | 33,77% |

Seules les subventions d'investissement notifiées à ce jour ont été inscrites au Budget. En cours d'exercice les notifications de nouvelles subventions pourraient permettre de réduire le volume d'emprunt.

Le recours à l'emprunt (21,88 millions d'euros) viendra compléter le financement des opérations d'investissement.

Les investissements seront ainsi financés en 2016 :

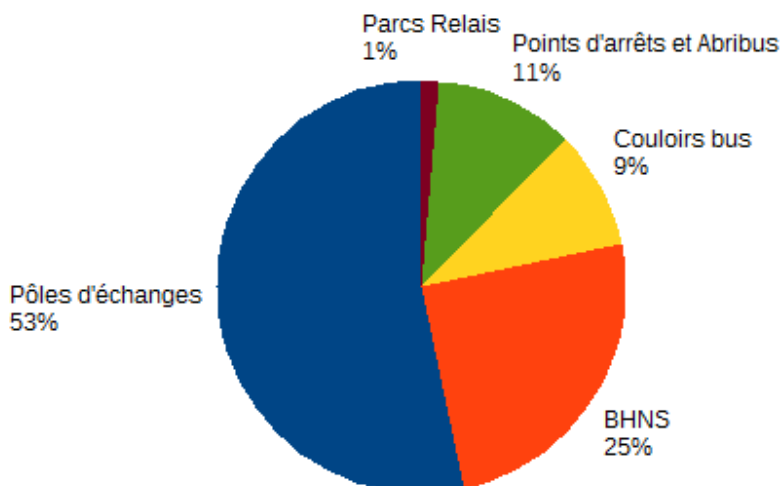
| | B.P. 2016 | % |
|-----------------------------|-------------------|----------------|
| Autofinancement brut | 584 140 | 2,03% |
| Dotation aux amortissements | 1 500 000 | 5,22% |
| Subventions/participations | 4 800 000 | 16,69% |
| Emprunt | 21 875 860 | 76,06% |
| BUDGET TOTAL | 28 760 000 | 100,00% |

- En matière d'infrastructures de déplacements (85 % des dépenses)

2. Les dépenses de la section d'investissement

Elles s'élèvent à 28,76 millions d'euros et correspondent aux opérations suivantes :

Les opérations importantes d'infrastructures liées au transport public routier de voyageurs sur notre territoire sont en phase de travaux, ce qui génère des montants importants pour 2016, soit 24,36 millions d'euros (contre 18,75 millions d'euros en 2015). Ces investissements se répartissent selon les programmes de travaux suivants :



Ainsi, dans le détail, les opérations concernées sont :

* Travaux sur les Pôles d'échanges pour 13,21 millions d'euros :

Krypton (7,7 millions d'euros), Pertuis (2,3 millions d'euros), Simiane-Collongue (0,9 millions d'euros), Gare Routière d'Aix-en-Provence (0,75 millions d'euros), Plan d'Aillane (0,06 millions d'euros), Trets (0,5 millions d'euros), Meyrargues (0,25 millions d'euros),

Gardanne (0,5 millions d'euros), La Parade (0,15 millions d'euros) et Cap Horizon (0,1 millions d'euros)

* Réalisation du Bus à Haut Niveau de Service pour 6,1 millions d'euros:

Ligne A (1,85 millions d'euros) et Ligne B (4,25 millions d'euros)

* Aménagement de couloirs de bus pour 2,3 millions d'euros :

Couloir bus centre-ville (1,5 millions d'euros),
Couloir bus Malacrida (0,8 millions d'euros)

* Aménagement de points d'arrêts et abribus pour 2,65 millions d'euros

Points d'arrêt (1,7 millions d'euros), Abribus (0,8 millions d'euros), Etudes d'implantation (0,15 millions d'euros)

* Travaux ou études sur les Parcs Relais pour 0,35 millions d'euros

P+R Malacrida, La Parade/Barrida et Cap Horizon

- **En matière de transports (9 % des dépenses)**

Les dépenses induites par l'exploitation directe du réseau de transports pour le système billettique sont estimées à 0,5 millions d'euros. De même les études et la mise en route du système d'information voyageurs induisent des dépenses à hauteur de 1 millions d'euros. Pour l'année 2016, il est également prévu des dépenses à hauteur de 1 millions d'euros pour l'acquisition de minibus électriques destinés au centre-ville d'Aix en Provence.

A ces dépenses sur opérations, il convient d'ajouter le **remboursement en capital** de la dette, 1,8 millions d'euros pour 2016, soit 6 % des dépenses, ainsi qu'un montant de 5 millions d'euros correspondant aux écritures de régularisation sur crédits revolving.

CONCLUSION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à :

81 719 540 euros

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

33 760 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Transports Publics Urbains du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'il est présenté :

- A. au niveau du chapitre pour la section d'exploitation,
- B. au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec opérations.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 101-232/16/CM

■ Vote du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe de l'Aménagement du territoire du Pays d'Aix MET 16/394/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les opérations de création de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) réalisées en régie sont gérées en budget annexe. En effet la M57 stipule que : *« les opérations relatives aux lotissements ou d'aménagement de zone sont caractérisées par leur finalité économique de production et non de constitution d'immobilisation, puisque les lots aménagés et viabilisés sont destinés à être vendus. Ces activités sont individualisées au sein d'un budget annexe afin de ne pas bouleverser l'économie du budget de la collectivité et individualiser les risques financiers de telles opérations qui peuvent être importants compte tenu de la nature de ces opérations et de leur durée. »*

Le Budget Annexe de l'Aménagement regroupe ainsi deux opérations de création de ZAC :

- ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil ;
- ZAC du Grand Pont à La Roque d'Anthéron.

L'ensemble des dépenses et des recettes inhérentes à ces deux opérations sont imputées sur le budget annexe afin d'avoir une vision complète du coût de l'opération d'aménagement. Il s'agit des dépenses d'acquisitions foncières, des frais d'études (assistance à maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre,...) et des prestations liées à la commercialisation des lots.

Le budget annexe de l'aménagement doit être équilibré.

Le détail des postes par opération est le suivant :

ZAC du Carreau de la Mine - Meyreuil

La commercialisation de la ZAC est quasiment achevée.

Les dépenses concernent :

- les prestations liées à la commercialisation des lots (architecte urbaniste de la ZAC et géomètre) ;
- les reliquats d'honoraires liés aux travaux sur la ZAC ;
- les travaux d'aménagement et de traitement des sols du dernier lot à commercialiser.

Les recettes du Budget Annexe proviennent des cessions de lots sur la ZAC du Carreau de la Mine et sont estimées à 0,6 millions d'euros pour 2016.

ZAC du Grand Pont – La Roque d'Anthéron

Les dépenses concernent des achats d'études afin d'aménager les terrains.

CONCLUSION

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 520 000 euros

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 740 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du budget annexe de l'Aménagement, par nature, tel qu'il vous est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

| Chapitre | Article | Ligne de crédit | Libellé | B.P. 2016 |
|---|---------|-----------------|---|----------------|
| 011 | 6015 | | Terrains à aménager | - |
| 011 | 6045 | | Achat d'études, prestations de service | 220 000 |
| 011 | 605 | | Achat de matériel, équipements et travaux | 300 000 |
| 042 | 71355 | | Variation des stocks de terrains aménagés | - |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | 520 000 |

RECETTES

| Chapitre | Article | Ligne de crédit | Libellé | B.P. 2016 |
|---|---------|-----------------|---|----------------|
| 042 | 71355 | | Variation des stocks de terrains aménagés | - |
| 042 | 7133 | | Variation des stocks | 520 000 |
| 70 | 7015 | | Vente de terrains aménagés | - |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | 520 000 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

| Chapitre | Article | Ligne de crédit | Libellé | B.P. 2016 |
|--|---------|-----------------|-----------------------------------|----------------|
| 040 | 3555 | | Stocks de terrains aménagés | - |
| 040 | 315 | | Terrains | - |
| 040 | 3354 | | Etudes et prestations de services | 220 000 |
| 040 | 3355 | | Travaux | 300 000 |
| 27 | 2745 | | Avances remboursables | 220 000 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | 740 000 |

RECETTES

| Chapitre | Article | Ligne de crédit | Libellé | B.P. 2016 |
|--|---------|-----------------|-----------------------------|----------------|
| 16 | 168751 | | Avance du Budget Principal | 520 000 |
| 040 | 3555 | | Stocks de terrains aménagés | - |
| 27 | 2745 | | Avances remboursables | 220 000 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | | 740 000 |

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 102-233/16/CM

■ Reprise des subventions Défense des Forêts Contre l'Incendie du Syndicat Intercommunal du Massif de l'Arbois MET 16/401/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le massif de l'Arbois est un plateau de plus de 15.000 ha, ceinturé par 3 pôles d'urbanisation de l'aire métropolitaine : le bassin aixois, l'aire marseillaise et l'étang de Berre.

L'enjeu incendie y est très présent, tant en risque induit que subi, considérés tous deux comme très élevés voire exceptionnels sur le secteur. Les grands incendies de 1995 ou 2004 en sont, malheureusement, des exemples récents.

Malgré de nombreux travaux destinés à réduire le risque, ce dernier subsiste comme en témoigne l'incendie le plus important de la saison estivale 2015 dans le département, situé sur l'Arbois à la Sainte-Propice (Velaux) et ayant brûlé 27 hectares.

Créé en 1992, le Syndicat Intercommunal du Massif de l'Arbois couvrait les communes de Rognac, Velaux, Aix en Provence et Vitrolles et avait comme membres les Communautés d'Agglomération d'Agglopoie Provence et du Pays d'Aix. La création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016, a conduit, de fait, à la fin de l'exercice du Syndicat, comme le stipule le Préfet dans l'arrêté de dissolution du 29 décembre 2015.

Ce syndicat a animé successivement : un premier Plan Intercommunal d'Aménagement Forestier (1992), une mise à jour en Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (1996), une réactualisation en Plan de Massif de Protection de la Forêt Contre les Incendies (2007), ainsi que les travaux correspondants, le plus souvent financés après obtention de subventions.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la maîtrise d'ouvrage des opérations menées par l'ancien syndicat a été transférée à la Métropole.

Aujourd'hui, en accompagnement de ce transfert, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille Provence se substitue au syndicat dissous et délibère pour la reprise de toutes les subventions qu'il avait obtenues - notamment au titre du Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne (CFM) - et la mise en œuvre des travaux correspondants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-26, L5211-41 et L5215-21;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois transférant l'ensemble de ses biens, droits et obligations à la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 2 novembre 2015 du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois se prononçant sur les conditions de sa liquidation.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reprise par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des droits et engagements concernant les conventions d'attributions de subventions au Syndicat Mixte du Massif de l'Arbois pour les travaux suivants :

- Mise en place d'une servitude sur la piste AR 100 (Rognac)
- Mise en place d'une servitude sur la piste AR

121 et AR 203 (Rognac et Vitrolles)

- Éclaircie DFCI de 13,2 ha au Haut des Infernets (Vitrolles)
- Éclaircie DFCI de 19,2 ha à la Joséphine (Velaux)
- Éclaircie DFCI de 24,4 ha à Baoubacoua (Velaux)
- Éclaircie DFCI de 4,1 ha aux Collets Rouges (Vitrolles)
- Débroussaillage de 7 ha sur la crête des Fauconnières (Rognac)
- Réfection de la piste AR 104 à un croisement et de la piste AR 120 sur 300 mètres (Aix-en-Provence)
- Réfection de la piste AR 114 sur 830 mètres (Vitrolles)
- Réfection de la piste AR 106 sur 360 mètres (Aix-en-Provence)
- Réfection de la piste AR 200 sur 500 mètres (Velaux)
- Création d'une Zone d'Approvisionnement en Eau au Vallon de Pierrot (Vitrolles)

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 103-234/16/CM

■ Dérogation à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation dans le cadre de la modification n°2 du PLU de la commune de Jouques MET 16/407/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 142-4 du Code de l'Urbanisme prévoit que - dans les communes où un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) n'est pas applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002, les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme -. Toutefois, une dérogation à cette interdiction d'ouverture à l'urbanisation est prévue à l'article L. 142-5 du Code de l'Urbanisme qui dispose qu'« il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et, le cas échéant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.

La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services".

Enfin, l'article 14 de l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme prévoit que « jusqu'au 31 décembre 2016, lorsque le périmètre d'un SCOT incluant la commune a été arrêté, la dérogation prévue à l'article L. 142-5 du Code de l'Urbanisme est accordée par l'EPCI prévu à l'article L. 143-16 du même code, après avis de la CDPENAF ».

En application de ces dispositions, les communes appartenant à l'ex-EPCI Communauté du Pays d'Aix ayant arrêté leur procédure d'élaboration ou d'évolution de leur document d'urbanisme avant le 17 février 2016 (date à laquelle le SCOT couvrant le territoire de l'ex-EPCI Communauté du Pays d'Aix a été rendu exécutoire) doivent solliciter auprès de la Métropole une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée.

Par courrier du 18 août 2015, la Commune de Jouques a donc saisi la Communauté du Pays d'Aix afin d'obtenir la dérogation au principe d'urbanisation limitée, en l'absence de SCOT applicable. Il appartient donc aujourd'hui au Conseil de la Métropole d'instruire cette demande.

Objet de la demande

La commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis le 13 octobre 2008 a engagé une procédure de modification (n°2) qui a notamment pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier du « Deffend » : le site dit - Derrière la Colline -.

Celui-ci est localisé dans le prolongement Sud-Est du quartier du « Deffend », principale poche d'expansion urbaine de la commune à proximité du noyau villageois. Il est identifié dans le PLU en vigueur comme un espace stratégique pour le développement urbain et fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP). La proximité immédiate de la zone urbaine et des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif ont motivé le choix de développer ce secteur.

Pour mémoire, il faut rappeler que la Commune de Jouques fait partie des communes carencées sur le fondement de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et est placée devant l'obligation de construire d'ici 2019 environ 80 logements sociaux. La commune s'est engagée à les réaliser dans le cadre du Contrat de Mixité Sociale conclu avec l'État.

Pour mener à bien ses futurs projets, un partenariat avec l'Etablissement Public Foncier (EPF) a été initié qui a permis à ce dernier d'acquérir 3,8 ha de foncier sur ce secteur. Parallèlement, afin de rendre constructible une partie des terrains acquis, la commune a engagé une procédure d'évolution de son document d'urbanisme qui a pour objet :

- une modification de l'OAP existante afin d'encadrer l'urbanisation future et notamment d'assurer la réalisation des équipements et réseaux nécessaires à

l'accueil des nouveaux logements : gestion des eaux pluviales, création d'une voie de desserte interne transversale Est-Ouest,

- un reclassement partiel du secteur à savoir 1,6 ha passant d'un zonage 2AU à un zonage 1AU avec pour caractéristiques principales :

- des possibilités d'implantations en limites séparatives,
- une emprise au sol des constructions ne pouvant excéder une surface totale de 25 % de la surface totale de la parcelle,
- une hauteur maximale de 9 m à l'égout du toit,
- une réglementation spécifique en matière de stationnement : une place par logement.

Zonage PLU avant modification
Zonage PLU après modification

La mise en œuvre de ce projet et la modification du Plan Local d'Urbanisme y afférant nécessitent, en l'absence de SCOT applicable, de solliciter la dérogation prévue à l'article L. 142-5 du Code de l'Urbanisme. Cette dérogation autorisant l'urbanisation doit être accordée par le Conseil de la Métropole sur la base de quatre critères :

- 1- ne pas nuire à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques,
- 2- ne pas conduire à une consommation excessive de l'espace,
- 3- ne doit pas générer d'impact excessif sur les flux de déplacements,
- 4- et ne doit pas nuire à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Concernant le premier critère, le secteur - Derrière la colline - est occupé par un habitat de chêne vert dégradé avec un couvert de pin d'Alep de faible intérêt. Ce site n'héberge pas d'espèces notables susceptibles d'être dérangées par l'urbanisation envisagée, ni d'habitats protégés d'intérêt communautaire.

Concernant le deuxième critère, une densité moyenne de 45 logements à l'hectare est proposée, intégrant l'aménagement d'espaces verts significatifs, la conservation d'une frange paysagère existante ainsi qu'un traitement urbain et paysager de qualité. Ces densités sont en cohérence avec un développement moins consommateur d'espace et intégré dans les tissus pavillonnaires limitrophes existants.

Concernant le troisième critère, le secteur de - Derrière la Colline - est situé à proximité de la RD561 laquelle est le support des déplacements quotidiens vers le bassin d'emploi d'Aix. Un emplacement réservé a été institué sur cet axe de déplacement afin d'en permettre le recalibrage dans la perspective de l'accueil de nouvelles populations. L'accès au village est assuré par le Boulevard du Deffend et sera conforté par la création d'une piste cyclable et d'un cheminement piéton. Enfin, ce maillage viaire déjà marqué sera conforté par la création d'une voie principale de desserte interne et de voies secondaires notamment sur l'ancienne carrière.

Concernant le quatrième critère, ce projet permettra l'accueil de 220 habitants supplémentaires sur la Commune de Jouques à proximité immédiate du noyau villageois et de ses commerces. Il ne remettra pas en cause l'équilibre entre emploi, habitat, commerces et services du village.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-590, Urbanisme et habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi n°2010-788, portant Engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-366 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014, notamment son article 129 ;
- L'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme, notamment son article 14 ;
- L'arrêté inter préfectoral du 15 décembre 2000 portant extension du périmètre de la Communauté de communes du Pays d'Aix et sa transformation en Communauté d'Agglomération ;
- L'arrêté inter préfectoral en date du 12 août 2005 portant définition du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- L'arrêté inter préfectoral du 21 mai 2013, portant modification du périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- L'arrête inter préfectoral du 09 mai 2014, portant délimitation du périmètre du SCOT de la CPA ;
- La délibération du Conseil municipal de Jouques prescrivant la modification n°2 du PLU en date du 18 mai 2015 ;
- La demande de la commune de Jouques en date du 26 mai 2015 complétée par un courrier du 6 juillet 2015 ;
- L'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 9 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus, Délibère

Article unique :

Est accordée la dérogation au titre de l'article L. 142-5 du Code de l'Urbanisme à la Commune de Jouques pour le secteur de « Derrière La Colline » d'une superficie de 1,6 ha.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 105-236/16/CM

■ Approbation de conventions pour la réalisation de chantier d'insertion professionnelle par l'activité - Protection et Valorisation des Espaces Forestiers - sur les communes de Mimet, Ventabren, Saint-Cannat, Eguilles, Jouques, Le Puy Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence et Pertuis

MET 16/417/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité pour l'entretien et la protection des espaces forestiers sur le Pays d'Aix.

Depuis 2003, 28 communes du territoire du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Dans la continuité de cette démarche, il est proposé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de poursuivre la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Mimet, Ventabren et Saint-Cannat, Eguilles, Jouques, Le Puy Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence et Pertuis afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents, ...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de formation entrant dans le cadre de leur programme de travail.

Les Communes de Mimet, Ventabren, Saint-Cannat, Eguilles, Jouques, Le Puy Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence et Pertuis apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A128 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers d'insertion.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les termes des conventions pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'IE 13 et les communes de Mimet, Ventabren, Saint-Cannat,

Eguilles, Jouques, Le Puy Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence et Pertuis, sont approuvés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 106-237/16/CM

■ Reprise de la convention d'animation du site Natura 2000 - Plateau de l'Arbois - MET 16/418/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9312009 « Plateau de l'Arbois » est une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite directive Oiseaux, faisant partie du réseau européen Natura 2000.

La ZPS s'inscrit sur le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac, Velaux, Ventabren et Vitrolles pour une superficie d'un peu plus de 4 300 ha. Elle abrite 12 espèces nicheuses et 5 espèces hivernantes de l'annexe I de la directive Oiseaux.

Le cortège d'espèces d'oiseaux est globalement typique des collines sèches dites méditerranéennes composées de garrigues, pineraies à Pin d'Alep et zones rocheuses de faible taille. Les ripisylves, plans d'eau et roselières de l'Arc ou du bassin de Réaltor viennent diversifier le cortège d'espèces. Un couple d'Aigle de Bonelli est présent sur le site. Cette espèce très rare (trente couples nicheurs en France), a justifié, à elle seule, la désignation du site.

La ZPS est localisée au cœur du pôle économique et urbain - Marseille-Aix-Étang de Berre -. L'enjeu est de préserver cette coupure verte constituée de milieux et d'espèces remarquables en limitant les menaces liées à un développement non-régulé des activités de pleine nature, à l'évolution des activités rurales traditionnelles (agriculture, chasse, pêche...) et à l'urbanisation.

Désigné ZPS par arrêté ministériel du 27 août 2003, le site a fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectif (DOCOB) par l'Office National des Forêts en 2008. Le DOCOB identifie 5 objectifs de gestion : adapter la gestion du Réaltor aux enjeux ornithologiques du site, assurer une meilleure prise en compte des enjeux ornithologiques dans les activités humaines, maintenir les différents stades de la mosaïque des milieux ouverts et fermés, améliorer les capacités d'accueil du site pour l'avifaune patrimoniale et assurer un suivi scientifique.

Le syndicat intercommunal du massif de l'Arbois (SIMA) a été créé en 1992 pour réaliser les travaux de protection de la forêt contre le risque incendie sur le massif de l'Arbois. Il s'est également positionné en 2008 pour animer les actions du DOCOB du site Natura 2000 « Plateau de l'Arbois ».

Après deux conventions triennales 2009-2011 et 2011-2014, le syndicat a renouvelé pour la période 2014-2017 sa convention d'animation du site Natura 2000 avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Cette convention fixe les missions de l'animateur et le montant de la subvention.

Les missions de l'animateur sont :

- la mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;

- la mise en œuvre des actions non-contractuelles proposées par le DOCOB du site ;
- l'assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- l'amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- des actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- le soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- la gestion administrative, financière ;
- l'organisation des comités de pilotage ;
- les mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- le suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

| Nature des dépenses | Montant prévisionnel arrondi HT |
|----------------------------|---------------------------------|
| A – Prestation de services | 6 000, 00 € |
| B – Frais de personnels | 60 000, 00 € |
| C – Frais professionnels | 5 000, 00 € |
| D – Frais de formation | 4 000, 00 € |
| TOTAL GENERAL | 75 000, 00 € |

Les modalités de paiement sont indiquées dans la convention en annexe.

Aujourd'hui, la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016, a conduit, de fait, à la fin de l'exercice du Syndicat comme le stipule le Préfet dans l'arrêté de dissolution du 29 décembre 2015.

Dans le cadre de la reprise de ses activités, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substitue au syndicat dissous et délibère sur la reprise de la convention d'animation du site avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-26, L5211-41 et L5215-21 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 2 novembre 2015 du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois se prononçant sur les conditions de sa liquidation ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois transférant l'ensemble de ses biens, droits et obligations à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'animation Natura 2000 notifiée au syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois le 31 Juillet 2014;

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reprise par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des droits et engagements concernant la convention d'animation du site FR9312009 - Plateau de l'Arbois -.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à ces opérations, y compris tout avenant à la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 107-238/16/CM

■ Vote du Budget Primitif 2016 pour le Budget Annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). MET 16/427/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrôle de l'assainissement non collectif par le SPANC est une compétence déléguée au Conseil de Territoire par le Conseil de Métropole.

A l'échelle de la Métropole, les missions du SPANC porteront sur plus de 60.000 installations d'assainissement non collectif représentant plus de 140 000 habitants.

Le SPANC du Territoire du Pays d'Aix sera de loin le plus important et représentera 43 % de l'activité de ce service public à l'échelle métropolitaine.

Le SPANC est un service public industriel et commercial financé par l'utilisateur, qui nécessite en conséquence l'établissement d'un budget annexe.

Ces prestations donnent lieu au paiement de redevances par l'utilisateur dont la facturation est assurée par le SPANC.

L'ensemble des dépenses et recettes relatives à ces missions fait l'objet du Budget Annexe qui doit être équilibré sans subvention du Budget Général.

1. LES RECETTES

Les recettes sont les redevances perçues auprès des usagers du service. Il est proposé de ne pas modifier le montant de celles-ci pour 2016.

Le montant global des redevances a été estimé pour 2016 à 386 500 euros.

Par ailleurs, comme en 2015, une ligne d'encaissement des subventions de l'Agence de l'eau relative à la réhabilitation des installations est inscrite en recette et les mêmes montants sont inscrits en dépenses.

L'intercommunalité perçoit une subvention globale et la redistribue aux particuliers concernés à hauteur de 210 000 euros.

De plus, l'Agence de l'eau versera au SPANC une subvention pour l'animation et la gestion du programme de réhabilitations de 17 500 euros, ainsi qu'une prime à l'épuration de 47100 euros.

Le montant des recettes prévisionnelles s'établit donc à 670 100 euros, dont 460 100 euros, soit 68,7% pour le fonctionnement effectif du SPANC, les 31,3 % restant correspondant à des recettes qui se retrouvent de la même façon en dépenses.

Les recettes prévues pour 2016 sont indiquées dans le tableau suivant :

| Nature | Libellé | BP2015 | BP 2016 | Variation 2016/2015 |
|--------------|---|------------------|------------------|------------------------|
| 7062 | Redevances d'assainissement non collectif | 373 460 € | 386 500 € | 3,49% |
| 74 | Subvention d'exploitation | 25 040 € | 47 100 € | 88,10% |
| 778 | Autres produits exceptionnels | 227 500 € | 227 500 € | 0,00% |
| 754 | Redevances pour défaut de branchement | | 2 000 € | |
| 64198 | Autres remboursements sur rémunération | | 7 000 € | |
| TOTAL | | 626 000 € | 670 100 € | 7,04% |

Les missions données par la loi au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sont les suivantes :

- le contrôle de la conception et de l'exécution des installations nouvelles,
- le diagnostic de bon fonctionnement et entretien pour les autres installations.

2. LES DEPENSES

On retrouve en dépenses l'avance faite par l'intercommunalité des subventions de l'Agence de l'Eau versées aux particuliers pour leurs travaux de réhabilitations pour un montant de 210 000 euros.

Concernant le reste des dépenses, à savoir 460 100 euros, il s'agit à 97 % de dépenses de personnel qui sont stables par rapport à 2015 à l'exception de frais d'assurance du personnel et de chèques-déjeuner qui n'avaient pas été imputés sur le budget annexe précédemment.

Les autres dépenses sont relatives à la fourniture de petits équipements et matériel de terrain, ou à l'édition de documents de communication à destination des usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Les dépenses prévues pour 2016 sont indiquées dans le tableau suivant :

| Nature | Libellé | BP2015 | BP 2016 | Variation 2016/2015 |
|--------------|---|------------------|------------------|---------------------|
| 6063 | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 3 500 € | 5 000 € | 42,86% |
| 618 | Divers | 0 € | 1 000 € | |
| 623 | Publicité, publication relations publiques | 3 500 € | 1 600 € | -54,29% |
| 625 | Frais de mission et de réception | 300 € | | |
| 633 | Impôts, taxes, versement sur rémunération | 3 600 € | 3 800 € | 5,56% |
| 6410 | Rémunération du personnel | 284 000 € | 300 000 € | 5,63% |
| 6450 | Charges de sécurité sociale et prévoyance | 112 000 € | 115 000 € | 2,68% |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 0 € | 18 000 € | |
| 648 | Autres charges de personnel | 2 500 € | 10 200 € | 308,00% |
| 678 | Autres charges exceptionnelles (remboursement redevances) | 3 100 € | 2 000 € | -35,48% |
| 628 | Concours divers (cotisations) | 500 € | 500 € | 0,00% |
| 6541 | Pertes sur créances irrécouvrables | 2 000 € | 2 000 € | 0,00% |
| 678 | Autres charges exceptionnelles (reversement subventions) | 210 000 € | 210 000 € | 0,00% |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 1 000 € | 1 000 € | 0,00% |
| TOTAL | | 626 000 € | 670 100 € | 7,04% |

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du budget annexe de l'Assainissement Non Collectif, par nature, tel qu'il vous est présenté.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 108-239/16/CM

■ **Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues » - Abrogation de la délibération n° HN 013-015/16/CM
MET 16/436/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 013-015/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues », qui s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé des Conseillers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la

loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque Conseil de Territoire, les Conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désignés Conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : « *jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions* ».

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : « *Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant qu'il s'applique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1^{er} janvier 2018* », excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la Métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ~~avant cette date~~.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un conseil de territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés

par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rendra compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des Conseils de Territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque Conseil de Territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées des dix-sept communes de ce territoire à la communauté d'agglomération Salon-Étang de Berre-Durance dite « Agglopolé Provence » au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences exercées préalablement par la Communauté d'Agglomération Salon-Étang de Berre-Durance dite « Agglopolé Provence » en vertu de l'intérêt communautaire sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Sont concernées à ce titre les compétences en matière de :

- les compétences en matière de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités ; les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : création et réalisation d'opérations de zones d'aménagement concertée d'intérêt communautaire,

- les compétences en matière d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

- les compétences en matière de politique de la ville : les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local, et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire, les dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance,

Il est également proposé de déléguer au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la communauté d'agglomération Salon-Étang de Berre-Durance dite « Agglopolé Provence » qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Protection de l'environnement et cadre de vie :

Elaboration d'une charte communautaire de protection de l'environnement

Participation à la préservation des espaces naturels et sensibles, et substitution aux communes adhérentes dans le cadre des plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestier (PIDAF) ;

Participation à la mise en valeur des entrées de ville et de village dans le cadre d'une programmation pluriannuelle définie en Conseil ;

Adhésion notamment au Syndicat Mixte de la Gestion de la nappe phréatique de la CRAU.

- Fonds de concours à la voirie rurale :

Fonds de concours pour les travaux de voirie rurale présentant un intérêt commun.

- Animations culturelles et sportives.

- Loisirs, enfance, jeunesse :

Mise en place d'actions en direction des jeunes et de l'enfance ;

L'entretien, la gestion et l'animation de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement « les Touchatout » du domaine de l'Héritière situé à Vernègues ;

L'entretien, la gestion et l'animation du centre de vacances des Cytises-Col des Maures- Seyne les Alpes ;

L'entretien, la gestion et l'animation de la piscine intercommunale Claude Jouve, de Berre l'Étang.

- Commerce et Artisanat

Mise en place d'opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC), de manière à revitaliser le commerce de proximité.

- Aides aux Entreprises

Mise en œuvre des aides légales aidant à la création et l'implantation d'entreprises dont les critères d'attribution ainsi que la définition de leur montant seront approuvés préalablement par le Conseil

- Agriculture :

Développement d'une politique de soutien et de promotion de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire.

- Service commun de l'ADS :

Instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol pour les communes adhérentes.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au conseil de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le conseil de territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté en date du 4 décembre 2001 portant modification des statuts du Mutipôle de l'Etang de Berre ;
- L'arrêté préfectoral en date du 5 décembre 2001 portant extension de périmètre du Multipôle de l'Etang de Berre ;
- L'arrêté préfectoral modifié du 24 décembre 2001 pour transformation du district du Multipôle de l'Etang de Berre en communauté d'agglomération ;
- La délibération n° 191/04 du Conseil communautaire du 23 novembre 2004 modifiant les statuts ;
- L'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2005 modifiant les statuts de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance ;
- La délibération n° 74/08 du Conseil communautaire du 29 avril 2008 portant modification des statuts ;
- L'arrêté préfectoral en date du 29 septembre 2008 modifiant les statuts de la communauté d'agglomération Agglopolo Provence ;
- La délibération n° 165/09 du Conseil communautaire du 5 octobre 2009 portant modification des statuts ;
- L'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2010 modifiant les statuts de la communauté d'agglomération Agglopolo Provence ;
- La délibération 119/11 du Conseil communautaire en date du 18 avril 2011 portant modification des statuts pour l'adhésion au syndicat mixte de la gestion de la nappe phréatique de la Crau ;
- L'arrêté préfectoral en date du 3 août 2011 modifiant les statuts de la communauté d'agglomération Agglopolo Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 15 octobre 2013 constatant le nombre total de sièges du Conseil de la communauté d'agglomération Agglopolo Provence et leur répartition entre les communes membres après le renouvellement général des Conseils municipaux les 23 et 30 mars 2014
- La délibération n° 111/14 du Conseil communautaire en date du 26 mai 2014 portant transfert de compétences et modification statutaire (aménagement des pôles d'échanges multimodaux d'intérêts communautaires) ;
- L'arrêté préfectoral en date du 22 septembre 2014 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération Agglopolo Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 15 mai 2015 modifiant l'arrêté constatant le nombre total de sièges du Conseil de la Communauté d'agglomération Agglopolo Provence et leur répartition entre les communes membres après le renouvellement général du Conseil municipal de Sénas ;
- Les délibérations relatives à l'intérêt communautaire :
 - N° 175/03 du 25 novembre 2003 portant définition de l'intérêt communautaire des zones d'activités.
 - N° 189/03 du 16 décembre 2003 portant transfert du stock foncier des zones d'activités définies.
 - N° 95/05 du 24 mai 2005 portant déclaration d'intérêt communautaire à la future Z.A de la grande Bastide.
 - N° 111/06 du 27 juin 2006 portant intérêt communautaire.
 - N° 156/07 du 2 mai 2007 portant intérêt communautaire de la future Z.A du grand Mas d'Audier à Lamanon.
 - N° 204/08 du 1er juillet 2008 portant intérêt communautaire de la nouvelle Z.A Vallon des Brayes à Velaux.
 - N° 68/11 du 11 avril 2011 portant modification de l'intérêt communautaire des dessertes des Z.A.
 - N° 278/14 du 17 décembre 2014 portant intérêt communautaire de la Z.A des Plaines 2 à Saint Chamas.
 - N° 107/15 du 18 mai 2015 portant détermination de l'intérêt communautaire des pôles d'échanges multimodaux.
 - N° 145/15 du 2 juillet 2015 portant intérêt communautaire des zones d'activités.
 - N°108/15 du 18 mai 2015 portant détermination des périmètres transférés des PEM.

-N°249/15 du 19 octobre 2015 portant transfert du PEM de Saint Chamas (périmètre transféré).

- Les délibérations relatives à l'ADS :
 - N°83/13 du 15 avril 2013 : création d'un service commun, instruction des autorisations des droits des sols.
 - N° 84/13 du 15 avril 2013 : convention cadre et convention particulière relatives à l'instruction des autorisations des droits des sols.
 - N° 203/14 du 22 septembre 2014 : avenant n°1 à la convention cadre relative au service commun d'Agglopolo Provence, d'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.
 - N° 12/15 du 9 février 2015 : approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre relative au service commun d'Agglopolo Provence, d'instructions des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 013-015/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au conseil de territoire de «Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues» conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du code de l'urbanisme ;

b) actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

c) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (seulement à compter du 1er janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire à la communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » au 31 décembre 2015.

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, relèvent de l'exercice des attributions déléguées :

- les compétences en matière de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités ; les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;
- les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : création et réalisation d'opérations de zones d'aménagement concertée d'intérêt communautaire,
- les compétences en matière d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
- les compétences en matière de politique de la ville : les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local, et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire, les dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance,

Sont également déléguées au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Protection de l'environnement et cadre de vie :
Elaboration d'une charte communautaire de protection de l'environnement
Participation à la préservation des espaces naturels et sensibles, et substitution aux communes adhérentes dans le cadre des plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestier (PIDAF) ;
Participation à la mise en valeur des entrées de ville et de village dans le cadre d'une programmation pluriannuelle définie en Conseil ;
Adhésion notamment au Syndicat Mixte de la Gestion de la nappe phréatique de la CRAU.
- Fonds de concours à la voirie rurale :
Fonds de concours pour les travaux de voirie rurale présentant un intérêt commun.
- Animations culturelles et sportives.
- Loisirs, enfance, jeunesse :

Mise en place d'actions en direction des jeunes et de l'enfance ;

L'entretien, la gestion et l'animation de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement « les Touchatout » du domaine de l'Héritière situé à Vernègues ;

L'entretien, la gestion et l'animation du centre de vacances des Cytises-Col des Maures- Seyne les Alpes ;

L'entretien, la gestion et l'animation de la piscine intercommunale Claude Jouve, de Berre l'Etang.

- Commerce et Artisanat

Mise en place d'opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC), de manière à revitaliser le commerce de proximité.

- Aides aux Entreprises

Mise en œuvre des aides légales aidant à la création et l'implantation d'entreprises dont les critères d'attribution ainsi que la définition de leur montant seront approuvés préalablement par le Conseil

- Agriculture :

Développement d'une politique de soutien et de promotion de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire.

- Service commun de l'ADS :

Instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol pour les communes adhérentes.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est restreint aux seules attributions effectivement transférées par les dix-sept communes de ce territoire à la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance dite « Agglopolo Provence » au 31 décembre 2015.

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le conseil de territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 109-240/16/CM

■ **Compte de Gestion 2015 pour le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.**

MET 16/355/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exécution des dépenses et des recettes du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance relatives à l'exercice 2015 a été réalisée par le Comptable.

Le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif du Budget Principal de cet EPCI.

Le Comptable a transmis ce compte de gestion à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avant le 1er juin comme la loi lui en fait obligation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-10;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Considérant l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable

Délibère

Article unique :

Est déclaré que le Compte de Gestion (M14) du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2014 | Part affectée | Opérations de l'exercice | | Solde d'Exécution 2015 | Résultats cumulés 2015 |
|----------------|---|---------------|--------------------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|
| | | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | -2 342 132,86 | | 12 090 625,94 | 11 872 078,58 | -218 547,36 | -2 560 680,22 |
| Fonctionnement | 4 665 198,97 | 2 400 000,00 | 2 098 329,24 | 5 592 920,34 | 3 494 591,10 | 5 759 790,07 |
| TOTAL | 2 323 066,11 | | 14 188 955,18 | 17 464 998,92 | 3 276 043,74 | 3 199 109,85 |

Salon Etang de Berre Durance établi par le Comptable de cet EPCI pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 110-241/16/CM

■ Compte Administratif 2015 pour le Budget Annexe du service public d'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/352/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le service public d'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance a fait l'objet d'un budget annexe.

Il convient de proposer au vote de l'assemblée délibérante le Compte Administratif 2015 de ce budget annexe, appuyé de toutes ses annexes.

Les éléments significatifs de ce Compte Administratif sont présentés ci-dessous :

Ce Compte Administratif fait apparaître les résultats suivants :

| | Résultats cumulés de l'exercice 2015 | Restes à réaliser | | Solde des restes à réaliser | Résultat de clôture 2015 |
|----------------|---|-------------------|--------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | -2 560 680,22 | 8 481 704,39 | 7 135 619,63 | -1 346 084,76 | -3 906 764,98 |
| Fonctionnement | 5 759 790,07 | | | | 5 759 790,07 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable du Budget Annexe pour le Service Public d'Eau Potable.

Délibère après que le Président de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 se soit retiré,

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Service Public d'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 111-242/16/CM

**■ Compte de Gestion 2015 pour le Budget Annexe du service public d'eau potable de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance
MET 16/358/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exécution des dépenses et des recettes du Budget Annexe du service public d'eau potable de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance relatives à l'exercice 2015 a été réalisée par le Comptable.

Le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif du Budget Annexe du service public d'eau potable de cet EPCI.

Le Comptable a transmis ce compte de gestion à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avant le 1^{er} juin comme la loi lui en fait obligation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable

Délibère

Article unique :

Est déclaré que le Compte de Gestion (M49) du Budget Annexe du service public d'eau potable de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance établi par le Comptable de cet EPCI pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 112-243/16/CM

■ Compte Administratif 2015 pour le Budget Annexe du service public des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/356/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le service public des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance a fait l'objet d'un budget annexe.

Il convient de proposer au vote de l'assemblée délibérante le Compte Administratif 2015 de ce budget annexe, appuyé de toutes ses annexes.

Les éléments significatifs de ce Compte Administratif sont présentés ci-dessous :

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2014 | Part affectée | Opérations de l'exercice | | Solde d'Exécution 2015 | Résultats cumulés 2015 |
|----------------|--|---------------|--------------------------|---------------|------------------------|------------------------|
| | | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 221 332,34 | | 6 162 101,40 | 8 225 308,32 | 2 063 206,92 | 2 284 539,26 |
| Fonctionnement | 2 672 404,95 | | 16 445 122,35 | 15 035 822,50 | -1 409 299,85 | 1 263 105,10 |
| TOTAL | 2 893 737,29 | | 22 607 223,75 | 23 261 130,82 | 653 907,07 | 3 547 644,36 |

Ce Compte Administratif fait apparaître les résultats suivants :

| | Résultats cumulés de l'exercice 2015 | Restes à réaliser | | Solde des restes à réaliser | Résultat de clôture 2015 |
|----------------|--------------------------------------|-------------------|--------------|-----------------------------|--------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 2 284 539,26 | 5 000 219,64 | 2 861 330,49 | -2 138 889,15 | 145 650,11 |
| Fonctionnement | 1 263 105,10 | | | | 1 263 105,10 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable du Budget Annexe pour le Service Public des Transports.

Délibère après que le Président de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 se soit retiré,

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Service Public des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 113-244/16/CM

■ Compte de Gestion 2015 pour le Budget Annexe des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/360/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exécution des dépenses et des recettes du Budget Annexe des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance relatives à l'exercice 2015 a été réalisée par le Comptable.

Le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif du Budget Annexe des Transports de cet EPCI.

Le Comptable a transmis ce compte de gestion à la Métropole Aix Marseille Provence avant le 1^{er} juin comme la loi lui en fait obligation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Oùï le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable

Délibère

Article unique :

Est déclaré que le Compte de Gestion (M43) du Budget Annexe des Transports de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance établi par le Comptable de cet EPCI pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.
Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 114-245/16/CM

■ Compte Administratif 2015 pour le Budget Annexe des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/359/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance a fait l'objet d'un budget annexe.

Il convient de proposer au vote de l'assemblée délibérante le Compte Administratif 2015 de ce budget annexe, appuyé de toutes ses annexes.

Les éléments significatifs de ce Compte Administratif sont présentés ci-dessous :

| | Résultat à la clôture de l'exercice 2014 | Part affectée | Opérations de l'exercice | | Solde d'Exécution 2015 | Résultats cumulés 2015 |
|-----------------------|--|---------------|--------------------------|--------------|------------------------|------------------------|
| | | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 164 472,25 | | 226 851,17 | 919 261,54 | 692 410,37 | 856 882,62 |
| Fonctionnement | | | 1 146 112,71 | 1 146 112,71 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 164 472,25 | | 1 372 963,88 | 2 065 374,25 | 692 410,37 | 856 882,62 |

Ce Compte Administratif fait apparaître les résultats suivants :

| | Résultats cumulés de l'exercice 2015 | Restes à réaliser | | Solde des restes à réaliser | Résultat de clôture 2015 |
|-----------------------|--------------------------------------|-------------------|------------|-----------------------------|--------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | 856 882,62 | | | 0,00 | 856 882,62 |
| Fonctionnement | 0,00 | 176 544,12 | 304 000,00 | | 127 455,88 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable pour le Budget Annexe des Zones d'Activités.

Délibère après que le Président de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de

Berre - Durance en exercice au 31 décembre 2015 s'est retiré,

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 115-246/16/CM

■ Compte de Gestion 2015 pour le Budget Annexe des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance MET 16/362/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exécution des dépenses et des recettes du Budget Annexe des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance relatives à l'exercice 2015 a été réalisée par le Comptable.

Le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif du Budget Annexe des Zones d'Activités de cet EPCI.

Le Comptable a transmis ce compte de gestion à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avant le 1^{er} juin comme la loi lui en fait obligation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable.

Délibère

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2014 | Part affectée | Opérations de l'exercice | | Solde d'Exécution 2015 | Résultats cumulés 2015 |
|-----------------------|---|---------------|--------------------------|--------------|---------------------------|---------------------------|
| | | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | -1 467 916,81 | | 4 220 425,69 | 5 063 244,71 | 842 819,02 | -625 097,79 |
| Fonctionnement | 3 378 882,41 | | 2 036 257,51 | 3 758 580,29 | 1 722 322,78 | 5 101 205,19 |
| TOTAL | 1 910 965,60 | | 6 256 683,20 | 8 821 825,00 | 2 565 141,80 | 4 476 107,40 |

Article unique :

Est déclaré que le Compte de Gestion (M14) du Budget Annexe des Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance établi par le Comptable de cet EPCI pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 116-247/16/CM

**■ Compte Administratif 2015 pour le Budget Annexe du service public d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance
MET 16/398/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le service public d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance a fait l'objet d'un budget annexe.

Il convient de proposer au vote de l'assemblée délibérante le Compte Administratif 2015 de ce budget annexe, appuyé de toutes ses annexes.

Les éléments significatifs de ce Compte Administratif sont présentés ci-dessous :

Ce Compte Administratif fait apparaître les résultats suivants :

| | Résultats cumulés de l'exercice 2015 | Restes à réaliser | | Solde des restes à réaliser | Résultat de clôture 2015 |
|-----------------------|---|-------------------|--------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | | |
| Investissement | -625 097,79 | 2 668 647,54 | 1 776 628,86 | -892 018,68 | -1 517 116,47 |
| Fonctionnement | 5 101 205,19 | | | | 5 101 205,19 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 3 en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable pour le Budget Annexe du Service Public d'Assainissement.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Service Public d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 117-248/16/CM

**■ Compte de Gestion 2015 pour le Budget Annexe du service public d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.
MET 16/357/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exécution des dépenses et des recettes du Budget Annexe du service public d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance relatives à l'exercice 2015 a été réalisée par le Comptable.

Le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif du Budget Annexe du service public d'assainissement de cet EPCI.

Le Comptable a transmis ce compte de gestion à la Métropole Aix Marseille Provence avant le 1^{er} juin comme la loi lui en fait obligation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Président de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance en exercice au 31 décembre 2015 et celles du Compte de Gestion du Comptable

Délibère

Article unique :

Est déclaré que le Compte de Gestion (M49) du Budget Annexe du service public d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance établi par le Comptable de cet EPCI pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 118-249/16/CM

■ Vote de la reprise anticipée du résultat 2015 du Budget Annexe du Service Public Local de Transports MET 16/363/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 43 et dans les conditions prévues à l'article

L 5217-10-11 du C.G.C.T, le Conseil de la Métropole peut procéder à la reprise anticipée du résultat. Ainsi, il est proposé à l'Assemblée de déterminer le résultat provisoire du Budget du Service Public de Transports 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.

Après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures l'ensemble des titres de recettes émis et des mandats de paiement ordonnancés sur l'exercice 2015 et qu'il a pris en compte les restes à réaliser de la section d'investissement (cf. tableaux ci-joints), le résultat 2015 s'établit comme suit :

- Résultat Section de Fonctionnement : 1 263 105.10 euros

- Résultat Section Investissement : 145 650.11 euros y compris les restes à réaliser

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est inscrit au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local de Transports les écritures relatives aux résultats provisoires de l'exercice tel que proposé ci-dessus.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 119-250/16/CM

■ **Vote du Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Eau Potable du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues**
MET 16/366/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 6 789 026,48 € | 6 789 026,48 € |

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|-----------------|-----------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 17 885 835,51 € | 17 885 835,51 € |

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Eau Potable du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières,

Le projet de Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Eau Potable du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues s'élève à :

La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 120-251/16/CM

■ **Vote de la reprise anticipée du résultat 2015 du Budget Annexe des Zones d'Activités du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues.**
MET 16/367/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 43 et dans les conditions prévues à l'article L 5217-10-11 du C.G.C.T, le Conseil de la Métropole peut procéder à la reprise anticipée du résultat. Ainsi, il est proposé à l'Assemblée de déterminer le résultat provisoire du Budget des Zones d'Activités 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.

Après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures l'ensemble des titres de recettes émis et des mandats de paiement ordonnancés sur l'exercice 2015 et qu'il a pris en compte les restes à réaliser de la section d'investissement (cf. tableaux ci-joints), le résultat 2015 s'établit comme suit :

- Résultat Section de Fonctionnement : 0.00 euros

- Résultat Section Investissement : 856 882.62 euros y compris les restes à réaliser

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est décidé d'inscrire au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Zones d'Activités du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues. les écritures relatives aux résultats provisoires de l'exercice tel que proposé ci-dessus.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian

PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 121-252/16/CM

■ Vote de la reprise anticipée du résultat 2015 et affectation provisoire au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues. MET 16/368/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49 et dans les conditions prévues à l'article L5217-10-11 du C.G.C.T, le Conseil de la Métropole peut procéder à la reprise anticipée du résultat. Ainsi, il est proposé à l'Assemblée de déterminer le résultat provisoire du Budget du Service Public d'Assainissement 2015 et de l'affecter dès le Budget Primitif 2016.

Après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures l'ensemble des titres de recettes émis et des mandats de paiement ordonnancés sur l'exercice 2015 et qu'il a pris en compte les restes à réaliser de la section d'investissement (cf. tableaux ci-joints), le résultat 2015 s'établit comme suit :

- Résultat Section de Fonctionnement : 5 101 205.19 euros

- Résultat Section Investissement : -1 517 116.47 euros y compris les restes à réaliser

Il est proposé d'affecter 1 600 000 euros à la section d'investissement correspondant au besoin de financement, et de maintenir par conséquent, la somme de 3 501 205.19 euros sur la section de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est décidé de reprendre de façon anticipée les résultats 2015 du budget annexe du service public d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance

Article 2 :

Est décidé d'affecter provisoirement l'excédent de fonctionnement 2015 du budget annexe du service public d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance tel que proposé ci-dessus.

Article 3 :

Est décidé d'inscrire au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, les écritures relatives aux résultats provisoires de l'exercice tel que proposé ci-dessus.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 122-253/16/CM

■ **Vote de la reprise anticipée du résultat 2015 et affectation provisoire au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Eau Potable du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues.**
MET 16/369/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49 et dans les conditions prévues à l'article L 5217-10-11 du CGCT, le Conseil de la Métropole peut procéder à la reprise anticipée du résultat. Ainsi, il est proposé à l'Assemblée de déterminer le résultat provisoire du Budget du Service Public d'Eau Potable 2015 et de l'affecter dès le Budget Primitif 2016.

Après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures l'ensemble des titres de recettes émis et des mandats de paiement ordonnancés sur l'exercice 2015 et qu'il a pris en compte les restes à réaliser de la section d'investissement (cf. tableaux ci-joints), le résultat 2015 s'établit comme suit :

- Résultat Section de Fonctionnement :

5 759 790.07 euros

- Résultat Section Investissement :

- 3 906 764.98 euros y compris les restes à réaliser

Il est proposé d'affecter 3 906 764.98 euros à la section d'investissement correspondant au besoin de financement, et de maintenir par conséquent, la somme de 1 853 025.09 euros sur la section de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-10-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n° 3 en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

relatives aux résultats provisoires de l'exercice tel que proposé ci-dessus.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Article 1 :

Est décidé de reprendre de façon anticipée les résultats 2015 du budget annexe du service public d'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance.

Article 2 :

Est décidé d'affecter provisoirement l'excédent de fonctionnement 2015 du budget annexe du service public d'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance tel que proposé ci-dessus.

Article 3 :

Est décidé d'inscrire au Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Eau Potable du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, les écritures

HN 123-254/16/CM

■ **Vote du Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues**
MET 16/370/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues s'élève à :

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 6 064 497,80 € | 6 064 497,80 € |

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|-----------------|-----------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 11 874 008,26 € | 11 874 008,26 € |

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN,

Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 124-255/16/CM

■ **Vote du Budget Primitif 2016 (période du 1^{er} janvier au 31 mai 2016) du Budget Annexe du Service Public de Transports du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues**
MET 16/371/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Budget Primitif 2016 (période du 1^{er} janvier au 31 mai 2016) du Budget Annexe du Service Public de Transports du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues s'élève à :

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 5 313 626,70 € | 5 313 626,70 € |

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 5 408 846,75 € | 5 408 846,75 € |

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016;

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique:

Est adopté le Budget Primitif 2016 (période du 1^{er} janvier 2016 au 31 mai 2016) du Budget Annexe du Service Public de Transports du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-

Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.
Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 125-256/16/CM

■ Vote du Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Zones d'Activités du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues
MET 16/375/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues s'élève à :

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 4 750 283,12 € | 4 750 283,12 € |

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|----------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 4 446 283,12 € | 4 446 283,12 € |

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Zones d'Activités du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE,

Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre

MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 126-257/16/CM

■ **Vote de l'Etat Spécial 2016 du territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues**
MET 16/376/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat Spécial 2016 du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues s'élève à :

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|-----------------|-----------------|
| CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DE L'ETAT SPECIAL | 21 226 748,63 € | 21 226 748,63 € |

L'Etat Spécial détaillé figure en annexe

| | CHARGES | PRODUITS |
|--|----------------|-----------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DE L'ETAT SPECIAL | 3 742 655,00 € | 3 742 655,00 € |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5218-8 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté l'Etat Spécial 2016 du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 127-258/16/CM

■ Opérations de débroussaillage à réaliser par les Forestiers Sapeurs du Département des Bouches-du-Rhône – Proposition de travaux au titre du programme 2016 pour les communes du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues
MET 16/299/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône agit pour la sauvegarde de la forêt méditerranéenne. Dans ce cadre, les Forestiers Sapeurs du Département (FORSAP) exécutent un programme de travaux de prévention incendie tels que le débroussaillage, l'entretien des ouvrages de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) et les opérations Tazieff.

La proposition de travaux au titre du programme 2016 des Forestiers Sapeurs comprend :

En tranche ferme :

- entretien de la coupure verte – Bourdoneyrette Est (CFM 2006) sur 7,9 ha, commune de Lançon-Provence ;
- entretien de la coupure verte – Bourdoneyrette Ouest (CFM 2005) sur 8,4 ha, commune de Lançon-Provence ;
- entretien de la coupure verte – Zone d'appui Calissanne - sur 48,2 ha, commune de Lançon-Provence ;
- entretien Interface Sud RD 17 sur 5,3 ha, commune de Lançon-Provence ;
- création de BDS – piste de jonction « carrière – citerne n° 498 » sur 6,6 ha, commune de La Fare les Oliviers ;
- création de BDS – piste LA 208 - sur 14,7 ha, commune de Saint-Chamas ;
- entretien de la BDS piste RO 104 sur 9 ha, commune d'Aurons ;
- entretien de la BDS piste RO 108 sur 21 ha, communes de Lambesc/Vernègues.

En tranche optionnelle :

- entretien de la BDS piste LA 203 sur 2,1 ha, commune de Lançon-Provence ;
- entretien de la BDS piste RO 212 sur 6 ha, commune d'Aurons ;
- entretien de la BDS piste RO 200 sur 10 ha, communes de Lamanon et Salon-de-Provence ;
- entretien de la BDS piste RO 222 sur 15 ha, commune Salon de Provence ;
- entretien de la BDS piste RO 204 (chemin des Manières) sur 8 ha, commune Salon-de-Provence ;
- débroussaillage aux abords des citernes n°484 et n°279 et leurs accès, soit 12 ha, commune d'Aurons.

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets et que l'obtention de leur accord est indispensable à la réalisation des travaux.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de valider le programme 2016 et de solliciter l'intervention des services du Conseil Départemental (CD) des Bouches-du-Rhône afin que le CD finance et réalise ce programme dans le cadre de sa politique forestière de prévention incendie. Il est précisé que le Conseil Départemental ayant la maîtrise d'ouvrage de ces interventions, les communes du territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues n'y participent pas financièrement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est validé le programme de travaux des Forestiers Sapeurs 2016 pour les communes du territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

Article 2 :

Est sollicitée l'intervention le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin qu'il finance et réalise le programme 2016 dans le cadre de sa politique forestière.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer tous les documents et les actes relatifs à ce projet.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Mme Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 128-259/16/CM

■ Modification de la délibération n°200/15 adoptée par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance le 14 septembre 2015 relative au report du délai de signature de l'acte de vente d'un terrain à la société SALGEMM sur le parc d'activités de la Crau à Salon de Provence
MET 16/308/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que l'ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolé Provence » a décidé de vendre en 2014 à la société SALGEMM un terrain sur le parc d'activités de la Crau à Salon de Provence, composé des parcelles cadastrées DL 155, DL 165, DL 166, DL 167, DL 171 et DL 172, d'une superficie de 8 000 m², pour l'extension du site actuel de LOGIDIS au prix de 38 euros HT/m² et ce, suite à l'avis rendu par les Services Fiscaux de France Domaine.

Le projet consiste en une seconde extension de l'entrepôt de produits secs préexistant sur 11.300 m². Pour cela, il convient de déplacer les parkings actuels sur le terrain voisin, à savoir le lot 109.

La délibération du 22 septembre 2014 n° 209/14, prise en ce sens par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, prévoyait la réalisation de la vente au plus tard le 30 juin 2015.

Or, même si les conditions suspensives à la réitération authentique du compromis sont réalisées, la rédaction de l'acte de vente unique pour ce terrain et donc sa signature ont été retardées.

C'est pourquoi par délibération n° 200/15 du 14 septembre 2015, il a été décidé de reporter la date de réalisation de la vente au 31 décembre 2015.

Aujourd'hui, il convient de nouveau de repousser la date de réalisation de la vente au plus tard le 31 décembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions du Code Civil ;
- La délibération communautaire n° 209/14 du 22 septembre 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance relative à la cession d'un terrain sur le parc d'activités de la Crau à SALGEMM ;

- La délibération communautaire n° 200/15 du 14 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance relative au report du délai de signature de l'acte de vente ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est autorisé le report de la date limite de signature de l'acte de vente du terrain de 8 000 m² précité à la société SALGEMM au plus tard le 31 décembre 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

Article 3 :

Est précisé que les autres dispositions de la délibération adoptée par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance n° 209/14 du 22 septembre 2014 demeurent inchangées et rigoureusement applicables.

Mesdames, Messieurs, Marc POGGIALE, Michel ILLAC, André MOLINO, Georges ROSSO, Christian PELLICANI, Gaby CHARROUX, Eliane ISIDORE, Patricia FERNANDEZ, Florian SALAZAR-MARTIN, Henri CAMBESSEDES, Yves MESNARD, Pierre MINGAUD, André JULLIEN, Roger MEI, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 129-260/16/CM

**■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie » - Abrogation de la délibération n° HN 014-016/16/CM
MET 16/444/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 014-16/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie », qui s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du code précité, il est établi dans chacun des six territoires un conseil de territoire composé des conseillers de la métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque conseil de territoire, les conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désignés conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : « *jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions* ».

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : « Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, en tant qu'il s'applique à la métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1er janvier 2018 », excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations avant cette date.

Les prérogatives propres des conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du code général des collectivités territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un conseil de territoire, elle est donnée à l'ensemble des conseils de territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le président du conseil de territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque conseil de territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le président du conseil de territoire peut recevoir délégation du conseil de territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la métropole.

Le Président du conseil de territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des conseils de territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le président du conseil de territoire ou son représentant rendra compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des conseils de territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux conseils de territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque conseil de territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées par les douze communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences exercées préalablement par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en vertu de l'intérêt communautaire sont aujourd'hui déléguées au conseil de territoire.

Sont notamment concernées à ce titre les compétences ci-après :

- Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu,

- Actions de protection et de valorisation des espaces naturels et espaces agricoles d'interface : prévention contre l'incendie, sylviculture, sylvopastoralisme, friches agricoles, accueil du public, biodiversité et paysages ;
- Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) ;
- Promotion et valorisation touristique du territoire, impulsion et participation active au sein de l'office intercommunale du pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens ;
- Gestion de l'université du temps libre ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion de l'ensemble des projets d'équipements et de l'ensemble des équipements déclarés d'intérêt communautaires par la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile avant le 31 décembre 2015 ;
- En matière de développement économique :
 - o Accueil des entreprises sur le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile : favorisation de l'implantation et de la création d'entreprises notamment par le biais des pépinières d'entreprises et par la création d'un pôle entrepreneurial dans la zone des paluds,
 - o Animation économique : accompagnement et suivi individuel et collectif des entreprises, mise en réseau, organisation d'événements, élaboration et mise en œuvre d'un système d'information entreprises,
 - o Attractivité économique : création, entretien, gestion, requalification et dynamisation des zones d'activités économiques,
 - o Emploi, formation, insertion : contribution à la mise en cohérence entre les acteurs économiques, de l'emploi et le grand public ; développement de la formation notamment par l'établissement de partenariats avec les acteurs de la formation professionnelle ; favorisation de l'insertion notamment par le développement des clauses d'insertion dans les marchés publics ainsi que par l'accompagnement et le suivi des structures d'insertion par l'activité économique ; gestion et développement du pôle accueil insertion, orientation dit "la Boussole" ;

- En matière d'équilibre social de l'habitat :

- o Elaboration et mise en œuvre de la politique du logement,
- o actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire notamment soutien à la création de nouveaux logements sociaux, réhabilitation des logements insalubres, revitalisation des centres anciens, dispositifs publics d'accès à la propriété, et soutien à l'ensemble des aides aux bailleurs sociaux sous forme de participations, de subventions ou de garanties d'emprunt ;
- o actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire, notamment développement de l'offre de logements spécialement aménagés pour les personnes à mobilité réduite, création et maintien des dispositifs de soutien des jeunes travailleurs et des étudiants, ainsi que les aides à la personnes favorisant l'accès au logement ;
- o amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire dans laquelle s'inscrivent notamment des objectifs de développement durable, d'économie d'énergie et de lutte contre la précarité énergétique

- En matière d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'actions ou d'équipements publics d'intérêt communautaire ;

Il est également proposé de déléguer au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

A titre optionnel :

- Assainissement ;
- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie (lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores,

élimination et valorisation des déchets ménages et déchets assimilés ou partie de cette compétence dans les conditions fixées par l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêts communautaire.

A titre facultatif :

- Opérations d'aménagement d'intérêt communautaire autres que celles prévues dans les compétences obligatoires et optionnelles ;
- Actions de prévention des incendies, d'aménagement et de protection des espaces boisés et des espaces agricoles, de valorisation des sentiers d randonnée, de préservation des sites d'intérêt écologique ;
- Mise en place d'un plan intercommunal de l'environnement
- Réalisation des études de diagnostic en matière de zonages relatifs à l'assainissement collectif et non collectif, permettant aux communes de prendre les décisions nécessaires dans le cadre de la loi sur l'eau ;

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au conseil de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le conseil de territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 014-16/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au conseil de territoire de « Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie » conformément aux dispositions de l' article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme,

b) actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

c) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;

d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au 31 décembre 2015.

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, relèvent de l'exercice des attributions déléguées :

- Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu,

- Actions de protection et de valorisation des espaces naturels et espaces agricoles d'interface : prévention contre l'incendie, sylviculture, sylvopastoralisme, friches agricoles, accueil du public, biodiversité et paysages ;

- Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) ;

- Promotion et valorisation touristique du territoire, impulsion et participation active au sein de l'office intercommunal du pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens ;

- Gestion de l'université du temps libre ;

- Construction, aménagement, entretien et gestion de l'ensemble des projets d'équipements et de l'ensemble des équipements déclarés d'intérêt communautaires par la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile avant le 31 décembre 2015 ;

- En matière de développement économique :

- Accueil des entreprises sur le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile : favorisation de l'implantation et de la création d'entreprises notamment par le biais des pépinières d'entreprises et par la création d'un pôle entrepreneurial dans la zone des paluds,

- Animation économique : accompagnement et suivi individuel et collectif des entreprises, mise en réseau, organisation d'événements, élaboration et mise en œuvre d'un système d'information entreprises,

- Attractivité économique : création, entretien, gestion, requalification et dynamisation des zones d'activités économiques,

- Emploi, formation, insertion : contribution à la mise en cohérence entre les acteurs économiques, de l'emploi et le grand public ; développement de la formation notamment par l'établissement de partenariats avec les acteurs de la formation professionnelle ; favorisation de l'insertion notamment par le développement des clauses d'insertion dans les marchés publics ainsi que par l'accompagnement et le suivi des structures d'insertion par l'activité économique ; gestion et développement du pôle accueil insertion, orientation dit "la Boussole" ;

- En matière d'équilibre social de l'habitat :

- Elaboration et mise en œuvre de la politique du logement,
 - actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire notamment soutien à la création de nouveaux logements sociaux, réhabilitation des logements insalubres, revitalisation des centres anciens, dispositifs publics d'accession à la propriété, et soutien à l'ensemble des aides aux bailleurs sociaux sous forme de participations, de subventions ou de garanties d'emprunt ;
 - actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire, notamment développement de l'offre de logements spécialement aménagés pour les personnes à mobilité réduite, création et maintien des dispositifs de soutien des jeunes travailleurs et des étudiants, ainsi que les aides à la personnes favorisant l'accès au logement ;
 - amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire dans laquelle s'inscrivent notamment des objectifs de développement durable, d'économie d'énergie et de lutte contre la précarité énergétique ;
 - En matière d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'actions ou d'équipements publics d'intérêt communautaire ;
- conditions fixées par l'article L. 2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales),
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire,
 - Opérations d'aménagement d'intérêt communautaire autres que celles prévues dans les compétences obligatoires et optionnelles,
 - Actions de prévention des incendies, d'aménagement et de protection des espaces boisés et des espaces agricoles, de valorisation des sentiers de randonnées, de préservation des sites d'intérêt archéologique,
 - Mise en place d'un plan intercommunal de l'environnement
 - Réalisation des études de diagnostic en matière de zonages relatifs à l'assainissement collectif et non collectif, permettant aux communes de prendre les décisions nécessaires dans le cadre de la loi sur l'eau ;

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est restreint aux seules attributions effectivement transférées par les douze communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au 31 décembre 2015.

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le Conseil de la Métropole.

Sont également déléguées au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Assainissement,
- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie (lutte contre la pollution de l'air ; lutte contre les nuisances sonores ; élimination, valorisation des déchets ménages et déchets assimilés ou partie de cette compétence dans les

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le conseil de territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 130-261/16/CM

■ Approbation du Compte de Gestion de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile relatif à l'exercice 2015 MET 16/353/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Compte de Gestion est, en application des dispositions de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, produit au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale avant le 1^{er} juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'Assemblée Délibérante qui arrête les comptes.

Le Compte de Gestion de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile présente pour l'année 2015, des résultats de fonctionnement et d'investissement identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2015 du Compte de Gestion sont les suivants :

BUDGET PRINCIPAL

Section d'investissement
-5 795 454.21 euros
Section de fonctionnement
4 052 405.84 euros

Solde
-1 743 048.37 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement
4 692 424.16 euros
Section de fonctionnement
505 173.13 euros

Solde
5 197 597.29 euros

BUDGET ANNEXE TRANSPORT

Section d'investissement -
2 542 037.74 euros
Section de fonctionnement
4 196 778.23 euros

Solde
1 654 740.49 euros

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Section d'investissement
-716 565.71 euros
Section de fonctionnement
1 020 558.65 euros

Solde
303 992.94 euros

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

Section d'investissement
-186 701.24 euros
Section de fonctionnement
7 210.66 euros

Solde
-179 490.58 euros

BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO.VENTE DE PRODUITS DERIVES

Section d'investissement
0.00 euros
Section de fonctionnement
94 300.72 euros

Solde
94 300.72 euros

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

Section d'investissement
-326 362.25 euros
Section de fonctionnement
1 546.68 euros

Solde
-324 815.57 euros

Article 2 :

Les valeurs inactives (titres déposés par des tiers, timbres, tickets des régisseurs...), comptabilisées par le seul Receveur des Finances, présentent en fin de gestion un solde arrêté au montant de **0,00 euros**.

Article 3 :

Sont approuvés les résultats de clôture du Compte de Gestion de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2015.

Article 4 :

Est approuvée la reprise des résultats de clôture du Compte de Gestion 2015 dans les documents budgétaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'année 2016.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 131-262/16/CM

■ Vote du budget primitif 2016 du budget annexe des Transports - Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/395/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif d'une collectivité est l'acte majeur par lequel sont prévues les dépenses et les recettes de l'année, permettant la mise en œuvre des politiques publiques décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le rapport sur les orientations budgétaires qui s'est déroulé le 7 avril dernier a permis de poser le cadre d'élaboration du budget primitif 2016.

Le budget primitif 2016 du budget annexe des Transports du Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie est équilibré en dépenses et en recettes de la manière suivante :

| | |
|----------------|---------------------|
| Fonctionnement | 22 813 269,37 euros |
| Investissement | 20 702 792,97 euros |

Ce budget est voté conformément à l'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet de reporter de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 92-125 du 6 Février 1992 ;
- Le rapport sur les orientations budgétaires du 7 avril 2016 ;
- Le projet de budget primitif 2016.

Où il rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Budget primitif 2016 du Budget annexe des Transports du Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, arrêté au montant suivant , équilibré par section :

| | |
|---------------------------|---------------------|
| Section de fonctionnement | 22 813 269,37 euros |
| Section d'investissement | 20 702 792,97 euros |
| Dépenses | 20 702 792,97 euros |
| Reports | 996 214,23 euros |
| Propositions nouvelles | 19 706 578,74 euros |
| Recettes | 20 702 792,97 euros |
| Reports | 1 247 262,97 euros |
| Propositions nouvelles | 19 455 530,00 euros |

Article 2 :

Est décidé de reprendre les résultats de l'année précédente de manière anticipée, suivant le tableau ci-dessous :

| | | | |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
| Fonctionnement | 1 194 722,80 euros | 3 002 055,43 euros | 4 196 778,23 euros |
| Investissement | -13 821 560,72 euros | 11 279 522,98 euros | -2 542 037,74 euros |

| | | |
|---|------------------------|------------------------|
| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 1 296 778,23 euros | |
| Recette d'Investissement | | 2 900 000,00 euros |

Article 3 :

Est visé et adopté l'ensemble des états annexes joints au budget primitif 2016.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif d'une collectivité est l'acte majeur par lequel sont prévues les dépenses et les recettes de l'année, permettant la mise en œuvre des politiques publiques décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le rapport sur les orientations budgétaires qui s'est déroulé le 7 avril dernier a permis de poser le cadre d'élaboration du budget primitif 2016.

HN 132-263/16/CM

■ **Vote du budget primitif 2016 des budgets annexes Assainissement, Régie Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement, Exposition Picasso (vente de produits dérivés) et Réseau de chaleur urbain - Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie.**
MET 16/396/CM

Les budgets primitifs 2016 des budgets annexes Assainissement, Régie Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement, Exposition Picasso (vente de produits dérivés) et Réseau de chaleur urbain du Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie sont équilibrés en dépenses et en recettes de la manière suivante :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :

| | |
|----------------|--------------------|
| Fonctionnement | 2 914 531,50 euros |
| Investissement | 8 390 175,16 euros |

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES DECHETS :

| | |
|----------------|-------------------|
| Fonctionnement | 546 558,65 euros |
| Investissement | 978 000,000 euros |

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT :

| | |
|----------------|--------------------|
| Fonctionnement | 7 210,66 euros |
| Investissement | 1 754 800,00 euros |

BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO (ventes de produits dérivés) :

| | |
|----------------|-----------------|
| Fonctionnement | 95 636,87 euros |
| Investissement | 0,00 euros |

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN :

| | |
|----------------|------------------|
| Fonctionnement | 225 246,68 euros |
| Investissement | 683 621,00 euros |

Ces budgets sont votés conformément à l'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet de reporter de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 92-125 du 6 Février 1992 ;
- Le rapport sur les orientations budgétaires du 7 avril 2016 ;
- Les projets de budgets primitifs 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Sont adoptés les Budget primitifs 2016 des budgets annexes Assainissement, Régie Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement, Exposition Picasso (vente de produits dérivés) et Réseau de chaleur urbain du Conseil de territoire d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, arrêtés aux montants suivants, équilibrés par section :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :

| | |
|---------------------------|--------------------|
| Section de fonctionnement | 2 914 531,50 euros |
| Section d'investissement | 8 390 175,16 euros |
| Dépenses | 8 390 175,16 euros |
| Reports | 5 402 188,54 euros |
| Propositions nouvelles | 2 987 986,62 euros |
| Recettes | 8 390 175,16 euros |
| Reports | 1 350 838,00 euros |
| Propositions nouvelles | 2 346 913,00 euros |

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES DECHETS :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Section de fonctionnement | 546 558,65 euros |
| Section d'investissement | 978 000,00 euros |
| Dépenses | 978 000,00 euros |
| Reports | 716 565,71 euros |
| Propositions nouvelles | 261 434,29 euros |
| Recettes | 978 000,00 euros |
| Reports | 0,00 euros |

| | |
|------------------------|------------------|
| Propositions nouvelles | 978 000,00 euros |
|------------------------|------------------|

BUDGET ANNEXE OPERATIONS
D'AMENAGEMENT :

| | |
|---------------------------|--------------------|
| Section de fonctionnement | 7 210,66 euros |
| Section d'investissement | 1 754 800,00 euros |
| Dépenses | 1 754 800,00 euros |
| Reports | 953 694,58 euros |
| Propositions nouvelles | 747 410,84 euros |
| Recettes | 1 754 800,00 euros |
| Reports | 1 173 800,00 euros |
| Propositions nouvelles | 581 000,00 euros |

BUDGET ANNEXE EXPOSITION
PICASSO (ventes de produits dérivés) :

| | |
|---------------------------|-----------------|
| Section de fonctionnement | 95 636,87 euros |
| Section d'investissement | 0,00 euros |
| Dépenses | 0,00 euros |
| Reports | 0,00 euros |
| Propositions nouvelles | 0,00 euros |
| Recettes | 0,00 euros |
| Reports | 0,00 euros |
| Propositions nouvelles | 0,00 euros |

BUDGET ANNEXE RESEAU DE
CHALEUR URBAIN :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Section de fonctionnement | 225 246,68 euros |
| Section d'investissement | 683 621,00 euros |
| Dépenses | 683 621,00 euros |
| Reports | 148 186,81 euros |
| Propositions nouvelles | 209 071,94 euros |
| Recettes | 683 621,00 euros |
| Reports | 475 821,00 euros |
| Propositions nouvelles | 207 800,00 euros |

Article 2 :

Est décidé de reprendre les résultats de l'année précédente de manière anticipée, suivant les tableaux ci-dessous :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :

| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 866 377,78 euros | -361 204,65 euros | 505 173,13 euros |
| Investissement | 4 181 171,00 euros | 511 253,16 euros | 4 692 424,16 euros |

| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
|---|------------------------|------------------------|
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 505 173,13 euros | |
| Recette d'Investissement | | 0,00 euros |

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES DECHETS :

| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 1 244 663,52 euros | -224 104,87 euros | 1 020 558,65 euros |
| Investissement | - 463 284,93 euros | -253 280,78 euros | -716 565,71 euros |

| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
|---|------------------------|------------------------|
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 282 558,65 euros | |
| Recette d'Investissement | | 738 000,00 euros |

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT :

| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 7 913,28 euros | -702,62 euros | 7 210,66 euros |
| Investissement | -480 900,30 euros | 294 199,06 euros | -186 701,24 euros |

| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
|---|------------------------|------------------------|
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 7 210,66 euros | |
| Recette d'Investissement | | 0,00 euros |

BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO (ventes de produits dérivés) :

| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 90 636,87 euros | 3 663,85 euros | 94 300,72 euros |
| Investissement | 0,00 euros | 0,00 euros | 0,00 euros |

| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
|---|------------------------|------------------------|
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 94 300,72 euros | |
| Recette d'Investissement | | 0,00 euros |

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN :

| | Résultat reporté N-1 | Résultat de l'exercice | Solde global d'exécution |
|----------------|----------------------|------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 48,40 euros | 1 498,28 euros | 1 546,68 euros |
| Investissement | 96 542,82 euros | -229 819,43 euros | -326 362,25 euros |

| Affectation du résultat de fonctionnement | | |
|---|------------------------|------------------------|
| | Report à nouveau : 002 | Autres réserves : 1068 |
| Recette de Fonctionnement | 1 546,68 euros | |
| Recette d'Investissement | | 0,00 euros |

Article 3 :

Est visé et adopté l'ensemble des états annexes joints aux budgets primitifs 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 133-264/16/CM

■ **Zac des Vigneaux à Cuges-les-Pins - Avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie**
MET 16/233/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 24 mars 2010, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 300.000 euros afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de la Zac des Vigneaux à Cuges-les-Pins, conformément aux dispositions de l'article 16 de la concession d'aménagement confiée à la Saempa, à cet effet, et à l'article L1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales tant précisé que la Saempa se dénomme, aujourd'hui, Sem Façonéo.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2016, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 6 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'Agglomération et la Saempa ;
- L'article 16 de la concession d'aménagement signée le 22 septembre 2009 ;
- La délibération du 24 mars 2010 autorisant, à la Saempa, une avance de trésorerie de 300.000 euros et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le projet d'avenant n° 6 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est reconduite l'avance de 300.000 euros versée à la Sem Façonéo au titre de la concession d'aménagement de la Zac des Vigneaux pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie correspondant avec la Sem Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 134-265/16/CM

■ **Zac de la Chapelle à La Bouilladisse - Avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie avec la Spl Façonéo - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie**
MET 16/241/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 7-0214 du 26 février 2014, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 171.000 euros à la Spl Façonéo afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de la Zac de la Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la Zac de la Chapelle, signée avec la Spl Façonéo et à l'article L.1523-2, 4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° 6-1115 du 30 novembre 2015, le Conseil Communautaire a complété l'avance avec un montant de 153.000 euros portant l'avance globale de trésorerie à 342.000 euros.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2016, de reconduire cette avance, 342.000 euros, et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 12 décembre 2013 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement pour la Zac de La Chapelle à La Bouilladisse entre la Communauté d'Agglomération et la Spl Façonéo ;

- L'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement pour la Zac de La Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- La délibération n° 6-1115 du Conseil de Communauté de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015 accordant une avance de trésorerie complémentaire à la Spl Façonéo ;
- Le projet d'avenant n° 3 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est reconduite l'avance de 342 000 euros versée à la Spl Façonéo au titre de la concession d'aménagement de la Zac de la Chapelle de La Bouilladisse pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie correspondant avec la Spl Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 135-266/16/CM

■ **Les Arcades à La Penne-sur-Huveaune - Avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie avec la Spl Façonéo - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie**
MET 16/242/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 2 mars 2015, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 euros afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à La Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la Spl Façonéo, à cet effet, et à l'article L1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2016, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 1 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 16-0614 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'Agglomération et la Spl Façonéo ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;
- La délibération de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant, à la Spl Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 euros ;
- Le projet d'avenant n° 1 annexé à la présente ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

L'avance de 95.000 euros versée à la Spl Façonéo au titre de la concession d'aménagement du projet des Arcades est reconduite pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie annexé à la présente.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer l'avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie pour le projet des Arcades à La Penne-sur-Huveaune avec la Spl Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 136-267/16/CM

■ Extension de la zone des Paluds à Aubagne - Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/243/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0302 du 20 mars 2002, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'extension de la Za des Paluds à Aubagne à la Saempa, selon les stipulations d'une convention d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme tant précisé que la Saempa se dénomme, aujourd'hui, Sem Façonéo.

Aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L1523-2, 4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la possibilité du versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la Communauté d'Agglomération à la Sem Façonéo, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la convention d'aménagement précitée.

Par délibération n° 16-1008 en date du 1^{er} octobre 2008 le Conseil Communautaire a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 400.000 euros, par délibération n° 11-1210 du 15 décembre 2010, le Conseil Communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 800.000 euros et par délibération n° 5-0214 du 26 février 2014 le Conseil Communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 880.000 euros afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de l'opération.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2016, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 mars 2002 approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'Agglomération et la Saempa ;
- L'article 17 de la convention d'aménagement ;
- La délibération n° 5-0214 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février accordant une avance de trésorerie à la Sem Façonéo d'un montant de 880.000 euros ;
- Le projet d'avenant n° 8 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est reconduite l'avance de trésorerie à 880.000 euros versée à la Sem Façonéo au titre de la convention d'aménagement pour l'extension de la Za des Paluds pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 8 à la convention d'avance temporaire ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie correspondante, avec la Sem Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 137-268/16/CM

■ Zone d'activités Napollon Baronnette à Aubagne - Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/244/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1^{er} octobre 2008, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l' Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 500.000 euros afin de contribuer au financement en besoin de trésorerie de l'opération d'aménagement de la zone d'activités Napollon/Baronnette à Aubagne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la convention d'aménagement confiée à la Saempa, et à l'article L.1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales tant précisé que la Saempa se dénomme, aujourd'hui, Sem Façonéo.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2016, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 juin 2003, approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'Agglomération et la Saempa ;
- L'article 19 de la convention d'aménagement signée le 15 juillet 2003 ;
- La délibération du Conseil Communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 1^{er} octobre 2008 autorisant à la Saempa une avance de trésorerie de 500.000 euros et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le projet d'avenant n° 8 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est reconduite l'avance de 500.000 euros versée à la Sem Façonéo au titre de la convention d'aménagement de la Za Napollon / Baronnette pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer l'avenant n° 8 la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 138-269/16/CM

**■ Cessions de terrains impasse des Martinets à Aubagne - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/250/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a exercé son droit de préemption, en janvier 2014, et s'est portée acquéreur des parcelles cadastrées CT 88, 93, 94, 1326 et 1430, situées Impasse des Martinets quartier des Jonquiers à Aubagne.

Le motif de la préemption portait essentiellement sur la mise en œuvre du projet de la ZAC des Gargues et la nécessité de déplacer des entreprises implantées dans le périmètre de la ZAC.

En décembre 2014, l'Etat a porté à connaissance l'aléa inondation du bassin versant de l'Huveaune, impactant notamment Aubagne. Cette nouvelle connaissance du risque remet en cause les projets de développement économique du territoire, notamment l'extension de la zone des Paluds. Il est donc nécessaire de réinterroger globalement le développement urbain du territoire et notamment le projet des Gargues.

Dans ce contexte, la Communauté d'agglomération renonce à l'utilisation de ce bien pour les motifs exposés dans le cadre de la préemption. Conformément aux articles L213-11 et R213-16 du Code de l'Urbanisme, ces parcelles ont été proposées en priorité aux anciens propriétaires. Ayant refusé l'offre, la cession a été proposée à la SCI DULAP, acquéreur évincé, qui a accepté de se porter acquéreur de ces parcelles pour un montant de 430.000 euros.

Le montant de la transaction s'élèvera donc à 430.000 euros, en cohérence avec l'avis des domaines n°2015-02V3097.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L213-11 et R213-16 ;
- Le porter à connaissance de l'Etat relatif à l'aléa inondation du bassin versant de l'Huveaune reçu le 4 décembre 2014 ;
- L'avis des domaines n°2015-02V3097 estimant le bien à 400.000 euros ;
- La réponse négative des Consorts Genson Masson pour se porter acquéreur des parcelles CT 88, 93, 94, 1326 et 1430, situées Impasse des Martinets à Aubagne.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à céder le bien objet de la présente délibération pour un montant de 430.000 euros à la SCI DULAP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer tout acte relatif à la cession des parcelles CT 88, 93, 94, 1326 et 1430, situées Impasse des Martinets à Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 139-270/16/CM

■ **Avis sur le projet de plan local d'urbanisme de la commune d'Aubagne - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie**
MET 16/258/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier reçu le 27 janvier, la commune d'Aubagne a transmis pour avis, conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de PLU arrêté par délibération du 16 décembre 2015.

Le projet de PLU d'Aubagne est fondé sur les principes suivants :

- dynamiser le rayonnement d'Aubagne en l'ouvrant à la modernité tout en s'appuyant sur son histoire, sa culture et ses traditions, il s'agira donc de tout à la fois :

- de conforter le rôle d'Aubagne comme pôle urbain majeur à l'Est de Marseille et comme locomotive du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Pour cela, des orientations et une ambition forte sont données au centre-ville d'Aubagne. Elles s'appuient sur le développement économique et culturel de la ville, sur l'amélioration des déplacements et le réaménagement des espaces publics et la revalorisation du centre ancien ;
- de mettre en œuvre les orientations qui ont été fixées et qui permettront de donner une nouvelle dimension économique et plus particulièrement : la requalification de la zone des Paluds, le confortement de la zone de Napollon, l'identification d'espaces permettant l'accueil d'activités productives, la préservation des espaces agricoles ;

- assurer un développement raisonné et plus équilibré, avec la production de logements de qualité, le confortement de la diversité du parc de logements, la limitation de la consommation d'espace pour préserver l'identité et les paysages aubagnais, l'articulation des choix de développement urbain avec les capacités de desserte, le déploiement d'équipements dans toute la ville, l'apaisement de la ville et la promotion d'un développement toujours plus respectueux de l'environnement.

L'analyse du PLU d'Aubagne montre que les orientations d'aménagement définies sont en cohérence avec les grandes orientations du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, déclinées dans le document d'orientations et d'objectifs, principalement sur les points suivants :

- la mise en place des conditions permettant d'assurer un développement urbain maîtrisé : définition d'outils réglementaires favorisant l'articulation urbanisme/transport et la production de logements nécessaires au parcours résidentiel ;
- des mesures permettant la préservation et la mise en valeur de la trame bleue et verte ;
- la promotion du développement économique et de la création d'emplois : identification et préservation de la zone agricole comme support du développement économique, identification d'espaces pouvant accueillir des activités productives génératrices d'emplois.

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé d'émettre un avis favorable sur le PLU d'Aubagne arrêté par délibération du 16 décembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 avril 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est donné un avis favorable au plan local d'urbanisme de la commune d'Aubagne arrêté le 16 décembre 2015.

Mesdames et Messieurs, BARAT Loïc, BAUMANN Jean-Pierre, BEAUVAL Yves, BESNAÏNOU Jacques, CATANEO Michel, D'ANGIO Sandrine, DUGUET Sandra, LAMY Dany, LELOUIS Gisèle, MAGGIO Antoine, MARANDAT Bernard, MARTI Jeanne, MAUNIER Marcel, MAURY Georges, MUSTACHIA Marie, PHILIPPE Elisabeth, RAVIER Stéphane, RIBIERE Maryvone, TRANI Jocelyne, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 140-271/16/CM

■ Convention d'objectifs avec l'Association des Arrosants pour la Modernisation des Irrigations d'Aubagne (ASAMIA) pour l'année 2016 - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/260/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet, le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, pourvoyeuse d'emplois, garante d'une qualité de vie et de protection contre les risques majeurs (incendie, érosion)

La charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour le maintien et le développement a été adoptée par l'ensemble des partenaires le 20 avril 2011. Celle-ci se fonde à la fois sur les résultats des actions engagées depuis 1992 (action foncière, modernisation des irrigations, accès au conseil technique pour les exploitants, animation et promotion de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne ») mais également sur la nécessité de relever de nouveaux défis :

- sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières ;
- pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité ;
- renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels ;
- assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins ;
- mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

L'ASAMIA est une association dont l'objet est l'irrigation sous-pression de la plaine de Beaudinard à Aubagne. L'association compte 652 bornes d'irrigation, et 538 adhérents pour un périmètre de 329 ha. Le réseau de l'ASAMIA compte environ 45 kms de canalisations enterrées, pour une grande partie posée en deux tranches de travaux : 34 kms de réseaux posés en 1994 et 11 kms de réseaux posés en 2001.

L'alimentation en eau brute de l'ASAMIA dépend uniquement du Canal de Marseille et plus précisément de la dérivation de Gémenos.

L'eau brute, une fois prélevée sur le canal de Marseille, est décantée dans un bassin de 7 500 m³. Puis la station de pompage des Craux, créée quant à elle en 1993, permet l'alimentation en eau brute des arrosants grâce à quatre pompes, un ballon hydrophore, des armoires électriques, et des équipements de comptage.

L'ASAMIA s'inscrit pleinement dans le cadre du maintien d'une activité agricole périurbaine de qualité, et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique publique portée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Jusqu'en décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a concouru au financement de l'ASAMIA en lui versant une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention d'objectifs annuelle.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'ASAMIA afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs 2016 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement pour un montant de 90 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 141-272/16/CM

■ Convention d'objectifs avec le Centre d'Etudes techniques Agricoles du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CETA) pour l'année 2016 - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/261/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet, le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, pourvoyeuse d'emplois, garante d'une qualité de vie et de protection contre les risques majeurs (incendie, érosion)

La charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour le maintien et le développement a été adoptée par l'ensemble des partenaires le 20 avril 2011. Celle-ci se fonde à la fois sur les résultats des actions engagées depuis 1992 (action foncière, modernisation des irrigations, accès au conseil technique pour les exploitants, animation et promotion de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne ») mais également sur la nécessité de relever de nouveaux défis :

- sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières ;
- pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité ;
- renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels ;
- assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins ;
- mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

Association loi 1901 fédérant près d'une soixantaine d'agriculteurs dynamiques et engagés dans la démarche, le CETA est un des partenaires majeurs de la collectivité dans la mise en œuvre de cette politique publique, assurant notamment trois types de missions structurantes :

- le conseil et l'accompagnement technique auprès de chaque adhérent ;
- l'animation, le contrôle et le suivi de la démarche qualité de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne » ainsi que sa promotion ;
- la réalisation et le développement de projets collectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la politique agricole périurbaine est un axe majeur du projet de territoire ;
- Le bilan positif du partenariat avec la CETA dans le cadre de la mise en œuvre de la charte agricole.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs 2016 à intervenir entre le CETA et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cette convention portant sur l'attribution d'une subvention d'un montant de 100 000 euros (cent mille euros) pour l'année 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 142-273/16/CM

**■ Aménagement du site Rousselot à Aubagne - Autorisation donnée au mandataire de signer un marché de travaux et des avenants aux marchés en cours - Territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie
MET 16/270/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2011, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la Saempa, devenue aujourd'hui Sem Façonéo, un contrat de mandat pour le suivi des études et la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics de l'opération Rousselot à Aubagne.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est fixée à 3 761 715 euros HT.

Les trois premiers lots de travaux, « Terrassements – VRD – Génie civil – Mobilier », « Eclairage public » et « Espaces verts », ont été notifiés le 1^{er} octobre 2013.

En outre, du fait de la pose du mobilier urbain en fin d'aménagement, la consultation du lot 4 « ombrières » a été reportée à fin 2015 dans l'objectif d'adapter le futur équipement à de potentielles évolutions de techniques ou de matériaux.

Ainsi, l'appel à candidatures relatif à la réalisation des ombrières a été lancé en procédure adaptée le 21 décembre 2015, pour une remise des offres fixée au 18 janvier 2016. L'analyse des offres a été effectuée par le cabinet Citta, mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre.

Les travaux relatifs à l'aménagement des espaces publics ont démarré fin 2013 pour un achèvement conditionné à l'avancement des chantiers des promoteurs, Agir pour l'Ilôt Nord et Pitch Promotion pour l'Ilôt Sud, qui prévoient respectivement leurs dernières livraisons en mars et avril 2016.

Face à l'avancement du chantier en voie de finalisation, la passation d'avenants aux marchés de travaux s'avère aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte des adaptations détaillées ci-après :

LOT n°2 « Eclairage public » : SANTERNE

- Suite à la cession du fonds de commerce, transfert du marché de l'entreprise Santerne à l'entreprise Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est ;
- Modification du réseau d'alimentation du coffret d'éclairage public sur façade du bâtiment A du Promoteur Agir afin de s'adapter au bardage du bâtiment pour 399,87 euros HT ;
- Déplacement de 2 mâts d'éclairage sur la place de l'Ilôt Nord pour 2 582 euros HT.

| | |
|---------------------------|------------|
| | Euros H.T. |
| Marché initial | 57 646,90 |
| Avenant n°1 | 8 541,30 |
| Avenant n°2 | 2 981,87 |
| Nouveau montant du marché | 69 170,07 |

LOT n°3 « Espaces verts » : PAYSAGES MEDITERRANEENS

Modification de prestations techniques sans modification du montant du marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération n° 8-0911 du 27 septembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ayant pour objet de confier à la Saempa, devenue aujourd'hui Sem Façonéo, un contrat de mandat pour le suivi des études et la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics de l'opération Rousselot à Aubagne ;
- La délibération n° 6-1215 du 14 décembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile augmentant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;
- Le rapport d'analyse des offres du lot « ombrières » en date du 10 février 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 20 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Directeur de la Sem Façonéo, mandataire, est autorisé à signer le marché de travaux avec l'entreprise Synergitech pour l'exécution du lot 4 « ombrières » pour un montant de 39 489 euros HT ainsi que tous documents s'y rapportant.

Article 2 :

Monsieur le Directeur de la Sem Façonéo, mandataire, est autorisé à signer les avenants aux marchés de travaux des lots 2 et 3 cités ci-dessus ainsi que tous documents s'y rapportant.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 143-274/16/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône » - Abrogation de la délibération n° HN 015-017/16/CM MET 16/445/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 015-017/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône » qui s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé des Conseillers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque Conseil de Territoire, les Conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désigné Conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : *« la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code »,* et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : *« jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions ».*

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : *« Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant qu'il s'applique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 »,* excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux

aquatiques et prévention des inondations avant cette date.

Les prérogatives propres des conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° *Elaboration du projet métropolitain.* »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un conseil de territoire, elle est donnée à l'ensemble des conseils de territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque conseil de territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des conseils de territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rendra compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des conseils de territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux conseils de territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque conseil de territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées par les six communes de ce territoire au SAN Ouest Provence au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences préalablement exercées par le SAN Ouest Provence conformément aux délégations consenties par ses communes membres sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire dans la limite de la définition arrêtée par le comité syndical du SAN Ouest Provence et ses communes membres en vigueur au 31 décembre 2015 notamment en ce qui concerne les compétences culture, environnement, enseignement supérieur, politique de la ville et cohésion sociale, et entérinée par arrêté préfectoral.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le conseil de territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 214/14 du 23 juin 2014 du Comité Syndicat du San Ouest Provence portant approbation de l'inventaire des équipements existants ou en voie de réalisation et des services publics attachés ;
- La délibération n°204/14 du 16 juillet 2014 du Comité Syndicat du San Ouest Provence portant définitions des compétences de gestion de Ouest Provence ;
- La délibération n°331/15 du 29 septembre 2015 du Comité Syndicat du San Ouest Provence portant approbation du transfert partiel des compétences culture, environnement, politique de la ville et cohésion sociale et modifiant la délibération n°304/14 ;
- L'arrêté Préfectoral du 29 décembre 2015 approuvant l'inventaire des équipements existants ou en voie de réalisation et des services publics attachés du San Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 015-017/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au Conseil de Territoire de « Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône », conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

b) actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

c) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;

d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire au SAN Ouest Provence au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences préalablement exercées par le SAN Ouest Provence conformément aux délégations consenties par ses communes membres en application des dispositions du code général des collectivités locales applicables aux syndicats d'agglomération nouvelle, sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire dans la limite de la définition arrêtée par le comité syndical du SAN Ouest Provence et ses communes membres en vigueur au 31 décembre 2015 en ce qui concerne notamment les compétences culture, environnement, enseignement supérieur, politique de la ville et cohésion sociale, et entérinée par arrêté préfectoral.

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;

- pour les marchés de travaux, lorsqu' ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le conseil de territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 144-275/16/CM

■ Approbation du compte de gestion 2015 du budget principal et des budgets annexes du San Ouest

MET 16/319/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le rapporteur informe l'assemblée que le Compte de Gestion du Receveur est un document de synthèse qui rassemble tous les mouvements des comptes au cours de l'exercice

Le Compte de Gestion répond à deux objectifs :

- Justifier l'exécution du budget
- Présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité

Monsieur le Trésorier Principal a transmis à Ouest Provence les Comptes de Gestion de l'exercice 2015 du Budget Principal et des Budgets Annexes:

- o du service de l'Eau
- o du service de l'Assainissement
- o du service Industriel et Commercial
- o de la Régie Action Sociale
- o de la Régie Intercommunale de Collecte et Valorisation des Déchets

Ils reflètent parfaitement la situation des Comptes Administratifs présentés par la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Les Comptes de Gestion pour l'exercice 2015 du Budget Principal et des Budgets Annexes ci-dessous sont approuvés :

- du service de l'Eau,
- du service de l'Assainissement ,
- du service Industriel et Commercial,
- de la Régie Action Sociale,
- de la Régie Intercommunale de Collecte et Valorisation des Déchets.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du compte administratif 2015 du budget annexe du service de l' Eau relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du budget annexe du service de l' Eau conformément au tableau ci-dessous :

HN 145-276/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 - Budget annexe du service de l'Eau

MET 16/322/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).
Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 14 000 401,08 | 2 170 279,46 | 16 170 680,54 |
| | Titres de l'exercice | A | 6 250 889,77 | 1 388 327,49 | 7 639 217,26 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 6 250 889,77 | 1 388 327,49 | 7 639 217,26 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 14 000 401,08 | 2 170 279,46 | 16 170 680,54 |
| | Mandats de l'exercice | D | 5 667 117,81 | 1 118 843,87 | 6 785 961,68 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 5 667 117,81 | 1 118 843,87 | 6 785 961,68 |
| | | | | | |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | 583 771,96 | 269 483,62 | 853 255,58 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | -720 012,42 | 581 337,37 | -138 675,05 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | 259 557,91 | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | -136 240,46 | 591 263,08 | 455 022,62 |
| | | | | | |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | 2 482 865,80 | | |
| | RECETTES | L | 2 105 482,00 | | |
| | | | | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | -513 624,26 | 591 263,08 | 77 638,82 |

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriales et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Conformément à l'instruction M49 (instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), l'excédent de la section de fonctionnement de 591 263,08 euros couvre le déficit de la section d'investissement de 513 624,26 euros y compris les restes à réaliser en dépenses et en recettes. Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 77 638,82 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte administratif 2015 du budget annexe du service de l' Eau, chapitre par chapitre

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du compte administratif 2015 du budget annexe du service de l' Assainissement relève désormais de la métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du budget annexe du service de l'Assainissement conformément au tableau ci-dessous

HN 146-277/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 - Budget annexe du service de l'Assainissement MET 16/325/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

:

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 28 490 020,26 | 4 107 337,79 | 32 597 358,05 |
| | Titres de l'exercice | A | 13 747 970,81 | 3 244 726,47 | 16 992 697,28 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 13 747 970,81 | 3 244 726,47 | 16 992 697,28 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 28 490 020,26 | 4 107 337,79 | 32 597 358,05 |
| | Mandats de l'exercice | D | 15 867 771,57 | 2 075 914,75 | 17 943 686,32 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 15 867 771,57 | 2 075 914,75 | 17 943 686,32 |
| | | | | | |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | -2 119 800,76 | 1 168 811,72 | -950 989,04 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 130 575,74 | 1 628 320,02 | 1 758 895,76 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | 1 386 808,23 | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | -1 989 225,02 | 1 410 323,51 | -578 901,51 |
| | | | | | |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | 5 700 332,11 | | |
| | RECETTES | L | 6 329 969,30 | | |
| | | | | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | -1 359 587,83 | 1 410 323,51 | 50 735,68 |

Conformément à l'instruction M49 (l'instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), l'excédent de la section de fonctionnement de 1 410 323,51 euros couvre le déficit de la section d'investissement de 1 359 587,83 euros y compris les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 50 735,68 euros,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriales et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la Républiques ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le compte administratif 2015 du budget annexe du service de l'assainissement est approuvé, chapitre par chapitre

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 147-278/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 - Budget annexe du service Industriel et Commercial MET 16/327/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres),

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du compte administratif 2015 du budget annexe du service industriel et commercial relève désormais de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la métropole d'AIX-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du budget annexe du service industriel et commercial conformément au tableau ci-dessous :

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 15 922 837,07 | 2 812 196,85 | 18 735 033,92 |
| | Titres de l'exercice | A | 14 035 027,62 | 1 645 348,49 | 15 680 376,11 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 14 035 027,62 | 1 645 348,49 | 15 680 376,11 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 15 922 837,07 | 2 812 196,85 | 18 735 033,92 |
| | Mandats de l'exercice | D | 13 497 274,23 | 2 516 723,68 | 16 013 997,91 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 13 497 274,23 | 2 516 723,68 | 16 013 997,91 |
| | | | | | |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | 537 753,39 | -871 375,19 | -333 621,80 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | -49 032,88 | 1 052 439,05 | 1 003 406,17 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | 114 552,06 | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 488 720,51 | 66 511,80 | 555 232,31 |
| | | | | | |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | 31 467,79 | | |
| | RECETTES | L | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | 457 252,72 | 66 511,80 | 523 764,52 |

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Conformément à l'instruction M4 (instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), après prise en compte de l'excédent de la section de fonctionnement de 66 511,80 euros et de l'excédent de la section d'investissement de 457 252,72 euros y compris les restes à réaliser en dépenses et en recettes, le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 523 764,52 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la métropole de prendre la délibération ci-après :

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire en date du 21 avril 2016.

Ouï le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte administratif 2015 du budget annexe du service industriel et commercial, chapitre par chapitre

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du compte administratif 2015 du budget annexe de la Régie d'Action Sociale relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du budget annexe de la Régie d'Action Sociale conformément au tableau ci-dessous :

HN 148-279/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 - Budget annexe de la Régie Action Sociale MET 16/328/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|--------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 24 792,93 | 2 053 116,98 | 2 077 909,91 |
| | Titres de l'exercice | A | 9 851,83 | 1 982 068,33 | 1 991 920,16 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 9 851,83 | 1 982 068,33 | 1 991 920,16 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 24 792,93 | 2 053 116,98 | 2 077 909,91 |
| | Mandats de l'exercice | D | 14 937,58 | 2 008 533,41 | 2 023 470,99 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 14 937,58 | 2 008 533,41 | 2 023 470,99 |
| | | | | | |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | -5 085,75 | -26 465,08 | -31 550,83 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 14 692,93 | 63 384,98 | 78 077,91 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 9 607,18 | 36 919,90 | 46 527,08 |
| | | | | | |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | | | |
| | RECETTES | L | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | 9 607,18 | 36 919,90 | 46 527,08 |

Conformément à l'instruction M14 (instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), après prise en compte de l'excédent de la section de fonctionnement de 36 919,90 euros et de l'excédent de la section d'investissement de 9 607,18 euros, le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 46 527,08 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte administratif 2015 du budget annexe de la Régie d'Action Sociale, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 149-280/16/CM

■ Approbation du compte administratif 2015 - Budget annexe du service de la Régie Intercommunale de collecte et valorisation des déchets MET 16/329/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Ainsi, à la clôture de l'exercice budgétaire, l'ordonnateur, établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse rapprochant les prévisions ou autorisations des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation chapitre par chapitre du compte administratif 2015 du budget annexe de la Régie Intercommunale de Collecte et Valorisation des Déchets relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

| EXECUTION DU BUDGET 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|----------------|----------------|---------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 1 492 848,48 | 17 765 964,00 | 19 258 812,48 |
| | Titres de l'exercice | A | 885 973,93 | 15 730 479,47 | 16 616 453,40 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | B | | | |
| | TITRES REALISES | C=A | 885 973,93 | 15 730 479,47 | 16 616 453,40 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 1 492 848,48 | 17 765 964,00 | 19 258 812,48 |
| | Mandats de l'exercice | D | 423 497,60 | 17 528 227,31 | 17 951 724,91 |
| | Dont Rattachement à l'exercice | E | | | |
| | MANDATS REALISES | F=D | 423 497,60 | 17 528 227,31 | 17 951 724,91 |
| | | | | | |
| RESULTAT 2015 | Solde exécution brut | G=C-F | 462 476,33 | -1 797 747,84 | -1 335 271,51 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | H | 606 992,48 | 2 004 780,21 | 2 611 772,69 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | I | | | |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | J=G+H-I | 1 069 468,81 | 207 032,37 | 1 276 501,18 |
| | | | | | |
| RESTE A REALISER | DEPENSES | K | 953 101,76 | | |
| | RECETTES | L | 0,00 | | |
| | | | | | |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE 2015 | | M=J+L-K | 116 367,05 | 207 032,37 | 323 399,42 |

Conformément à l'instruction M14 (instruction budgétaire applicable en 2015 au SAN Ouest Provence), après prise en compte de l'excédent de la section de fonctionnement de 207 032,37 euros et de l'excédent de la section d'investissement de 116 367,05 euros y compris les restes à réaliser en

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du budget annexe de la Régie Intercommunale de Collecte et Valorisation des Déchets conformément au tableau ci-dessous :

dépenses et en recettes, le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 323 399,42 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte administratif 2015 du budget annexe de la Régie Intercommunale de Collecte et Valorisation des Déchets, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 150-281/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 - Eau potable MET 16/321/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant le budget primitif 2016 afin que celui-ci l'arrête définitivement.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation, chapitre par chapitre du budget annexe CT5 - Eau Potable relève désormais du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 322 105 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|--------------|--|
| chapitre 70 | Vente de produits fabriqués, prestations de services : |
| chapitre 75 | Autres produits de gestion courante: |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| | 43 340,00 euros |
| | 24 765,00 euros |

En dépenses

| | |
|--------------|---|
| chapitre 011 | Charges à caractère général |
| chapitre 012 | Charges de personnel et frais assimilés |
| chapitre 66 | Charges financières |
| chapitre 67 | Charges exceptionnelles |
| chapitre 023 | Virement à la section d'investissement |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| | 4 340,00 euros |
| | 715 326,00 euros |

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 7 842 365 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|--------------|---|
| chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées |
| chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement |
| chapitre 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| | 4 340,00 euros |
| | 715 326,00 euros |

En dépenses

| | |
|--------------------|---|
| chapitre 21 | Immobilisations corporelles |
| 6 784 600,00 euros | |
| chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées |
| chapitre 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| | 24 765,00 euros |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe CT5 - Eau Potable, chapitre par chapitre

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 151-282/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 - Entreprises MET 16/323/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant le budget primitif 2016 afin que celui-ci l'arrête définitivement.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation, chapitre par chapitre

du budget annexe CT5-Entreprises relève désormais du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 051 850 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|------------------|--|
| chapitre 70 | Vente de produits fabriqués, prestations de services : |
| 735 050,00 euros | |
| chapitre 75 | Autres produits de gestion courante: |
| 1 000,00 euros | |
| chapitre 76 | Produits financiers |
| 37 600,00 euros | |
| chapitre 77 | Produits exceptionnels |
| 156 200,00 euros | |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 122 000,00 euros | |

En dépenses

| | |
|------------------|---|
| chapitre 011 | Charges à caractère général |
| 391 500,00 euros | |
| chapitre 65 | Autres charges de gestion courante |
| 1 000,00 euros | |
| chapitre 66 | Charges financières |
| 144 823,00 euros | |
| chapitre 67 | Charges exceptionnelles |
| 7 000,00 euros | |
| chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciations |
| 6 000,00 euros | |
| chapitre 023 | Virement à la section d'investissement |
| 47 778,00 euros | |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 453 749,00 euros | |

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 3 338 711 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|------------------|--|
| chapitre 13 | Subventions d'investissement |
| 396 000,00 euros | |
| chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées |
| 938 184,00 euros | |
| chapitre 23 | Immobilisations en cours |
| 227 000,00 euros | |
| chapitre 165 | Dépôts et cautionnements |
| 15 000,00 euros | |
| chapitre 27 | Autres immobilisations financières |
| 118 000,00 euros | |
| chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement |
| 47 778,00 euros | |

chapitre 040 Opérations d'ordre de transferts
entre sections
453 749,00 euros
chapitre 041 Opérations patrimoniales
1 143 000,00 euros

En dépenses

chapitre 20 Immobilisation incorporelles
30 000,00 euros
chapitre 21 Immobilisations corporelles
318 242,00 euros
chapitre 23 Immobilisation en cours
1 287 469,00 euros
chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées
438 000,00 euros
chapitre 040 Opérations d'ordre de transferts
entre sections
122 000,00 euros
chapitre 041 Opérations patrimoniales
1 143 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe CT5-Entreprises, chapitre par chapitre

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 152-283/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 - Régie Action Sociale MET 16/324/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant le budget primitif 2016 afin que celui-ci l'arrête définitivement.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation, chapitre par chapitre du budget annexe CT5-Régie Action Sociale relève désormais du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 920 850 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 70 Produits des services du domaine et ventes diverses :
455 600,00 euros
chapitre 74 Dotations et Participations
1 439 200,00 euros
chapitre 75 Autres produits de gestion
25 500,00 euros
chapitre 042 Opérations d'ordre de transferts entre sections
550,00 euros

En dépenses

chapitre 011 Charges à caractère général
1 330 870,00 euros
chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés
481 464,71 euros
chapitre 65 Autres charges de gestion courante
19 000,00 euros
chapitre 67 Charges exceptionnelles
80 000,00 euros
chapitre 023 Virement à la section d'investissement
1 715,29 euros

chapitre 042 Opérations d'ordre de transferts
entre sections
7 800,00 euros

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 17 987 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|--|--|
| chapitre 13 7 764,71 euros | Subventions d'investissement |
| chapitre 10 réserves 707,00 euros | Dotations, fonds divers et réserves |
| chapitre 021 fonctionnement 1 715,29 euros | Virement de la section de fonctionnement |
| chapitre 040 entre sections 7 800,00 euros | Opérations d'ordre de transferts |

En dépenses

| | |
|--|----------------------------------|
| chapitre 21 17 437,00 euros | Immobilisations corporelles |
| chapitre 040 entre sections 550,00 euros | Opérations d'ordre de transferts |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe -Régie Action Sociale, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 153-284/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 - Assainissement MET 16/326/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant le budget primitif 2016 afin que celui-ci l'arrête définitivement.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation, chapitre par chapitre du budget annexe CT5-Assainissement relève désormais du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 3 246 902 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|--|--|
| chapitre 70 2 241 935,00 euros | Vente de produits fabriqués, prestations de services |
| chapitre 74 698 000,00 euros | Subventions d'exploitation |
| chapitre 75 courante: 14 000,00 euros | Autres produits de gestion |
| chapitre 78 30 000,00 euros | Reprises sur provisions et dépréciations |
| chapitre 042 entre sections 262 967,00 euros | Opérations d'ordre de transferts |

En dépenses

| | |
|--------------------|---|
| chapitre 011 | Charges à caractère général |
| 393 697,00 euros | |
| chapitre 65 | Autres charges de gestion courante |
| 35 000,00 euros | |
| chapitre 66 | Charges financières |
| 991 000,00 euros | |
| chapitre 67 | Charges exceptionnelles |
| 18 000,00 euros | |
| chapitre 023 | Virement à la section d'investissement |
| 666 674,00 euros | |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 1 142 531,00 euros | |

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 24 331 992,00 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|---------------------|---|
| chapitre 13 | Subventions d'investissement |
| 290 225,00 euros | |
| chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées |
| 19 602 562,00 euros | |
| chapitre 23 | Immobilisation en cours |
| 438 000,00 euros | |
| chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement |
| 666 674,00 euros | |
| chapitre 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 1 142 531,00 euros | |
| chapitre 041 | Opérations patrimoniales |
| 2 192 000,00 euros | |

En dépenses

| | |
|---------------------|---|
| chapitre 20 | Immobilisation incorporelles |
| 7 200,00 euros | |
| chapitre 21 | Immobilisations corporelles |
| 16 955 725,00 euros | |
| chapitre 23 | Immobilisation en cours |
| 2 630 000,00 euros | |
| chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées |
| 2 284 100,00 euros | |
| chapitre 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 262 967,00 euros | |
| chapitre 041 | Opérations patrimoniales |
| 2 192 000,00 euros | |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe Assainissement, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 154-285/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 - Traitement des déchets MET 16/330/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant le budget primitif 2016 afin que celui-ci l'arrête définitivement.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation, chapitre par chapitre du budget annexe CT5-Traitements des déchets relève désormais du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 18 353 500,00 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|---------------------|---|
| chapitre 70 | Produits des services du domaine et ventes diverses : |
| 117 500,00 euros | |
| chapitre 74 | Dotations et Participations |
| 18 230 000,00 euros | |
| chapitre 75 | Autres produits de gestion courante |
| 1 000,00 euros | |
| chapitre 77 | Produits exceptionnels |
| 5 000,00 euros | |

En dépenses

| | |
|---------------------|---|
| chapitre 011 | Charges à caractère général |
| 11 743 948,00 euros | |
| chapitre 012 | Charges de personnel et frais assimilés |
| 5 600 000,00 euros | |
| chapitre 65 | Autres charges de gestion courante |
| 7 400,00 euros | |
| chapitre 67 | Charges exceptionnelles |
| chapitre 023 | Virement à la section d'investissement |
| 188 152,00 euros | |
| chapitre 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 813 000,00 euros | |

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 195 443,00 euros. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

| | |
|------------------|---|
| chapitre 13 | Subventions d'investissement |
| 95 320,00 euros | |
| chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves |
| 98 971,00 euros | |
| chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement |
| 188 152,00 euros | |
| chapitre 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |
| 813 000,00 euros | |

En dépenses

| | |
|--------------------|-------------------------------|
| chapitre 20 | Immobilisations incorporelles |
| 15 600,00 euros | |
| chapitre 21 | Immobilisations corporelles |
| 1 179 843,00 euros | |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au

Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

1 000,00 euros

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe CT5-Traitements des déchets, chapitre par chapitre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 155-286/16/CM

■ Cession d'une parcelle de terrain non bâti cadastrée section C n°3248 constituant le lot 1 située sur la Zone d'Activité de Malebarger II à Port-Saint-Louis-du-Rhône, appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au profit de la SCI TTCIMMO.

MET 16/332/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé par les délibérations n°15/15 du 10 février 2015 et n°208/15 du 19 mai 2015 une promesse de vente et la cession du lot n°1 de la zone Malebargé II à Port-Saint-Louis-du-Rhône au profit de la société SCI TTCIMMO pour un montant de 104 700 euros H.T. (cent quatre mille sept cents euros hors taxes).

Conformément aux dispositions du II de l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble de leurs actes.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de l'acte authentique en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution des délibérations ci-avant mentionnées.

La recette correspondante sera imputée au budget annexe industrie 2016 de la Métropole, chapitre 77, nature 775.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n°15/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 10 février 2015 et n° 208/15 du Bureau syndical du 19 mai 2015 relatives à la promesse de vente et la cession du lot n°1 de la zone Malebargé II à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot n°1 de la zone Malebargé II à Port-Saint-Louis-du-Rhône au profit de société SCI TTCIMMO pour un montant de 104 700 euros H.T. (cent quatre mille sept cents euros hors taxes).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 156-287/16/CM

**■ Projet communal de réhabilitation, sortie du patrimoine de la Métropole du bien cadastré section D18 situé Grand Rue au profit de la commune de Cornillon-Confoux
MET 16/333/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de son intégration au San Ouest Provence, la commune de Cornillon Confoux lui a transféré l'immeuble cadastré section D18 situé Grand Rue par l'inscription à l'inventaire des équipements réalisés ou en voie de réalisation et des services attachés dans le cadre de la compétence Développement Économique. Ce transfert, approuvé par délibération n°444/02 du 5 novembre 2002, apparaît ainsi dans le dernier inventaire de Ouest Provence tel qu'arrêté par le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 29 décembre 2015.

Toutefois, les actes de transfert de propriété au profit du San Ouest Provence n'ont pas été finalisés. Dès lors, afin de permettre à la commune la réalisation d'un projet de réhabilitation sur l'ensemble de l'équipement, il est indispensable de constater le retour de ce bien dans le patrimoine de la commune.

Les opérations comptables liées à cette sortie de patrimoine seront traitées ultérieurement par une délibération complémentaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés dans l'ensemble de leurs actes conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour constater la sortie de ce bien du patrimoine ci-avant mentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°444/02 du bureau syndical du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2002 ;
- L'arrêté du 29 décembre 2015 approuvant l'inventaire des équipements existants ou en voie de réalisation et des services publics attachés du SAN Ouest Provence ;
- La lettre de saisine du Président Du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 21 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le retour dans le patrimoine de la commune de Cornillon-Confoux de l'immeuble cadastré section D18 situé Grand Rue sur Cornillon.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 157-288/16/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre-les-Remparts » - Abrogation de la délibération n° HN 016-18/16/CM MET 16/446/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation de la délibération n° HN 016-18/16/CM et portant nouvelle délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de « Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre-les-Remparts », qui s'attache à présenter le cadre législatif relatif à l'exercice des compétences de la Métropole puis son application.

I – Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole.

L'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du code précité, il est établi dans chacun des six territoires un conseil de territoire composé des Conseillers de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, siègent également, de droit, au sein de chaque conseil de territoire, les conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désigné Conseillers métropolitains.

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le même article L.5218-2 précise toutefois que : « jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions ».

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République : « Le j du 6° du I de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant qu'il s'applique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (...) dans [sa] rédaction résultant de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, [n'est applicable] qu'à compter du 1er janvier 2018 », excluant ainsi la mise en œuvre d'un transfert à la métropole des prérogatives en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations avant cette date.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que :

« (...) [Le] Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L.5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des [présentes] dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la [section 2, du chapitre VIII du titre Ier du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales] ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des conseils de territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »

II – L'application du cadre d'exercice des compétences

Il y a lieu de mettre en œuvre le dispositif transitoire adopté par le législateur pour garantir des modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des EPCI désormais regroupés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rendra compte des travaux du conseil de territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la métropole.

A cette fin, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une délégation de compétences au profit des conseils de territoires durant la phase transitoire qui s'étendra de 2016 à 2020.

Le même dispositif législatif impose que les délégations autorisées le soient dans le respect des objectifs et des règles fixées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, il est proposé que les compétences déléguées aux conseils de territoire par la Métropole soient exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué à chaque Conseil de Territoire, au regard des douze premiers mois d'exercice délégué de ces attributions.

De surcroît, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est, le cas échéant, restreint au périmètre des seules attributions effectivement transférées par les trois communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les compétences exercées préalablement par la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en vertu de l'intérêt communautaire sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Sont concernées à ce titre les compétences en matière de :

- de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités ; les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;

- d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, à vocation économique d'intérêt communautaire ;

- d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre d'intérêt communautaire ;

- d'animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance déclarée d'intérêt communautaire.

Il est également proposé de déléguer au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Les plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestiers (P.I.D.A.F.).

- Le site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts.

- En matière de santé :

- Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé,

- Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de santé, d'offre de soins et d'offre médico-sociale, de santé environnementale),

- Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,

- Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier santé ville, le Contrat local de santé, le Conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé).

- Développement des espaces publics numériques.

- Valorisation du Mas de l'Hôpital.

- Education à l'environnement et au développement durable.

- Administration et gestion du Système d' Information Géographique sur le territoire du Pays de Martigues. Seront mises en œuvre toutes les informations géographiques utiles à la bonne réalisation des missions du Territoire du Pays de Martigues ou de ses communes membres.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public jusqu'alors exercées par les anciens EPCI fusionnés, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2003-132 du 5 décembre 2003 portant sur les compétences de la Communauté d'Agglomération - Dispositifs locaux de prévention de la délinquance - Déclaration d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2006-007 du 3 février 2006 portant sur les compétences de la Communauté d'Agglomération - Déclaration d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2006-90 du 11 juillet 2006 portant sur les compétences de la Communauté d'Agglomération – Aménagement de l'espace communautaire – Déclaration d'intérêt Communautaire ;
- La délibération n°2006-91 du 11 juillet 2006 portant sur les compétences de la Communauté d'Agglomération – Equilibre social de l'habitat – Déclaration d'intérêt communautaire.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 016-18/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016.

Article 2 :

Est délégué au conseil de territoire de «Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre-les-Remparts » conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu ou carte communale dans les conditions des articles L 134-11 et suivants du code de l'urbanisme ;

b) actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

c) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;

d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Conformément aux dispositions du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, cette délégation s'applique dans la limite des attributions effectivement transférées par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues au 31 décembre 2015.

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, relèvent de l'exercice des attributions déléguées :

- en matière de création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, les zones d'activités d'Ecopolis Martigues-sud, d'Ecopolis Caronte/Croix Sainte, de la Grand Colle, et de la zone d'activités des Étangs reconnues d'intérêt communautaire.
- en matière d'actions de développement économique ainsi que de participation au co-pilotage des pôles de compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie : ont été définies d'intérêt communautaire, les extensions et réhabilitations des zones d'activités économiques existantes et la création des zones d'activités futures ; les actions de promotion, de prospection dans le domaine économique, les aides économiques directes ou indirectes aux entreprises ; le soutien aux structures à vocation économique ; l'acquisition, la construction, l'aménagement et la gestion de bâtiments à usage économique ; l'acquisition de terrains en vue de permettre l'implantation d'activités économiques ; la réalisation de documents et d'études sur l'économie du Territoire.
- En matière d'aménagement de l'espace communautaire : les zones d'aménagement concerté à vocation économique existantes ou à créer,
- en matière de politique du logement, d'aides financières au logement social, d'actions en faveur du logement social ; d'actions en faveur du logement des personnes défavorisées : ont été définies d'intérêt communautaire et transférées à la Communauté d'Agglomération la mise en place d'outils de connaissance et de suivi du marché du logement et de l'habitat (observatoire, tableaux de bord), les études générales et thématiques concourant à la définition, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du logement à l'échelle du Territoire ; la participation au surcoût foncier et/ou aux garanties d'emprunt des logements sociaux financés avec des prêts type PLAI et des opérations de logements sociaux destinés aux personnes vieillissantes et/ou handicapées ; la participation au financement de structures d'accueil et d'hébergement spécifiques : résidences sociales, hôtels relais, foyers pour handicapés, programmes sociaux destinés aux personnes vieillissantes, logements d'urgence, dispositif d'hébergement d'urgence.

- en matière de d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre : ont été définies d'intérêt communautaire et transférées à la Communauté d'Agglomération, la participation à des financements publics ou privés d'opérations de réhabilitation du parc social et privé pour les travaux portant sur l'accessibilité des logements et immeubles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, les dispositifs collectifs ou individuels d'économie d'énergie ou de production d'énergie à partir de ressources renouvelables, la protection phonique des logements contre les nuisances sonores extérieures, la sortie d'insalubrité.
- en matière d'animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance : ont été définies d'intérêt communautaire et transférées à la Communauté d'Agglomération, les aides aux structures et associations qui œuvrent sur l'emploi, l'insertion et la formation dans la Communauté ; les aides aux structures et associations qui œuvrent pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et pour l'accompagnement et l'insertion par l'emploi des publics en difficulté, les contributions à la Mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les contributions au Plan Local d'Insertion pour l'emploi (PLIE), les contributions à la Plateforme d'Initiative Locale, les contributions à la conception et au fonctionnement d'outils territoriaux de lutte contre le chômage sur le territoire et le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dont le ressort territorial couvrira les communes de Martigues, Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts et Châteauneuf les Martigues pour le volet "Prévention de la Délinquance.;

Sont également déléguées au Conseil de Territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

- Les plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestiers (P.I.D.A.F.).
- Le site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts.
- En matière de santé :
 - Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé,

- Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de santé, d'offre de soins et d'offre médico-sociale, de santé environnementale),

- Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,

- Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier santé ville, le Contrat local de santé, le Conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé),

- Développement des espaces publics numériques

- Valorisation du Mas de l'Hôpital

- Education à l'environnement et au développement durable.

- Administration et gestion du Système d'Information Géographique sur le territoire du Pays de Martigues. Seront mises en œuvre toutes les informations géographiques utiles à la bonne réalisation des missions du Territoire du Pays de Martigues ou de ses communes membres.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, le périmètre de cette délégation est restreint aux seules attributions effectivement transférées par les trois communes de ce territoire à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues au 31 décembre 2015.

Article 3 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT;
- pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 4 :

En application du premier alinéa du II de l'article L.5218-7 du même code, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations cadres déterminées par le conseil de la métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le conseil de territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Article 5 :

A l'occasion de la première séance du Conseil de la Métropole suivant le délai d'un an à compter de la date de la présente délibération, le Président du Conseil de la Métropole inscrira au rôle des délibérations un rapport relatif à la pérennisation ou à l'évolution du périmètre délégué au Conseil de Territoire par la présente délibération.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 158-289/16/CM

■ **Vote du Compte de Gestion 2015 – Budget Principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues**
MET 16/404/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le Compte de Gestion du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---------------------------------|--------------------|-----------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 13 932 170,94 | 155 757 122,24 | 169 689 293,18 |
| | RECETTES NETTES | A | 10 471 333,38 | 144 639 540,51 | 155 110 873,89 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 13 932 170,94 | 155 757 122,24 | 169 689 293,18 |
| | DEPENSES NETTES | B | 5 924 798,35 | 153 080 118,82 | 159 004 917,17 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | | C = A – B | 4 546 535,03 | - 8440 578,31 | - 3 894 043,28 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | | D | - 2383 129,19 | 11 267 234,24 | 8 884 105,05 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | | E | | 993 348,32 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | | F=C+D-E | 2 163 405,84 | 1 833 307,61 | 3 996 713,45 |

➤ Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer ;

➤ Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 ;

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-31, L. 1612-12, L. 2121-14, L.2313.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclaré que le Compte de Gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 159-290/16/CM

■ Approbation du Compte Administratif 2015 du budget annexe de la Régie des Eaux de la

Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
MET 16/419/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion du Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2015 pour le Budget annexe de la Régie des Eaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de

l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation du Compte Administratif 2015 relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du Budget annexe de la Régie des Eaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues conformément au tableau ci-dessous :

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
|--|---------------------|-----------------|
| Réalisé | 3 090 984,83 | 2 559 788,13 |
| 001 reporté | | 2 668 032,18 |
| Total des dépenses et recettes de la section d'investissement | 3 090 984,83 | 5 227 820,31 |
| Résultat de la section d'investissement | 2 136 835,48 | |
| Restes à réaliser | 4 136 227,00 | 1 334 375,00 |
| Résultat des restes à réaliser | - 2 801 852,00 | |
| Solde d'exécution de la section d'investissement | - 665 016,52 | |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
| Réalisé | 7 645 372,47 | 9 121 765,14 |
| 002 reporté | | 858 436,11 |
| Total des dépenses et recettes de la section de fonctionnement | 7 645 372,47 | 9 980 201,25 |
| Résultat global de la section de fonctionnement | 2 334 828,78 | |

Conformément à l'instruction M49 (l'instruction budgétaire applicable en 2015 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues), l'excédent de la section de fonctionnement de 2 334 828,78 euros fera l'objet d'une délibération d'affectation du résultat.

Compte tenu des restes à réaliser, le solde d'exécution de la section d'investissement se solde donc par un besoin de 665 016,52 euros.

Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 1 669 812,26 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Budget annexe de la Régie des Eaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 160-291/16/CM

**■ Vote du compte de gestion 2015 - Budget annexe de la Régie des Eaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
MET 16/414/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le Compte de Gestion du Budget Annexe de la Régie des Eaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|--------------------------|--|---------------------|---------------------|-------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 7 368 231,18 | 9 818 436,11 | 17 186 667,29 |
| | RECETTES NETTES A | | 2 559 788,13 | 9 121 765,14 | 11 681 553,27 |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 7 368 231,18 | 9 818 436,11 | 17 186 667,29 |
| | DEPENSES NETTES B | | 3 090 984,83 | 7 645 372,47 | 10 736 357,30 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | C = A – B | | - 531 196,70 | 1 476 392,67 | 945 159,97 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | D | | 2 668 032,18 | 1 958 436,11 | 4 626 468,29 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | E | | | 1 100 000,00 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | F=C+D-E | | 2 136 835,48 | 2 334 828,78 | 4 471 664,26 |

- Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de

mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

➤ Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- **Ouï le rapport ci-dessus,**

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

HN 161-292/16/CM

**■ Approbation du Compte Administratif 2015 du budget annexe de la Régie d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
MET 16/420/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion du Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2015 pour le Budget annexe de la Régie d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, l'approbation du Compte Administratif 2015 relève désormais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le compte administratif 2015 afin que l'organe délibérant l'arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2015 du Budget annexe de la Régie d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues conformément au tableau ci-dessous :

Conformément à l'instruction M49 (l'instruction budgétaire applicable en 2015 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues), l'excédent de la section de fonctionnement de 2 020 176,63 euros fera l'objet d'une délibération d'affectation du résultat.

Compte tenu des restes à réaliser, le solde d'exécution de la section d'investissement se solde donc par un besoin de 596 873,26 euros.

Le résultat du Compte Administratif 2015 se solde donc par un excédent global de 1 423 303,37 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du Budget annexe de la Régie d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
|--|---------------------|-----------------|
| Réalisé | 2 259 737,67 | 2 382 456,98 |
| 001 reporté | | 1 225 769,43 |
| Total des dépenses et recettes de la section d'investissement | 2 259 737,67 | 3 608 226,41 |
| Résultat de la section d'investissement | 1 348 488,74 | |
| Restes à réaliser | 2 609 000,00 | 663 638,00 |
| Résultat des restes à réaliser | - 1 945 362,00 | |
| Solde d'exécution de la section d'investissement | - 596 873,26 | |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | DEPENSES | RECETTES |
| Réalisé | 5 038 669,62 | 6 224 588,00 |
| 002 reporté | | 834 258,25 |
| Total des dépenses et recettes de la section de fonctionnement | 5 038 669,62 | 7 058 846,25 |
| Résultat global de la section de fonctionnement | 2 020 176,63 | |

HN 162-293/16/CM

■ Vote du compte de gestion 2015 - Budget annexe de la Régie d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
MET 16/416/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délibérant sur le Compte de Gestion du Budget Annexe de la Régie Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues pour l'exercice 2015, résumé ci-après :

| COMPTE DE GESTION 2015 | | | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|------------------------------------|--------------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| RECETTES | PREVISIONS TOTALES | | 4 968 629,43 | 6 649 258,25 | 11 617 887,68 |
| | RECETTES NETTES A | | 2 382 456,98 | 6 224 588,00 | 8 607 044,98 |
| | | | | | |
| DEPENSES | PREVISIONS TOTALES | | 4 968 629,43 | 6 649 258,25 | 11 617 887,68 |
| | DEPENSES NETTES B | | 2 259 737,67 | 5 038 669,62 | 7 298 407,29 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | C = A – B | | 122 719,31 | 1 185 918,38 | 1 308 637,69 |
| | | | | | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2014 | D | | 1 225 769,43 | 1 834 258,25 | 3 060 027,68 |
| PART AFFECTE A L'INVESTISSEMENT | E | | | 1 000 000,00 | |
| RESULTAT DE CLOTURE 2015 | F=C+D-E | | 1 348 488,74 | 2 020 176,63 | 3 368 665,37 |

Vu

➤ Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

➤ Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

➤ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015,

➤ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

➤ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est adopté et déclare que le compte de gestion dressé par le Receveur pour l'exercice 2015, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 163-294/16/CM

■ Budget annexe de la Régie d'Assainissement - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre- les-Remparts - Budget Primitif 2016 MET 16/231/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au vote du Rapport d'Orientation Budgétaire du 7 avril 2016 il est proposé d'adopter le budget primitif de la Régie d'assainissement du Territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts qui s'équilibre en dépenses et en recettes pour l'exercice 2016 à 7 932 463 euros H.T.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année 2016. Il respecte les principes énumérés dans le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Le présent budget décrit l'ensemble des crédits pour l'année 2016, aussi bien en dépenses qu'en recettes. Ceux-ci s'élèvent pour l'année euros à :

Section d'exploitation– Dépenses : 5 830 000 euros H.T.

Section d'investissement– Dépenses : 2 102 463 euros H.T.

Dépenses totales : 7 932 463 euros H.T.

Section d'exploitation – Recettes : 5 830 000 euros H.T.

Section d'investissement– Recettes : 2 102 463 euros H.T.

Recettes totales : 7 932 463 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les articles L 2311-1, L 2312-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au vote du budget primitif ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN 018-07/04/16 CM du 30 avril 2015 approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire ;
- Les documents budgétaires ci-annexés ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les Remparts en date du 8 décembre 2015 ;
- L'avis du Conseil de Territoire

Où le rapport ci-dessus ;

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le Budget Annexe Primitif de l'Assainissement pour l'exercice 2016 en équilibre à 5 830 000 euros H.T pour la section d'exploitation et 2 102 463 euros H.T. pour la section d'investissement conformément aux documents budgétaires annexés à la présente délibération.

Article 2 :

Est voté le présent budget au chapitre (compte à deux chiffres) pour les sections d'investissement et d'exploitation, conformément à l'arrêté du 27 août 2002.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 164-295/16/CM

■ Budget annexe de la Régie des Eaux - Territoire Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Budget Primitif 2016 MET 16/230/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au vote du Rapport d'Orientation Budgétaire en date du 7 avril 2016 il est proposé d'adopter le budget primitif de la Régie des Eaux du Territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts qui s'équilibre en dépenses et en recettes pour l'exercice 2016 à 11 858 229 euros H.T.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année 2016. Il respecte les principes énumérés dans le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Le présent budget décrit l'ensemble des crédits pour l'année 2016, aussi bien en dépenses qu'en recettes. Ceux-ci s'élèvent pour l'année euros à :

Section d'exploitation– Dépenses : 9 036 000 euros H.T.

Section d'investissement– Dépenses : 2 822 229 euros H.T.

Dépenses totales : 11 858 229 euros H.T.

Section d'exploitation – Recettes : 9 036 000 euros H.T.

Section d'investissement– Recettes : 2 822 229 euros H.T.

Recettes totales : 11 858 229 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les articles L 2311-1, L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 018-07/04/16 CM du 30 avril 2015 approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire ;
- Les documents budgétaires ci-annexés ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les Remparts en date du 8 décembre 2015.
- L'avis du Conseil de Territoire

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Le Budget Annexe Primitif de l'Eau pour l'exercice 2016 est arrêté en équilibre à 9 036 000 euros H.T pour la section d'exploitation et 2 822 229 euros H.T. pour la section d'investissement conformément aux documents budgétaires annexés à la présente délibération.

Article 2 :

Le présent budget est voté au chapitre (compte à deux chiffres) pour les sections d'investissement et d'exploitation, conformément à l'arrêté du 27 août 2002.

Article 3 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 165-296/16/CM

■ Contrat de Ville 2015-2020 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Demande de participation auprès de l'Etat

MET 16/178/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a signé son Contrat de Ville le 25 septembre 2015 (approuvé par délibération n°CC2015-114 du Conseil Communautaire du 24 septembre 2015).

Ce Contrat de Ville nouvelle génération s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il prévoit un diagnostic de territoire, la définition d'orientations et les modalités de son animation et de sa gouvernance.

Le Contrat de Ville est le cadre de l'intervention publique sur des territoires dessinés sur la base d'un critère unique de pauvreté sur cinq ans. Il a été proposé par l'État aux communes, aux communautés d'agglomérations, aux Conseils Régional et Départemental et à d'autres partenaires.

Les politiques publiques qui devront être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé, ...

A la suite de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose deux actions concourant au développement de la citoyenneté en direction des jeunes :

- Animations Droit et Citoyenneté 2016 dont le financement est assuré comme suit :
Coût total du projet..... 8300 euros
Participation demandée...1300 euros

- Concours citoyenneté 2016 dont le financement est assuré comme suit :
Coût total du projet.....9000 euros
Participation demandée :.....2000 euros

Le Comité de Pilotage réuni le 1^{er} avril 2016 a émis un avis favorable pour la mise en œuvre de ces deux actions dans les quartiers réglementaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1^{er} avril 2016 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2016 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande de participation auprès de l'État d'une subvention de 3 300 euros affectée aux deux actions portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 166-297/16/CM

**■ Contrat de Ville 2015-2020 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Attribution de subventions à divers partenaires porteurs d'actions - Exercice 2016
MET 16/177/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a signé son Contrat de Ville le 25 septembre 2015 (approuvé par délibération n°CC2015-114 du Conseil Communautaire du 24 septembre 2015).

Ce Contrat de Ville nouvelle génération s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il prévoit un diagnostic de territoire, la définition d'orientations et les modalités de son animation et de sa gouvernance.

Le Contrat de Ville est le cadre de l'intervention publique sur des territoires dessinés sur la base d'un critère unique de pauvreté sur cinq ans. Il a été proposé par l'État aux communes, aux communautés d'agglomérations, aux Conseils Régional et Départemental et à d'autres partenaires.

Les politiques publiques qui doivent être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé, ...

A la suite de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville, différents porteurs nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Le Comité de Pilotage réuni le 1^{er} avril 2016 a émis un avis favorable pour la mise en œuvre de certaines de ces actions dans les quartiers réglementaires.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu de l'article L.5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces porteurs d'actions.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2016 à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 141 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1^{er} avril 2016 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2016 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution aux porteurs d'actions listés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 167-298/16/CM

■ Contrat de Ville 2015-2020 - Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts - Attributions de subventions aux porteurs d'actions au titre de l'exercice 2016 - Approbations de conventions de mise en œuvre des subventions entre la Métropole d'Aix Marseille Provence et les porteurs d'actions au titre de l'exercice 2016
MET 16/171/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de cohésion sociale et de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a signé son Contrat de Ville le 25 septembre 2015 (approuvé par délibération n°CC2015-114 du Conseil Communautaire du 24 septembre 2015).

Ce Contrat de Ville nouvelle génération s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il prévoit un diagnostic de territoire, la définition d'orientations et les modalités de son animation et de sa gouvernance.

Le Contrat de Ville est le cadre de l'intervention publique sur des territoires dessinés sur la base d'un critère unique de pauvreté sur cinq ans. Il a été proposé par l'État aux communes, aux communautés d'agglomérations, aux Conseils Régional et Départemental et à d'autres partenaires.

Les politiques publiques qui doivent être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé, ...

A la suite de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville, différents porteurs nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Le Comité de Pilotage réuni le 1^{er} avril 2016 a émis un avis favorable pour la mise en œuvre de certaines de ces actions dans les quartiers réglementaires.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération

intercommunale fusionnés en vertu de l'article L.5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces porteurs d'actions.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2016 à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention aux porteurs figurant dans la liste annexée à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 précisant que l'obligation de conclure une convention s'applique aux subventions donc le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1^{er} avril 2016 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2016 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire en date du 25 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux porteurs d'actions listés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions relatives à l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2016 telles qu'elles figurent en annexe.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et tous les documents nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

HN 168-299/16/CM

**■ Approbation du compte administratif 2015 du budget principal du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains
MET 16/412/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le compte administratif 2015 du budget principal du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 est arrêté comme suit :

| Libellés | Fonctionnement | | Investissement | | Total |
|--|-----------------------|-----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | |
| Solde d'exécution de l'exercice | 32 473 681,86 € | 28 909 411,01 € | 197 311,47 € | 2 374 425,73 € | |
| Résultat antérieur reporté | 1 823 421,18 € | | 1 411 055,15 € | | |
| Résultats de clôture de l'exercice 2014 | 5 387 692,03 € | | | 766 059,11 € | 4 621 632,92 € |
| Restes à réaliser | | 8 904,30 € | 81 867,65 € | 2 265 558,03 € | |
| Résultats cumulés | 5 378 787,73 € | | | 2 949 749,49 € | 2 429 038,24 € |

La **section de fonctionnement**, après la prise en compte des restes à réaliser pour 8 904,30 € fait donc apparaître un excédent de clôture de **5 378 787,73 euros**.

La **section d'investissement**, après la prise en compte des restes à réaliser pour 2 183 690,38 €, se solde par un déficit de clôture de **2 949 749,49 euros**.

En conséquence, le résultat global du budget principal du SMGETU se traduit par :

- un excédent comptable global de 4 621 632,92 euros
- un excédent de **2 429 038,24 euros** après prise en compte de l'ensemble des restes à réaliser en recettes et en dépenses des deux sections.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Oùï le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2015 du budget principal du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 169-300/16/CM

**■ Approbation du compte administratif 2015 de la Régie des Transports du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains
MET 16/421/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Rapporteur informe le Conseil Métropolitain que le compte administratif 2015 de la Régie des Transports du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2015 est arrêté comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

| Libellés | Fonctionnement | | Investissement | | total |
|--|---------------------|----------------|-----------------------|----------------|-----------------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | |
| Solde d'exécution de l'exercice | 9 489 135,04 € | 9 375 941,56 € | 3 695 249,13 € | 3 467 458,79 € | |
| Résultat antérieur reporté | 856 423,84 € | | 1 276 788,17 € | | |
| Résultats de clôture de l'exercice 2015 | 969 617,32 € | | 1 504 578,51 € | | 2 474 195,83 € |
| Restes à réaliser | | | | 1 471 890,90 € | |
| Résultats cumulés | 969 617,32 € | | 32 687,61 € | | 1 002 304,93 € |

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte administratif 2015 de la Régie des Transports du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains,

Article 2 :

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est dûment habilité à signer la présente délibération ainsi que toutes pièces s'y rattachant.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

La **section de fonctionnement** fait donc apparaître un excédent de clôture de **969 617,32 euros**.

Après la prise en compte des dépenses restant à réaliser pour 1 471 890,90 € le résultat de la **section d'investissement** se solde par un excédent de clôture de **32 687,61 euros**.

En conséquence, le résultat global du budget annexe du SMGETU se traduit par :

- un excédent comptable global de 2 474 195,83 euros,

- un excédent de 1 002 304,93 euros après prise en compte de l'ensemble des restes à réaliser en recettes et en dépenses des deux sections.

HN 170-301/16/CM

■ Approbation des comptes de gestion 2015 du budget principal et du budget annexe de la Régie des Transports du Syndicat Mixte de

Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains
MET 16/399/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé au Conseil Métropolitain qu'avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes)

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier et le bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Conformément à l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée délibérante doit procéder au vote du compte de gestion préalablement au vote du compte administratif.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recette émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

Et, considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Comptes de Gestion 2015 du receveur pour le budget principal et le budget annexe de la Régie des Transports du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains,

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 171-302/16/CM

■ Approbation du budget primitif 2016 du budget annexe du Réseau des transports Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 16/422/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif de l'exercice 2016 du budget annexe du Réseau Transports Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables, intégrant notamment les annexes telles que prévues à l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales, et se présente comme suit :

| | |
|------------------------------|-------------------|
| Dépenses de fonctionnement: | 21 914 000 |
| Dépenses d'investissement: | 4 651 000 |
| Dépenses totales : | 26 565 000 |
| Recettes de fonctionnement : | 21 914 000 |
| Recettes d'investissement : | 4 651 000 |
| Recettes totales : | 26 565 000 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.
Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 du budget annexe du Réseau des Transports Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les dépenses et les recettes sont votées au niveau du chapitre.

HN 172-303/16/CM

**■ Approbation du budget primitif 2016 du budget annexe de la Régie du réseau des Transports Ulysse
MET 16/424/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif de l'exercice 2016 du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse a été élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables, intégrant notamment les annexes telles que prévues à l'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et se présente comme suit :

| | |
|------------------------------|-------------------|
| Dépenses de fonctionnement: | 11 025 000 |
| Dépenses d'investissement: | 3 260 000 |
| Dépenses totales : | 14 285 000 |
| Recettes de fonctionnement : | 11 025 000 |
| Recettes d'investissement : | 3 260 000 |
| Recettes totales : | 14 285 000 |

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Article 2 :

Est précisé que les dépenses et les recettes sont votées au niveau du chapitre et autorise le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant dûment habilité à signer la présente délibération ainsi que toutes pièces s'y rattachant.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.
Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le budget primitif 2016 de la Régie du Réseau des transports Ulysse,

HN 173-304/16/CM

**■ Gratuité des lignes de bus du réseau Ulysse dans la desserte d'Istres dans le cadre de l'Opération Grand Istres Propre, samedi 28 mai 2016
MET 16/122/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis quelques années, la ville d'Istres s'est engagée dans une opération éco-citoyenne de nettoyage de ses espaces urbains et péri-urbains dénommée « Grand Istres Propre ». Cette action, reconduite pour l'année 2016, est programmée le samedi 28 mai 2016.

Cette action implique et fédère l'ensemble des habitants et acteurs de la ville. Elle associe également les services techniques et administratifs municipaux. Parmi ses objectifs figurent notamment la volonté de réveiller et mobiliser les consciences environnementales, de transmettre avec pédagogie les bons réflexes et attitudes au quotidien, de sensibiliser et de s'inscrire dans le processus de « développement durable » de la ville d'Istres.

La mobilisation est au rendez-vous puisque en 2015, 2400 habitants, 700 scolaires et 200 stagiaires de l'AFPA ont participé à cette opération.

Dans une volonté de répondre aux exigences de faire de cette journée un grand moment de mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement, il est proposé aux participants de se déplacer en bus pour rejoindre le lieu de rassemblement, situé à l'esplanade Bernardin Laugier, au centre-ville.

A ce titre, la ville d'Istres a sollicité le réseau de transport Ulysse pour instaurer la gratuité des lignes de desserte de la commune pour la période du samedi 28 mai 2016, date de l'édition 2016 de l'opération « Grand Istres Propre ».

Les lignes 6, 7, 8 et 9 du réseau Ulysse sont concernées par cette gratuité, dans la mesure où il s'agit de la ligne structurante (ligne 6) et des lignes de desserte locale (lignes 7, 8 et 9) de la ville d'Istres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2011-18 du comité syndical du 2 mai 2011 relative à la mise en place d'une tarification sur l'ensemble des réseaux du territoire du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains (SMGETU) ;
- La délibération 2012-38 du comité syndical du 10 juillet 2012 qui modifie la délibération 2011-18. Modification portant sur le renouvellement de la délivrance à

titre gratuit des cartes scolaires et étudiants de – 26 ans pour l'année 2012-2013 ;

- La délibération 2012-45 du comité syndical du 9 septembre 2013 qui modifie la délibération 2011-18. Modification portant sur la délivrance à titre gratuit des porte-cartes pour les scolaires et approuvant la délivrance à titre gratuit des cartes scolaires et étudiants de – 26 ans pour l'année 2013-2014 et les années scolaires suivantes ;
- La délibération 2015-49 du comité syndical du 9 juillet 2015 qui modifie la délibération 2011-18, approuvant l'instauration de la gratuité des navettes hyper centre sur les communes d'Istres et de Martigues à compter du 1^{er} septembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise en place de la gratuité pour la journée du samedi 28 mai 2016 sur les lignes 6, 7, 8 et 9 du réseau Ulysse, desservant la commune d'Istres, en lien avec l'opération « Grand Istres Propre ».

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

HN 175-164/16/CM

■ Budgets annexes Transports – Déficit des budgets annexes – Participations 2016 à l'équilibre versées par le budget principal HN 175-28/04/16 CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les transports urbains constituent une forme particulière de service public dont le caractère social l'emporte sur le caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs.

En effet, les exigences de service public et l'application des principes de « droit au transport pour tous » y compris pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'usager de son mode de transport » instaurés par la loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) du 10/12/1982, ont conduit la Métropole à développer à la fois une offre de transport adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses, la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée qui facilite l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers.

Dans les projets de Budget Primitif 2016 des Budgets Annexes "Transports", la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service, il existe donc des déficits prévisionnels sur certains Budgets Annexes des transports qui nécessite le recours à une participation du Budget Principal, tel que prévu par l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT.

Les participations 2016 du Budget Principal aux Budgets Annexes des transports sont déterminées par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Pour information, la participation prévisionnelle inscrite au Budget Primitif permettant d'équilibrer le Budget Annexe transports du CT1 est de 109 029 087,99 euros, concernant le CT4 cette participation est de 8 300 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation à l'équilibre des Budgets Annexes Transports versée par le Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le fait que la participation du Budget Principal nécessaire à l'équilibre est déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées des Budgets Annexes Transports des CT1 et CT4 et que le versement de ces participations s'effectuera en fin d'exercice.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Monsieur Jean-Christophe GROSSI ne participe pas aux votes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

HN 176-209/16/CM

■ Approbation d'une convention financière entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le GIP Politique de la Ville 2016 MET 16/182/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM et la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite loi Lamy, la Communauté Urbaine a vu le champ de ses compétences en matière de politique de la ville conforté et élargi.

La Ville de Marseille, qui compte trente-cinq quartiers prioritaires a confié la mise en œuvre de ses actions en ingénierie et en financement de la politique de la ville à un Groupement d'Intérêt Public créé le 20 juillet 1998.

En pleine application des dispositions législatives et des conclusions de la CLECT, la Communauté urbaine a vocation à se substituer à la Ville de Marseille dans le GIP Politique de la Ville, au titre du transfert de compétence en mettant à disposition de ce groupement les moyens humains financiers et matériels nécessaires à l'exercice de ses missions.

Le GIP Politique de la Ville constitue ainsi l'instance juridique et financière de pilotage et de mise en œuvre du contrat de ville intercommunal.

Pour participer à la mise en œuvre des compétences statutaires du Groupement, la Communauté urbaine devait s'engager à verser une dotation annuelle au GIP pour l'attribution des subventions auprès des porteurs de projet retenus dans le cadre de la programmation annuelle, ainsi que pour les frais de personnel et de fonctionnement.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Pour 2016, le montant total de la dotation communautaire au fonctionnement du Groupement s'élève à 5 925 122 euros et se décompose ainsi :

Frais de fonctionnement : 834 027 euros concernant les frais de structure, les études et frais de logistique du GIP, ainsi que les frais relatifs à des personnels contractuels (incluant la participation à la rémunération du personnel affecté à la mission santé Ville personnels ASV).

Subventions aux associations : 3 400 000 euros pour la mise en œuvre de la Programmation 2016.

Dépenses de personnel mis à disposition : 1 691 095 euros.

En application des dispositions de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, ce versement donne lieu à remboursement par le GIP. Ce remboursement par le GIP intervient à terme échu auprès du comptable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Receveur des Finances, à la fin de chaque année civile sur présentation par la Métropole d'un décompte annuel nominatif.

Les modalités d'attribution de cette dotation financière globale sont déterminées dans la convention annuelle ci-jointe conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le GIP Politique de la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, chapitre II relatif aux groupements d'intérêt public ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- L'avenant n°7 à la convention constitutive du GIP actant l'adhésion de Marseille Provence Métropole au GIP Politique de la Ville ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire n°1 en date du 22 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a transféré à la Communauté Urbaine de nouvelles compétences en matière de politique de la ville ;
- Que le GIP Politique de la Ville exerce depuis sa création la compétence politique de la ville pour le compte de la Ville de Marseille ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à se substituer en personnels et en moyens à la Ville de Marseille dans cette instance, au titre du transfert de compétence politique de la ville ;
- Que le versement d'une dotation financière globale est nécessaire au fonctionnement du GIP Politique de la Ville ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le GIP Politique de la Ville.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 - nature 6574 - Sous politique E110 - 5DHACS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.